This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

COLLECTION

DE

RÉSUMÉS HISTORIQUES.

DE L'IMPRIMERIE DE VICTOR CABUCHET,
RUE DU BOULOI, N° 4.

RÉSUMÉ DE L'HISTOIRE

DES

ABLISSEMENS EUROPÉENS

DANS LES INDES OCCIDENTALES,

DEPUIS LE PREMIER VOYAGE DE CHRISTOPHE COLOMB
JUSQU'A NOS JOURS;

PAR A.-J. MERAULT.

PARIS,

OINTE ET DUREY, LIBRAIRES,

QUAI DES AUGUSTINS, N. 49.

1826.

ses troupes, devenues peu nombreuses par les ravages que la chaleur et l'humidité du pays avaient causés parmi elles. Le corps d'armée qu'il mit en campagne consistait seulement en deux cents hommes de pied, vingt chevaux, avec vingt grands chiens; ces animaux n'étaient pas les ennemis les moins redoutables pour des Indiens nus et timides. A la tête d'une si petite troupe, cet homme extraordinaire ne craignit pas d'attaquer dans les plaines de Vega-Réal une armée que les historiens ont généralement portée à cent mille combattans. Colomb, profitant de leur inexpérience, les attaqua pendant la nuit. La victoire ne lui coûta pas de sang européen. Ces malheureux insulaires, dont la plupart n'avaient que leurs bras pour défense, furent étrangement surpris de voir tomber, parmi eux, des files entières par l'effet des armes à feu; de voir trois ou quatre hommes enfilés à la fois avec les longues épées des Espagnols; d'être foulés aux pieds des chevaux, et saisis par des gros mâtins qui, leur sautant à la gorge avec d'horribles hurlemens, les

étranglaient d'abord ou les renversaient couverts de blessures. Bientôt, pleins de trouble et d'effroi, ils prirent la fuite de tous côtés. On en tua un grand nombre, beaucoup furent faits prisonniers et réduits en esclavage, le reste perdit dès ce moment tout espoir de résister jamais à des hommes qu'ils regardaient comme invincibles, L'amiral employa neuf ou dix mois à faire des courses qui achevèrent de répandre la terreur dans toutes les parties de l'île. Il imposa un tribut sur chaque Indien âgé de plus de quatorze ans. Tous ceux qui habitaient dans le voisinage des mines étaient taxés à payer, par tête, de trois mois en trois mois, une petite mesure d'or, et tous les autres devaient fournir vingt-cinq livres de coton.

1496. Le travail, l'attention, et la prévoyance qu'imposait aux Indiens l'obligation de payer ce tribut, leur parurent des maux si cruels que pour secouer un joug si pesant, ils eurent recours à un expédient qui montre tout l'excès de leur désespoir. Connaissant par expérience combien était grande la voracité des Espagnols, ils ré-

RÉSUMÉ

DE L'HISTOIRE

DES ÉTABLISSEMENS EUROPÉENS DANS LES INDES OCCIDENTALES.

CHAPITRE PREMIER.

Voyages. — Découvertes. — Établissemens. — Conquête du Mexique.

TANDIS que les Portugais, poussant 1467.
leurs découvertes sur les côtes occidentales de l'Afrique, cherchaient à pénétrer dans les mers de l'Inde, en faisant le tour du vaste continent qui semblait s'opposer à leurs désirs, les Espagnols osaient, sur la foi d'un étranger, traverser l'Océan Atlantique, espérant, par cette route nouvelle, arriver plus promptement dans les contrées dont les richesses et les productions excitaient l'am-

bition de tous les peuples, et dont le commerce exclusif avait enrichi les Vénitiens. L'auteur d'une entreprise si hardie était Christophe Colomb. Cet homme, d'un courage et d'une fermeté que rien ne pouvait ébranler, capable de méditations profondes, et avide de nouvelles découvertes, était né, en 1447, au château de Cucaro, dans le Mont-Férat, près des confins de l'État de Gènes. Adonné dès sa jeunesse à la navigation, il joignait à une grande expérience, toutes les connaissances du temps sur l'astronomie, la géométrie, et l'art de dessiner les cartes marines. Ayant étudié avec soin les ouvrages des anciens, il avait comparé leurs connaissances géographiques avec celles que l'on devait à Marc-Paul. Ses réflexions et quelques faits nouvellement remarqués, l'avaient affermi dans l'idée qu'en se dirigeant vers l'ouest, on découvrirait infailliblement des pays nouveaux qui devaient être, selon lui, une partie du riche continent de l'Inde. Pleinement convaincu de la vérité de son système, et impatient de le confirmer par l'expérience, il résolut d'entreprendre un voyage dans

cet unique but. Il communiqua ses idées à Gènes, sa patrie, qui rejeta ses propositions comme des fables; il ne fut pas accueilli plus favorablement par le Portugal, où il vivait, ni par l'Angleterre même, qu'il devait trouver disposée à toutes les entreprises maritimes. Ces refus multipliés ne le rebutèrent pas; il porta ses vues et ses projets à Isabelle.

Les ministres de cette princesse regar- 1492.
dèrent d'abord comme un visionnaire un homme qui voulait découvrir un nouveau monde, et ce ne fut qu'après avoir lutté, sans se décourager, pendant plus de cinq ans, contre l'obstination des préjugés, l'orgueil du faux savoir, les petitesses de l'avarice, et les délais de la paresse, que Colomb obtint enfin trois petits navires et quatre-vingt-dix hommes. Sur cette faible escadre, dont l'armement ne coûtait pas 100,000 francs, il mit à la voile le 3 août, avec le titre d'amiral, et de vice-roi des îles et des terres qu'il découvrirait, et arriva aux Canaries, où il s'était proposé de relâcher; il y fit radouber ses vaisseaux, renouvela ses provisions, et reprit la mer le 6 sep-

tembre, dirigeant sa route vers l'occident, où il se promettait de faire des découvertes.

Bientôt ses équipages, épouvantés de l'immense étendue des mers qui les séparaient de leur patrie, commencèrent à s'effrayer. Ils murmuraient, et les plus mutins proposèrent à plusieurs reprises de jeter l'auteur de leur danger dans les flots. Les plus zélés partisans de Colomb commençaient eux-mêmes à perdre courage, et la révolte devint si générale que, n'espérant plus rien de la sévérité ni de la douceur, Colomb prit le parti de faire aux plus emportés une proposition qui suspendit aussitôt leur fureur. Il leur promit solennellement que si dans trois jours on ne voyait pas la terre, il abandonnerait son entreprise pour retourner en Espagne. L'amiral ne hasardait guère en se bornant à un terme si court. Les signes les moins équivoques annonçaient la terre. Depuis quelque temps on trouvait le fond avec la sonde, on avait aperçu un roseau flottant qui semblait fraîchement coupé, et une branche d'arbre avec des baies rouges parfaitement

fraîches. Enfin, le 12 octobre, à la pointe du jour, on reconnut une île longue d'environ vingt lieues, plate et remplie d'herbes. Colomb la nomma San-Salvador et en prit possession au nom d'Isabelle. C'est une des îles Lucayes ou de Bahama; elle est plus connue sous le nom de Guanahani que les naturels lui donnèrent.

Les habitans, à la vue des vaisseaux, et de ces hommes si différens d'eux, furent d'abord effrayés et prirent la fuite. Les Espagnols en arrêtèrent quelques-uns, qu'ils renvoyèrent après les avoir comblés de caresses et de présens; il n'en fallut pas davantage pour rassurer toute la nation. Ces peuples vinrent sans armes sur le rivage, plusieurs entrèrent dans les vaisseaux; ils examinaient tout avec admiration. Les matelots que Colomb envoyait à la découverte étaient fêtés dans toutes les habitations, c'était de l'or que cherchaient les Espagnols, ils en virent. Plusieurs sauvages portaient des ornemens de ce riche métal; ils en donnèrent à leurs nouveaux hôtes, on leur demanda d'où ils tiraient ces pa-

rures, ils montrèrent le côté du sud. Colomb se détermina donc à faire voile dans cette direction. Après avoir reconnu quelques îles d'une médiocre étendue, l'amiral aborda au nord d'une grande île que les insulaires appelaient Haïti, et qu'il nomma *Hispaniola :* elle a porté depuis le nom de Saint-Domingue. Il y fut conduit par quelques sauvages des autres îles qui l'avaient suivi sans défiance, et qui lui avaient fait entendre que c'était là le pays qui leur fournissait ce métal dont les Espagnols étaient si avides.

Colomb ne négligea aucun des moyens qui pouvaient lui concilier l'amitié des naturels d'Haïti, mais il leur fit sentir aussi que, sans avoir la volonté de leur nuire, il en avait le pouvoir. Plusieurs décharges de son artillerie sur des arbres voisins les convainquirent de ce qu'il leur disait. Les Espagnols leur parurent des hommes descendus du ciel, et les présens qu'ils en reçurent furent considérés comme des choses sacrées. On donnait à ces sauvages des bonnets rouges, des grains de verre, des épingles, des cou-

teaux, des sonnettes, et ils donnaient de l'or et des vivres.

On traça sur le terrain le plan d'un petit fort qui fut appelé, *Navidad*, de la Nativité. On creusa un fossé profond, on éleva des remparts fortifiés de palissades, et on y plaça quelques canons. Colomb y laissa trente-neuf Castillans, et après avoir reconnu la plus grande partie de l'île, il fit voile pour l'Espagne.

Le 15 mars, l'amiral arriva au port 1493.
de Palos, sept mois et onze jours après son départ de ce même lieu. Il se rendit par terre à Barcelonne, où était la Cour. Son voyage fut un véritable triomphe. La noblesse et le peuple allèrent au-devant de lui et le suivirent en foule jusqu'aux pieds de Ferdinand et d'Isabelle, qui lui firent l'accueil le plus flatteur et lui prodiguèrent les plus grands honneurs; mais ce qui satisfit davantage cet esprit actif et entreprenant, toujours occupé de son important projet, ce fut l'ordre d'équiper promptement une flotte avec laquelle il pût non-seulement s'assurer la possession des pays qu'il avait déjà décou-

verts, mais aller encore à la recherche des riches contrées sur lesquelles les Indiens lui avaient donné quelques renseignemens. Bientôt après il repartit avec dix-sept vaisseaux bien pourvus de toutes les choses nécessaires pour le voyage, et pour les colonies qu'on se proposait d'établir.

C'est à cette époque qu'Alexandre VI donna cette fameuse *bulle de démarcation* sollicitée par Ferdinand et Isabelle, bulle qui leur accordait l'investiture de tout ce qu'ils pourraient découvrir et acquérir à l'occident des îles Açores, et qui laissait au roi de Portugal toutes les découvertes et conquêtes faites à l'orient des mêmes îles, comme si un pontife d'Italie avait le droit d'ôter la propriété du sol aux naturels d'un pays pour la transporter à des étrangers venus des extrémités de la terre sous la conduite d'un homme de génie, mais qui, dans le fait, n'était qu'un heureux usurpateur.

A son arrivée à Saint-Domingue avec quinze cents soldats, ouvriers, missionnaires, avec les semences des plantes

qu'on croyait pouvoir réussir sous ce climat humide et chaud, avec les animaux domestiques de l'ancien hémisphère dont le nouveau n'avait pas un seul, Colomb ne trouva que des ruines et des cadavres où il avait laissé des fortifications et des Espagnols.

Pendant que les gens de la flotte pleuraient sur ces tristes restes, on vit arriver un chef de l'île avec une suite assez nombreuse. Colomb reçut de lui les détails de ce qui était arrivé. Les gens du fort avaient provoqué leur ruine par leur orgueil, par leur licence et leur tyrannie. Quoique l'amiral n'ajoutât pas une foi entière au récit que lui avait fait l'Indien, il sentit cependant que le moment n'était pas favorable pour rechercher sa conduite avec sévérité, et il sut persuader à ceux qui avaient moins de modération que lui qu'il était de la bonne politique de renvoyer la vengeance à un autre temps. Un fort, honoré du nom d'Isabelle, fut construit au bord de l'Océan, et celui de Saint-Thomas sur les montagnes de Cibao, où les insulaires ramassaient dans des torrens la plus grande partie de l'or

qu'ils faisaient servir à leur parure, et où les conquérans se proposaient d'ouvrir des mines.

1494. Au milieu de ces travaux si nécessaires, soit que les provisions n'eussent pas été ménagées, soit qu'elles se fussent corrompues, on ne tarda pas à tomber dans la disette des vivres. On eut recours aux naturels du pays, qui, ne cultivant que peu, étaient hors d'état de nourrir des étrangers qui, quoique les plus sobres de l'ancien hémisphère, consommaient chacun ce qui aurait suffi aux besoins de plusieurs Indiens. Ces malheureux livraient tout ce qu'ils avaient, et l'on exigeait davantage. Ces vexations continuelles les firent sortir de leur caractère naturellement timide, et tous les Caciques, à l'exception de Guacanahari, qui le premier avait reçu les Espagnols dans ses états, résolurent de réunir leurs forces et de chasser les Espagnols de l'établissement qu'ils avaient formé.

1495. Colomb interrompit le cours de ses découvertes pour prévenir ou pour dissiper ce danger inattendu. Il assembla

solurent de les vaincre par la famine, puisqu'ils ne le pouvaient par la force des armes. En conséquence de ce plan, ils suspendirent toute culture, ne semèrent point de maïs, arrachèrent toutes les racines de manioc qui étaient plantées, et se retirant dans les parties les plus inaccessibles de leurs montagnes, ils abandonnèrent la plaine inculte à leurs ennemis. Guacanahari même qu'on avait cessé de ménager, suivit l'exemple des fugitifs. Cette résolution désespérée ne produisit qu'une partie de l'effet qu'ils en attendaient. Les conquérans d'Hispaniola furent à la vérité réduits aux dernières extrémités, mais ils reçurent à propos des secours d'Europe, et les malheureux Indiens, poursuivis sans cesse par des ennemis affamés, réduits à se tenir cachés dans des cavernes et dans les lieux les plus inaccessibles, furent les victimes de leur mauvaise politique; plus d'un tiers périt en peu de mois par la faim, les maladies, et les armes des Castillans.

Pendant que Colomb jetait ainsi les fondemens de la grandeur espagnole dans le Nouveau-Monde, on rendait de lui

ainsi que des pays qu'il avait découverts, des comptes très - désavantageux. La translation du chef-lieu de la colonie du nord au sud, d'Isabelle à San-Domingo, put bien servir de prétexte à quelques plaintes, mais les discordes tiraient principalement leur source des passions mises en fermentation par un ciel ardent, et trop peu réprimées par une autorité mal affermie. Les factions même finirent par tourner leurs armes les unes contre les autres : elles se firent ouvertement la guerre.

Durant le cours de ces divisions, l'amiral était en Espagne; il avait laissé son frère Barthelemy pour gouverner l'île pendant son absence. Le récit de ce qu'il avait fait de grand, l'exposé de ce qu'il se proposait d'exécuter d'utile, lui regagnèrent assez aisément la confiance d'Isabelle. L'on traça le plan d'un gouvernement régulier qui serait d'abord essayé à Saint-Domingue, et ensuite suivi avec les changemens dont l'expérience aurait démontré la nécessité, dans les divers établissemens que la succession des temps devait élever

sur l'autre hémisphère. Des hommes habiles dans l'exploitation des mines furent choisis avec beaucoup de soin; et le fisc se chargea de leur solde, de leur entretien pour plusieurs années. Outre cela, l'amiral eut la permission d'emmener cinq cents Colons à ses propres frais.

Jusque-là, ces dispositions étaient sages et convenables à l'objet qu'on avait en vue; mais comme on prévoyait qu'il serait difficile de trouver beaucoup de personnes de bonne volonté pour aller s'établir à Saint-Domingue, Colomb proposa d'y transporter et de faire travailler aux mines les malfaiteurs que l'on condamnait aux galères, ou même à la mort, lorsque les crimes dont ils étaient convaincus n'étaient pas d'une nature atroce. Ces mesures, qui étaient propres à introduire la plus grande corruption dans la colonie, reçurent le sceau de l'autorité royale le 22 juin, à Médina-del-Campo.

Les malfaiteurs qui suivaient Colomb, joints aux aventuriers qui infestaient Saint-Domingue, formèrent un peuple

extrêmement turbulent et dénaturé. Leur association les mit en état de braver audacieusement l'autorité, et l'impossibilité de les réduire fit recourir aux moyens de les gagner. Plusieurs fu-
1499. rent inutilement tentés. Enfin, l'on imagina d'attacher aux terres que recevait chaque Espagnol, un nombre plus ou moins considérable d'insulaires qui devraient tout leur temps, toutes leurs sueurs à des maîtres sans humanité et sans prévoyance. Cet acte de faiblesse rendit une tranquillité apparente à la colonie, mais sans concilier à l'amiral l'affection de ceux qui en profitaient. Cet habile navigateur, loin de jouir des honneurs et de la tranquillité que méritaient de si grands services, avait à combattre tous les obstacles et à dévorer tous les dégoûts que pouvaient lui susciter l'envie et la malveillance des gens qui étaient sous ses ordres, et l'ingratitude de la cour qu'il servait. Le roi et la reine prévenus contre lui par les plaintes continuelles qu'ils recevaient de
1500. toutes parts, ordonnèrent son rappel. Bovadilla, commandeur de Calatrava, le

plus injuste, le plus avide, le plus féroce de tous ceux qui étaient passés en Amérique, arrivé à Saint-Domingue, dépouilla Colomb de ses biens, de ses honneurs, de son autorité, et l'envoya en Europe chargé de fers.

L'indignation publique avertit les souverains que l'univers attendait la punition d'un si grand outrage. Pour concilier les bienséances avec leurs préventions, Isabelle et Ferdinand rappelèrent l'agent qui avait si cruellement abusé du pouvoir qu'ils lui avaient commis, mais ils ne renvoyèrent pas à son poste celui qui en avait été la victime. Plutôt que de languir dans l'oisiveté, Colomb se détermina à faire comme aventurier un quatrième voyage pour continuer la découverte du Nouveau-Monde. Après avoir éprouvé mille difficultés de la part des hommes qui auraient dû avoir pour lui le plus grand respect et avoir été en proie aux caprices des élémens, il revint dans sa patrie, où il reçut la nouvelle du plus fâcheux événement qu'il pût craindre, Isabelle venait de mourir et il ne restait plus personne

qui pût réparer les injustices qu'il avait éprouvées. Le cœur navré de l'ingratitude du monarque qu'il avait servi avec tant de fidélité et de succès, épuisé par les fatigues et affaibli par les infirmités qui étaient le fruit de ses travaux, Colomb finit sa vie à Valladolid, le 20 mai 1506, dans la cinquante-neuvième année de son âge.

Les malheurs de l'Amérique avaient commencé avec sa découverte. Malgré son humanité et ses lumières, Colomb les multiplia lui-même, en attachant les Américains aux champs qu'il distribuait à ses soldats. Bovadilla suivit le même plan pour se rendre agréable. Ovando qui lui succéda rompit tous ces liens selon l'ordre qu'il en avait reçu d'Isabelle. Le repos fut la première jouissance des Indiens devenus maîtres de leurs actions. La suite de cette inaction fut une famine qui leur devint funeste ainsi qu'à
1505. leurs oppresseurs. Pour sauver la colonie d'une ruine certaine, Ovando prit sur lui de modifier l'ordonnance royale. Il fit une nouvelle distribution des Indiens entre les Espagnols, et les con-

traignit, pendant un certain temps par jour, à creuser les mines ou à travailler à la terre, leur allouant cependant une petite somme pour le prix de leur travail. La religion et la politique furent les deux voiles dont se couvrit cet affreux système. Quelques commotions suivirent cet arrangement; mais elles furent arrêtées par la perfidie ou étouffées dans le sang. Lorsque la servitude fut imperturbablement établie, les mines donnèrent un produit fixe. La couronne en avait d'abord la moitié, elle se réduisit dans la suite au tiers, et fut enfin obligée de se borner au cinquième.

Cependant les naturels de l'île sur lesquels les Espagnols avaient compté pour leur succès ou même pour leur subsistance, se détruisaient avec tant de rapidité, que l'extinction de la race entière paraissait inévitable. En moins de six ans, soixante mille familles américaines se trouvèrent réduites à quatorze mille. Il fallut aller chercher sur le continent et dans les îles voisines d'autres sauvages pour les remplacer. Mais comme ils furent exposés aux mêmes fatigues et aux 1507.

mêmes traitemens ; ils finirent par succomber tous, et leur race est entièrement éteinte.

Avant que la ruine des tribus indiennes eût été consommée, quelques aventuriers espagnols avaient formé des établissemens moins considérables à la Jamaïque, à Porto-Rico, à Cuba. Velasquès, fondateur de ce dernier, désirait que sa colonie partageât avec celle de Saint-Domingue l'avantage de faire des découvertes dans le continent; plusieurs Castillans de considération, passionnés pour la fortune ou pour la gloire, entrèrent volontiers dans ses desseins. François Hernandès Cordova se chargea de la conduite de l'entreprise. Accompagné de 110 hommes déterminés, il s'em-
1517. barqua le 8 février sur trois petits bâtimens à Saint-Jago; ils cinglèrent à l'ouest; débarquèrent successivement à Yucatan, à Campèche; furent reçus en ennemis sur les deux côtes; périrent en grand nombre des coups qu'on leur porta, et se trouvèrent heureux de regagner le port d'où ils étaient partis avec de si flatteuses espérances. Le chef de

l'expédition mourut peu de jours après des suites de ses blessures.

Velasquès conçut une si haute idée de l'Yucatan, sur le témoignage de deux jeunes Américains que Cordova avait amenés, et plus encore à la vue des objets précieux qu'on avait enlevés de leurs temples, qu'il projeta aussitôt une nouvelle expédition. Il arma à ses dépens quatre navires sur lesquels il mit deux cent quarante Espagnols et quelques insulaires de son gouvernement. Il en confia le commandement à Jean de Grijalva, jeune homme d'un mérite et d'un courage reconnus. Les Espagnols mirent à la voile de Saint-Jago le 8 avril. Ils commencè- 1518.
rent par vérifier ce qu'avaient publié les aventuriers qui les avaient précédés, poussèrent ensuite leur navigation jusqu'à la rivière de Panuco, et aperçurent partout des traces certaines de civilisation. Souvent ils débarquèrent; quelquefois on les attaqua vivement, quelquefois on les reçut avec respect. Dans plusieurs occasions ils purent échanger quelques bagatelles d'Europe contre de l'or et des bijoux d'un travail curieux. Content des

découvertes qu'il avait faites, Grijalva ne crut pas ses forces suffisantes pour former un établissement sur ces belles plages; il reprit la route de Cuba où il rendit un compte plus ou moins exagéré de tout ce qu'il avait pu apprendre de l'empire du Mexique.

A son récit, Velasquès se sentit enflammé du désir de faire la conquête de cette vaste et opulente région; il n'était arrêté que par le choix de l'instrument qu'il emploîrait. Il craignait également de confier cette entreprise à un homme qui manquerait des qualités indispensables pour la faire réussir, ou qui aurait trop d'ambition pour lui en rendre hommage. Ses confidens le décidèrent pour Fernand Cortès celui de ses lieutenans qui possédait les qualités les plus convenables à l'exécution d'un tel projet, mais qui était le moins propre à remplir ses vues personnelles. Bientôt l'audace et l'activité que déployait le nouveau chef pour écarter les difficultés qui pouvaient ralentir l'exécution de l'entreprise réveillèrent toutes les inquiétudes du gouverneur, et il s'occupa d'a-

bord en secret, et publiquement ensuite, des moyens de retirer des mains de Cortès la commission importante qu'il lui avait confiée. Mais celui-ci, qui avait hâté par tous les moyens imaginables l'équipement de ses vaisseaux, déjoua les vues du gouverneur en mettant promptement à la voile. Sa flotte composée de onze petits bâtimens dont le plus grand, honoré du titre d'Amiral, n'était que de 1519.
cent tonneaux, portait six cent dix-sept hommes, tant soldats que matelots et ouvriers. Ils n'avaient que seize chevaux, dix petites pièces de campagne et quatre fauconneaux.

Ces moyens d'invasion paraîtront bien faibles si l'on considère que Cortès allait faire la guerre à un monarque dont les domaines étaient plus étendus que tous ceux de la couronne d'Espagne. Mais quels obstacles pouvaient arrêter les Espagnols excités par la soif de l'or et l'amour de la gloire!

La double passion des richesses et de la renommée paraît avoir guidé Cortès. En se rendant à sa destination, il attaqua les Indiens de Tabasco, les battit plu-

sieurs fois, et les réduisit à demander la paix. Il les força à reconnaître le roi de Castille pour leur souverain, et il se fit donner des provisions, quelques toiles de coton, un peu d'or et vingt femmes esclaves. La plus célèbre de ces femmes se nommait Marina. Frappé de sa figure et de ses grâces le général espagnol lui donna son cœur. Bientôt elle put lui servir d'interprète, et, de l'aveu de tous les historiens, elle eut une influence principale dans tout ce qu'on entreprit contre le Mexique.

Cet empire obéissait à Montezuma lorsque les Espagnols y abordèrent. Le souverain ne tarda pas à être averti de l'arrivée de ces étrangers. On devait s'attendre qu'un prince que sa valeur avait élevé au trône, dont les conquêtes avaient étendu l'empire, qui avait des armées nombreuses et aguerries ferait attaquer ou attaquerait lui-même une poignée d'étrangers qui osaient piller et ravager son domaine. Il n'en fut pas ainsi. Depuis que ce prince était sur le trône, il ne montrait aucun des talens qui l'y avaient fait monter. Du sein de la mollesse, il mé-

prisait ses sujets, il opprimait ses tributaires. L'arrivée des Espagnols ne put rendre de l'énergie à cette âme avilie et corrompue : il s'amusa à négocier au lieu de combattre, et donna à ses ennemis le temps de faire tous leurs préparatifs. Cortès à qui ces lenteurs convenaient parfaitement, n'oubliait rien pour les perpétuer. Ses discours étaient d'un ami, il recevait avec les plus grands égards les envoyés de Montezuma, acceptait leurs présens et leur en offrait pour leur maître; mais à toutes les instances que l'on faisait pour presser son rembarquement, il répondait toujours qu'étant venu de la part du plus grand monarque de l'Orient pour communiquer au puissant souverain du Mexique des secrets d'une haute importance, il ne pouvait partir sans avoir eu audience. La fermeté avec laquelle Cortès persistait dans sa résolution devait nécessairement conduire la négociation à une prompte issue, et on s'attendait à une rupture ouverte. Mais alors ses préparatifs étaient finis et il avait acquis toutes les connaissances nécessaires. Résolu à vaincre ou à périr, il brûla ses

vaisseaux et marcha vers la capitale de l'empire.

Il n'arriva rien de remarquable dans la route, jusqu'à ce qu'on eût atteint les frontières du pays de Tlascala. Les habitans de cette province, peuples belliqueux, étaient ennemis implacables des Mexicains, qui voulaient les soumettre à leur domination. Cortès, quoique instruit du caractère guerrier de cette nation, se flatta que son intention connue, de délivrer les Indiens de la tyrannie de Montezuma, et la haine que les Tlascalans eux-mêmes portaient aux Mexicains, pourraient les engager à le bien recevoir; mais le projet de Cortès, de faire une visite à Montezuma dans sa capitale, leur faisait croire, malgré toutes les protestations de l'étranger, qu'il recherchait l'amitié d'un monarque objet de leur haine et de leur crainte. Le zèle imprudent qu'il avait montré sur sa route, en profanant les temples des dieux, remplissait les Tlascalans d'horreur, de sorte qu'ils méprisaient les Espagnols, et se préparaient à s'opposer à leur passage. Ils livrèrent quatre ou cinq combats, dans

lesquels les armes et la tactique des Européens triomphèrent. Les Tlascalans, vaincus, se reconnurent vassaux de la couronne de Castille, s'engagèrent à secourir Cortès dans toutes ses expéditions, et lui donnèrent six mille soldats pour conduire et appuyer les Espagnols.

Avec ce secours, Cortès s'avançait vers Mexico, à travers un pays abondant, arrosé, couvert de bois, de champs cultivés, de villages et de jardins.

Montezuma, que ses incertitudes, et peut-être la crainte de commettre son ancienne gloire, avaient empêché d'attaquer les Espagnols à leur arrivée, et dont tous les mouvemens s'étaient réduits à détourner Cortès du dessein de venir dans sa capitale, voyant qu'il ne pouvait plus l'arrêter, prit le parti de l'y introduire lui-même. Mais tandis qu'il comblait à Mexico les Espagnols, de prisens, d'égards, de caresses, ce prince faible et irrésolu, employait contre eux la perfidie, et faisait attaquer la Véra-Cruz, colonie qu'ils avaient fondée dans le lieu où ils avaient débarqué, pour s'assurer une retraite, ou pour être à même

de recevoir des secours. Cortès, persuadé qu'il fallait une action d'éclat pour en imposer aux Mexicains, se rendit, accompagné de ses officiers, au palais de Montezuma, et lui déclara qu'il eût à le suivre ou à se résoudre à périr. Ce prince, par une faiblesse égale à la témérité de ses ennemis, se mit entre leurs mains; il fut ensuite obligé d'abandonner à leur vengeance les généraux qui n'avaient agi que par ses ordres, et il mit le comble à son avilissement, en rendant hommage de sa couronne au roi d'Espagne.

Au milieu de ces succès, on apprit que Narvaès venait d'arriver de Cuba avec huit cents fantassins, quatre-vingts chevaux, douze pièces de canon, pour prendre le commandement de l'armée et pour exercer des vengeances. Ces forces étaient envoyées par Velasquès, mécontent qu'une expédition partie sous ses auspices, eût renoncé à toute liaison avec lui, et que Cortès, devenu indépendant de son autorité, eût envoyé des députés en Europe pour obtenir la confirmation de pouvoirs qu'il s'était arrogés lui-même. Quoique Cortès n'eût que deux cents cin-

quante hommes [illegible]
marcha contre [illegible]
le fit prisonnier, et [illegible]
mettre bas les armes [illegible]
dant en amis et en [illegible]
donna le choix [illegible]
ou de s'attacher à [illegible]
nière offre fut [illegible]
dats, qui se [illegible]
drapeaux, et [illegible]
perdre un moment [illegible]
où il n'avait pu [illegible]
Espagnols qui, [illegible]
daient étroitement [illegible]

Les Mexicains [illegible]
résistance l'emprisonnement [illegible]
mais n'avaient pu [illegible]
le mépris que les [illegible]
leurs dieux ; [illegible]
avaient pris les armes [illegible]
retour, trouva les [illegible]
quartier où il [illegible]
n'y pénétra lui-même [illegible]
monté beaucoup de [illegible]
il y fut parvenu [illegible]
core. L'acharnement [illegible]
était tel, qu'ils escaladaient [illegible]

et se hasardaient de pénétrer, par les embrasures des canons, dans l'asile qu'ils voulaient forcer. Les Espagnols faisaient des sorties heureuses, mais qui n'étaient pas décisives. Chaque jour les Indiens revenaient à la charge avec de nouveaux renforts : quoique la moitié de la ville fût réduite en cendres, leur ardeur ne se ralentissait pas. Cortès sentit alors dans toute sa force le danger où il se trouvait. Il lui restait une ressource. Montezuma pouvait calmer les Indiens par sa médiation ou par son autorité ; il le fit paraître sur les murailles, avec tout l'appareil du trône. A la vue de leur souverain, les Indiens laissèrent tomber leurs armes et gardèrent le silence de l'indignation. Bientôt l'on entendit de toutes parts des murmures, des reproches et des menaces ; les pierres et les flèches recommencèrent à voler, et Montézuma fut atteint d'un coup mortel.

La mort de l'empereur fit perdre à Cortès toute espérance d'accommodement avec les Mexicains ; il ne vit plus de salut que dans la retraite, et il commença à s'y disposer. Elle devenait d'autant

plus nécessaire, que les Mexicains commençaient à changer de plan, et, au lieu de continuer leurs attaques, barricadaient les rues et rompaient les chaussées pour couper la communication avec le continent, et affamer un ennemi qu'ils ne pouvaient forcer.

On se mit en marche vers minuit. L'armée défilait en silence et en ordre sur une digue, lorsque son arrière-garde fut attaquée avec impétuosité par un corps nombreux et ses flancs par des canots distribués aux deux côtés de la chaussée. Si les Mexicains, qui avaient plus de forces qu'ils n'en pouvaient faire agir, eussent eu la précaution de jeter des troupes à l'extrémité des ponts qu'ils avaient sagement rompus, les Espagnols et leurs alliés auraient tous péri dans cette action sanglante. Leur bonheur voulut que leur ennemi ne sût pas profiter de tous ses avantages; et ils arrivèrent enfin sur les bords du lac après des dangers et des fatigues incroyables. L'armée avait perdu son artillerie, ses munitions, ses bagages, son butin, cinq ou six cents Espagnols, deux mille Tlascalans, et il

ne lui restait pas un soldat qui ne fût blessé. Il fallut pourtant se remettre en marche. Les Indiens poursuivirent avec acharnement ces tristes restes, les harcelèrent et les enveloppèrent enfin dans la vallée d'Otumba. Les Espagnols commençaient à perdre tout espoir. Leur général sans leur donner le temps de la réflexion, les mena à la charge. Les Mexicains se battirent avec la plus grande résolution, et Cortès était sur le point de succomber, lorsqu'il décida de la fortune de cette journée. Il avait entendu dire que dans une partie du Nouveau-Monde le sort des batailles dépendait de l'étendard royal. Ce drapeau dont la forme était remarquable et qu'on ne mettait en campagne que dans les occasions les plus importantes était près de lui. Il s'élança avec ses plus braves compagnons pour le prendre. L'un d'eux le saisit et le baissa. Aussitôt que ce signe de ralliement eut disparu, les Mexicains frappés d'une terreur panique jetèrent bas leurs armes et s'enfuirent avec précipitation vers les montagnes. Cortès poursuivit sa marche et arriva sans obstacles chez les Tlascalans.

Il n'avait perdu ni le dessein ni l'espérance de soumettre l'empire du Mexique; mais il avait fait un nouveau plan, il voulait se servir d'une partie des peuples pour assujétir l'autre; la disposition des esprits favorisait ce projet et donnait les moyens de l'exécuter.

Depuis six mois, Cortès faisait en silence tous ses préparatifs lorsqu'on le vit sortir de sa retraite, suivi de cinq cent quatre-vingt-dix Espagnols, de dix mille Tlascalans, de quelques autres Indiens, amenant quarante chevaux et traînant huit ou neuf pièces de campagne. Sa marche vers le centre des états Mexicains fut facile et rapide. Les petites nations qui auraient pu la retarder ou l'embarrasser, furent toutes aisément subjuguées, ou se donnèrent librement à lui. Plusieurs des peuplades qui occupaient les environs de la capitale de l'empire, furent aussi forcées de subir ses lois, ou s'y soumirent d'elles-mêmes.

Cortès préparait ainsi la prise de Mexi- 1521.
co lorsqu'une conspiration dirigée contre lui fut sur le point d'arrêter le cours de ses grands desseins. Mais la veille du jour

de l'exécution, un des compagnons du général qui s'était laissé séduire par les conjurés, touché de repentir à la vue du danger que courait un homme qu'il était accoutumé à respecter, se rendit en secret auprès de Cortès et lui découvrit tout le complot. Villefagna, moteur et chef de l'entreprise, fut aussitôt arrêté, et comme il avoua facilement son crime, son procès fut promptement terminé. On le condamna à mort, et le jour suivant il fut pendu à la porte de la maison où il était logé. Cortès feignit d'ignorer quels étaient ses complices, et ceux-ci persuadés par sa modération que les autres conspirateurs n'étaient pas connus, s'efforcèrent de détourner d'eux tous les soupçons en redoublant de zèle et d'activité pour son service.

Cependant, afin de ne pas donner aux troupes le temps de trop réfléchir sur ce qui venait de se passer, le général se hâta d'attaquer Mexico, le grand objet de son ambition et le terme des espérances de l'armée. Ce projet présentait de grandes difficultés.

La ville, située dans une plaine environ-

née de montagnes assez hautes, était bâtie dans quelques petites îles à l'extrémité d'un grand lac qui communiquait à plusieurs autres. On arrivait à cette capitale par trois chaussées plus ou moins longues, mais toutes larges et solidement construites. Il y avait des ouvertures de distances en distances par lesquelles les eaux communiquaient d'un côté à l'autre, et sur ces ouvertures des madriers recouverts de terre qui servaient de ponts. Du côté de l'est il n'y avait point de chaussée et l'on ne pouvait arriver à la ville qu'en canot.

Cortès se rendit maître de la navigation par le moyen des petits navires dont on avait préparé les matériaux à Tlascala, et fit attaquer les digues par Sandoval, par Alvarado et par Olid, à chacun desquels il avait donné un nombre égal de canons, d'Espagnols et d'Indiens auxiliaires.

Tout était disposé depuis long-temps pour une résistance opiniâtre. Les moyens de défense avaient été préparés par Quetlavaca, qui avait remplacé Montezuma son frère; mais la petite vérole, portée

dans ces contrées par un esclave de Narvaès, l'avait fait périr ; et lorsque le siége commença, c'était Guatimosin qui tenait les rênes de l'empire.

Les actions de ce jeune prince furent toutes héroïques et toutes prudentes. Il disputa le terrain pied à pied. Cinquante mille hommes accourus de toutes les parties de l'empire à la défense de leur maître et de leurs dieux avaient péri par le fer ou par le feu. La famine faisait tous les jours des progrès inexprimables ; des maladies contagieuses s'étaient jointes à tant de calamités, sans que sa fermeté eût été un seul instant ébranlée. Les assaillans étaient parvenus au centre de la place, qu'il ne songeait pas encore à céder, on le fit enfin consentir à s'éloigner des décombres qui ne pouvaient plus être défendus, pour aller continuer la guerre dans les provinces. Dans la vue de faciliter cette retraite, quelques ouvertures de paix furent faites à Cortès, mais le général, pénétrant le dessein des Indiens, recommanda la plus grande vigilance à Sandoval à qui il donna le commande-

ment de la flotte et un brigantin s'empara du canot où était l'infortuné monarque.

Aussitôt que le sort du souverain fut connu la résistance des Mexicains cessa, et les Espagnols prirent possession de la partie de la ville qui n'était pas encore détruite.

La joie que ressentirent les Espagnols du succès de cette périlleuse entreprise fut bientôt calmée lorsqu'ils se virent frustrés des espérances chimériques qui les avaient engagés à braver tant de dangers. Au lieu de ces richesses immenses et inépuisables sur lesquelles ils comptaient, ils ne purent rassembler qu'un butin fort peu considérable. Guatimosin prévoyant sa destinée avait réuni toutes les richesses laissées par ses ancêtres, et les avait fait jeter dans le lac. Les plaintes et les murmures s'élevèrent d'abord contre Cortès et ses favoris, et ensuite contre Guatimosin, qui les irritait par un refus obstiné de découvrir le lieu où il avait, disait-on, caché ses trésors. La crainte de voir le mécontentement augmenter poussa Cortès à une action qui ternit la gloire de tout ce qu'il avait fait de grand jusque-là.

les anciennes accusations de ses ennemis, et obligé de se justifier. Il les confondit pour cette fois, et fut renvoyé avec de nouveaux titres, et l'ordre de faire de nouvelles découvertes. Celle de la Californie lui coûta la moitié de son bien; mais il n'en fut pas mieux traité à son retour: le crédit de ses ennemis l'emporta sur ses services; il se vit négligé de la cour et sans aucune considération. Il mourut le 2 décembre 1547, dans la soixante-deuxième année de son âge.

CHAPITRE II.

Découverte et conquête du Pérou. — Guerres civiles.

En 1509, Ojeda et Nicuessa formèrent, mais séparément, le projet de faire des établissemens durables sur le conti-
1509. nent d'Amérique. Pour les affermir dans leur résolution, Ferdinand donna au premier le gouvernement des contrées qui, commençant au cap de la Vela, finissent au golfe de Darien; et au se-

cond, de tout l'espace qui s'étend depuis ce golfe jusqu'au cap Gracias-à-Dios. Mais il était plus aisé de donner ces pays que de mettre en possession ceux à qui on les accordait. Les Indiens se refusèrent à toutes liaisons avec des étrangers avides qui menaçaient également leur vie et leur liberté. Des flèches empoisonnées pleuvaient sur eux de toutes parts, et donnaient une mort certaine à ceux qui en étaient blessés. Aux traits lancés par l'ennemi, se joignirent bientôt les maladies du climat, la famine et la peste : le peu qui avaient échappé à tant de calamités, et qui ne purent pas regagner Saint-Domingue, se réunirent à Sainte-Marie du Darien.

Ils y vivaient dans l'anarchie, lorsque Vasco-Nugnès de Balboa parut au milieu d'eux. Sa réputation et sa force prodigieuse le firent nommer pour chef. Jugeant qu'il devait se trouver plus d'or dans l'intérieur des terres que sur la côte, d'où des rapines répétées l'avaient arraché, il s'enfonça dans les montagnes. Là, soutenu par l'opiniâtreté de son caractère, poussé par l'insatiable cupidité de ses sol-

dats, aidé par les meutes de ces dogues qui avaient si bien servi les Espagnols dans toutes leurs conquêtes, Balboa parvint enfin à égorger les habitans du Darien, à les disperser et à les soumettre. Dans une de ses courses il apprit d'un jeune cacique, qu'à la distance de six journées de marche vers le sud, il découvrirait un autre océan, près duquel était une riche contrée où le métal qu'il cherchait avec tant d'ardeur était si commun, que les plus vils ustensiles en étaient faits. Balboa, empressé de connaître un pays dont la découverte devait être si avantageuse, attendit avec impatience le moment favorable de commencer cette expédition. Ayant rassemblé environ cent
1513. quatre-vingts hommes, il partit le 1er septembre. Du lieu d'où s'élançait sa troupe jusqu'au lieu où elle voulait se rendre, il n'y a que soixante milles; mais il fallait gravir des montagnes si escarpées, franchir des rivières si larges, traverser des marais si profonds, pénétrer dans des forêts si épaisses, dissiper, gagner ou détruire tant de nations féroces, que ce ne fut qu'après vingt-cinq jours de marche

que les hommes les plus accoutumés aux périls, aux fatigues et aux privations, se trouvèrent au terme de leurs espérances. A la vue de la Mer Pacifique, qui se perdait dans un horizon immense, Balboa, armé de toutes pièces à la manière de l'ancienne chevalerie, s'avance au milieu des flots, et en présence de ses troupes et d'une foule d'Indiens attirés par ce spectacle, il prend possession de cet Océan au nom du roi d'Espagne. Il soumit ensuite quelques caciques voisins, et leva sur eux un tribut en perles, en métaux et en subsistances. Tous les témoignages se réunirent pour confirmer ce qui avait été dit d'abord des richesses de l'empire qui fut appelé *Pérou*, et les aventuriers qui en méditaient la conquête retournèrent au Darien, où ils devaient [illegible] forces qu'exigeait une entreprise à [illegible] cile. Balboa était digne de [illegible] grand projet; mais, par un [illegible] cette injustice a commencé [illegible] Pedrarias fut [illegible] Le nouveau commandant [illegible] loux et cruel, il [illegible] seur, ordonna [illegible]

et lui fit ensuite trancher la tête. Par ses ordres ou de son aveu, ses subalternes pillèrent et ravagèrent tous les environs, et ce ne fut qu'après avoir détruit trois
1518. cents lieues de pays qu'il transféra la colonie de Sainte-Marie sur les bords de l'Océan Pacifique, dans un lieu qui reçut le nom de *Panama*.

Quelques années s'écoulèrent sans que cet établissement pût remplir les hautes destinées auxquelles il était appelé; enfin trois hommes, nés dans l'obscurité, entreprirent de renverser à leurs frais un trône qui subsistait avec gloire depuis un siècle.

Ces hommes extraordinaires étaient François Pizarre, Diego d'Almagro et Fernand de Luque. Pizarre, soldat parvenu par son courage, et ignorant jusqu'à ne s'avoir pas lire, était cependant regardé comme un homme propre au commandement. Il réunissait dans sa personne les qualités qui semblent les plus opposées, la persévérance et l'ardeur, la hardiesse dans la combinaison de ses plans, et la prudence dans l'exécution. Almagro, doué des mêmes qualités, y

joignait la franchise et la générosité d'un soldat. Fernand de Luque était un prêtre : il avait amassé des richesses par toutes sortes de voies, et son ambition démesurée le faisait prétendre aux plus hauts emplois. Cette confédération, formée par l'avidité et l'ambition, fut confirmée par les cérémonies les plus solennelles de la religion. Luque célébra la messe, partagea l'hostie pour lui et ses deux associés, et un contrat qui avait pour objet le pillage et le meurtre, fut [illegible] du dieu de paix.

La force de leur premier armement ne répondit pas à la grandeur de l'entreprise. Pizarre partit de Panama avec un [illegible] vaisseau de peu de port, [illegible] hommes et quatre [illegible] lieu de novembre. L'expédition [illegible] heureuse. Lorsque Pizarre [illegible] et, dans le peu d'endroits où [illegible] possible de prendre terre [illegible] des plaines [illegible] nétrables, que quelques [illegible] posés à traiter avec [illegible] menait un renfort [illegible] n'eut pas un spectacle plus [illegible]

perdit même un œil dans un combat très-vif qu'il lui fallut soutenir contre les Indiens. Plus de la moitié de ses intrépides Espagnols avaient péri par la faim, par les armes des sauvages ou par le climat, lorsque Pedro de Los-Rios, qui avait succédé à Pédrarias, envoya ordre à ceux qui avaient résisté à tant de fleaux, de rentrer sans délai dans la colonie. Tous obéirent, à l'exception de treize, qui, fidèles à leur chef, voulurent courir jusqu'à la fin sa fortune. Ils la trouvèrent d'abord plus contraire qu'elle ne l'avait encore été, puisqu'ils se virent réduits à passer six mois entiers dans l'île de la Gorgonne, lieu le plus malsain, le plus stérile et le plus affreux qui fût peut-être sur le globe. Mais enfin le sort s'adoucit; avec un très-petit navire que l'humanité du gouverneur leur avait envoyé pour les ramener à Panama, ils continuèrent leur navigation et abordèrent à Tumbès, bourgade assez considérable de l'empire qu'ils se proposaient d'envahir un jour. De cette rade, où tout portait l'empreinte de la civilisation, Pizarre reprit la route de Panama, où il arriva

dans les derniers jours de 1527, avec de la poudre d'or, des vases faits de ce précieux métal, des Vigognes, et trois Péruviens destinés à servir tôt ou tard d'interprètes. 1527.

Ni les relations que fit Pizarre de l'opulence des pays qu'il avait découverts, ni ses plaintes amères sur le rappel de ses troupes dans un temps où elles lui étaient nécessaires pour former un établissement, ne purent engager le gouverneur à s'écarter de son premier plan; il soutint toujours que la colonie n'était pas en état d'envahir un si puissant empire. Le ministère, dont Pizarre lui-même alla réclamer l'appui en Europe, se montra plus facile. Il autorisa sans réserve la levée des hommes, l'achat des provisions, et il ajouta à cette liberté indéfinie toutes les faveurs que désirait Pizarre, et qui ne coûtaient rien au fisc.

Cependant, en réunissant tous leurs moyens, les trois associés ne purent armer que trois petits vaisseaux et trois cent quatre-vingts soldats, dont trente-six cavaliers; mais la confiance des Espagnols en leurs supérieurs était grande,

que Pizarre, avec cette petite troupe, n'hésita pas d'entreprendre la conquête d'un grand empire. Il s'embarqua dans
1531. le mois de février 1531. La connaissance qu'il avait acquise de ces mers lui fit éviter les calamités qui avaient traversé la première expédition, et il n'éprouva d'autre malheur que celui d'être forcé par les vents contraires, de débarquer à cent lieues du port où il s'était proposé d'aborder. Il fallut s'y rendre par terre : on suivit la côte, qui était très-difficile, en forçant les habitans à donner leurs vivres, et en les dépouillant de l'or qu'ils avaient. L'île de Puna, qui défendait la rade, fut forcée, et la troupe entra victorieuse à Tumbès, où des maladies de tous les genres l'arrêtèrent trois mois entiers.

Pendant ce temps, il arriva de Nicaragua deux détachemens de trente hommes chacun, commandés par Sébastien Benalcasar, et par Fernand Soto, deux des meilleurs officiers qui eussent servi en Amérique. Pizarre se porta alors sur la rivière de Piura; et dans une situation avantageuse, près de son embouchure,

il établit la [illegible]
du Pérou, à [illegible]
Saint-Michel.

Lorsque les [illegible]
la première fois à [illegible]
1526, Huayna [illegible]
narque depuis [illegible]
était sur le trône [illegible]
réunissait les [illegible]
pacifiques : [illegible]
Quito, conquête [illegible]
pouvoir et l'étendue [illegible]
lut résider dans [illegible]
province, et, [illegible]
fondamentale de [illegible]
fendait de [illegible]
cune alliance [illegible]
du roi de Quito, [illegible]
eut un fils [illegible]
laissa ce royaume à [illegible]
à Quito vers [illegible]
par sa mère, [illegible]
pour son partage [illegible]
disposition d'Huayna [illegible]
cession à l'empire. [illegible]
une loi regardée [illegible]
excita à Cusco un [illegible]

ral. Huascar, encouragé par les dispositions de ses sujets, voulut que son frère renonçât au royaume de Quito, et le reconnût pour son souverain; mais Atahualpa, appuyé par les troupes de son père, éluda d'abord la demande de son frère, et marcha bientôt après contre lui à la tête d'une armée. La force des armes l'emporta sur l'autorité des lois. Atahualpa demeura victorieux; il fit périr tous les enfans du Soleil descendans de Manco Capac, et conserva la vie à son rival, fait prisonnier dans la bataille qui avait décidé du sort de l'empire. Son intention politique était de se servir du nom de son frère pour donner des ordres, afin d'établir plus aisément son autorité.

1532. Lorsque Pizarre débarqua dans la baie de Saint-Matthieu, cette guerre civile était dans toute sa violence. Les Espagnols, en s'avançant, apprirent quelque chose de la division qui partageait le royaume; mais ils n'en furent bien instruits que par des envoyés d'Huascar à Pizarre, à qui ce prince demanda du secours contre Atahualpa, comme contre un rebelle et un usurpateur. Pizarre com-

prit d'abord l'importance de cette ouverture, et l'avantage qu'il pouvait en tirer.

Dans la confusion où était encore l'État, on ne songea pas à troubler la marche des Espagnols, qui se dirigeaient sur Caxamalca, petite ville à douze journées de distance de Saint-Michel, et où Atahualpa était campé avec une grande partie de ses troupes. Pizarre n'avait fait encore que peu de chemin, lorsqu'un officier dépêché par l'Inca vint à sa rencontre avec un riche présent de ce prince, qui lui offrait son amitié et le faisait assurer qu'il serait bien reçu à Caxamalca. Pizarre, se faisant passer pour l'ambassadeur d'un prince puissant, déclara qu'il s'avançait avec l'intention d'offrir à Atahualpa son secours contre ses ennemis, qui lui disputaient le trône. Cette déclaration dissipa les craintes de l'Inca, et le détermina à recevoir les Espagnols en amis. Atahualpa leur fit renouveler les assurances de son amitié, et leur envoya des présens plus riches encore que les premiers.

A son entrée dans Caxamalca, Pizarre

plaça ses troupes dans une position naturellement fortifiée, et dépêcha Fernand Soto et son frère Ferdinand au camp d'Atahualpa, éloigné de la ville d'environ une lieue; ils furent reçus avec les attentions de l'amitié la plus sincère, et Atahualpa leur promit qu'il irait dès le lendemain les visiter dans leurs quartiers.

Se préparer au combat sans laisser apercevoir le moindre appareil de guerre, fut la seule disposition que fit Pizarre pour recevoir le prince. Il mit sa cavalerie dans les jardins du palais, où elle ne pouvait être aperçue; l'infanterie était dans la cour, et son artillerie fut tournée vers la porte par où l'empereur devait entrer.

Atahualpa vint avec confiance au rendez-vous: douze à quinze mille hommes l'accompagnaient; il était porté sur un trône d'or, et ce métal brillait dans les armes de ses troupes. Il se tourna vers ses principaux officiers, et leur dit : *Ces étrangers sont les envoyés des Dieux, gardez-vous de les offenser.*

On était assez près du palais occupé

par Pizarre, lorsqu'un dominicain, nommé Vincent Valverde, s'avança, un crucifix à la main et son bréviaire dans l'autre; et, dans un long discours, il exposa inconsidérément tous les mystères et la doctrine de la religion chrétienne, dont toute l'éloquence humaine ne pouvait donner en si peu de temps une idée distincte à un Américain; le pressa d'embrasser ce culte, et lui proposa de se soumettre au roi d'Espagne, à qui le pape avait donné le Pérou. Atahualpa ne comprit presque rien à ce discours; seulement quelques points de la harangue de Valverde, plus faciles à saisir, le remplirent d'étonnement et d'indignation; il fit cependant une réponse modérée, et la termina en demandant à Valverde où il avait appris des choses [illegible] dinaires : *Dans ce livre*, dit [illegible] on lui présentant son bréviaire. [illegible] prit le livre, et, l'approchant [illegible] oreille : « Ce que vous me [illegible] « parle pas et ne me dit rien [illegible] il en jetant avec dédain le livre. [illegible] Vincent se tourne alors vers [illegible] gants, et leur crie : « Vengeance [illegible]

tiens, la parole de Dieu est profanée; tuez-moi ces chiens d'infidèles! »

Pizarre donna le signal de l'attaque : aussitôt les canons et les mousquets commencèrent à tirer, les chevaux s'élancèrent, et l'infanterie tomba sur les Péruviens l'épée à la main. Les malheureux Américains, étonnés d'une attaque si soudaine, prirent la fuite de tous les côtés sans tenter de se défendre. Pizarre à la tête de sa troupe d'élite poussa droit à l'Inca, écarta tous ceux qui l'entouraient, fit le monarque prisonnier, et poursuivit le reste de la journée ce qui avait échappé à la première attaque de ses soldats.

Quoique étroitement gardé, l'Inca ne tarda pas à démêler la passion extrême de ses ennemis pour l'or. Cette découverte l'engagea à leur proposer une rançon qui les étonna malgré ce qu'ils connaissaient déjà de la richesse du royaume. La chambre où il était gardé avait vingt-deux pieds de long et seize de large; il s'engagea à la remplir de vases et d'ustensiles d'or jusqu'à l'élévation où un homme peut atteindre. Pizarre accepta

sans hésiter des offres si séduisantes, et l'on tira une ligne sur les murs de la chambre pour marquer la hauteur à laquelle le trésor promis devait s'élever.

Atahualpa prit sur le champ des mesures pour remplir son engagement. Il envoya des messagers à Cusco, à Quito et dans tous les lieux où l'or était en plus grande abondance, et les chargea de rapporter directement à Caxamalca le prix qu'on mettait à sa rançon.

Pendant ce temps, Pizarre envoyait dans les provinces éloignées de petits détachemens, qui loin de trouver aucune résistance, furent partout reçus avec des témoignages de respect et de soumission. Il apprit aussi qu'Almagro était débarqué à Saint-Michel avec un renfort qui allait presque doubler ses forces.

Le monarque prisonnier ne vit pas sans inquiétude le pouvoir de ses ennemis s'accroître, surtout lorsqu'il fut informé que quelques Espagnols, marchant vers Cusco, avaient rendu visite à son frère Huascar dans le lieu où était le prisonnier; que ce prince leur avait représenté la justice de sa cause, et que pour les engager à pren-

dre sa défense, il leur avait promis une quantité d'or beaucoup plus considérable que celle qui avait été offerte pour la
1533. rançon de son frère. Atahualpa craignant que l'insatiable avidité des Espagnols ne les déterminât en faveur d'Huascar, se décida à faire étrangler un rival qui lui paraissait dangereux.

Cependant la plus grande partie de la rançon d'Atahualpa était amassée et dans peu rien n'y aurait manqué; mais ces amas d'or, sans cesse exposés aux regards des conquérans irritaient tellement leur cupidité, qu'il fut impossible d'en différer plus long-temps la distribution. On remit aux agens du fisc le quint que le gouvernement s'était réservé. Cent mille pesos ou 540,000 fr. furent mis à part pour le corps de troupes qu'Almagro venait d'amener, et qui était encore sur les côtes. Il resta un million cinq cent vingt-huit mille cinq cents pesos à partager entre Pizarre et ses compagnons.

Plusieurs soldats se voyant récompensés de leurs travaux au-delà de leurs espérances, demandèrent leur congé avec empressement. Pizarre leur accorda leur

demande sans difficulté, bien convaincu que la vue des richesses qu'ils rapportoient engagerait d'autres aventuriers plus pauvres et plus hardis à venir se ranger sous ses drapeaux, et en effet cette mesure lui procura bientôt de nombreux renforts.

Atahualpa avait donné son or; on s'était servi de son nom pour subjuguer l'esprit des peuples; il ne pouvait plus être utile de le conserver : la haine et la jalousie se réunirent pour hâter sa mort. Mais pour donner quelque apparence de justice à une action si violente, et pour n'en être pas responsable seul aux yeux de son souverain, Pizarre se détermina à faire juger l'Inca selon toutes les formes usitées en Espagne dans les procès criminels, et cette comédie atroce eut les suites horribles qu'elle devait avoir.

Après la mort d'Atahualpa, les Espagnols parcoururent le Pérou pillant et ravageant tout; des armées nombreuses de Péruviens remportèrent d'abord quelques avantages sur un petit nombre de brigands répandus dans des régions im-

menses, mais ces faibles succès mêmes ne furent pas durables. Bientôt les Espagnols qui accouraient de tous côtés au pays de l'or se trouvèrent au nombre de cinq ou six mille, et alors cessa toute résistance. Ceux des Indiens qui étaient le plus attachés à leur liberté, à leur gouvernement, à leur religion, se réfugièrent au loin dans des montagnes inaccessibles. La plupart se soumirent aux lois du vainqueur.

Les Espagnols ne se virent pas plutôt les maîtres de ce vaste empire qu'ils s'en disputèrent les dépouilles avec tout l'acharnement qu'ils avaient mis dans leurs premiers exploits. Les semences de cette division avait été jetées par Pizarre lui-même, qui, dans son voyage en Europe pour préparer une seconde expédition dans la Mer du Sud, s'était fait donner par le ministère une grande supériorité sur Almagro. Le sacrifice d'une partie de ce qu'il devait à une faveur momentanée l'avait un peu réconcilié avec son associé, justement offensé de cette perfidie; mais le partage de la rançon d'Atahualpa aigrit de nouveau

ces deux rivaux, altiers et avides. Une dispute qui s'éleva sur les limites de leurs gouvernemens respectifs, mit le comble à leur haine; et cette extrême aversion eut les suites les plus déplorables. Après quelques négociations de mauvaise foi du côté de Pizarre, on eut recours aux armes pour savoir lequel des deux concurrens régirait le Pérou entier. Le 6 avril, dans les plaines des salines, 1538.
non loin de Cusco, le sort se décida contre Almagro, qui fut pris et décapité.

Ceux de ses partisans qui avaient échappé au carnage, se seraient volontiers réconciliés avec le parti vainqueur; mais Pizarre eut toujours pour eux un éloignement marqué, et ne laissait échapper aucune occasion de les persécuter ou de les humilier. Ces traitemens en conduisirent un grand nombre à Lima, dans la maison du fils de leur général; là ils concertèrent dans le silence la perte de leur oppresseur.

Un dimanche, vingt-sixième jour de juin, vers midi, temps de repos dans tous les pays chauds, Herrada et dix-huit des plus déterminés conjurés, sortent de

la maison d'Almagro, armés de toutes pièces, pénètrent sans difficulté dans le palais de Pizarre. Le gouverneur, entouré de quelques amis, met l'épée à la main; mais percé d'un coup à la poitrine, il tombe mort aux pieds de ses assassins. Les conjurés, après avoir mené le jeune Almagro en pompe dans la ville, assemblèrent les magistrats et les principaux citoyens, qu'ils forcèrent de le reconnaître comme légitime successeur de son père dans le gouvernement.

La hardiesse et le succès de cette conjuration, aussi bien que le nom et les qualités populaires d'Almagro, attirèrent sous ses drapeaux un grand nombre de soldats, et il se trouva en peu de temps à la tête de huit cents hommes des plus braves du Pérou; mais, avec de si grandes forces, il s'en fallait bien que son autorité fût universellement reconnue. Dans quelques provinces, comme à Cusco, on leva l'étendard royal, et on fit des préparatifs pour venger la mort du gouverneur.

Sur ces entrefaites, Vaca de Castro arriva au Pérou. Sa mission était de juger les meurtriers du vieux Almagro: et

comme il [illegible]
nement en [illegible]
tous ceux [illegible]
jeune [illegible]
connaître. [illegible]
de zèle [illegible]
pas long-[illegible]
il la mena à [illegible]
combattirent [illegible]
avec une [illegible]
victoire. [illegible]
cé, se [illegible]
parti du [illegible]

Vaca de [illegible]
de la [illegible]
leurs [illegible]
d'une [illegible]
l'esprit de [illegible]
litaires si [illegible]
Son premier [illegible]
cès à ses [illegible]
condamnés à [illegible]
les autres [illegible]
publiquement [illegible]
lui fut éteint [illegible]
jusque-là [illegible]

Ces scènes de [illegible]

venaient de finir, lorsque Blasco Nunnez Vela arriva, en 1544, avec le nom et les pouvoirs de vice-roi. Il était porteur de lois et de règlemens, dont plusieurs, tels que les suivans, excitèrent une alarme universelle, et causèrent les plus violentes agitations.

Les *répartimientos*, ou concessions de terres, étant excessifs, les audiences royales devaient être autorisées à les réduire à une étendue modérée. Les Indiens devaient désormais être libres, exempts de tous travaux forcés. Toute personne ayant un emploi public, tout ecclésiastique, tous les hôpitaux et monastères devaient être privés des terres et des Indiens dont ils étaient en possession, etc.

Dans un pays où les lois sont en vigueur, et où tout le monde est soumis à une autorité reconnue, de tels règlemens eussent peut-être été reçus sans exciter de dissensions; mais au Pérou, dans un temps de guerre civile, et lorsque toutes les passions étaient en mouvement, ces matières devaient servir d'instrument de trouble au premier fac-

tieux qui eût [illegible] aussi, dès que Nunez [illegible] cuter les ordres qu'il avait [illegible] pagne, il fut aussitôt [illegible] fers, et relégué [illegible] d'où il ne devait [illegible] transféré dans la [illegible]

Gonzalès Pizarre [illegible] expédition difficile [illegible] jusqu'à la rivière des Amazones [illegible] vait occupé assez long-temps [illegible] pêcher de jouer un rôle [illegible] lutions qui s'étaient [illegible] dement. L'anarchie qu'il [illegible] lui fit naître la pensée [illegible] l'autorité. Son nom [illegible] mirent pas de la lui [illegible] usurpation fut [illegible] qu'on regretta Nunez [illegible] exil, et ne tarda pas [illegible] forces pour tenir la campagne [illegible] bles civils recommencèrent [illegible] fut extrême dans les [illegible] sonne ne demandait [illegible] Après des succès long-temps [illegible] zarre, ayant réuni toutes [illegible] cha contre le vice-roi [illegible]

bataille générale. Le combat fut sanglant; mais les vétérans de l'usurpateur parvinrent à enfoncer les ennemis. Le vice-roi qui, par ses talens et son courage, avait long-temps tenu la victoire en suspens, tomba percé de coups, et la retraite de ses troupes devint une déroute générale. La tête de Nunnez fut coupée et placée au lieu des exécutions à Quito; tout se soumit au vainqueur.

Pizarre reprit le chemin de Lima, où il entra en triomphe. Ces honneurs tournèrent la tête d'un homme naturellement fier et borné; il parla et agit en despote. Bientôt ceux même dont les intérêts étaient le plus liés avec ceux du tyran, soupiraient après un libérateur. Il arriva d'Europe. Ce fut Pedro de la Gasca, prêtre avancé en âge, mais prudent, désintéressé, ferme et surtout très-délié. Il n'amenait pas de troupes, mais on lui avait confié des pouvoirs illimités, avec le titre modeste de président de l'audience de Lima. Le premier usage qu'il se permit d'en faire, ce fut de publier un pardon universel, sans distinction de personnes ou de crimes, et de révoquer

les lois sévères qui avaient rendu l'administration précédente odieuse. Cette démarche seule lui donna la flotte et les provinces des montagnes. Pizarre, qui se croyait entièrement maître du Pérou, fut bien étonné lorsqu'il apprit que deux ennemis redoutables s'avançaient contre lui, 1547.
l'un par terre et l'autre par mer; qu'une partie des provinces avait arboré l'étendard royal, et que la plupart de ses amis l'avaient abandonné. Cependant, enivré du succès qui avait jusque-là accompagné ses armes, et fier d'avoir encore plus de mille soldats sous ses ordres, il rejeta toutes les propositions qui lui furent faites par le président, et il se mit en marche pour Cusco. Les deux armées s'avan- 1548.
çaient l'une contre l'autre, et se rencontrèrent à quatre lieues de cette ville. L'action était près de commencer, lorsque plusieurs officiers, abandonnant Pizarre, allèrent se rendre au président. Leur défection frappa tout le reste d'étonnement; la défiance et la consternation se répandirent de rang en rang; quelques-uns se dérobèrent en silence, d'autres jetèrent bas leurs armes, le plus grand nombre

passa du côté des royalistes. Pizarre, abandonné de tous, se rendit à un des officiers de Gasca. Carvajal, cherchant à s'échapper, fut atteint et fait prisonnier.

Gasca ne souilla pas sa victoire par la cruauté. Pizarre, Cajarval et un petit nombre des rebelles les plus distingués furent seuls punis de mort. Bientôt la tranquillité fut rétablie, et le président, désirant de retourner à sa vie privée, commit le gouvernement du Pérou à l'audience
1550. royale, et fit voile pour l'Espagne. Il emportait avec lui treize cent mille pezos épargnés sur le revenu public, par son économie et le bon ordre de son administration, après avoir payé toutes les dépenses de la guerre.

Il fut reçu dans sa patrie avec l'admiration universelle que méritaient ses talens et des vertus aussi pures que celles dont il venait de donner des preuves. Charles le fit évêque de Palencia, et cet homme rare passa le reste de sa vie dans la retraite, respecté de ses compatriotes et honoré de son souverain.

Malgré les sages réglemens de Gasca, la tranquillité du Pérou ne fut pas de lon-

gue durée : le pays fut encore troublé par plusieurs révoltes. Mais dans le cours de ces querelles, plusieurs des aventuriers sans frein, que la cupidité avait attirés dans le pays, périrent par les mains les uns des autres; il ne resta à la fin au Pérou, que les gens paisibles, et l'autorité royale se trouva par degrés aussi solidement établie que dans aucune autre colonie espagnole.

CHAPITRE III.

Établissemens des Espagnols dans les différentes provinces de l'Amérique. — Commerce des colonies avec la métropole.

Quoique le Mexique et le Pérou soient, parmi les possessions de l'Espagne au Nouveau-Monde, celles qui, à raison de leur état ancien et présent, ont attiré davantage l'attention de l'Europe, elle y possédait d'autres domaines importans, soit par leur étendue, soit par leurs produits. L'Espagne devint maîtresse de

ces établissemens pendant la première moitié du seizième siècle, et dut ses conquêtes à des aventuriers particuliers qui armiaient, soit à Saint-Domingue, soit dans la vieille Espagne. Le détail de toutes ces expéditions ne nous offrant que la répétition des faits que nous avons déjà rapportés, nous nous contenterons de jeter un coup-d'œil sur les autres provinces espagnoles de l'Amérique dont nous n'avons pas encore parlé. Celles de Cinaloa et de Sonora, qui s'étendent le long de la côte orientale de la Mer Vermeille ou du golfe de Californie, aussi bien que les immenses contrées de la Nouvelle-Navarre et du Nouveau-Mexique, à l'ouest et au nord, ne reconnaissaient point l'autorité de Montezuma ni celle de ses prédécesseurs; mais elles étaient, avant la dernière révolution du Mexique, sous la direction du vice-roi de la Nouvelle-Espagne. Ces vastes régions occupent une des plus agréables parties de la zône tempérée. Leur sol est en général très-fertile, et les productions du genre animal et végétal y sont excellentes. En 1771, on a découvert à Cineguilla, dans

la province de Sonora, une plaine de quatorze lieues d'étendue, où l'on trouva de l'or en grains, à la profondeur seulement de seize pouces, en morceaux si considérables, que quelques-uns pesaient jusqu'à neuf marcs, et en si grande quantité, qu'en peu de temps un petit nombre de travailleurs en recueillit mille marcs.

La Californie, péninsule située de l'autre côté de la Mer Vermeille, peu connue des anciens Mexicains, fut découverte par Cortès, dans l'année 1536. Elle fut d'abord peu fréquentée, quoique le climat de ce pays soit excellent. La pêche des perles sur les côtes peut être très-avantageuse, et elle contient des mines d'or qui paraissent fort riches.

A l'est de Mexico le Yucatan et le pays de Honduras, étaient compris dans le gouvernement de la Nouvelle-Espagne, quoique anciennement il ne paraisse pas qu'ils aient fait partie de l'empire du Mexique. Ces grandes provinces s'étendent depuis la baie de Campêche jusque par-delà le cap Gracias-à-Dios. Elles tirent particulièrement leur valeur du bois de teinture que produit leur com-

toire, et qui forme avec l'Europe l'objet d'un très-grand commerce. Lorsque les Anglais eurent conquis la Jamaïque, ils tournèrent leurs vues vers l'importance de ce commerce, et tentèrent d'en enlever une partie aux Espagnols. Quelques aventuriers firent une première tentative au cap Catoche, situé au sud-est de celui de Yucatan, et tirèrent un grand profit de la coupe des bois. Ils se portèrent ensuite à l'île de Trist, dans la baie de Campêche, et placèrent enfin leur principal établissement dans la baie de Honduras. Les Espagnols, qui ne voyaient pas sans une extrême inquiétude, le voisinage de ces étrangers dangereux, tachèrent par la voix des négociations et même par celle des armes d'éloigner les Anglais de cette partie du continent d'Amérique. Leurs efforts ne furent pas d'abord couronnés de succès; mais d'après le traité de Versailles, de 1763, les Anglais ont eux-mêmes détruit les forts qu'ils avaient élevés, se réservant cependant le droit de couper du bois sur la côte.

Plus loin, à l'est du pays de Honduras, sont situées les deux provinces de

Costa-Rica et de Véragua, qui dépendaient aussi de la vice-royauté de la Nouvelle-Espagne, mais qui ont été si négligées par les Espagnols, et qui font si peu de commerce, qu'elles ne méritent guère notre attention.

La province la plus importante, qui dépendait de la vice-royauté du Pérou, était le Chili. Les Incas avaient établi leur domination sur quelques parties du nord de ce grand pays; mais dans tout le reste, le courage des naturels avait assuré leur indépendance. Les Espagnols, attirés par la renommée de ses richesses, tentèrent de bonne heure d'en faire la conquête sous les ordres de Diégo Almagro, en 1545. Après sa mort, Pédro de Valdivia reprit ce projet et eut beaucoup d'obstacles à surmonter; cependant il fonda plusieurs villes et obtint du président de la Gasca, en 1548, la confirmation du titre de gouverneur, qu'il avait reçu d'abord de François Pizarre. En 1551, tous les Américains du pays s'étant soulevés comme de concert, Valdivia marcha contre eux avec quelques troupes. La partie était trop inégale; il

fut tué en combattant. La bravoure et l'habileté de François de Villagra, son lieutenant, continrent les Indiens et sauvèrent le reste des Espagnols. Peu à peu toute la plaine, le long de la côte, fut soumise; mais l'humeur belliqueuse des peuples qui se sont retirés dans les montagnes, a empêché l'accroissement de cette colonie, qui n'a jamais été en proportion de l'étendue, de la beauté et de la fertilité du pays. Le climat du Chili est le plus délicieux de l'Amérique. Quoique voisin de la zône torride, on n'y éprouve jamais de très-grandes chaleurs à cause du voisinage des Andes, et parce que l'air est constamment rafraîchi par les brises de mer. La fertilité du sol est remarquable; il produit du blé, du vin et de l'huile en abondance : les espèces de bêtes à cornes y sont plus belles qu'en Espagne; les chevaux du Chili sont mieux faits et plus vigoureux que les Andalous dont ils descendent, et on a découvert en différens endroits des mines très-riches d'or, d'argent, de cuivre et de plomb. Lorsque ce pays, maintenant indépendant et tranquille, voudra se livrer à toutes

les spéculations commerciales basées sur ses richesses territoriales et industrielles, on peut prédire qu'il jouera un grand rôle dans les affaires de l'Amérique.

A l'est des Andes, les provinces du Tucuman et du Rio de la Plata bornent le Chili, et dépendaient aussi de la vice-royauté du Pérou. Ces régions immenses s'étendent du nord au sud, sur une longueur de plus de quatre cents lieues, et sur une largeur de plus de trois cent trente : on peut les diviser assez naturellement en deux parties, l'une au nord et l'autre au sud de la rivière de la Plata. La première comprend le Paraguay, les anciennes Missions des Jésuites et quelques autres districts; et la seconde, les gouvernemens de Tucuman et de Buénos-Ayres.

C'est par la rivière de la Plata que les Espagnols pénétrèrent dans cette partie de l'Amérique. Leurs premières tentatives pour s'y établir furent très-malheureuses. Jean Diaz de Solis, grand pilote de Castille, qui le premier découvrit ce fleuve et lui donna son nom, périt par les flèches des sauvages avec

une partie de ses gens. Le sort de quelques Portugais, qui entrèrent peu d'années après dans le fleuve du Paraguay, par le Brésil, ne fut guère plus heureux. Sébastien Cabot, qui avait fait, en 1496, avec son père et ses frères, la découverte de Terre-Neuve et d'une partie du continent voisin, pour Henri VII, roi d'Angleterre, employé depuis par la couronne de Castille, arriva, en 1526, à l'embouchure du fleuve qu'on nommait alors *Rio de Solis*, et parvint, au milieu des plus grands dangers, jusqu'aux îles Saint-Gabriel, auxquelles il donna ce nom, et qui commencent un peu au-dessus de Buénos-Ayres. Dans les différentes tentatives qu'il fit pour reconnaître le fleuve, il fut plusieurs fois obligé d'en venir aux mains avec les Américains, qui, dans un de ces combats, lui tuèrent vingt-cinq hommes et lui firent trois prisonniers. Il fit alliance avec quelques autres peuplades, qui non-seulement lui fournirent abondamment des vivres, mais lui donnèrent des lingots pour des marchandises d'Europe de peu de valeur. Alors, ne doutant plus que le pays n'eût des mines

d'argent, il donna au *Rio de Solis* le nom de *Rio de la Plata*, rivière de l'argent. Il ne tarda pas à retourner en Espagne, laissant quelques-uns des siens dans un lieu fortifié, que l'on appela la Tour de Cabot. Sept ou huit ans après, la cour d'Espagne, qui semblait avoir oublié cette expédition, pensa plus sérieusement que jamais à former un établissement sur le Rio de la Plata.

Don Pédro de Mendoza, grand échanson de l'empereur, fut nommé chef de cette entreprise, avec le titre d'Adelantade et gouverneur général de tous les pays qui seraient découverts jusqu'à la Mer du Sud. Les ordres furent donnés pour armer à Cadix une flotte de quatorze voiles. De si grands préparatifs, et le bruit des richesses du Rio de la Plata attirèrent un grand nombre d'aventuriers, parmi lesquels on comptait des personnes de la première distinction. La flotte mit à la voile dans le cours du mois d'août 1535, saison la plus propre pour ce voyage, et arriva sans accident au lieu de sa destination. L'Adelantade choisit pour l'emplacement de la nou-

velle ville l'endroit où la rivière n'a point encore tourné à l'ouest, sur une pointe qui avance dans le fleuve vers le nord : on en traça aussitôt le plan, et elle reçut le nom de *Nuessa segnora de Buénos-Ayres*, parce que l'air y est très-sain; tout le monde s'employa au travail, et bientôt les édifices furent assez nombreux pour servir de camp.

Les peuples du canton ne virent pas sans inquiétude un établissement étranger si près d'eux, et refusèrent des vivres. La nécessité d'employer les armes pour en obtenir donna occasion à plusieurs combats, où les Espagnols furent fort maltraités; de trois cents hommes qui furent détachés sous Diégue de Mendoza, à peine en revint-il quatre-vingts; il périt lui-même avec plusieurs officiers de distinction. Alors la disette devint extrême à Buénos-Ayres, et l'Adelantade, qui craignait de perdre ce qui lui restait d'Espagnols par les flèches des sauvages, défendit, sous peine de mort, de sortir de la ville. Enfin, quelques nations avec lesquelles on fit alliance, procurèrent des vivres. Gonzalès de Men-

doza, qui était allé chercher des provisions au Brésil, revint sur un navire qui en était chargé; il fut suivi presque aussitôt de deux autres bâtimens qui amenaient toute la colonie de l'île de Sainte-Catherine, avec une grande abondance de provisions. La situation des Espagnols devint plus douce à Buénos-Ayres; cependant cette ville, née sous de si malheureux auspices, eut encore à lutter long-temps contre l'infortune; elle demeura même déserte plus de quarante ans, et l'ardeur des conquêtes, ou plutôt l'avidité de l'or qui entraînait les Espagnols au fond des terres, semblait leur avoir fait oublier qu'ils avaient besoin d'une retraite à l'entrée du fleuve pour les vaisseaux dont ils recevaient leurs troupes e tleurs munitions. De fréquens naufrages leur firent enfin ouvrir les yeux, et l'ordre vint de rétablir le port et la ville. Cette entreprise était devenue plus facile depuis les nouveaux établissemens qu'on avait faits dans les provinces intérieures, d'où l'on pouvait tirer des secours d'hommes pour tenir les barbares en respect. Ce fut en 1580

que don Juan Ortez de Zarate, alors gouverneur de la province, ayant commencé par soumettre ceux qui pouvaient s'opposer à son dessein, fit rebâtir la ville dans le même lieu où don Pédro Mendoza l'avait placée, et changea son premier nom de Notre-Dame en celui de la Trinité de Buénos-Ayres. En peu de temps cette ville compta plus de 60,000 habitans, et devint le centre du commerce du Pérou avec l'Espagne. Elle a, par sa situation et par la bonté de l'air qu'on y respire, tout ce qui peut rendre une colonie florissante. La fertilité du territoire autour de la ville répond à l'excellence de l'air, et la nature n'y a rien épargné pour en faire un séjour délicieux : elle est située par 25° 16′ sud, et 60° 1′ à l'ouest du méridien de Paris.

La province de Tucuman, ainsi que le pays situé au sud de la Plata, n'est qu'une vaste plaine sans un seul arbre; son sol, couvert d'une verdure continuelle, est arrosé par un grand nombre de ruisseaux qui coulent des Andes. Dans ces riches pâturages, les animaux im-

portés de l'ancien monde se sont multipliés à un degré presque incroyable; cet avantage a mis les habitans en état d'entretenir, avec l'Europe et le Pérou, un commerce considérable de bestiaux, de chevaux, de mules, de cuirs et de pelleteries.

Le Paraguay est situé entre le Brésil, le Pérou, le Chili et les provinces-unies de Buénos-Ayres; c'est un pays humide à cause des lacs et des rivières considérables qui le couvrent. Ses forêts abondent en bois précieux, en gomme, etc.; mais la plus riche production de cette contrée est l'herbe du Paraguay. Le Pérou et le Chili en consommaient annuellement vingt-cinq mille quintaux, qui leur coûtaient près de deux millions de livres. Cette herbe, dans laquelle les Espagnols et les autres habitans de l'Amérique méridionale trouvent tant d'agrément, et à laquelle ils attribuent un si grand nombre de vertus, qui est d'un usage général dans le Nouveau-Monde, est cependant restée indifférente à l'Europe, qui n'en consomme point.

Cette vaste province fut long-temps

négligée par les Espagnols, qui n'y trouvaient point d'or, seul objet de leurs vœux les plus ardens; cependant, les Portugais, dans l'intention de faire des esclaves, attaquèrent, en 1631, et se trouvèrent dans l'obligation de détruire les douze ou treize peuplades formées dans la province de Guayra, limitrophe du Brésil. Les colons de Buénos-Ayres firent aussi, à différentes fois, des incursions dans le pays des Guaranis, et en firent périr un grand nombre. Enfin, on dévastait l'Amérique depuis un siècle, lorsque cette infatigable activité qui a fait remarquer les Jésuites dès leur origine, cette ardente ambition et cette insatiable avidité qui, sous le voile de la religion, leur ont fait saisir avec empressement toutes les occasions d'étendre leur pouvoir et d'augmenter leurs richesses, les engagèrent à fonder en Amérique, au milieu des peuplades sauvages, et hors de l'influence de toute autorité d'Europe étrangère à leur institution, des établissemens qu'ils devaient gouverner d'après un ordre de choses tout particulier, et qui émanerait d'eux seuls.

Un succès plus ou moins grand couronna ces vues dans la Californie, chez les Moxos, parmi les Chiquites, sur l'Amazone et dans quelques autres contrées; cependant aucune de ces institutions ne fut aussi bien consolidée que celle du Paraguay.

Cette domination, commencée en 1610, s'étendait depuis le Parana, qui se jette dans le Paraguay sous le vingtième degré de latitude méridionale, jusqu'à l'Uruguay, qui se perd dans le même fleuve vers le trente-quatrième degré de latitude; elle contenait, en 1702, vingt-neuf peuplades, composées de 22,761 familles, qui avaient 89,491 têtes.

Les missionnaires qui les gouvernaient faisaient le commerce pour la nation; ils envoyaient à Buénos-Ayres de la cire, du tabac, des cuirs, des cotons en nature et filés, principalement l'herbe du Paraguay dont nous avons déjà parlé : on recevait en échange des vases et des ornemens pour les temples, du fer, des armes, des quincailleries, quelques marchandises d'Europe que la colonie ne fabriquait pas, des métaux destinés au

paiement du tribut que devaient les Indiens mâles, depuis vingt jusqu'à cinquante ans. Autant qu'il est possible d'en juger à travers les épais nuages dont l'adresse des Jésuites a continuellement enveloppé ces objets, les besoins de l'État n'absorbaient pas le produit entier de ces ventes, ce qui restait était détourné au profit de ces *bons pères ;* aussi furent-ils regardés comme une société de marchands qui, en prêchant l'abnégation des choses de la terre, n'étaient occupés que d'un interêt sordide. Cependant le bien marchait à côté du mal. Lorsqu'en 1768 les Missions du Paraguay sortirent des mains des Jésuites, elles étaient arrivées à un point de civilisation certainement fort supérieur à tout ce qui existait parmi les indigènes du nouvel hémisphère. Les pouvoirs concentrés jusqu'alors dans les mêmes mains furent partagés ; un chef, auquel on donna trois lieutenans, fut chargé de gouverner la contrée ; on confia ce qui était du ressort de la religion à des moines de Saint-Dominique, de Saint-François et de la Merci.

Les habitans de cette contrée ont tou-

jours montré beaucoup d'attachement pour leur pays, de goût pour le travail, et une grande droiture dans leurs sentimens; et depuis leur révolution, la paix et la concorde n'ont pas cessé de régner parmi eux. Ils sont en général les plus instruits de l'Amérique méridionale, et prévirent, dès 1808, les conséquences que devaient avoir, pour les possessions ultra-marines de l'Espagne, les événemens de la métropole; ils jugèrent que bientôt ils ne pourraient plus en attendre ni secours ni protection, et voulant éviter chez eux les maux d'une révolution violente, ils convoquèrent une assemblée générale de notables; tous, au nombre de plus de mille, se prononcèrent en faveur d'une déclaration d'indépendance absolue. Il fut résolu, en même temps, de confier le gouvernement de l'état à celui qui réunirait le plus de connaissances. Le choix tomba sur le docteur Francia et M. Yégros, et on décida que ces deux citoyens administreraient conjointement l'état. Mais à l'élection suivante, le docteur Francia fut seul nommé chef du gouvernement, sous le titre de

directeur suprême, et depuis il n'a pas cessé d'occuper ce poste.

Lorsque l'on organisa le gouvernement, le Paraguay fut divisé en six départemens, sous les noms d'Assomption, Villa-Réal, San-Jago, Conception, Curugualia et Condolavia.

Le corps des représentans est composé de sept membres, nommés par chaque département. Dans les affaires difficiles, le corps des représentans remplit les fonctions de conseil-d'état.

Pendant les quinze premières années, il n'a été permis au Paraguay d'autre communication extérieure que celle qui était indispensablement nécessaire, dans la crainte que des étrangers, sous prétexte de faire le commerce, ne cherchassent à semer la discorde.

Depuis deux ans, pensant que leurs institutions et leur repos ne peuvent désormais être mis en péril par des relations avec les peuples étrangers, les Paraguayens, ont cherché à établir en Europe des rapports commerciaux et politiques.

Les forces militaires sont sous le commandement immédiat du directeur su-

portés de l'ancien monde se sont multipliés à un degré presque incroyable; cet avantage a mis les habitans en état d'entretenir, avec l'Europe et le Pérou, un commerce considérable de bestiaux, de chevaux, de mules, de cuirs et de pelleteries.

Le Paraguay est situé entre le Brésil, le Pérou, le Chili et les provinces-unies de Buénos-Ayres; c'est un pays humide à cause des lacs et des rivières considérables qui le couvrent. Ses forêts abondent en bois précieux, en gomme, etc.; mais la plus riche production de cette contrée est l'herbe du Paraguay. Le Pérou et le Chili en consommaient annuellement vingt-cinq mille quintaux, qui leur coûtaient près de deux millions de livres. Cette herbe, dans laquelle les Espagnols et les autres habitans de l'Amérique méridionale trouvent tant d'agrément, et à laquelle ils attribuent un si grand nombre de vertus, qui est d'un usage général dans le Nouveau-Monde, est cependant restée indifférente à l'Europe, qui n'en consomme point.

Cette vaste province fut long-temps

provinces qui furent comprises de ce côté sous la vice-royauté du Mexique, est l'isthme de Darien. Quoique cette partie du continent de l'Amérique ait vu les premiers établissemens des Espagnols, la population n'avait fait aucun progrès dans le Darien, à cause de l'insalubrité de l'air, et parce qu'il ne contient aucune mine considérable. Il eût peut-être même été abandonné, sans la bonté du hâvre de Porto-Bello sur la Mer Atlantique, d'un côté, et sans le hâvre de Panama de l'autre. Cette dernière ville est devenue une place importante : l'insalubrité de l'air a arrêté l'accroissement de Porto-Bello.

Les provinces de Carthagène et de Sainte-Marthe sont à l'est de l'isthme de Darien. Le pays est montagneux aussi, mais les vallées y sont moins resserrées, bien arrosées et très-fertiles. Pedro de Hereda le soumit à l'Espagne vers 1532; il tire sa plus grande importance du port de Carthagène, le meilleur qu'il y ait sur cette côte. Cette ville, lorsqu'elle fut choisie pour être l'abord des Galions à leur arrivée d'Europe, et le point de ren-

Un succès plus ou moins grand couronna ces vues dans la Californie, chez les Moxos, parmi les Chiquites, sur l'Amazone et dans quelques autres contrées; cependant aucune de ces institutions ne fut aussi bien consolidée que celle du Paraguay.

Cette domination, commencée en 1610, s'étendait depuis le Parana, qui se jette dans le Paraguay sous le vingtième degré de latitude méridionale, jusqu'à l'Uruguay, qui se perd dans le même fleuve vers le trente-quatrième degré de latitude; elle contenait, en 1702, vingt-neuf peuplades, composées de 22,761 familles, qui avaient 89,491 têtes.

Les missionnaires qui les gouvernaient faisaient le commerce pour la nation; ils envoyaient à Buénos-Ayres de la cire, du tabac, des cuirs, des cotons en nature et filés, principalement l'herbe du Paraguay dont nous avons déjà parlé : on recevait en échange des vases et des ornemens pour les temples, du fer, des armes, des quincailleries, quelques marchandises d'Europe que la colonie ne fabriquait pas, des métaux destinés au

le courage et l'habileté de Sébastien de Benalcazar et de Gonzalès-Ximenès de Quesada. Le premier, qui commandait alors à Quito, l'attaqua par le sud; le second y entra par Sainte-Marthe, du côté du nord. Comme les Indiens de cette partie étaient mieux civilisés qu'aucune des nations de l'Amérique, si l'on en excepte les Mexicains et les Péruviens; ils se défendirent avec beaucoup de résolution et de conduite; mais l'habileté et la constance de Benalçazar et de Quesada surmontèrent tous les obstacles et tous les dangers, et ajoutèrent cette conquête à toutes celles de l'Espagne dans la partie méridionale du Nouveau-Monde.

Ce pays est si élevé au-dessus du niveau de la mer, que, quoiqu'il soit très-voisin de la ligne, le climat en est fort tempéré. Ses vallées sont très-fertiles, et dans les parties élevées on trouve des pierres précieuses de différentes espèces. L'or que l'on y recueille n'est pas enfoncé profondément dans la terre, il est mêlé avec elle, et on l'en sépare facilement au moyen de lavages répétés. Les villes du nouveau royaume de Grenade sont flo-

rissantes et [illegible]
accroît encore [illegible]

Dès que les [illegible]
l'Amérique [illegible]
tion de l'Espagne [illegible]
nes fut presque [illegible]
chir qui se [illegible]
venaient de [illegible]
absolument [illegible]
tinent où ils [illegible]
d'or ou d'argent [illegible]
dité dans le [illegible]
où l'énorme [illegible]
cieux devait [illegible]
efforts par une [illegible]
chesses.

Cependant [illegible]
le principal [illegible]
pagnols, et [illegible]
raient [illegible]
tant de leur [illegible]
tiles qu'ils [illegible]
d'autres [illegible]
précieuses pour [illegible]

La cochenille est une [illegible]
ticulière à la Nouvelle-Espagne [illegible]
trouve le quinquina qu'au Pérou [illegible]

de Guatimala est d'une qualité supérieure à celui de toutes les autres contrées de l'Amérique. Le cacao, quoiqu'il ne soit pas un fruit particulier aux colonies espagnoles, y est d'une qualité si supérieure, que cette marchandise est devenue un des objets de commerce les plus importans. Le tabac de Cuba, le sucre de la Nouvelle-Espagne, et quelques autres denrées de différentes espèces, peuvent être mises au rang des productions naturelles d'Amérique qui enrichissaient le commerce de l'Espagne. Les animaux domestiques de l'Europe, et particulièrement les bêtes à cornes, ont multiplié, dans les Indes occidentales, avec une rapidité qui passe toute vraisemblance. On ne les tue proprement que pour leurs peaux et la quantité de cuirs que les colonies espagnoles exportaient en Europe, formait une branche de spéculations très-lucrative.

Les hautes idées que l'Espagne avait conçues de bonne heure des richesses du Nouveau-Monde, l'empêchèrent d'abandonner le commerce de ses colonies à une compagnie exclusive. L'or et l'argent

étaient des marchandises trop précieuses pour qu'on en remît le monopole en des mains particulières. La couronne voulut se conserver le droit de transporter une denrée si attrayante. Pour donner plus de sûreté aux chargemens précieux envoyés en Amérique, ainsi que pour prévenir plus facilement la fraude, le commerce de l'Espagne avec ses colonies se faisait par des flottes qui ne faisaient voile qu'avec de bonnes escortes. On équipait tous les ans ces flottes, qui consistaient en deux escadres; l'une distinguée par le nom de *galions*, l'autre par celui de *flotte*. Elles partaient autrefois de Séville; mais, depuis 1720, elles faisaient voile de Cadix, dont le port a été trouvé plus commode.

Les galions, destinés à fournir Terre-Ferme, le Pérou et le Chili de presque tous les articles de luxe ou de nécessité qu'on pouvait désirer, touchaient d'abord à Carthagène et ensuite à Porto-Bello. Le premier port était le rendez-vous des négocians de Sainte-Marthe, des Caraques, du nouveau royaume de Grenade, et de plusieurs autres provinces. Le se-

cond était le grand marché du riche commerce du Pérou et du Chili. Dans la saison où l'on attendait les galions, on transportait par mer, à Panama, le produit de toutes les mines de ces deux provinces et les autres marchandises de quelque importance, d'où elles étaient portées à travers l'isthme jusqu'à Porto-Bello, en partie à dos de mulet, en partie sur la rivière de Chagre. La flotte dirigeait sa course à Véra-Cruz. Les trésors et les marchandises de la Nouvelle-Espagne et des provinces qui en dépendaient, y étaient transportées de Los-Angelès, où elles étaient entreposées en attendant son arrivée; le commerce se faisait à Véra-Cruz comme à Porto-Bello, et ne lui était inférieur qu'en valeur et en importance. Les deux flottes, après avoir complété leurs chargemens en Amérique, se donnaient rendez-vous à la Havane, d'où elles revenaient de compagnie en Europe. Il est facile de juger combien un commerce, ainsi gêné et restreint, devait être nuisible au bien-être des colonies et même de la métropole.

Après la guerre de la succession, l'An-

gleterre et la Hollande, par la supériorité de leur marine, avaient acquis assez d'empire sur mer pour couper toute communication entre l'Espagne et ses colonies. Afin de leur fournir les commodités de la vie, sans lesquelles elles ne pouvaient exister, et en échange des métaux elles devaient faire part de leur trésor, l'Espagne fut obligée de se départir de la rigueur ordinaire de ses maximes, au point d'ouvrir le commerce du Pérou aux Français ses alliés. Les marchands de Saint-Malo, à qui Louis XIV accorda le privilége de ce commerce, [illegible] entreprirent avec vigueur, et fournirent au Pérou des marchandises d'Europe à un prix plus modéré et en plus grande quantité que les Espagnols n'avaient fait jusqu'alors. Tous les objets d'importation arrivaient dans toutes les provinces de l'Amérique espagnole en une grande abondance, que, pour peu que la communication eût duré encore, [illegible] des exportations de l'Espagne et ses colonies cessaient de dépendre de leur métropole. On se hâta de détourner de la manière la plus forte et la plus pénible,

l'admission des vaisseaux étrangers dans les ports du Chili; et l'on employa une escadre espagnole à chasser des mers du Sud ces intrus, dont le secours n'était plus nécessaire.

Cependant l'Espagne, à la fin de la guerre, terminée par le traité d'Utrecht, avait été en vain délivrée d'un des obstacles qui gênaient son commerce; elle en éprouvait un autre qui ne lui paraissait guère moins dangereux. Philippe v, pour engager la reine Anne à conclure une paix également désirée par la France et par l'Espagne, accorda à la Grande-Bretagne, non-seulement le droit de porter des nègres aux colonies espagnoles, droit dont la France avait précédemment joui, il lui donna encore le privilége d'envoyer tous les ans, à la foire de Porto-Bello, un vaisseau de 500 tonneaux, chargé de marchandises d'Europe; en conséquence, des commissaires anglais s'établirent à Carthagène, à Panama, à la Véra-Cruz, à Buénos-Ayres et dans d'autres établissemens espagnols. Les agens d'une nation rivale, admis dans les principales villes de commerce,

donnèrent aux négocians de la Jamaïque et des autres colonies anglaises en liaison d'affaires avec le continent espagnol, tous les renseignemens nécessaires sur les besoins constans ou accidentels des provinces intérieures, de manière que le commerce de contrebande devint plus facile et plus étendu qu'il ne l'avait jamais été. De plus, au lieu d'un vaisseau de cinq cents tonneaux, que les Anglais devaient envoyer tous les ans à Porto-Bello, ils en employaient un de plus de neuf cents, et celui-ci était accompagné de deux ou trois bâtimens plus petits, qui, amarrés dans quelque crique voisine, fournissaient clandestinement de nouvelles marchandises pour remplacer celles qui étaient vendues. Les inspecteurs de la foire et les officiers de la douane, gagnés par des présens considérables, facilitaient la fraude, de sorte que presque tout le commerce de l'Amérique espagnole passait dans des mains étrangères. Les galions et la flotte elle-même ne servaient presque plus qu'à apporter en Europe les revenus du Roi, formés du quint des mines.

L'Espagne, pour mettre un terme à des usurpations si funestes à ses intérêts, arma des vaisseaux *garde-côtes*, qui, se portant dans les parages les plus fréquentés par les interlopes, en eurent bientôt diminué le nombre. Cependant les Anglais, qui, par la facilité avec laquelle ils exerçaient ce commerce, avaient fini par le regarder comme légitime, adressèrent à leur gouvernement des réclamations et des plaintes qui, justifiées ensuite par des actes de violence inexcusables de la part des capitaines des garde-côtes espagnols, engagèrent l'Angleterre dans une guerre avec l'Espagne, au moyen de laquelle cette dernière puissance demeura enfin libre de régler le commerce de ses colonies, sans être gênée par aucun engagement avec cette puissance étrangère.

Par la grandeur du commerce interlope que faisaient les Anglais, l'Espagne avait découvert combien étaient insuffisans ses moyens de communication avec ses colonies. Afin de remédier à cet inconvénient, elle établit les *vaisseaux de registre* pour une partie considérable

du commerce de l'Amérique. Ces vaisseaux étaient expédiés par des marchands de Séville et de Cadix, dans l'intervalle des saisons fixées pour le départ des galions et de la flotte; mais il leur fallait une permission du conseil des Indes, qui s'achetait chèrement. Bientôt le nombre des vaisseaux de registre augmenta tellement, que les galions, après avoir été employés pendant plus de deux siècles, furent définitivement supprimés en 1748. Quelques années après (1765), Charles III ouvrit à tous ses sujets en Espagne le commerce des îles du Vent, Cuba, Hispaniola, Porto-Rico, la Marguerite et la Trinité, ne les astreignant, sans autre formalité, qu'à un simple acquit de la douane du lieu d'où ils partiraient, et ne leur imposant qu'un droit de six pour cent à la sortie d'Espagne; il leur laissa le choix du port où ils croiraient, à leur retour, trouver la vente la plus avantageuse de leur cargaison, en payant les droits ordinaires : cette mesure fut bientôt après étendue à la Louisiane et aux provinces de Yucatan et de Campêche.

La sagesse de cette innovation se ma-

nifesta promptement par ses effets, et le commerce de l'Espagne avec ses colonies devint, en peu d'années, plus florissant qu'il ne l'avait jamais été.

Avant de finir ce tableau du commerce de l'Espagne en Amérique, il est nécessaire de parler d'une de ses branches qui, quoique détachée, était de quelqu'importance. Philippe II, dès le commencement de son règne, forma le projet de fonder une colonie dans les îles Philippines, qu'on avait négligées depuis leur découverte, et il y envoya un armement de la Nouvelle-Espagne. On choisit Manille, dans l'île de Luçon, pour la capitale de cet établissement. On entretint de là une correspondance de commerce assez active avec les Chinois, et ce peuple industrieux, attiré par l'espoir du gain, vint en foule peupler les Philippines, sous la protection de l'Espagne. Ils ouvrirent alors avec l'Amérique un commerce qui, dans son origine, se faisait par Callao sur la côte du Pérou. Quelque temps après il fut transporté de Callao à Acapulco, sur la côte de la Nouvelle-Espagne.

Plusieurs changemens successifs lui va-

lurent enfin une forme régulière. Tous les ans il partait d'Acapulco un ou deux vaisseaux qui pouvaient porter jusqu'à 500,000 pesos d'argent, mais qui avaient rarement à bord d'autres objets de quelque valeur. Ils rapportaient en échange des épices, des drogues, des porcelaines de la Chine et du Japon, des toiles de coton et d'autres toiles des Indes, des mousselines, des soieries et tous les divers objets précieux que l'Orient produit ou qu'il doit à l'industrie de ses habitans. Pendant long-temps le Pérou eut part à ce commerce, mais à la fin les Péruviens en ont été exclus par les édits les plus rigoureux, et toutes les marchandises de l'Orient furent réservées pour la consommation de la Nouvelle-Espagne.

CHAPITRE IV.

État des colonies espagnoles du continent, en 1810. — Les provinces de Terre-Ferme, La Plata, Chili, Pérou, Mexique, Guatimala se rendent indépendantes de l'Espagne, et se constituent en république.

1810. Depuis long-temps les colonies espagnoles de l'Amérique jouissaient d'une profonde tranquillité. Plusieurs attaques dirigées contre elles, à différentes époques, par les Anglais, leur avaient bien causé quelques troubles, mais, dès que l'ennemi avait été chassé, tout était rentré dans l'ordre accoutumé, et l'attachement pour la mère-patrie semblait même en avoir acquis plus de force.

Cependant la vue de la prospérité des colonies anglaises de l'Amérique septentrionale, depuis leur émancipation, la gêne du commerce, l'espèce d'apathie dans laquelle l'Espagne cherchait à maintenir ses possessions d'outre-mer, le despotisme insolent des agens envoyés pour

les gouverner, faisaient naître depuis plusieurs années des idées d'indépendance qui fermentaient de toutes parts. Le Gouvernement espagnol en était bien instruit, mais son manque d'énergie le portait à dissimuler un mouvement qu'il ne se sentait pas capable de réprimer. Il fallait une occasion favorable pour lever l'étendard de la révolte, la situation précaire de l'Espagne en 1810 la fournit aux colons américains.

Immédiatement après l'entrée des armées françaises dans l'Andalousie, et la dispersion de la junte centrale d'Aranjuez, il se manifesta une grande fermentation dans toute l'Amérique espagnole. Un parti attaché à la cause de l'ancienne maison régnante accusait les autorités constituées d'être secrètement portées pour le nouveau roi ; un autre parti désirait rendre les colonies indépendantes. Tous les deux réclamaient le libre commerce avec les nations étrangères, afin que les colonies qui ne trouvaient plus de débouchés suffisans dans la mère-patrie pussent se défaire de leurs marchandises. Unis sous ce point de vue, tous les Espa-

gnols d'Amérique assaillaient la junte de Cadix des plaintes les plus vives. La junte donna enfin, le 17 mai, un décret qui accordait cette liberté; mais, entraînée par les intrigues des marchands de Cadix, elle le révoqua le 27 juin de la même année.

Cette démarche équivoque irrita les ressentimens des colons, et accrut leur audace. Les amis de l'indépendance, sous le masque de l'intérêt commercial, soufflaient de toutes parts le mécontentement contre les vice-rois et les gouverneurs, qui passaient pour adhérens de la junte, et qui perdaient successivement toute popularité. Les partisans de la junte de Cadix ne voulaient que des juntes provinciales; les républicains coopéraient à ce but en apparence, bien résolus de faire une seconde révolution contre ces mêmes juntes. Telle était la direction générale des esprits; mais les localités et d'autres circonstances apportèrent quelques modifications dans l'exécution de ces projets.

TERRE-FERME.

A Caraças, une junte provinciale établie le 19 avril 1810, gouvernait au nom de Ferdinand, mais méconnaissait l'autorité de la junte de Cadix. Celle-ci, irritée, déclara les gouvernans de Caracas traîtres à la patrie, et les ports de cette province en état de blocus. Un homme de loi nommé Cortavarria fut envoyé pour exécuter ce décret; il fixa prudemment sa résidence à Porto-Rico, d'où il lançait des arrêtés et des proclamations contre les gouvernans de Caracas, qui répondaient de même. Cependant l'homme de loi réussit à armer quelques corsaires qui firent peu de mal aux habitans de Caracas, mais qui, avec les injurieuses déclamations de Cortavarria, contribuèrent à exaspérer l'esprit de ce peuple. Enfin, le 2 mars, un congrès général s'assembla 1811.
à Caracas, et commença par proclamer sa fidélité à la monarchie espagnole, mais en déclarant qu'elle était entièrement indépendante de la junte de Cadix. Les républicains répandirent peu-à-peu leurs

principes, et, dans l'espace de quatre mois, ils parvinrent à gagner la majorité dans le congrès, qui, le 5 juillet, sous les auspices de Miranda, se déclara indépendant de la couronne d'Espagne, et forma la république fédérée de Venezuela. Les individus contraires à ce nouveau système se réunirent à Valencia et dans d'autres villes de l'intérieur, d'où ils se préparèrent à faire la guerre au parti républicain.

Dans la Nouvelle-Grenade, les mêmes causes de mécontentement amenèrent des effets semblables. Le vice-roi, homme très-rusé, fit semblant de céder, accorda aux habitans la convocation d'une junte, et s'en fit nommer président. Le 23 juillet 1810, il réussit à faire reconnaître la régence de Cadix; mais le massacre des habitans de Quito, par des troupes aux ordres du vice-roi de Lima, excita une telle fureur contre le parti de la régence, dans toutes les colonies, que le vice-roi de Santa-Fé ne put maintenir son autorité précaire. Au commencement de 1811, un congrès général prit la place de la junte, déposa le vice-roi, déclara la régence de Cadix illé-

gitime, et la province de la Nouvelle-Grenade indépendante, sous le titre de *royaume de Condinamarca*, ancien nom du pays; le parti aristocratique, composé des principaux habitans, ayant jugé prudent de conserver une ombre de roi. Les républicains appuyés par ceux de Caracas commencèrent alors à faire une tentative pour établir une république pure et simple.

Miranda, qui, dans les mouvemens dont la ville de Caracas avait été le centre, lors de la déclaration de l'indépendance, avait montré beaucoup d'énergie à la tête des républicains, ayant réuni environ cinq mille hommes, marcha contre l'ennemi. La ville, défendue par un grand nombre d'Européens, fit une longue résistance, mais fut enfin obligée de capituler, et les républicains y entrèrent en vainqueurs. Simon Bolivar, dont le nom est devenu si célèbre, comme libérateur de sa patrie, se distingua au siége de cette ville, et fut un de ceux qui contribuèrent le plus puissamment à sa reddition.

Cependant l'esprit d'indépendance faisait de rapides progrès; les provinces de

Carthagène et de Truxillo s'étaient réunies à la confédération, et des proclamations, répandues avec profusion, invitaient toutes les villes à secouer le joug de la métropole. La plus grande union régnait entre les provinces qui avaient accédé à la confédération, et la vigilance du gouvernement maintenait la tranquillité partout, malgré les tentatives de ceux qui avaient intérêt à renverser l'ordre établi. A la vérité les provinces du Coro, de Sainte-Marthe et de la Guyana, avaient refusé de se soumettre au nouvel ordre de choses; mais la république de Venezuéla avait une armée de 20,000 hommes bien disciplinée et animée du plus ardent patriotisme, dont la moitié se trouvait dans Caracas, et le reste à Cumana, Barcelona, Porto-Cabello et Varinas.

1812. Les royalistes avaient réuni leurs forces dans le Coro, le Maracaïbo et la Guyana, d'où, pénétrant dans l'intérieur du Venezuéla, ils menaçaient Caracas. Quelques détachemens envoyés contre eux avaient été successivement défaits, et le congrès, qui s'était transporté à Carthagène, craignait de voir renverser l'édi-

fice de la liberté. Dans une circonstance si critique, il pensa que la puissance, plus concentrée, deviendrait plus active; et confiant les destinées de la république au général Miranda, le 26 avril, il le nomma dictateur, avec les pouvoirs les plus étendus. Le danger devenait de plus en plus menaçant; les troupes de la république étaient pressées de toutes parts. Miranda, à la tête de son corps d'armée, désespérant de pouvoir soutenir plus longtemps les efforts des ennemis, demanda un armistice au général Monteverde, qui commandait l'armée royale. Un accommodement suivit bientôt, et Miranda, déposant les armes avec ses compagnons, se soumit aux ennemis; mais ceux-ci, violant leurs promesses, ne tardèrent pas à le mettre en jugement, et cet homme, qui s'était annoncé comme le soutien de la cause de l'indépendance, exhiba, pour sa défense, une commission du gouvernement anglais, préférant la honte de se déclarer l'agent secret d'une puissance étrangère, à la mort glorieuse qui l'attendait comme défenseur des droits de sa patrie. Ce traître, mis en

liberté, partit pour Porto-Rico, d'où il se rendit en Espagne auprès de la régence, abandonnant pour jamais le sol de la liberté, qu'il avait trop long-temps souillé de sa présence.

1813. L'armée royale, par suite de la trahison de Miranda, se trouvait maîtresse de Caracas, de Varinas, de Cumana, de Barcelone et de Porto-Cabello. Malgré l'échec qu'ils venaient d'éprouver, les indépendans ne perdirent pas courage. L'armée de Santa-Fé, forte de douze mille hommes, profitant de l'éloignement du général Monteverde, s'empara du Coro après un combat sanglant; celle du Carthagène, composée de huit mille hommes, entra dans Sainte-Marthe. Le général Bolivar, à la tête de trois mille hommes, s'avança sur Cuenta. Bientôt les indépendans, ayant réuni les différens corps d'armées, attaquèrent l'ennemi près de Valencia, lui firent éprouver une perte considérable, et le forcèrent d'abandonner toutes les villes dont il s'était emparé, à l'exception de Porto-Cabello, où le général Monteverde se retira avec les débris de ses troupes, pour attendre de

nouveaux renforts qu'il devait recevoir de la Havane. Malheureusement de si grands avantages étaient plus que compensés par les pertes qu'éprouvaient les indépendans dans la Nouvelle-Grenade et le Popayan.

Le général insurgé, don Antonio de 1814.
Nareno, qui commandait l'armée du midi, voulant couvrir Popayan, menacée par les royalistes, avait pris position à quelque distance de cette ville. Moralès, dont les forces étaient bien supérieures, serra de si près les troupes indépendantes, que Nareno, se voyant forcé d'en venir aux mains, livra une bataille qu'il évitait depuis long-temps; son armée fut taillée en pièces, perdit toute son artillerie, et lui-même fut fait prisonnier. La ville, privée de défenseurs, fut obligée de capituler. Bientôt, poursuivant ses avantages, Moralès marcha sur Santa-Fé, et rétablit l'autorité du roi dans la Nouvelle-Grenade, excepté pourtant dans la capitale.

Les affaires n'étaient pas en meilleur 1815.
état dans le Venezuéla. Les royalistes ayant reçu des renforts, avaient repris l'offensive. Valencia était prise; de san-

glans combats se livraient chaque jour avec un acharnement sans exemple, et les indépendans, mal armés et manquant de munitions, avaient souvent du désavantage. La guerre civile continuait cependant avec fureur; tous ceux qui étaient pris les armes à la main, par le parti contraire, étaient aussitôt mis à mort, et le détail des cruautés qui se commettaient de part et d'autre fait frémir d'horreur.

La flotte qui avait apporté dix mille hommes d'Europe, sous les ordres de Morillo, se tenait à l'ancre à quelques lieues de Carthagène, et bloquait le port de cette ville, mais avec négligence, parce que les équipages, affaiblis par les maladies, manquaient de l'énergie nécessaire. Les troupes qui avaient été débarquées cernaient la ville, et tentèrent plusieurs attaques sur la Papa et le château des Angelos; mais elles furent repoussées avec perte, et Morillo se contenta de changer le siége en blocus. Les vivres devenaient de plus en plus rares à Carthagène; et quoique plusieurs navires chargés de provisions d'armes et

de munitions, fussent parvenus à pénétrer dans le port, cependant la ville ne pouvait pas encore tenir long-temps, lorsque, le 6 décembre, les habitans révoltés déclarèrent au général Bermudez, commandant de la ville, qu'ils préféraient courir le danger d'être fusillés par les Espagnols plutôt que de périr par la faim. Bermudez, ne pouvant conserver Carthagène, prit les précautions nécessaires pour sauver ceux qui avaient tout à redouter de la fureur des Espagnols. Ayant fait enclouer les canons, il évacua secrètement les deux forts pendant la nuit; et le 7, embarquant tout son monde sur onze schooners qui étaient dans le port, il parvint à tromper la vigilance des bâtimens qui en bloquaient l'entrée, et à mettre en sûreté ceux qui l'avaient suivi.

La reddition de Carthagène, seule place forte qui restait aux insurgés, fut pour eux un coup d'autant plus funeste, qu'il les privait d'un point central d'où ils pouvaient diriger leurs opérations. De ce moment ils agirent sans accord, se joignant aux différens chefs qui leur plai-

saient davantage, et chaque commandant se conduisant selon les circonstances. Le général Bolivar, l'ame du parti patriote, se sauva, avec ses aides-de-camp et plusieurs officiers, à la Jamaïque. Quand sa fuite fut connue, les royalistes envoyèrent un vaisseau à sa poursuite, et promirent une récompense de 50,000 dollars à celui qui le tuerait. Un de ses domestiques, nègre, tenté par l'appas d'une somme si considérable, assassina un de ses aides-de-camp à sa place par erreur. C'était pour la troisième fois que l'on attentait à la vie de Bolivar de la part des Espagnols, et à chaque fois il ne dut la vie qu'à un heureux hasard.

1816. Après s'être emparées de Carthagène, les troupes royalistes s'avancèrent de nouveau sur Santa-Fé; l'armée indépendante de la Nouvelle-Grenade ayant voulu leur disputer le passage, fut entièrement culbutée dans un combat où elle laissa un grand nombre de morts sur le champ de bataille, et la ville ouvrit ses portes aux vainqueurs.

Morillo, enhardi par ses succès, commença à exercer des vengeances atroces

sur ceux, non-seulement qui avaient pris le parti des indépendans, mais même sur les personnes qui étaient soupçonnées de leur être favorables. Tant de cruauté, loin d'être utile à sa cause, anima tellement les esprits, qu'à l'approche de ses détachemens, les habitans brûlaient eux-mêmes leurs maisons et s'enfuyaient dans les montagnes. Bientôt la famine et les maladies firent de si grands ravages dans ses troupes, qu'il se vit contraint de les renfermer dans les villes dont il était maître.

L'armée indépendante, quoique battue près de Santa-Fé, était loin d'avoir perdu courage. Recrutée de ceux qui avaient éprouvé les vexations sans nombre des troupes espagnoles, elle attaquait les détachemens de Morillo, harcelait sans cesse son armée, et bientôt elle le força à se retirer dans le Venezuéla, où il établit son quartier-général à Ocana.

Avant de sortir de Carthagène, Morillo, qui sentait de quelle utilité serait pour son parti la possession de l'île de la Marguerite, qui avait depuis long-temps déclaré son indépendance, mais dont plusieurs places

importantes étaient encore au pouvoir des royalistes, avait formé une expédition destinée à y rétablir l'autorité du roi. Le général Arismendi, commandant patriote de l'île, s'avança à la tête des troupes indépendantes, et battit complètement l'expédition espagnole, qui laissa plus de cinq cents morts sur le champ de bataille.

Pendant ce temps, Bolivar avait réuni dans l'île d'Haïti les restes de ses forces, dispersés par la chute de Carthagène : ces braves républicains, embarqués sur l'escadre de l'amiral indépendant Brion, formaient une expédition bien capable de lutter avec avantage contre les renforts que les royalistes avaient reçus d'Espagne et de la Havane. Plusieurs bâtimens espagnols, qui bloquaient l'île Marguerite, étant tombés au pouvoir de la flotte de Brion, portèrent à trente-cinq le nombre des navires de guerre qui devaient effectuer une descente sur le continent. A son arrivée à l'île de la Marguerite, Bolivar somma immédiatement la garnison de Pampatar de se rendre, et sur le refus du gouverneur espagnol, la place fut aussitôt attaquée, prise d'assaut, et la garnison passée

au fil de l'épée. Bientôt la ville de l'Assomption, capitale de l'île, fut évacuée par la garnison espagnole, et Bolivar, se trouvant maître de tous les points fortifiés de la Marguerite, proclama de nouveau l'indépendance du pays, et se prépara à partir pour le continent.

L'escadre ayant mis à la voile le 25 de mai, alla jeter l'ancre devant la haute batterie de Santa-Rosa à Carupano. Le lendemain Bolivar fit sommer la ville de se rendre, et, sur la réponse négative du commandant, il fit débarquer les troupes sous les ordres du major général Marino. Après une attaque très-vive par terre et par mer, la ville se rendit, et l'ennemi se trouva obligé de se retirer, abandonnant toute la ligne de Cariaco à Guiria. Quelques jours après, cette dernière ville tomba également entre les mains des indépendans. Bolivar, poursuivant ses avantages, s'avança dans le pays, et bientôt Valencia, Maracaya et plusieurs autres villes furent en son pouvoir. Par suite de ses succès, l'armée patriote, forte de cinq mille quatre cents combattans, marchait sur Caracas, tandis que deux mille

insurgés s'avançaient sur cette place par un autre côté. Tout semblait favoriser la cause de l'indépendance, lorsqu'une mesure prématurée, prise par Bolivar, ruina toutes ses espérances et le força d'abandonner pour quelque temps une patrie qui méconnaissait ses ordres.

En entrant dans la province de Caracas, Bolivar, dans l'intention de grossir son armée et d'écraser plus facilement le parti royaliste, avait répandu une proclamation, dans laquelle il promettait la liberté à tous les noirs des habitations qui viendraient joindre ses drapeaux. Les colons, furieux des promesses du général, qui les privaient de leurs esclaves, au lieu de favoriser son armée, se réunirent aux troupes royales. Environné d'une population ennemie, il vit bientôt ses forces diminuer sensiblement, et la perte de la bataille de la Cabrera le réduisit à un tel état de faiblesse, qu'il fut contraint d'abandonner le commandement des troupes de l'indépendance, et de se réfugier dans l'île Saint-Thomas avec quelques officiers. Sir Grégor Mac-Grégor, Ecossais d'origine, et qui servait depuis quelque

temps la cause des indépendans, prit le commandement des restes de l'armée battue, et tenta de pénétrer de force dans les plaines. Il y eut à combattre un petit corps de troupes royalistes qu'il enfonça facilement; mais le major Quero qui les commandait, ayant reçu du renfort, suivit Mac-Gregor, le força au combat, et, dans une action très-vive, lui fit éprouver de grandes pertes; cependant l'inondation du pays ayant empêché le major Quero de poursuivre plus long-temps les insurgés, ils opérèrent leur jonction sur les derrières de Caracas.

Les troupes indépendantes, faute d'armes et de munitions convenables, obligées de soutenir une guerre de partisans, ne pouvaient faire que des coups de mains, sans jamais avoir d'affaires décisives. L'amiral Brion venait de débarquer sur la côte de Paragua une grande quantité d'armes et de munitions de toute espèce. Les indépendans, mieux armés et en plus grand nombre, firent alors les opérations nécessaires pour se concentrer et attaquer l'avant-garde royale aux ordres du général Lopez, qui couvrait Barcelonne. Le 19

septembre, Lopez attaqua ces bandes réunies près de Chapars, et après un combat opiniâtre et une perte considérable des deux côtés, le corps du général royaliste fut dispersé. Lopez, se trouvant ainsi hors d'état de couvrir Barcelonne, avertit les habitans de cette ville, et se mit en marche pour rejoindre le général Moralès près de Cumana; la ville fut en conséquence évacuée par les habitans royalistes, et tomba bientôt au pouvoir du vainqueur.

A la suite de cet avantage, les généraux Mac-Gregor, Piar, Bermudez et Marino marchèrent sur l'armée royale, commandée par Moralès, qui s'était avancé pour dégager Cumana. Après un combat très-long et très-obstiné, les Espagnols furent défaits, perdirent leur bagage, leur artillerie, et laissèrent un grand nombre de prisonniers entre les mains des ennemis. Les vainqueurs marchèrent aussitôt sur Caracas, envoyant un détachement de leurs troupes pour s'emparer de la province de Cumana, dont ils se rendirent maîtres dans les derniers jours de septembre.

Morillo, dans l'intention de couvrir Caracas, menacé par des forces supérieures, s'avança vers cette ville à la tête d'une armée de cinq mille hommes. A peine avait-il quitté la Nouvelle-Grenade, que le pays, devenu libre par l'absence des troupes royales, proclama de nouveau son indépendance.

Cependant les généraux indépendans, peu d'accord sur le plan de campagne qu'ils devaient suivre, et sentant que les talens connus du général Bolivar leur seraient d'un grand secours dans la grande œuvre de la délivrance de leur patrie, envoyèrent au Port-au-Prince, où il se trouvait, un vaisseau pour l'inviter à venir se mettre à leur tête, et reprendre le commandement général. Bolivar, animé par le désir d'être utile à ses compatriotes, n'hésita pas, et reprit une autorité qu'il n'avait quittée que pour éviter une guerre civile. Aussitôt il rassembla des troupes, acheta une grande quantité de fusils et d'armes de toute espèce, et arriva à l'île de la Marguerite vers la fin de décembre, sur l'escadre de l'amiral Brion. De là, faisant voile pour le con-

tinent, il fut reçu à Barcelonne avec le plus grand enthousiasme.

1817. A peine le général Bolivar se vit-il de nouveau à la tête des forces militaires du Venezuéla, qu'il invita, par une proclamation, les habitans à nommer des députés pour former un congrès qu'il convoqua dans l'île de la Marguerite, dont toutes les places fortes étaient au pouvoir des insurgés.

Pendant ce temps, il pressait, avec toute l'activité de son caractère, les préparatifs d'une guerre dont le résultat définitif devait être ou la liberté, ou l'asservissement total de sa patrie. Après plusieurs combats, dans lesquels les indépendans eurent presque toujours l'avantage, l'armée espagnole sous les ordres de Morillo se trouva tellement affaiblie, que, ne possédant plus que le terrain qu'elle occupait, et les places fortes de la côte, le congrès assemblé dans l'île de la Marguerite porta un décret par lequel il ordonna sa translation sur le continent, déterminant la ville de Cariaco pour sa résidence, et il y ouvrit ses séances le 10 mai de la même année,

sous la présidence du général Marino, en l'absence de Bolivar. On rétablit le gouvernement fédéral et la constitution que les provinces-unies du Venezuéla s'étaient donnés quand elles déclarèrent la première fois leur indépendance : on nomma un pouvoir exécutif, dont le général Bolivar et don Fernando Toro furent déclarés les chefs, et on confirma le décret de Bolivar, par lequel, la campagne précédente, il avait proclamé la liberté des esclaves, et établi des peines contre ceux qui le violeraient.

D'après les avantages que les indépendans avaient remportés sur les royalistes, il semblait que la cause de la liberté, marchant de succès en succès, allait atteindre le but désiré, l'expulsion des Espagnols de toute la province de Terre-Ferme, lorsque la mésintelligence qui éclata entre les chefs patriotes, et les renforts que Morillo reçut de la métropole, vinrent retarder son triomphe; mais quoique l'armée, divisée elle-même par les dissensions qui agitaient ses chefs, ne pût agir en corps et avec ensemble, cependant la guerre d'escar-

mouche continuait toujours, et chaque ville, chaque village proclamait son indépendance aussitôt qu'il cessait d'être comprimé par la présence des troupes
1818. royales. Celles-ci, par suite des succès des indépendans, avaient été obligées d'évacuer la Nouvelle-Grenade, ne conservant qu'une faible garnison dans la capitale. Les habitans, qui depuis longtemps désiraient faire partie intégrante de la république de Venezuéla, envoyèrent des députés au congrès de cet état pour demander la réunion des deux pays. Cette assemblée, après avoir délibéré sur une demande de cette importance, décréta qu'il serait formé un congrès national à Augustura, qui prendrait le désir de la province en considération, et ferait part de sa décision à celui de Venezuéla. Le congrès d'Augustura, confirmant par son approbation le vœu formé par les habitans, approuva à l'unanimité la réunion des deux états, et les députés qu'il envoya à ce sujet furent reçus dans une assemblée solennelle du congrès de Venezuéla avec toutes les démonstrations les plus amicales. Le décret de réunion étant

porté, Bolivar, en qualité de président, prit la parole au nom de l'assemblée, et prononça un discours dont voici un fragment; il respire le patriotisme le plus pur :

« La réunion de la Nouvelle-Grenade « et du Venezuéla en un seul état a été « le vœu uniforme de tous les habitans « et du gouvernement des deux républi- « ques. Le sort de la guerre a formé cette « fusion que tous les Colombiens dési- « raient au fond du cœur; nous sommes « réunis de fait : ce peuple de frères vous « a confié ses intérêts, ses droits, ses des- « tinées. Lorsque je considère la réunion « de cette immense contrée, mon âme « s'élève à la hauteur qu'exige la pers- « pective de ce tableau colossal; mon « imagination s'élance dans l'avenir : je « vois la splendeur de ces vastes régions, « qui ont reçu de nous une existence nou- « velle; c'est ici que sera le centre de « l'univers, au milieu de ces océans que « la nature semblait avoir séparés, et « que notre patrie rapproche l'un de « l'autre par de longs et vastes canaux.

« Oui, notre patrie deviendra l'entre-

« pôt, le point de réunion et de départ
« du commerce universel de la famille
« humaine; elle enverra dans toutes les
« parties du globe ces riches métaux que
« recèlent nos montagnes d'or et d'ar-
« gent; ces plantes divines qui rendent
« la vie et la santé aux habitans de l'an-
« cien univers; elle communiquera des
« secrets inestimables aux savans, éton-
« nés d'apprendre que la masse de nos
« lumières est plus grande que celle des
« richesses dont le ciel nous a comblés.
« Je la vois, cette patrie adorée, assise
« sur le trône de la liberté; le sceptre
« de la justice est dans ses mains; son
« front est couronné par la gloire; la
« majesté du Nouveau-Monde rivalise
« avec celle de l'ancien. »

1819. Quelque temps après plusieurs députés de la Nouvelle-Grenade s'étant réunis au congrès de Venezuéla, il fut décrété que la nouvelle république porterait le nom de Colombie, et qu'elle serait divisée en trois grands départemens, savoir: Venezuéla, Quito et Condinamarca; ce dernier comprenant les provinces de la Nouvelle-Grenade, dont le nom est aboli:

les capitales de ces départemens sont Caracas, Quito et Santa-Fé de Bogota; et que le congrès général s'assemblerait le 1er janvier 1821 dans la ville de Rosario Cucuta, sa convocation devant être annoncée par le président de la république le 1er janvier 1820.

Cependant il restait encore sur le territoire de la république deux armées espagnoles, l'une sur les côtes de la Mer des Caraïbes, et l'autre vers la Mer Pacifique, dans la province de Quito. La première, commandée par La Torre, successeur de Morillo, qui était passé en Espagne, fut bientôt détruite par Bolivar, à la tête de la brave armée républicaine, à l'exception de quelques centaines d'hommes qui se jetèrent dans Porto-Cabello. L'autre ne tarda pas à éprouver le même sort. L'infatigable Bolivar se transporta avec rapidité dans la Nouvelle-Grenade, [illegible] gnit les Espagnols, les battit [illegible] ment, fit mettre bas les armes [illegible] le fer avait épargnés [illegible] Richambe et [illegible] côté qui fussent entre [illegible] troupes royales. Le général [illegible]

Espagnols, Cruz-Murgeon, perdit la vie dans la bataille.

1821. Les communications, souvent interrompues par les armées belligérantes, avaient empêché la réunion des membres du congrès dans la ville de Cuença, à l'époque fixée par Bolivar. Celui-ci sentant l'urgence de la convocation de cette illustre assemblée, qui devait établir la république sur des bases solides, nomma, le 4 avril, le brigadier général Antonio Marino vice-président de la république, avec l'ordre spécial d'installer le congrès et de lever tous les obstacles qui pourraient en empêcher la réunion. Les mesures nécessaires ayant été prises à l'instant, on convoqua le congrès pour le 6 mai. Un comité fut investi de pouvoirs convenables, et, enfin, le grand jour de la Colombie arriva, et le congrès fut installé. Le peuple se livra à des transports de joie extrêmes. Les fêtes durèrent trois jours, et l'arbre de la liberté fut planté sur la place publique. Les représentans de la nation s'occupèrent aussitôt de la discussion du projet de constitution qui leur avait été présenté, et bientôt cette constitution fut

sanctionnée par leur suffrage. Sa promulgation se fit à Caracas, le 1er janvier, 1822. peu de jours après la dissolution du congrès, qui avait terminé ses séances le 14 octobre 1821. Voici une légère notice sur cette constitution, qui est à peu près fondée sur les mêmes bases que celle des États-Unis.

Le pouvoir exécutif est entre les mains du président assisté d'un vice-président, et les lois émanent du sénat et de la chambre des représentans ou du congrès. Bolivar est nommé président et le général Santander vice-président.

On a aboli l'esclavage, en déclarant libres les enfans d'esclaves nés après la promulgation de la constitution, et l'on a trouvé le moyen d'émanciper graduellement la génération actuelle, en mettant de côté un fonds pour le rachat de sa liberté.

On a détruit tout vestige de l'inquisition dans le pays, et la constitution ne contient aucune exclusion ou restriction quelconque, au sujet des croyances religieuses.

Quant à la liberté de la presse, il est

permis à tout homme de publier ses pensées; mais on est responsable de l'abus de ce droit.

Les succès des armées patriotes sous les ordres de Bolivar allaient toujours croissans, et les troupes royales, battues de tous côtés, étaient forcées de se retirer dans les places fortes qu'elles possédaient encore. Panama venait de déclarer son indépendance. La province de Popayan suivit bientôt son exemple. Gabriel-Torrès, enfermé dans Carthagène, capitula, le 1er octobre, et fut transporté, avec ses troupes, à l'île de Cuba. Toute la Colombie se trouva alors débarrassée d'ennemis. Porto-Cabello résistait encore;
1823. mais, l'année suivante, après une canonnade très-vive, qui avait duré jusqu'à huit heures du soir, les soldats espagnols, épuisés de fatigue, s'étant livrés au sommeil, la ville fut enlevée par surprise pendant la nuit, et la garnison, forte de cinq cents hommes, passée au fil de l'épée.

1824 et 1825. La république de Colombie, reconnue par les États-Unis et l'Angleterre, jouit maintenant de la plus grande tranquillité, sous la présidence de Bolivar, nommé, à

juste titre, le *Libérateur de l'Amérique*. L'agriculture, l'industrie et les sciences y sont en honneur. Sous un gouvernement libre, elle justifiera dans peu les prédictions de son illustre président.

VICE-ROYAUTÉ DE LA PLATA.

Tout était favorable à une révolution dans l'Amérique méridionale; aussi, dès que la proclamation d'indépendance de Caracas fut connue à Buénos-Ayres, la fermentation devint extrême, et tout le monde, les militaires mêmes, se montrèrent partisans de l'indépendance. On se rendit chez le vice-roi, qui, se voyant abandonné par l'armée, fut obligé de céder, et de remettre son autorité entre les mains du peuple. On nomma aussitôt une junte de sept membres, et la présidence fut confiée à don Cornulio Saavédra, homme très-populaire, et colonel d'un régiment composé de natifs de Buénos-Ayres, appelé corps des Patricios. Bientôt après, un corps de mille hommes fut levé pour contribuer au maintien de la tranquillité tant intérieure qu'extérieure. 1810.

d'une quarantaine de lieues de pays environnans. Bientôt la désertion se mit dans son armée, et plusieurs officiers distingués l'abandonnèrent.

La junte de Buénos-Ayres, pendant le danger imminent qui la menaçait, avait fait une levée d'hommes depuis seize ans jusqu'à quarante-cinq; le général Belgrano, qui, au retour de son expédition du Paraguay, avait complété son corps d'armée, se dirigeait sur Monte-Vidéo, pour en faire le siége, et quatorze cents hommes, embarqués sur la flotte des indépendans, n'attendaient qu'un vent favorable pour aller renforcer l'armée du blocus, lorsque les forces navales de Monte-Vidéo parurent devant Buénos-Ayres disposées à le bombarder. En effet, dans la nuit du 15 juillet, quelques bombes furent lancées dans la ville, mais sans produire un grand effet, les navires dont on se servait n'étant pas propres à cet usage.

De son côté, l'armée de blocus bombarda pendant quelque temps la ville de Monte-Vidéo, sans beaucoup de succès, les fortifications de la place la tenant à une trop grande distance.

Enfin, les parties belligérantes reconnaissant que la guerre qu'elles se faisaient était, en ce qui regardait leurs finances respectives, inutile dans ses effets et désastreuse dans ses conséquences, résolurent de s'entendre, pour terminer leurs différends; mais, quelques points, sur lesquels on ne put être d'accord, firent rompre les négociations, et les deux villes restèrent en état d'hostilité.

Cependant Élio, qui craignait l'esprit d'indépendance répandu à Monte-Video, et les forces de Buenos-Ayres, avait demandé du secours aux Portugais du Brésil; le général don Diego de Souza s'était avancé à la tête de huit mille hommes, et paraissait devoir combiner ses mouvemens avec les forces de Monte-Video et celles de Goyeneche, général espagnol du Bas-Pérou, qui s'approchait de Buenos-Ayres. Les troupes portugaises s'étaient arrêtées à Maldonado; l'armée indépendante, pour ne pas se trouver entre deux feux, avait effectué sa retraite sur le village de Saint-Joseph, et tout semblait présager une action décisive, lorsque le général Élio fut rappelé par la junte de Cadix.

Goyeneche, loin de pouvoir se joindre aux troupes portugaises, avait été coupé dans sa marche par une armée d'indépendans levée dans l'intérieur de la province de la Plata; et, assistée des Cocham-Bambinos, elle s'était emparée du défilé du Désaguadero : plusieurs actions avaient eu lieu, dans lesquelles Goyeneche, vaincu, avait éprouvé de grandes pertes, qui le mettaient hors d'état de continuer sa marche.

Pendant ce temps, Artigas, républicain zélé, chef suprême de la portion de la province située à l'est de la Plata, avait réuni des troupes, à la tête desquelles il se préparait à attaquer les Portugais et les forces de Monte-Vidéo. Plusieurs escarmouches avaient déjà eu lieu avec les troupes portugaises, et Artigas avait remporté l'avantage.

Pendant que les choses étaient en cet état sur la rive orientale, des troubles civils éclataient dans les provinces occidentales. La junte ayant perdu la plus grande partie de son autorité, et l'anarchie régnant dans plusieurs districts qui dépendaient d'elle autrefois, le *cabildo*

avait ordonné sa dissolution, et en avait établi une nouvelle, qui n'était composée que de quatre personnes. Cordoue ne reconnaissait plus l'autorité de la capitale, et avait pris la résolution d'avoir son gouvernement particulier. Le corps des *Patricios*, qui auparavant faisait la principale force des indépendans, venait d'être dissout après avoir soutenu, le 7 décembre, un sanglant combat contre les milices de la ville. Le *cabildo*, qui avait fait nommer la nouvelle junte, voulait s'immiscer dans la conduite du gouvernement. On aurait pu croire que tant d'élémens de discorde devaient entraîner la ruine du parti de l'indépendance; mais le véritable amour de la patrie triomphe de toutes les difficultés.

Les projets ambitieux des Portugais, 1812.
en s'avançant au secours de Monte-Vidéo, n'étaient plus un mystère. Tout le monde connaissait les prétentions de la cour de Lisbonne à tout le pays situé à l'est et au nord de la rivière de la Plata, afin de donner de nouvelles limites à l'empire occidental de la maison de Bragance. La junte de Buénos-Ayres ayant envoyé

des commissaires auprès d'Artigas, afin de s'entendre avec lui à ce sujet, fit partir pour Rio Janéiro des députés qui devaient demander à la cour du Brésil qu'elle fît retirer ses troupes du territoire de la Plata, la menaçant d'une guerre en cas de refus. Le prince du Brésil, occupé alors d'autres intérêts, et ne voulant pas s'attirer sur les bras toutes les forces réunies de la Plata, donna des ordres en conséquence, et les troupes portugaises effectuèrent leur retraite sur le territoire Brésilien.

Pendant ces négociations, le général Goyeneche ayant reçu des renforts du Bas-Pérou, s'était emparé de Potosi et de Jujui, et se trouvait sur la route de Buénos-Ayres à la tête de douze mille hommes bien armés et bien disciplinés; la junte n'avait que six mille hommes à opposer à cette armée, le reste de ses troupes étant employé sur la rive gauche du fleuve. Dans une situation si critique, une conspiration, qui avait pour but de rendre la suprématie aux Espagnols, mit l'indépendance de Buénos-Ayres dans le plus grand péril. L'exécution du complot

devait avoir lieu le 9 juillet à deux heures du matin. Un des conjurés s'ouvrit imprudemment en présence d'un esclave, qui, obéissant à un sentiment d'humanité, fit part de ce qu'il avait entendu à une personne en qui il avait confiance, et de cette manière le gouvernement en fut instruit. Trois des conspirateurs furent d'abord fusillés et exposés aux regards du public; le traître Alzaga, chef de la conspiration, dès qu'il apprit cette nouvelle, tenta de s'échapper, mais ne tarda pas à tomber entre les mains de la justice, qui lui fit supporter la peine due à ses crimes. Le peuple courut aux armes, arrêta les criminels; et, avec une modération qui lui fait beaucoup d'honneur, les mit sous la main de la justice sans commettre aucun excès contre les personnes ou les propriétés des Espagnols européens.

Cependant, la situation périlleuse de l'armée du Pérou agitait les esprits, et tenait les citoyens de toutes les classes dans un état d'inquiétude pénible, lorsque le 5 octobre on reçut la nouvelle que l'armée, sous les ordres du général Bel-

24 sept. giano, avait remporté une victoire décisive sur les troupes de Goyeneche. L'artillerie, les munitions, le bagage, étaient tombés au pouvoir des républicains. Par suite de cette défaite, le général espagnol
1813. Goyeneche fut obligé de se retirer à Oruro, d'où, ayant demandé sa démission au vice-roi de Lima, il l'obtint sur-le-champ.

La junte, débarrassée d'un ennemi si dangereux, s'occupa aussitôt des moyens de délivrer Monte-Vidéo de la présence des Espagnols. Les troupes du blocus avaient éprouvé plusieurs échecs dans différentes sorties faites par la garnison, qui avait reçu des renforts d'Europe, et la division qui régnait parmi les chefs, paralisait tous les moyens d'attaque. L'armée fut réorganisée sur un nouveau plan; plusieurs régimens de milice y furent envoyés, et l'amiral Brown, Anglais d'origine, reçut le commandement de la flotte qui devait assiéger la ville par mer.

1814. Alors le blocus prit un caractère plus sévère, rien ne pouvait plus pénétrer dans la place ni par mer ni par terre; et après avoir souffert pendant deux mois la privation des objets de première nécessité,

et enduré la famine la plus affreuse, la ville, privée de l'espoir de recevoir des secours ni de l'intérieur du pays, ni de l'Europe, entra en négociation et se rendit le 20 juin. Plus de six mille fusils, environ six cents pièces de canon de tous calibres et un immense dépôt de munitions de toute espèce furent le résultat de cette prise, qui assure à jamais l'indépendance de cette partie de l'Amérique méridionale, puisqu'elle prive la métropole de la dernière place forte où elle pouvait débarquer et rafraîchir ses troupes venant d'Europe pour une expédition si importante.

Le gouvernement de Buénos-Ayres voulant reconnaître, dans une occasion aussi mémorable, les services qu'il devait à l'habileté de l'amiral Brown, lui fit don de 100,000 piastres, et honora son épouse d'un collier de 15,000 piastres. Bientôt après, la flotte, devenue moins utile à Buénos-Ayres par la chute de Monte-Vidéo, fit voile pour la Mer Pacifique, avec ordre de croiser sur les côtes du Chili et du Pérou, et de faciliter les opérations ultérieures qui devaient dé-

livrer ces pays de la domination espagnole.

1815. Sur ces entrefaites, on reçut à Buénos-Ayres la nouvelle que le roi Ferdinand, résolu de faire reconnaître son autorité dans l'Amérique, préparait à Cadix une expédition formidable. Loin d'être abattu ou intimidé par des préparatifs qui paraissaient spécialement destinés contre les provinces de la Plata, le gouvernement prit les mesures les plus énergiques pour faire face à l'ennemi, s'il avait la témérité de débarquer sur le sol de la liberté. Une levée en masse fut aussitôt ordonnée, et on organisa un corps de vingt mille cavaliers. Le capitaine Hové, Irlandais, reçut l'ordre d'exercer et de discipliner une armée considérable de Cocham-Bambinos, peuplade indienne située entre Buénos-Ayres et Lima. Le général Saint-Martin se chargea de discipliner les nouvelles levées dans toutes les provinces indépendantes. Des ordres furent donnés de détruire les fortifications de Monte-Vidéo, et d'envoyer la grosse artillerie et les munitions dont l'armée n'avait pas besoin à Tucuman,

où l'on devait établir un dépôt militaire dans le cas où la retraite sur ce point deviendrait nécessaire ; et les citoyens, enflammés de l'amour de l'indépendance, étaient déterminés à tous les sacrifices, plutôt que de se soumettre à aucune armée européenne qui serait descendue sur leurs rivages.

Tous ces préparatifs étant terminés, afin de donner plus d'ensemble et de force aux opérations, plus de consistance à l'union des différentes provinces de la Plata, on forma le projet de réunir un congrès national, et des lettres de convocation furent envoyées dans les villes principales.

Le congrès s'étant réuni à Tucuman, 1816.
dans les premiers jours du mois de mars, s'occupa d'abord de la nomination du chef suprême du gouvernement de Buénos-Ayres, et son choix tomba sur le général Puyrredon, connu par sa prudence et son énergie, et dont le dévouement à la cause nationale avait jusqu'alors paru sincère. Le 9 juillet, le congrès ayant déclaré que les provinces de Rio de la Plata formaient un gouvernement libre et indé-

pendant, cette déclaration fut officiellement communiquée aux différens consuls qui se trouvaient à Buénos-Ayres, et le lendemain, on la proclama dans la ville, au milieu des démonstrations les plus bruyantes de la joie la plus vive. Quelque temps après, le congrès décreta qu'à l'avenir il tiendrait ses séances dans la ville de Buénos-Ayres, afin de concentrer davantage le pouvoir et de mettre le gouvernement à même d'agir sans délai, dans tous les cas d'urgence. Cette mesure, qui paraissait prise dans des vues de sagesse, mécontenta cependant beaucoup les autres provinces, qui, toutes, prétendaient posséder dans leur sein la représentation nationale.

Le gouvernement de Buénos-Ayres, au milieu des immenses préparatifs de défense qu'il faisait, ne pensait pas sans inquiétude à la conduite que pourrait tenir la cour du Brésil, si l'expédition espagnole se dirigeait sur la Plata; en conséquence, il envoya à Rio Janéiro deux commissaires pour la pressentir à ce sujet, et lui faire, au besoin, des propositions séduisantes, afin de l'engager à adopter un sys-

tème défensif, contre toute attaque étrangère sur le territoire de la Plata. Les ministres portugais paraissant difficiles à persuader, les deux commissaires mirent en avant les propositions qu'ils étaient chargés de faire, et qui consistaient à fournir à S. M. T. F. les moyens de prendre possession de Monte-Vidéo, et d'incorporer à ses domaines cette place importante et une assez grande étendue de pays aux environs. Une fois Monte-Vidéo occupé par les troupes portugaises, il serait impossible, dirent les commissaires, de remonter le fleuve, ni de s'établir en aucun point des provinces qu'il arrose; et si les ennemis éprouvaient, sur la rive gauche comme sur la rive droite, une forte résistance, ils renonceraient, sans doute, bientôt à leur projet.

Les commissaires assurèrent que les habitans de la rive droite se faisaient forts d'empêcher que leur territoire ne fût entamé, et firent entrevoir que si S. M. T. F. voulait épouser la cause de Buénos-Ayres, *elle acquerrait des droits certains à la reconnaissance des provinces unies, et que dans un temps peu éloigné peut-être,*

son empire pourrait s'agrandir par d'autres territoires que celui de Monte-Vidéo qu'on lui offrait dès ce moment. Les commissaires faisant allusion par ces paroles au projet que Puyrredon avait manifesté à la cour du Brésil, lorsqu'il fut nommé directeur suprême de Buénos-Ayres, de transformer cette république en une monarchie constitutionnelle, à la tête de laquelle il désirait placer un prince de la maison de Bragance. Enfin, les agens de Puyrredon firent de telle sorte, qu'ils amenèrent le gouvernement du Bresil à conclure avec celui de Buénos-Ayres un traité secret, en vertu duquel, *huit jours après* le départ des deux princesses de Portugal pour aller épouser le roi Ferdinand et son frère, une armée portugaise fut envoyée à Monte-
1817. Vidéo, dont elle s'empara le 12 janvier, malgré les efforts d'Artigas, trop faible pour arrêter les Portugais, mais dont la cavalerie nombreuse les harcela sans relâche.

Quoique cet acte eût pour cause apparente la nécessité de se garantir de l'invasion des indépendans ou des idées libérales, il fut improuvé par les souverains d'Eu-

rope, qui firent adresser à ce sujet, par leurs ministres, une note au cabinet de Rio Janéiro. Le gouvernement de Buénos-Ayres, instruit de cette démarche des cours européennes, et craignant que S. M. T. F. ne fût entraînée à remettre Monte-Vidéo à l'Espagne, fit, de son côté, des représentations, et menaça le gouvernement du Brésil de s'associer avec Artigas pour lui faire la guerre, s'il rompait la convention conclue. Le cabinet du Brésil, qui avait tout à craindre de la part de la population noire, si les indépendans pénétraient sur son territoire, et qui n'était même pas très-assuré de la fidélité des créoles, préféra rompre les négociations avec l'Espagne et maintenir son alliance avec Buénos-Ayres.

Cependant la république était sourdement agitée, depuis plusieurs années, par deux partis qui, tout en voulant établir d'une manière fixe et solide le système de l'indépendance absolue et de la liberté, ne pouvaient parvenir à s'entendre sur les moyens de fonder ce système. L'un de ces partis, que Puyrredon dirigeait, prétendait que le bonheur et le re-

pos de la nation ne pouvaient s'obtenir pour long-temps, qu'en adoptant un gouvernement héréditaire; l'autre ne voulut jamais comprendre que la véritable liberté peut exister hors d'un gouvernement électif. L'opposition entre ces deux partis ne s'était encore manifestée que par l'exil de quelques individus qui, gardant moins de mesure que les autres dans l'expression de leurs sentimens en public, avaient inspiré plus de craintes aux partisans de l'hérédité qui tenaient le pouvoir.

Les alarmes causées par les armemens de Cadix avaient fait sentir à tous les citoyens la nécessité de rester unis, jusqu'à ce qu'un état de choses plus fixe permît de décider, enfin, quelle était l'espèce de gouvernement qui convenait le plus à la majorité du peuple. Les républicains, d'autant plus impatiens qu'ils ne participaient presque point à la puissance, et qui craignaient, depuis que les dernières nouvelles d'Espagne avaient dissipé l'inquiétude générale produite par les préparatifs de Cadix, que leurs antagonistes ne voulussent profiter de cette amélioration

de circonstances pour établir une royauté, en profitèrent eux-mêmes.

Les fédéralistes, c'est-à-dire les habitans de la rive orientale de la Plata, et les provinces de Santa-Fé et d'Entre-Rios, séparés depuis long-temps de Buénos-Ayres, dont le système de gouvernement ne leur avait pas convenu, ayant été informés des projets anti-républicains des Puyrredoniens, sentirent la nécessité de s'y opposer sans plus de retard; ils formèrent, en conséquence, une armée respectable, dont ils donnèrent le commandement général à Ramirez, chef du gouvernement d'Entre-Rios, et la dirigèrent, au mois de Novembre, vers Buénos- 1819.
Ayres. Puyrredon en fut alarmé, il réunit, de son côté, une armée et mit à sa tête le général Rondeau. Celui-ci, s'étant avancé contre les fédéralistes, leur livra bataille et fut mis en déroute, à Cépéda, le
1er février. Dès cet instant, tout changea 1820.
de face. Le congrès fut dissous, le *cabildo* fut investi momentanément du pouvoir souverain et reçut peu après des dépêches des généraux Artigas et Ramirez, dans lesquelles ces deux chefs proposaient au

peuple de Buénos-Ayres de s'unir pour déjouer les complots tramés par la cour du Brésil et les partisans de Puyrredon contre la liberté de l'Amérique méridionale. Ces patriotiques propositions furent accueillies avec empressement par le *cabildo* qui y répondit convenablement.

Cependant les chefs de l'armée fédérale firent réflexion que le *cabildo* était le même que celui qui existait du temps de l'influence de Puyrredon; que, peut-être, il n'avait pas toute la confiance du peuple, et qu'un traité conclu avec lui n'offrirait pas une garantie certaine de durée. Ils répondirent dans ce sens à ce corps et lui témoignèrent le désir que le peuple, convoqué en assemblée générale, nommât un gouvernement définitif en remplacement de l'ancien.

Cette demande, quoique fondée sur la prudence et l'amour de la patrie, fit néanmoins quelque peine au *cabildo*, parce qu'il ne put s'empêcher d'y voir un soupçon offensant pour lui. Il satisfit, néanmoins, au vœu qui lui était exprimé, et qui, d'ailleurs, était conforme au désir du

peuple; en conséquence, le 16 février, tous les citoyens furent réunis pour procéder à l'élection d'un nouveau gouvernement; le peuple, rentré en cette circonstance dans la plénitude de ses droits souverains, nomma douze représentans pris dans son sein, auxquels il conféra l'exercice de tous ses pouvoirs, en les chargeant spécialement de conclure, dans le plus bref délai possible, une paix honorable avec les provinces confédérées. Ces représentans choisirent don Manuel de Sarratea pour gouverneur de la province, et ratifièrent la nomination des membres actuels du *cabildo*, aux sentimens desquels il fut ainsi rendu hommage une seconde fois par leurs concitoyens.

Cela fait, le nouveau gouverneur se rendit lui-même auprès des deux gouverneurs des provinces d'Entre-Rios et de Santa-Fé, don Francisco Ramirez et don Stanislas Lopez, commandans des armées fédérales combinées. Comme les parties contractantes n'avaient d'autre but que de rétablir entre elles la bonne harmonie, qu'elles stipulaient sans ressentiment,

sans arrière-pensée, pour des compatriotes qui avaient également gémi et souffert de leurs longues dissensions, qui se pardonnaient cordialement le mal qu'ils avaient pu se faire, et qui ne voulaient qu'une égalité parfaite dans les avantages et les charges du gouvernement qu'il était question d'établir, les négociateurs furent bientôt d'accord, et le 23 février ils conclurent à la chapelle del Pilar, un traité de paix qui portait entre autres choses :

1° Que toutes les provinces de l'ancienne vice-royauté de Buénos-Ayres se formeront en une confédération sous un gouvernement central; 2° qu'elles fourniront les secours nécessaires en hommes et en argent pour délivrer la rive orientale des dangers dont les Portugais la menacent; 3° que les membres du dernier gouvernement de Buénos-Ayres seront mis en jugement pour tous les crimes dont ils se sont rendus coupables envers le peuple; cette clause demandée par les chefs des armées fédérales pour se justifier d'avoir déclaré la guerre à Buénos-Ayres en novembre dernier, et pour

mieux assurer d'ailleurs la tranquillité publique par la punition des traîtres. 4° qu'une copie de ce traité sera envoyée au général Artigas, avec invitation d'y accéder d'une manière formelle et authentique.

Le traité fut ratifié par la junte des représentans de Buenos-Ayres le 24 du même mois, et publié par ordre de don Hilarion de la Quintana, remplissant les fonctions de gouverneur pendant l'absence de don Manuel de Sarratea. La ville fut illuminée trois nuits de suite. Un Te Deum fut chanté, et l'artillerie ou les orchestres ne cessèrent de se faire entendre pendant le même temps. Buenos-Ayres vit avec la joie la plus vive arriver dans son sein, le 25 février, les trois négociateurs de la paix, qui venaient y mettre la dernière main en convenant des bases du gouvernement fédéral qui devait être établi en vertu du traité. Ramirez et Lopez ne tardèrent pas à rejoindre leurs troupes pour les ramener dans leurs provinces respectives.

La paix paraissait être solidement établie par le traité del Pilar, et il semblait

qu'aucun obstacle ne pouvait désormais entraver la marche du gouvernement fédéral; cependant de nouveaux troubles, excités par les passions et l'ambition des différens chefs qui avaient successivement eu le pouvoir suprême, vinrent encore agiter Buénos-Ayres pendant plus d'un an, et ce ne fut que sous le gouvernement ferme, sage et
1821. éclairé de Rodriguez que la tranquillité fut rétablie. A la vérité, depuis ce temps, la province de Buénos-Ayres eut à craindre et à réprimer quelquefois les incursions des Indiens; mais ces attaques momentanées n'empêchèrent pas le gouvernement de marcher d'un pas assuré dans le chemin de la liberté que la république fédérative de la Plata s'était ouvert avec tant de peine.

CHILI ET PÉROU.

L'opulent royaume du Chili apprit
1810. dans les premiers jours de novembre, que la province de la Plata avait secoué le joug de l'Espagne, et aussitôt, rempli du même enthousiasme pour la liberté, il

s'avança hardiment dans la même carrière, déposa son gouverneur, nomma à sa place le comte don Mathieu Tom[illegible], natif de la ville de Mendosa, et institua une junte composée des personnes les plus marquantes du pays, qui fut aussitôt déclaré indépendant de la métropole. Cette révolution, si prompte et si facile, se fit sans effusion de sang et presque sans secousse, tant c'était une opinion généralement reçue en Amérique, que la métropatrie, tombée dans l'avilissement, ne pouvait plus faire valoir ses droits sur ses enfans.

Le Pérou propre ou la vice-royauté de Lima, était le seul qui fût encore inébranlablement fidèle au parti de la régence de Cadix. Cependant les germes de mécontentement ne manquaient pas; mais la sévérité excessive, on pourrait même dire la cruauté du gouverneur Abascal, les étouffèrent momentanément. Pour s'opposer avec plus d'efficacité à leur développement, [illegible] avait envoyé dans le Bas-Pérou, sous les ordres de Goyeneche, un corps d'armée qui devait réprimer les mouvemens révolu-

tionnaires qui se manifestaient dans les villes limitrophes de la province de la Plata, et de là pénétrer jusqu'à Buénos-Ayres pour faire rentrer cette capitale dans le devoir. Tout semblait favoriser ce dessein : la mésintelligence qui régnait entre les différentes villes de la vice-royauté, la marche des Portugais sur la rive gauche de la Plata, et l'ambition des chefs indépendans qui les tenait désunis.

1811. Cependant le général péruvien, après avoir battu l'armée de Buénos-Ayres et s'être emparé des villes de Potosi, La Paz et Jujui, fut tout-à-coup arrêté dans sa marche par les efforts réunis des forces de Buénos-Ayres et de celles des Cocham-Bambinos, qui lui firent éprouver un échec considérable et s'emparèrent du défilé du Désaguadéro, par lequel il devait nécessairement passer. Quelques renforts qu'il reçut de Lima lui donnèrent le moyen de reprendre l'offensive ; mais la province d'Aréquipa, en proclamant son indépendance, vint mettre un nouvel obstacle à la marche de Goyeneche, qui, se voyant entouré d'ennemis et ne pouvant pas répondre même de la

fidélité de ses troupes, donna sa démis- 1812.
sion.

Pendant ce temps, l'armée de Buénos-Ayres ayant fait sa jonction avec celle du Chili, s'avança vers le Haut-Pérou se dirigeant sur Lima, sous les ordres du général Belgrano. Les troupes royales marchèrent à sa rencontre, furent entièrement défaites, et tout le pays s'étant 1814.
révolté, déclara son indépendance. Le vice-roi fut déposé, et l'on nomma une junte provisoire.

Les affaires n'étaient pas au Chili dans un état si prospère : des dissensions s'étaient élevées entre les Européens et les Américains, et l'anarchie commençait à y déployer ses fureurs, lorsqu'en 1813, Abascal ayant envoyé une armée dans ce pays, parvint aisément à y pénétrer et à y établir l'autorité de la junte de Cadix. Les circonstances lui étaient favorables. Les Chiliens, persuadés que la métropole allait jouir d'un gouvernement juste et éclairé, tourmentés d'ailleurs par l'esprit de faction qui agitait toutes les classes de la société, ne tendaient qu'à jouir du repos, sous la garantie d'une constitution

libérale ; mais lorsqu'ensuite ils eurent appris ce qui se passait en Espagne, des mouvemens révolutionnaires se manifestèrent de nouveau de toutes parts, et les troupes de Lima furent obligées de se retirer dans les places fortes, ne pouvant résister à la population qui les harcelait de tous côtés. Les indépendans, s'étant réunis, avaient
1815. formé une armée qui, trop faible à la vérité pour établir l'indépendance du Chili sans aucun secours étranger, avait cependant déjà obtenu plusieurs avantages contre les troupes du Pérou.

Le général Pezuela, après la défaite qui avait occasioné le soulèvement d'une partie du Pérou, était rentré dans Lima à la tête de ses troupes, et s'étant réuni aux nombreux partisans de l'ancien ordre de choses, il avait promptement organisé une armée avec laquelle il se trouvait en état de tenir la campagne. Le général Rondeau, qui avait envoyé en avant une division de ses troupes pour soutenir le parti de l'indépendance, ignorant que l'armée royale avait reçu des renforts, fut battu à son tour dans plusieurs rencontres, et par suite de ces revers se vit contraint de

faire retraite et d'abandonner Potosi aux royalistes, ainsi qu'une grande quantité d'armes et de munitions.

Malgré les succès des royalistes dans le Haut-Pérou, l'esprit d'indépendance régnait toujours dans les différentes provinces, et n'attendait pour éclater de nouveau qu'une occasion favorable. Le gouvernement de Buénos-Ayres, qui ne pouvait voir sans inquiétude une porte ouverte aux troupes royales, par laquelle elles avaient la facilité de venir renverser l'édifice encore fragile de la liberté, se hâta d'ordonner de nouvelles levées pour renforcer l'armée du général Rondeau et défendre au moins les frontières du Haut-Pérou si on ne pouvait faire davantage pour le moment. Tout le monde sentait si bien l'importance de cette mesure, que cette opération ayant nécessité la levée d'une contribution de 300,000 piastres, elle fut remplie en quelques jours.

L'armée du général Rondeau, augmentée des renforts qu'on venait de lui envoyer, se mit en mouvement, et attaqua sur différens points celle de Pezuela

qui occupait Condo, Challepata et Oruro; victorieuse dans plusieurs petites affaires de postes, elle força l'armée royale à se concentrer sur Oruro, et définitivement à se replier dans l'intérieur.

1816. Cependant l'amiral Brown était parvenu, en doublant le cap Horn, jusque sur les côtes du Pérou et du Chili, où il avait établi sa croisière, afin d'intercepter les navires espagnols qui portaient aux royalistes des armes, des munitions et des renforts de troupes. Il en avait déjà capturé plusieurs richement chargés, il avait même pris sur l'un d'eux le nouveau gouverneur de Guayaquil lorsque, s'avançant avec son escadre dans la rivière de Puna pour attaquer cette ville importante, la chaloupe sur laquelle il était monté échoua, et il fut fait prisonnier. Quelque temps après, il fut échangé pour le gouverneur, qu'on avait gardé à bord de la flotte.

Le général Belgrano venait d'être nommé au commandement de l'armée du Pérou, par un décret du congrès, et le général Saint-Martin, posté au pied des Andes à la tête d'une armée assez consi-

dérable, n'attendait, pour franchir cette barrière imposante, que l'envoi de quinze cents fusils de Buénos-Ayres, et une saison plus favorable. Le Chili le considérait comme un libérateur, et l'armée indépendante du pays ne fondait que sur lui l'espérance de chasser les royalistes de toutes les places qu'ils occupaient. Le gouverneur Mario, effrayé des symptômes d'insurrection qui se manifestaient à Saint-Jago, fit mettre en arrestation les principaux habitans, et poussa même la sévérité jusqu'à défendre au peuple d'avoir des armes et de porter des bâtons, punissant de mort ceux qui contrevenaient à ses ordres. Mais le moment approchait où toutes ces rigueurs allaient devenir inutiles. Vers la mi-janvier, le 1817.
général Saint-Martin traversa les Andes à la tête d'un corps de cinq mille hommes des troupes de Buénos-Ayres, et le 12 février, ayant rencontré l'ennemi près de Chabuco, il lui fit éprouver une défaite complète qui entraîna la ruine du pouvoir espagnol dans cette partie intéressante du continent de l'Amérique méridionale. Un nouveau gouvernement fut

immédiatement organisé à Saint-Jago, et la direction en fut conférée à don Bernardo O'Higgins, qui aussitôt publia une proclamation pour féliciter le peuple du Chili de cet événement qui le rendait à la liberté.

Cependant les restes de l'armée royaliste, et les Espagnols qui avaient pu s'échapper de Valparaiso et des autres parties de la côte, s'étaient réfugiés aux îles de Chiloë, d'où, après avoir reçu un renfort de Lima, ils étaient débarqués près de la Conception, l'un des points les plus méridionaux du Chili, et s'étaient portés à Talcahuano et autres places fortes, construites dans l'origine pour tenir en échec les Indiens Arancanas sur la ligne de la rivière Biobio. L'intention du gouverneur étant de déloger les royalistes de ce point avant de tenter la délivrance du Pérou, le commandant Herras fut détaché en avant avec un petit corps d'observation : mais la mésintelligence ayant éclaté entre le colonel Freyre, qui commandait les troupes du Chili, et le colonel Herras, les Espagnols de Talcahuano profitèrent de cette circonstance pour for-

tifier leur position, dans laquelle ils purent attendre en sûreté des renforts de Lima, qu'ils ne tardèrent pas à recevoir.

La bonne intelligence étant rétablie entre les deux rivaux, un corps de quatre mille hommes s'avança sur Talcahuano et en forma le blocus par terre; mais, comme le gouvernement du Chili manquait, sur ce point, des forces navales nécessaires pour intercepter les communications par mer, le général Osorio arriva bientôt de Lima à Talcahuano à la tête de trois mille deux cents hommes pour en faire lever le siége. Ayant effectué son débarquement dans la baie de la Concep- 1818.
tion, il passa la garnison en revue, et commença la campagne le premier mars. Attiré et trompé par l'apparence de faiblesse du géneral Saint-Martin, il s'avança inconsidérément à plus de quatre-vingts lieues de l'endroit où il avait fait son débarquement; alors, attaqué à son tour par toutes les forces réunies des indépendans, il éprouva un échec tel, qu'il put, avec bien de la peine, regagner Talcahuano avec un corps de mille hommes

exténués de fatigue et de besoin. Cette victoire décida pour jamais le sort de Buénos-Ayres, du Chili, du Pérou et de Quito. Bientôt, le fort de Talcahuano fut obligé de capituler, et il ne resta plus, dans cette partie, que le port de Valdivia au pouvoir des Espagnols.

1819. Le Chili était délivré, mais le Pérou reconnaissait encore l'autorité de la métropole. Depuis long-temps le gouvernement du Chili, qui sentait le besoin d'une force navale imposante, avait négocié avec les États-Unis de l'Amérique du nord pour l'achat de plusieurs navires propres à être armés en guerre, et avait pris des arrangemens avec lord Cochrane, pour qu'il acceptât le commandement d'une flotte destinée à protéger les côtes, à faciliter l'attaque des villes maritimes du Pérou, et à transporter les troupes, afin de leur éviter un trajet immense par terre, dans des pays incultes et impénétrables. Cette flotte venait de paraître sur les côtes, et son premier acte avait été de proclamer en état de blocus tous les ports qui se trouvent entre Guyaquil inclusivement, jusques et y compris Alacama au Pérou.

Bientôt, faisant voile pour Valdivia, 1820.
l'amiral Cochrane se rendit maître de cette ville, dont les forts étaient armés de soixante-dix pièces de canon, et il surprit dans le port la frégate espagnole *Los Dolores*, qui fit peu de résistance.

De son côté, le général Saint-Martin ayant rassemblé ses troupes à Valparaiso, s'embarqua avec elles sur la flotte de lord Cochrane, ayant à bord une immense quantité d'armes de toute espèce, pour armer les patriotes qui voudraient se joindre à l'armée. La descente se fit à Pisco, ville située à quarante lieues de Lima: dès que la nouvelle en fut parvenue dans les différentes provinces du Pérou, chacun employa les moyens qui étaient en son pouvoir, afin de soutenir son parti; les propriétaires fonciers donnèrent la liberté à leurs esclaves, à condition qu'ils prendraient les armes et se joindraient à l'armée royale; la province de Guyaquil et celle de Quito se déclarèrent indépendantes. Saint-Martin marcha immédiatement sur Lima et la flotte bloqua Callao.

Les troupes royalistes, sous les ordres 1821.
du vice-roi Pezuela, s'avancèrent au-de-

vant de l'armée des indépendans, qu'elles rencontrèrent à Uri, où il s'engagea un combat très-vif. Les royalistes vaincus se retirèrent en toute hâte dans la ville; pour se venger de cette défaite, qu'ils attribuèrent à la faute du vice-roi Pezuela, ils le destituèrent, et nommèrent à sa place le général La Serna, homme aussi présomptueux qu'inhabile. Après plusieurs sorties où les troupes royales eurent toujours le désavantage, et un armistice de vingt jours qui n'eut aucun résultat, la ville, pressée de toutes parts, se rendit, le 10 juillet, et le 15 proclama son indépendance, sans que la tranquillité publique
1822. ait été troublée. Le général Saint-Martin promulgua ensuite une constitution provisoire, en attendant l'installation d'un congrès national, qui s'assembla, en effet, peu de temps après. Bientôt la forteresse de Callao, clef du port de Lima, se rendit aux indépendans, et le général Saint-Martin fit les dispositions nécessaires pour marcher à la poursuite du vice-roi La Serna, qui avait été se joindre aux forces royales du Haut-Pérou.

1823. Pendant que ces choses se passaient à

Lima, des troubles sérieux agitaient la république du Chili. Le gouverneur suprême O'Higgins était forcé de donner sa démission, et le général Freyre, son antagoniste, prenait la direction des affaires, mais tout rentra promptement dans l'ordre. Un gouvernement provisoire fut établi jusqu'à la réunion du congrès, qui eut lieu quatre mois après.

Cependant, les affaires du Pérou étaient loin de conserver un aspect favorable; pendant que le général Saint-Martin et son armée s'étaient éloignés de Lima, le général Canterac, à la tête de la plus grande partie de l'armée royale, s'était mis en mouvement dans la direction de cette capitale, quoique le général Sucre fût arrivé, avec une division de troupes colombiennes d'environ quatre mille hommes.

On redoutait les suites de l'entreprise hardie de Canterac, qui s'avançait à la tête de sept à huit mille hommes. Désespérant de pouvoir défendre Lima, on songea d'abord à envoyer par mer une expédition commandée par le général Santa Cruz vers Aréquipa, dans le dessein

Bolivar, par un décret, à marcher contre lui et à employer la force et tous les autres moyens qu'il pourrait juger convenables pour éteindre l'anarchie qui existait et qui entravait les opérations des armées républicaines. Bolivar, après avoir employé tous les moyens de persuasion, voyant que la Riva Aguero persistait dans sa révolte, et ayant découvert que ce traître correspondait avec les Espagnols, donna ordre au général Sucre de s'avancer sur Truxillo. Les troupes d'Aguero paraissant disposées à l'abandonner, il se
1824. rendit à discrétion. Bientôt après, le libérateur ayant concentré ses forces, établit son quartier-général à Truxillo, d'où il s'avança à marche forcée sur Carma, à la tête de sept mille hommes. Le 6 mai, il rencontra l'ennemi, l'attaqua vivement et le força à la retraite. Le général Canterac ayant été grièvement blessé pendant l'action, ses troupes se retirèrent avec une espèce de désordre sur Quarmey, où Bolivar avait envoyé d'avance un détachement. A son aspect, la déroute devint générale, et, à l'exception de sept cents hommes qui se retirèrent sur les hauteurs,

ayant à leur tête le général Rodil, tout le corps de l'armée royale déposa les armes. Cette défaite, en affaiblissant l'espérance des partisans de la Vieille-Espagne, relâcha les liens de la discipline, et chaque général voulant agir pour son compte et selon ses vues d'ambition, de jalousie ou de haine, à dater de ce moment il n'y eut plus d'union dans les plans de l'armée royale. Le commandement des troupes libératrices fut confié au général Sucre, avec ordre d'observer les mouvemens de l'ennemi, et Bolivar partit pour Panama, afin d'organiser les renforts qu'il devait recevoir de la Colombie.

L'année suivante, le 22 janvier, les 1825.
forces espagnoles s'étant réunies dans les plaines de Guamanguilla, afin de faire un mouvement sur Lima, en profitant de l'absence de Bolivar, le général Sucre les attaqua avec la plus grande impétuosité et les culbuta entièrement. La Serna, qui les commandait, fut blessé et pris, ainsi que le général Valdès et tout l'état-major. Canterac, qui était sur une hauteur à la tête de deux mille cinq cents hommes, voyant la ruine totale de l'armée, se

rendit le lendemain avec ses troupes, par une capitulation dans laquelle il fut stipulé que les généraux espagnols, dans quelque partie du Pérou qu'ils commandassent, se soumettraient à l'armée libératrice, ainsi que les places qu'ils pourraient occuper.

Cette victoire délivra le Pérou de la présence de tous les Espagnols, et depuis cette époque la tranquillité de la république péruvienne ne fut plus altérée.

MEXIQUE.

La même commotion politique qui s'était fait sentir dans les différentes provinces de la domination espagnole, ne tarda pas à se propager jusqu'au Mexique, qui déclara son indépendance à son tour
1810. vers la fin d'octobre; mais il était bien difficile qu'un accord parfait régnât dans une si vaste contrée. Bientôt les deux partis prirent les armes, et il en résulta des scènes sanglantes et la guerre civile la plus acharnée.

L'insurrection contre les Espagnols d'Europe commença le 15 septembre à Do-

lores, dans la province de Guanajuato, et se répandit avec une rapidité inconcevable. Les principaux chefs étaient des curés, des gens de loi et même des officiers de la couronne. Plusieurs régimens de milice se joignirent à eux, et leurs forces s'accrurent bientôt jusqu'à trente et quarante mille hommes, et davantage. L'arrivée de Vénégas, sa valeur, et, il faut le dire, sa cruauté, comprimèrent pour quelque temps l'insurrection; mais elle ne se montra ensuite que plus redoutable. Après la prise de Guanajuato et de Valladolid, l'armée des insurgés s'avança, au nombre de quarante mille hommes, sur Mexico, où ils avaient de nombreux partisans; mais Vénégas, au lieu de s'éloigner de la capitale et de risquer une bataille, disposa une partie de ses troupes de manière à contenir les mécontens de la ville, en même temps qu'il engagea l'archevêque à fulminer une bulle d'excommunication contre ceux qui se souleveraient. Il occupa ensuite un camp retranché que les insurgés n'osèrent attaquer, n'ayant point de chef entreprenant et habile : s'étant retirés, ils furent suivis par Vénégas. Les

principaux chefs furent surpris, le 21
1811. mars, à Saltillo, et le 20 avril l'élite de leurs forces fut battue à Queratero. Depuis ce succès, Vénégas se crut maître du pays; mais tout-à-coup les mécontens reprirent les armes, et, faisant la guerre en partisans, ils harcelèrent de tous côtés l'armée du vice-roi. Plusieurs conspirations successivement découvertes éclatèrent contre lui, et il ne se passait pas de jour que Mexico ne vît périr sur l'échafaud quelques-uns de ses citoyens.

La junte de Cadix, instruite de la situation périlleuse de ses armées en Amérique, voulut faire un effort pour faire passer dans les colonies les secours que des circonstances aussi impérieuses semblaient exiger; mais sa situation en Europe n'était guère plus heureuse. Cependant une expédition, devant porter treize cents hommes à la Véra-Cruz, fut préparée à Cadix, et tandis que les troupes de la junte mouraient de faim, les négocians de cette ville ouvraient une souscription pour l'équipement des soldats destinés à soumettre les rebelles du Nouveau-Monde.

1812. La rigueur du vice-roi, loin de calmer

les esprits, les irritait tous les jours davantage, et l'insurrection faisait les plus grands progrès. Le prêtre Morélos, commandant principal des indépendans, et son collègue Ryon, chacun à la tête de forces considérables, parcouraient le pays attaquant les troupes royales, interceptant toutes les communications, levant des contributions, et faisant peser sur ces malheureuses contrées tous les fléaux, suite nécessaire de la guerre d'extermination. Toutes les villes du Mexique occupées par les partisans de l'ancien gouvernement, étaient comme autant de prisons dont on ne pouvait s'écarter sans courir risque d'être tué. Mexico même, quoique le point de réunion des plus grandes forces qui fussent à la disposition de la Vieille-Espagne, n'était pas une exception à cette règle. La guerre se faisait avec une telle fureur, que de sept régimens débarqués à la Véra-Cruz, à peine restait-il de quoi en composer trois six mois après. 1813.

Malgré des succès si brillans, il était impossible que les indépendans, mal armés, presque sans aucune discipline et

commandés par des chefs, braves à la vérité, mais peu exercés dans l'art militaire, pussent soutenir long-temps la guerre avec avantage, contre les vieilles troupes de l'Espagne. En effet, leurs chefs les plus distingués furent pris et fusillés, ou périrent sur le champ de bataille, et leurs armées dispersées furent, pendant près de dix ans, réduites à se battre en guérillas, interceptant les convois, harcelant l'ennemi, exerçant des vengeances, et couvrant de carnage et de deuil le sol de cette patrie qu'ils désiraient rendre heureuse et indépendante.

1821. Les mouvemens révolutionnaires, excepté dans quelques provinces intérieures, paraissaient même calmés depuis assez long-temps, lorsque, dans les premiers jours de mars, un colonel de l'armée royale nommé Iturbide, déserta avec tout son corps, alla se réunir au chef d'insurgés Guerrero, et proclama l'indépendance du Mexique. Cavalori, qui commandait à Cuernebaca, suivit son exemple. Le 7 mars, Iturbide, reconnu général par les insurgés, publia une nouvelle proclamation, dans laquelle il proposait

aux Mexicains, 1° de créer une junte provisoire, composée par moitié d'Européens et d'Américains; 2° de convoquer, sans retard, les cortès, pour rédiger une constitution, dont le premier article porterait création d'une monarchie nationale et héréditaire; 3° d'appeler au trône du Mexique, sous le titre d'Empereur, un prince de la famille royale d'Espagne, etc.

Cette proclamation séduisit la masse du peuple et beaucoup de petits détachemens de troupes disséminés dans les petites villes. Malgré les efforts du vice-roi et du corps des officiers généraux, l'insurrection devint universelle; plusieurs provinces déclarèrent leur indépendance, et la cause des partisans de l'ancien ordre de choses fut perdue sans ressource.

Sur ces entrefaites, un nouveau vice-roi, O'Donoju, arriva d'Espagne, et voyant que tout était désespéré, il conclut à Cordoue un traité avec les indépendans, par lequel il reconnaissait l'indépendance du Mexique, sous un prince de la famille royale d'Espagne: peu de temps après, les troupes de Mexico se soumirent, ainsi que celles de la Véra-Crux, à l'exception

d'un petit corps de trois cent cinquante hommes, qui se retira avec le commandant de la place Davila, dans le fort de Saint-Jean d'Ulloa, pour attendre des ordres ultérieurs de Madrid, s'il lui était possible d'en recevoir avant d'être forcé de se rendre, et de tout le Mexique, il ne resta que ce seul point au pouvoir de l'ancienne Espagne.

Le 27 septembre, les généraux Iturbide et O'Donoju firent leur entrée dans Mexico, à la tête de deux fortes divisions de l'armée et aux acclamations universelles du peuple; un congrès fut convoqué, et un ambassadeur envoyé en Espagne, afin d'y demander un des membres de la famille royale, qui devait être déclaré empereur, à condition qu'il résiderait au Mexique.

1822. Tout paraissait tranquille, et les citoyens attendaient avec la plus grande impatience la détermination de la cour d'Espagne, lorsque, le 18 mai à 8 heures du soir, la garde d'Iturbide et celle du Colysée, composées en partie des régimens de Celaya, proclamèrent empereur leur général; d'autres troupes qui sans doute avaient été gagnées, sortant de

leurs casernes, le proclamèrent également. Pendant ce temps, quelques hommes du peuple ameutés sur la place, faisaient retentir les cris de *meure le congrès! vive l'Empereur!* Le 19 à minuit, les membres de la régence, qui étaient présens, s'assemblèrent chez l'empereur. Le 20 au matin, il fit une proclamation au peuple, et il y eut, pendant la journée, des courses de taureaux pour fêter l'empereur, qui fut constamment entouré de ses troupes. A midi, accompagné de son état-major, il se rendit au congrès, dont la salle était entourée de gens armés et les tribunes pleines d'un peuple séditieux..... La population traîna son carrosse au milieu des plus bruyantes acclamations. De cent quarante députés qui composaient le congrès quatre-vingt-deux seulement furent présens, et sur ces quatre-vingt-deux il n'y en eut que soixante-sept qui votèrent en faveur de son élévation à l'empire, sous la condition qu'il accepterait la constitution que lui présenterait le congrès. Le nouvel empereur fut couronné le 21 juillet, et prit le nom d'Augustin.

1823. Cependant le mécontentement populaire était depuis long-temps manifeste. De toutes les parties du Mexique il arrivait au gouvernement des rapports qui l'instruisaient de la formation d'un grand nombre de sociétés secrètes, où l'on délibérait sur les moyens de s'affranchir du nouveau joug imposé à la nation. Presque toutes ces sociétés correspondaient entre elles, et leur union parut si formidable à l'empereur, qu'il ordonna à son conseil d'état de lui proposer des mesures de répression promptes et efficaces. Cet ordre fut exécuté sur-le-champ : le conseil d'état remit à l'empereur un projet de décret qui suspendait la liberté de la presse, la liberté individuelle, qui organisait l'espionage le plus avilissant, et qui créait des tribunaux composés de militaires et de magistrats dévoués, pour punir de la manière la plus terrible non-seulement les ennemis déclarés du système impérial, mais encore les citoyens soupçonnés de l'être.

La publication de ce décret, que l'empereur se hâta d'approuver, donna lieu à une explosion d'indignation tellement

universelle, que sur beaucoup de points on courut aussitôt aux armes; dès ce moment, Iturbide eut à songer à se défendre au lieu de penser à sévir. Il commença par dissoudre le congrès national, mesure violente qui irrita ceux-là même qui avaient paru jusqu'alors ne pas vouloir abandonner ses intérêts; elle lui aliéna aussi une grande partie de son armée.

Guadaloupe-Vittoria, un des premiers généraux qui avaient combattu au Mexique pour la cause de la liberté et de l'indépendance, et celui qui avait rendu le plus de services à cette cause, fut aussi, dans cette occasion, un des premiers qui se souleva contre Iturbide. Il établit dans l'intérieur le théâtre de ses opérations, d'où donnant bientôt la main à plusieurs autres chefs des patriotes, il se trouva en position de résister avec avantage aux troupes qu'Iturbide envoya contre lui, et de se former ensuite une armée qui lui permît de prendre l'offensive.

Iturbide se vit alors obligé de concentrer ses forces sur les points les plus importans, particulièrement à Mexico, à la Puebla, à Valladolid, à Véra-Cruz, etc. A mesure

qu'elles se retiraient des postes qu'elles occupaient, l'insurrection y éclatait, et bientôt l'autorité impériale n'exista plus que dans les lieux où se trouvait l'armée.

Dans cette situation, la lutte aurait pu se prolonger quelque temps encore, si les généraux fussent restés fidèles; mais indignés, comme le reste de la nation, de ce que l'empereur n'avait point tenu ses sermens, l'ayant vu s'acheminer à grands pas vers un despotisme intolérable, sans respecter même la représentation nationale, ils ne crurent pas se parjurer en désertant la cause d'un parjure.

Santa-Anna, gouverneur de Véra-Cruz, à la tête de deux mille hommes; Echavarra, qui commandait un corps d'armée de quatre mille hommes; le marquis de Vibaneo, commandant des troupes impériales à la Puebla, se déclarèrent presque en même temps pour la cause nationale. Alors, Iturbide, après quelques hésitations, jugeant bien que la dernière heure de sa puissance était arrivée, abdiqua le 19 mars, sans faire aucune condition : il s'en remit entièrement à la discrétion de l'ancien congrès, se bornant, en lui en-

voyant son abdication, à lui demander qu'on lui permît de se rendre en pays étranger, avec sa famille et ce qu'il possédait personnellement.

Enfin, l'armée patriote étant arrivée près de la capitale, le congrès s'assembla le 29 mars, et il décréta le lendemain la formation d'un pouvoir exécutif suprême composé de trois membres, dont chacun présiderait à son tour pendant un mois; le 31, il élut, à la presque totalité des suffrages, membres de ce pouvoir exécutif, les généraux Guadeloupe-Vittoria, Bravo et Negrette, qui prêtèrent serment entre ses mains le 1er avril, jour où l'armée libératrice fit son entrée dans Mexico. Le congrès alloua à Iturbide, sa vie durant, une pension annuelle de 25,000 dollars, payables à Mexico, pourvu qu'il résidât dans une province quelconque d'Italie, et après sa mort, une de 8,000 dollars à sa famille.

Quelques jours après, l'ex-empereur s'embarqua pour Livourne sur un bâtiment anglais, quittant ainsi en proscrit une patrie dont il avait trahi les plus chers intérêts, et où il devait bientôt

payer de son sang de nouveaux attentats contre son indépendance.

Après une catastrophe si remarquable, tout rentra promptement dans l'ordre par les soins du pouvoir exécutif, et le congrès put s'occuper de la nouvelle constitution, qui fut terminée vers la fin de l'année. Voici les principaux points de cette constitution :

La nation mexicaine se compose des provinces comprises dans le territoire de l'ancienne vice-royauté appelée *Nouvelle-Espagne*, dans celui de la capitainerie générale de Yucatan, et dans celui des juridictions générales de l'est et de l'ouest.

La nation mexicaine est souveraine, et la souveraineté réside essentiellement dans la nation. La religion de l'état est et sera toujours la religion catholique romaine; l'exercice de toute autre est prohibé.

Les parties intégrantes de l'union mexicaine sont des états libres, souverains et indépendans. Elles se composent actuellement de Granjuato, Sonora, Sinaloa et des deux Californies, Chihuahua,

Durango et le Nouveau-Mexique; Coahuila, le Nouveau-Léon, le Texas et le Nouveau-Santander; Mexico, Mechoacan, Oajaca, Pueblo-de-los-Angelos, Tlascala, Queretaro, San-Lui-Potosi, Tobasco, la Véra-Cruz, Xablisco, Yucatan et Los-Zacatecas.

Le pouvoir suprême de la confédération se divise en pouvoir législatif, exécutif et judiciaire, et la législature en un sénat et une chambre de représentans. Chaque état doit avoir deux sénateurs; le nombre des représentans varie selon la population; le pouvoir exécutif doit être confié, pendant un temps limité, à un citoyen qui portera le titre de Président de la confédération mexicaine.

Pendant que l'on organisait la nouvelle république, des commissaires étaient arrivés d'Espagne; ils avaient reconnu l'indépendance du Mexique, et négociaient avec le gouvernement pour obtenir des conditions favorables à la mère-patrie dans ses relations futures avec l'union mexicaine, lorsque, par une mauvaise foi qu'aucun intérêt politique ne peut colorer, le château de Saint-Jean-d'Ulloa,

resté, comme nous l'avons dit, sous l'autorité de l'Espagne, commença à bombarder la Véra-Cruz, dont il est voisin. Aussitôt les négociations furent interrompues; les commissaires et les Espagnols restés dans le pays reçurent l'ordre de partir sous le plus bref délai; la guerre fut formellement déclarée à l'Espagne; on transporta le commerce de la Véra-Cruz dans le port d'Alvarado, et le château de Saint-Jean-d'Ulloa fut mis en état de blocus par une escadre composée de bâtimens mexicains et colombiens.

Iturbide, de son côté, ayant conservé un grand nombre de partisans secrets, communiquait avec eux depuis son départ, et organisait sourdement une contre-révolution pour remonter sur un trône qu'il n'avait quitté qu'à regret, et qu'il espérait bien reconquérir par l'adresse et la dissimulation. Des assemblées de ses partisans se tenaient à Mexico et dans plusieurs villes de l'intérieur; deux généraux en chef favorisaient leurs projets, tout était prêt pour un mouvement, l'on n'attendait plus que sa présence. Tout-à-coup le gouvernement apprend ce qui

se passe, ordonne l'arrestation des coupables et en fait fusiller plusieurs.

Cependant Iturbide, connaissant les dispositions de son parti, avait quitté l'Italie, s'était rendu en Angleterre, d'où, s'embarquant sur un brick (*le Spring*) frété par ses ordres, il se rendit sur les côtes du Mexique. Le congrès, instruit de toutes ses démarches, avait formé un cordon de troupes sous les ordres du général de la Garza, pour se saisir de sa personne en quelque point qu'il débarquât. *Le Spring* arriva à la hauteur de la barre du port de Soto-la-Marina, le 17 juillet. On annonça qu'il avait à bord le colonel Charles de Beneski et un de ses compagnons, venus au Mexique pour commercer avec le gouvernement d'après un projet de colonisation, ayant, à cet effet, des pouvoirs de trois capitalistes irlandais négocians à Londres. Le lendemain, Beneski se présenta chez le commandant Philip de la Garza; celui-ci l'interrogea sur don Augustin Iturbide, ainsi que sur ses projets dans le pays: Beneski ayant donné l'assurance, d'une manière qui paraissait sincère, qu'au moment de son départ Itur- 11 mai 1824.

bide vivait tranquillement avec sa famille, il retourna à bord du navire afin de faire débarquer son compagnon qu'il y avait laissé.

Le lendemain, le commandant du détachement de la Barre ayant vu sur la côte Beneski et une autre personne qui était déguisée, en fit part au général de la Garza, qui se mit de suite à la tête d'un détachement de troupes pour aller à la rencontre des deux individus signalés; il reconnut bientôt dans l'un des deux l'ex-empereur Iturbide, et le fit conduire sous bonne escorte à Soto-la-Marina. Ayant ensuite fait son rapport au congrès de la province, il reçut en réponse que, conformément au décret du congrès général, en date du 28 avril, qui déclarait Augustin Iturbide traître, proscrit et hors de la loi, il eût à le faire fusiller sans aucun délai. En conséquence de cet ordre, Augustin Iturbide fut exécuté le 19 juillet, à six heures du soir.

Sa mort, en ôtant tout espoir à ses partisans, rétablit complétement la tranquillité du Mexique, qui depuis cette époque n'a pas été troublée, si ce n'est

par le fort de Saint-Jean-d'Ulloa, dont les Espagnols sont encore maîtres, mais qui ne tardera probablement pas à être attaqué avec des forces navales capables de l'obliger à se rendre.

GUATIMALA.

Pendant que la lutte contre la Vieille-Espagne couvrait la Colombie et le Mexique de ruines et de sang, l'ancien royaume de Guatimala, éloigné du théâtre où se déployaient les fureurs des partis, jouissait de la tranquillité et de la prospérité que ne lui enviait plus la métropole expirante. Lorsque le règne de la liberté se fut étendu sur les contrées voisines, Guatimala déclara son indépendance à son tour, et se constitua en république presque sans obstacle et sans efforts. Des troubles eurent lieu, pendant quelques jours seulement, dans la ville de Grenade, au mois de septembre 1824. On agit vigoureusement contre les perturbateurs. Après deux ou trois actions, dans lesquelles plusieurs personnes perdirent la vie, tout rentra dans l'ordre; et depuis 1824.

la plus grande tranquillité régna dans la république.

La confédération républicaine, connue sous le nom de *République des États-Unis de l'Amérique centrale*, se compose de sept états seulement; leurs noms sont Chiapa, Costa-Rica, Nicaragua, Honduras, San-Salvador, Guatimala et Quesaltenango. Ces états sont divisés en districts ou départemens, et chacun d'eux a sa constitution, sa législature, sa force armée et son gouvernement particulier. Leur organisation politique est entièrement calquée sur celle des états confédérés du Mexique, qui ont pris pour modèle celle des États-Unis de l'Amérique septentrionale; il en est à peu près de même pour la constitution fédérale. Sa population, composée d'environ un million huit cent mille âmes, habite un des pays les plus beaux et les plus fertiles de la terre, et dont la position géographique est des plus avantageuses.

Toutes les républiques élevées sur les
1825. débris de la puissance oppressive de l'Espagne, ayant ainsi consolidé leur indépendance et désirant maintenir dans toute

sa splendeur un édifice qui leur avait coûté tant de peines à élever, ont fait mutuellement des alliances offensives et défensives, et une espèce de pacte de famille par lequel elles s'engagent à venir au secours de celle qui serait attaquée par l'Espagne ou par une puissance européenne quelconque, et, afin de régler d'une manière authentique les conditions et les lois de cette confédération en faveur de l'indépendance, elles ont arrêté que tous les états américains, autrefois soumis à l'Europe, enverraient à Panama des députés pour établir un congrès général qui statuerait sur les moyens de repousser toute espèce d'aggression attentatoire à l'indépendance américaine, et assurer la tranquillité intérieure de chaque état. L'empereur don Pedre, à l'invitation du libérateur Bolivar, doit aussi envoyer un député à cette illustre assemblée, pour représenter les intérêts du Brésil. C'est ainsi que les états du Nouveau-Monde, réunis d'intention dans la grande cause de l'indépendance, vont élever contre l'ambition européenne une barrière qu'elle ne doit plus espérer de franchir.

CHAPITRE V.

Établissement des Portugais au Brésil. — Les Hollandais s'emparent d'une partie de cette colonie ; ils en sont chassés par Fernandez Vicira. — Expédition de Dugay-Trouin. — Le Brésil se déclare indépendant et forme un empire séparé. — La Guyane défrichée par les Français, les Hollandais, les Espagnols et les Portugais.

Après avoir parlé des provinces espagnoles dans le continent d'Amérique, nous devons revenir sur nos pas et traiter de l'établissement des Portugais dans le Brésil. Cette vaste et fertile contrée, qui s'étend depuis le quatrième degré vingt minutes nord jusqu'au trente-quatrième degré quarante minutes sud, et depuis le trente-septième degré vingt-cinq minutes jusqu'au soixante-dixième de longitude,
1500. à l'ouest de Paris, fut découverte par Pedro-Alvarez Cabral, un an après que Christophe Colomb, dans son troisième voyage, eût reconnu l'île de la Trinité et les bouches de l'Orénoque.

Le zèle ne fut pas d'abord fort ardent pour y établir des colonies : on se contenta d'en apporter du bois de teinture, dont le pays tira son nom de *Brésil*, car la partie découverte par Cabral s'appela d'abord *Véra-Cruz*. Les Indes Orientales attiraient alors toute l'attention des Portugais ; les vertus militaires y trouvaient de l'exercice, et les armes étaient une voie presque assurée de fortune, au lieu qu'au Brésil il fallait se partager sans cesse entre la nécessité de se défendre et celle de défricher par un travail assidu des terres, à la vérité très-fertiles, mais qui demandaient néanmoins de la culture pour fournir aux besoins des habitans. Les Brésiliens sauvages, implacables ennemis des Portugais, les attaquaient toutes les fois qu'ils trouvaient une occasion favorable, et, s'ils en rencontraient un à l'écart, ils ne manquaient point de le massacrer et d'en préparer un horrible festin. Malgré tant de difficultés, le pays ne laissa pas de se peupler d'Européens. Jean III, 1531.
roi de Portugal, divisa le Brésil en neuf capitaineries héréditaires, et pour satisfaire l'ambition de quelques seigneurs, il

leur permit d'aller conquérir quarante ou cinquante lieues le long de la côte, et d'y former le genre d'établissement qui leur serait le plus convenable, leur accordant le droit de faire des concessions et d'imposer des lois. Quelques années après, sentant le tort qu'il s'était porté en faisant des concessions sans bornes, il entreprit d'y remédier. Tous les pouvoirs accordés aux chefs des capitaineries furent révoqués, et il envoya Thomas de Sousa au Brésil, avec le titre de *gouverneur général*. Six vaisseaux bien équipés et chargés de six cents volontaires, quinze cents condamnés, et un grand nombre d'officiers, composaient cette flotte. Le nouveau gouverneur avait ordre, non-seulement d'établir l'administration conformément au plan qu'on lui avait donné, mais encore de bâtir une ville dans la baie de tous les Saints. Le roi pensant aussi à la conversion des Brésiliens, qu'il regardait comme ses sujets, s'était adressé au pape Paul III, et à Saint-Ignace, fondateur des Jésuites, pour leur demander des missionnaires. Il en obtint six, qui, à leur arrivée, fondèrent une ville qu'ils nommèrent San-Salvador.

Quoique le pape eût partagé entre deux 1555.
nations toute l'Amérique méridionale, les autres puissances ne pouvaient voir sans envie cette singulière concession. Les Français, moins attachés aux idées ultramontaines, furent les premiers qui portèrent leurs vues vers le Brésil. Villegagnon obtint de Henri II la permission d'aller fonder une colonie dans le Nouveau-Monde. Secrètement attaché aux opinions nouvelles du protestantisme, il mena avec lui une foule de sectaires, sous la protection du fameux amiral de Coligny, dont il donna le nom à un fort qu'il bâtit dans une petite île sur la côte du Brésil, où depuis on a élevé la ville de Rio Janéiro; mais Villegagnon gagné, dit-on, par le cardinal de Lorraine, revint au catholicisme, et persécuta tellement les malheureux qu'il avait d'abord protégés, qu'il les força de partir, et fit perdre ainsi à la France une possession qui promettait de devenir florissante. Ce
ne fut cependant qu'après s'être défendus 1564.
pendant une année entière, que les Français furent forcés d'évacuer entièrement le pays. Les Portugais ne tardèrent pas à

profiter de leur avantage, et fondèrent, dans l'emplacement qu'elle occupe aujourd'hui, la ville de Saint-Sébastien, plus connue sous le nom de Rio Janéiro.

1583. Quoique le Brésil eût suivi le sort du Portugal, et qu'il fût tombé sous la domination espagnole, il ne suivit pas la politique de la métropole, et resta quelque temps en paix avec l'Angleterre, dont le commerce lui était nécessaire. La différence des opinions religieuses finit cependant par faire naître la discorde entre les deux nations, et la guerre fut déclarée.

Les Anglais formèrent plusieurs expéditions contre le Brésil; mais elles étaient dirigées par des aventuriers, dont l'unique but était de s'enrichir par le pillage. Lancastre, qui avait attaqué la belle capitainerie de Fernambuco, se retira dans sa patrie, chargé d'un immense butin.

1611. Les Français, qui n'avaient pas perdu tout espoir de fonder quelqu'établissement sur les vastes côtes du Brésil, pensèrent que l'île de Maranham, qui n'était pas encore sous la domination portugaise, leur offrirait un lieu avantageux pour pla-

cer une colonie; après s'être assurés d'un accueil favorable de la part des sauvages, ils firent partir une expédition sous la direction de la Ravardière, de Rasilly et de Harley : leur intention était d'établir d'abord des relations de commerce, et de former ensuite un établissement agricole. Ces côtes étaient alors si peu fréquentées par les Portugais, qu'ils n'eurent connaissance de la tentative faite par les Français que deux ans après. Ils envoyèrent des troupes sous la conduite de Jeronimo d'Albuquerque, pour attaquer le fort que nous avions élevé dans l'île : après une assez belle défense, le fort capitula, et la flotte dont on s'était servi pour transporter l'expédition quitta les côtes du Brésil. Les Hollandais, qui avaient 1616.
calculé à peu près en même temps que les Français, combien il serait avantageux à leur commerce d'avoir un établissement dans cette partie de l'Amérique, y portèrent aussi leur industrie; mais ils furent bientôt expulsés par les Portugais.

La Hollande, respectée de l'Europe, 1621.
étendait sa domination en Asie, et pensait sérieusement à s'établir dans le Nouveau-

Monde : dans ce but, elle créa une Compagnie des Indes Occidentales, dont elle espérait les mêmes succès dans l'Afrique et dans l'Amérique comprises dans son privilége, qu'avait eus en Asie celle des Indes Orientales. Les opérations de la nouvelle société commencèrent par l'attaque du Brésil.

1623. Sûre que les Brésiliens, presque abandonnés de la métropole, n'opposeraient qu'une faible résistance, la nouvelle Compagnie arma une flotte composée d'environ soixante voiles, qui fut partagée en deux escadres. On donna le commandement de la première à Jacob Villekens et à Pieter Haynes, Anglais, plus connu sous le nom d'amiral Petred ; la seconde fut mise sous les ordres de Hans Vandort, qui avait plus particulièrement dans ses attributions le commandement des troupes de terre. Les Espagnols, quoiqu'avertis, ne s'occupèrent point de mettre la colonie du Brésil en état de défense. Diégo Mendoza, gouverneur général, n'avait à sa disposition que quatre-vingts hommes de troupes réglées. Les milices qu'il rassembla à la hâte l'abandonnèrent au mo-

ment où la flotte parut devant San-Salvador, et cette ville, voyant que toute résistance serait inutile, se rendit à la première sommation; le reste de la province, quoique la plus étendue et la plus peuplée de la colonie, se soumit presque avec autant de facilité. La cour d'Espagne 1624.
ne fut point affligée de ce revers : depuis que cette couronne avait subjugué le Portugal, elle regardait comme avantageux pour elle tout ce qui pouvait l'affaiblir et le rendre plus dépendant.

Philippe, néanmoins, pensa que la majesté du trône et les bienséances exigeaient qu'il fît quelques démonstrations de bonne volonté; en conséquence il écrivit aux Portugais les plus distingués, pour les exhorter à faire les efforts généreux qu'exigeaient les circonstances : ils y étaient disposés. L'intérêt personnel et le zèle pour la patrie concouraient à redoubler leur activité. En trois mois on arma vingt-six vaisseaux qui mirent aussitôt à la voile.

L'archevêque Marcos Teixeira leur avait préparé un succès facile. Ce prélat guerrier, à la tête de 1500 hommes,

avait d'abord arrêté les progrès de l'ennemi; il l'avait fatigué par des escarmouches continuelles, puis enfermé et bloqué dans San-Salvador. Réduits par la faim et la misère, les Hollandais forcèrent leur gouverneur de se rendre aux troupes que
1625. la flotte avait débarquées en arrivant : ils furent tous conduits en Europe, sous la condition qu'ils ne porteraient plus les armes contre l'Espagne ou ses colonies.

Les succès que la Compagnie avait sur mer la consolèrent de ces pertes, et la mirent bientôt en état de renouveler ses hostilités contre le Brésil. La capitainerie de Fernambuco fut la première attaquée. Henri Lonk arriva sur la côte avec qua-
1630. rante-six vaisseaux de guerre, et soumit la ville d'Olinda : Mathias d'Albuquerque, avant de se retirer, brûla des magasins renfermant d'immenses richesses, et détruisit la flotte qui était dans le port, de peur qu'elle ne servît au vainqueur; il établit ensuite un camp retranché dans la plaine qui s'étend entre le Récif et Olinda, et de cette position il inquiétait continuellement l'ennemi.

Toutefois, sentant qu'il ne pourrait obtenir aucun résultat décisif s'il ne se trouvait à la tête de forces plus imposantes, il résolut de demander du secours à la métropole. On apprit en même temps en Espagne qu'un armement considérable se préparait en Hollande contre le Brésil. Le comte Olivarès, qui craignait pour les galions du Mexique, n'hésita pas d'envoyer du secours à la flotte qui devait partir de la Nouvelle-Espagne, destinant une partie de cet armement commandé par Antonio Oquendo, à porter quelques troupes réglées dans les provinces attaquées de l'Amérique portugaise. Quand Oquendo arriva devant Fernambuco, il trouva l'amiral Patry prêt à le recevoir; mais après un combat des plus opiniâtres, les Castillans furent vainqueurs, et le brave amiral hollandais se précipita dans les flots pour ne pas survivre à sa défaite. Le reste de l'escadre hollandaise rentra au Récif, et Oquendo effectua le débarquement de ses troupes, montant à sept cents hommes. Les Hollandais, effrayés de leur première défaite, brûlèrent Olinda, et ne 1631.
furent pas sans se repentir ensuite de leur

imprudente précipitation. Pendant quelque temps, les divers combats qu'ils livrèrent aux Portugais furent rarement couronnés de succès ; mais au moment de ces revers, un traître, le mulâtre Calabar, leur réservait quelques succès : aidés de ses conseils, les Hollandais s'emparèrent de l'île d'Itamaraca et y commirent les plus
1633. horribles excès. Vers cette époque, les Hollandais reçurent un renfort de trois mille hommes, et la cour d'Espagne envoya six cents soldats et quelques munitions ; c'était un bien faible secours dans les circonstances présentes.

Conduits par le général Sigismond, les Hollandais s'emparèrent bientôt de la capitainerie de Rio Grande ; le port de Pontal, situé à peu de distance du Récif, tomba aussi en leur pouvoir, et ils durent cet avantage au génie entreprenant de Calabar. Mathias d'Albuquerque était accouru au secours du Pontal ; mais étant arrivé trop tard, les Portugais se contentèrent de bloquer la place. Devenus plus entreprenans par leurs succès, les Hol-
1634. landais redoublèrent d'activité, et se rendirent bientôt maîtres de la province de

Parahyba, de celle d'Itamaraca, ainsi que de Rio Grande du Nord.

Le brave Mathias d'Albuquerque opposait toujours la plus noble résistance aux efforts des ennemis; mais le petit nombre de ses troupes ne lui donnait que la possibilité de retarder l'entière soumission du Brésil. Artisjoski, général polonais au service de la Hollande, attaqua la forteresse royale, et au bout de trois mois la força de capituler. Bientôt après, Porto-Calvo et le fort Nazareth, dernier boulevard des Portugais, furent obligés de se rendre aux vainqueurs.

Mathias d'Albuquerque, en sa qualité de Portugais, déplaisait au comte Olivarès, et il fut remplacé par un général espagnol, don Luiz de Roxas y Borgia, qui, peu de temps après son arrivée, périt dans une bataille où Cameran et Rebello sauvèrent les débris de l'armée; après cette défaite, le commandement tomba entre les mains de Bagnolo.

Les Hollandais, qui commençaient à concevoir l'espérance de posséder bientôt un des plus beaux pays de la terre, résolurent de poursuivre avec ardeur l'accom-

plissement de leur projet. Ils envoyèrent Maurice de Nassau, cousin du stathouder, pour prendre le commandement des troupes en Amérique. Il trouva de la discipline dans les soldats, de l'expérience dans les chefs, de la volonté dans tous les cœurs, et il se mit en campagne. Les Portugais lui opposèrent leurs capitaines les plus habiles, les plus aimés; tous ces chefs se donnèrent de grands mouvemens pour couvrir les possessions dont on leur avait confié la défense. Leurs efforts furent inutiles : les Hollandais achevèrent de se rendre maîtres de toutes les côtes qui s'étendent depuis San-Salvador jusqu'à l'Amazone.

1638. A cette époque, on put croire aisément que le Brésil serait désormais soumis à deux puissances; les Provinces-Unies possédaient alors dans cette partie de l'Amérique méridionale cinq capitaineries, et Nassau, qui au moyen d'une sage administration affermissait la domination hollandaise, s'efforçait aussi de faire fleurir l'agriculture dans ces provinces nouvellement ravagées par la guerre.

Vers ce temps, le Portugal s'affranchit 1640.
de la domination espagnole, et le duc de Bragance prit les rênes du gouvernement sous le nom de Jean IV. A peine fut-il sur le trône qu'il lia ses intérêts et ses ressentimens à ceux des Anglais, des Français et de tous les ennemis de l'Espagne. Il conclut en particulier, avec les Provinces-Unies, une alliance offensive et défensive pour l'Europe, et une trève de dix ans pour les Indes orientales et occidentales. Nassau fut aussitôt rappelé avec la plus grande partie des troupes, et le gouvernement des possessions hollandaises, au Brésil, fut confié à un conseil composé de trois marchands. En peu de temps ils changèrent l'administration du Brésil, et soumirent tout à leurs vues étroites; des exactions de toute espèce, et l'intolérance religieuse exaspérèrent les esprits et hâtèrent le moment de la révolution.

Les colons les plus hardis s'unirent; 1645.
leur projet était de massacrer dans une fête, au milieu de la capitale de Fernambuco, tous les Hollandais qui avaient part au gouvernement, et de faire ensuite main-basse sur le peuple, qui était sans

précaution parce qu'il se croyait sans danger. Le complot fut découvert; mais ceux qui y étaient entrés eurent le temps de se mettre en sûreté.

Leur chef était ce Fernandez Vicira, qui déjà s'était couvert de gloire lors de la conquête. Malgré le revers qu'on venait d'éprouver, son nom, ses vertus et ses projets assemblèrent autour de lui les Brésiliens, les soldats portugais, les colons mêmes; il leur inspira sa confiance, son activité, son courage; il remporta plusieurs avantages considérables; il pressa l'ennemi et ne lui laissa pas le temps de se reconnaître. Il éprouva cependant quelques disgrâces, mais elles ne servirent qu'à faire briller dans tout son éclat la fermeté de son âme et l'élévation de son caractère. Il redoubla ses efforts, reprit l'offensive, et les ennemis battus n'osèrent plus tenir la campagne. Au milieu de sa gloire, Vicira reçut l'ordre de s'arrêter.

La cour de Lisbonne, qui avait eu à se plaindre de la mauvaise foi des Provinces-Unies, avait vu avec plaisir la république attaquée dans le Brésil, et avait

même favorisé, sous main, ceux qui avaient commencé les hostilités. Mais, avertie qu'il se faisait en Hollande des armemens considérables, et craignant d'être engagée dans une guerre qu'elle croyait devoir éviter, elle voulut de bonne-foi mettre fin aux hostilités du Brésil.

Vicira, qui, pour terminer ce qu'il avait entrepris, n'avait que son argent, son crédit et son talent, ne délibéra pas seulement s'il obéirait; mais dans la crainte de voir se ralentir l'ardeur de ses compagnons, il résolut de précipiter les événemens. Ils continuèrent à lui être si favorables, qu'avec le secours de Baretto, de Vidal et de quelques autres Portugais qui voulaient et qui savaient servir leur patrie, il consomma la ruine des Hollandais. Le général Sigismond fut obligé de rendre le port du Récif et la ville d'Olinda, avec tous les forts qui en dépendaient; toutes les autres provinces furent évacuées, et le Brésil se vit délivré à jamais de la domination étrangère. 1654.

Jean IV apprit avec joie qu'il venait de reconvrer le plus bel apanage de sa couronne, et reconnut noblement les services

de celui qui avait commencé la guerre et qui avait su la soutenir. Mais le titre de libérateur du Brésil donné à Vicira par ses compatriotes, fut la récompense la plus digne de son mérite.

La paix que les Provinces-Unies signèrent quelques mois après avec l'Angleterre, paraissait devoir les mettre en état de recouvrer l'importante possession
1661. qu'elles avaient perdue; mais un traité particulier termina les divisions des deux puissances, assura la propriété du Brésil entier au Portugal, qui s'engagea de son côté à payer aux Provinces-Unies huit millions en argent ou en marchandises.

Les Portugais ne se virent pas plutôt délivrés par une convention solide, d'un ennemi qui les avait si souvent humiliés, qu'ils s'occupèrent du soin de donner de la stabilité à leurs possessions, et d'y multiplier les richesses. Bientôt des caravanes s'organisèrent sous le nom de Bandéiras, et l'on commença à explorer les déserts. Bartolomeu Buenno, Manuel Garcia et Salvador Fernandez découvrirent des trésors immenses; l'or ne se rencontrait pas par filon, il se trouvait au milieu des sa-

bles, ou bien à la surface des montagnes. L'affluence des aventuriers aux environs des mines devint si considérable, que l'on fut contraint de fonder une petite ville qui reçut le nom de Villa-Rica; mais ses habitans ne restèrent pas paisibles possesseurs de leurs richesses, d'autres explorateurs arrivèrent, la division se mit parmi les deux partis, et la terre fut rougie du sang des Européens. Antonio d'Albuquerque, chargé de ramener la paix au milieu de ces hommes avides, parvint à apaiser les troubles, et ordonna qu'un cinquième de tout l'or qu'on trouverait serait versé dans le trésor royal, c'est ce qui fut depuis désigné sous le nom de *quint*.

Vers cette époque, le Portugal ayant abandonné l'alliance de la France, s'était 1711.
jeté dans les bras de l'Angleterre, pensant que cette puissance, dont la marine commençait à devenir formidable, pourrait lui être d'une utilité plus directe. Le capitaine Duclerc, qui avait osé attaquer la capitale du Brésil, sans pouvoir réussir, avait été massacré avec une partie de ses soldats au moment où il posait les armes; les moins malheureux avaient subi une

affreuse captivité. Francisco de Castro, auteur de cet horrible attentat contre le droit des gens, avait voulu sans doute effrayer ceux qui essaieraient à l'avenir de débarquer sur les rivages du Brésil; mais sa cruauté fit trouver des vengeurs à tant d'infortunés.

Dugay-Trouin, avec quinze vaisseaux armés aux frais d'une compagnie de négocians, et montés par des soldats français, arrive devant Rio Janéiro. En peu d'instans il fait taire le feu des forts qui défendaient l'entrée de la baie, s'empare de l'île des Chèvres (1), y élève des batteries pour battre la ville en brèche; mais joignant l'humanité à la plus haute valeur, il désire éviter aux habitans les malheurs qui les menacent, et il écrit au gouverneur général. Il lui demandait raison de l'attentat commis sur la personne de Duclerc, et exigeait qu'on mît à sa disposition les assassins, pour les punir selon la rigueur des lois; il réclamait également les prisonniers, et exigeait une contribution capable d'indemniser des frais de l'expédition.

(1) Aujourd'hui, île des Couleuvres.

La réponse de don Francisco n'était nullement satisfaisante ; il ne consentait à rien de ce qu'on exigeait de lui, et finissait en protestant qu'il saurait mourir à son poste.

Alors Dugay-Trouin donna lui-même le signal de l'attaque, et la place fut prise au milieu des détonations de toutes les batteries et du bruit de la foudre, rendu plus terrible par les nombreux échos de la baie : car un orage, survenu tout-à-coup, semblait s'être joint aux Français pour frapper de terreur les malheureux habitans. Dugay-Trouin, maître de la ville, fit tous ses efforts pour arrêter le pillage et rétablir le bon ordre. Après un faible engagement, des menaces et de nouvelles démonstrations hostiles, Dugay-Trouin obtint du gouverneur intimidé qu'il rachetât la ville. Sa rançon fut portée à 1,525,000 francs : plus de cent caisses de sucre, et des approvisionnemens considérables devaient aussi être fournis dans la quinzaine. La contribution fut payée, et l'on permit alors aux négocians de racheter les marchandises dont les Français s'étaient emparés. On estima la perte des

Portugais à près de 27 millions; mais la fertilité du territoire, et le profit que l'on retirait des mines, eurent bientôt fait disparaître les traces de ces malheureux événemens. La paix d'Utrecht réconcilia le Portugal avec la France; le commerce du Brésil prit une nouvelle activité, ses limites mêmes s'étendirent. Le revenu
1730. des mines était si considérable, que la première flotille qui sortit du bourg de Guyaba, escortait un trésor de plus de 22,000 livres d'or. L'année suivante, il sortit de Mato-Grosso 25,000,600 livres d'or qui arrivèrent à Saint-Paul. Depuis 1728 jusqu'à 1734, le quint produisit au gouvernement 12,000,000, en 1780, il ne produisait plus que 5,062,500; il faut observer que tous ces trésors étaient produits par un lavage de terres très-grossièrement exécuté. Pendant que des entrepreneurs portaient leurs regards avides sur les sables aurifères, Antonio d'Ameïda s'occupait d'exploiter les richesses de la végétation, et répandait la culture de la canne à sucre indigène qu'on trouva sur les bords du San-Lourenço.

Ce fut quelques années après que Pom-

bal, ce ministre célèbre qui gouvernait alors le Portugal, transféra le siége du gouvernement de San-Salvador à Rio Janéiro, et qu'il porta plusieurs ordonnances en faveur des malheureux indigènes, qui dès-lors furent regardés comme entièrement libres. 1755.

Malgré les explorations continuelles des aventuriers, ce ne fut qu'au hazard, en 1729, qu'on dut la découverte des premiers diamans (1). Le district où l'on en trouve, connu sous le nom de Serro-do-Frio, occupe une étendue de seize lieues du nord ou sud, sur huit de large de l'est à l'ouest, et il est entouré de montagnes escarpées qui semblent le dérober aux regards des hommes. Les précautions les plus minutieuses sont prises pour que les diamans trouvés par les particuliers ne puissent point sortir du district de Tejuco, et les individus saisis en contravention sont soumis à des châtimens très-rigoureux. Le célèbre diamant de la couronne

(1) Le diamant est presque toujours enveloppé d'une croûte ferrugineuse, et sa forme ainsi que sa couleur le rendent difficile à distinguer des caillous parmi lesquels il se trouve.

de Portugal fut trouvé dans le ruisseau d'Abayté, par trois malfaiteurs condamnés au bannissement. Sa grosseur parut si prodigieuse, qu'on douta quelque temps de son identité : il fut envoyé à Lisbonne, où il causa le plus vif étonnement. Le roi accorda la grâce aux trois criminels, qui eurent la permission de rentrer dans les lieux habités.

Pendant plusieurs années le Brésil resta dans un calme profond ; l'agriculture fit des progrès, lents à la vérité, mais qui suffisaient pour élever la colonie à un certain degré de prospérité. Les explorations se continuaient, et par conséquent aussi la destruction des tribus sauvages qu'on n'avait pu subjuguer. La difficulté de pénétrer dans cette belle contrée fait que l'on manque souvent de relations satisfaisantes sur l'état de ce pays durant les dernières années du siècle passé. Mais un nouvel ordre de choses vient de s'ouvrir pour cette intéressante portion de l'Amérique méridionale, et la liberté des communications augmentera bientôt son importance en multipliant ses rapports avec l'Europe.

A la rupture du traité d'Amiens, le régent de Portugal obtint, moyennant une somme considérable, la facilité de garder la neutralité entre l'Angleterre et la France; mais l'ambitieux Napoléon ne lui permit pas de rester long-temps dans cette situation, et l'armée française ayant commencé à envahir pour la seconde fois son royaume, le régent, de l'avis de son conseil, se résolut à chercher un asile en Amérique contre les prétentions des deux puissances. Le prince fit voile avec sa fa- 1807.
mille pour le Brésil, et fixa sa résidence à Rio Janéiro. Dès le principe, il s'éleva 1808.
une espèce de rivalité entre les Européens et les anciens habitans. Cependant, vers cette époque, le commerce reçut une nouvelle impulsion de la part des Anglais, qui fournirent les produits de leurs manufactures avec une grande abondance.

Le Brésil fut élevé au rang de royaume, 1815.
et ce changement dut lui faire prendre un tout autre aspect que celui qu'il offrait n'étant qu'une colonie. Il possédait un territoire assez considérable pour ne pas vouloir s'agrandir au dépens des pui-

nances limitrophes. Cependant la guerre se continuait avec une sorte de persévérance contre les Espagnols, qui s'obstinaient à garder Olivença, et s'étaient affermis dans Monte-Vidéo. Les Portugais tenaient à conserver la colonie de Santo-Sacramento. Pendant plusieurs années la guerre fut sans résultat; enfin les Brésiliens reprirent la ville qui semble devoir former leurs limites naturelles.

Le Brésil se trouvait depuis plusieurs années dans une tranquillité extrême, lorsqu'une révolution, qui avait pour principe l'abus des priviléges, les faveurs réservées uniquement à une certaine classe d'habitans, et plus encore le désordre de l'administration, vint faire pressentir au gouvernement que s'il ne remédiait pas aux abus existans, son autorité se trouverait bientôt plus gravement compromise.

16. Les premiers mouvemens d'insurrection se déclarèrent dans la capitainerie de Fernambuco. Un jeune négociant nommé Martins se mit à la tête des mécontens et proclama l'indépendance de la capitainerie; son but paraissait être d'en

former un état séparé et de le constituer en république; mais il n'avait pris aucune des précautions nécessaires pour soutenir un tel projet, et il ne songea même à organiser une armée, qu'au moment où celle du parti contraire allait marcher contre lui. Une flotte partit de la capitale et vint relâcher à San-Salvador pour bloquer le port de Fernambuco; en même temps une armée de terre s'avança pour attaquer la ville. Quand les deux armées 1817.
furent en présence, Martins fit tous ses efforts pour animer les siens, mais il ne put jamais leur donner assez d'énergie pour se défendre; quelques coups tirés au hasard par les habitans de Bahia suffirent pour mettre l'armée des insurgés en déroute; Martins, qui avait reçu plusieurs blessures, fut fait prisonnier; quelques-uns de ses amis se donnèrent la mort. Ce chef inhabile ayant été conduit à San-Salvador pour y être jugé, fut condamné à être fusillé, ainsi que plusieurs ecclésiastiques qui avaient pris part à ses projets.

On aurait pu croire que le gouvernement, éclairé par la révolution de Fernambuco, s'occuperait à détruire les abus

qui lui étaient signalés ; mais cette funeste leçon resta sans effet, et les choses rentrèrent dans l'ordre accoutumé. Les esprits étaient néanmoins portés à un haut degré d'exaltation, et il régnait dans toutes les capitaineries une liberté extrême, qui effrayait même ceux qui en jouissaient, parce qu'elle était plutôt l'effet de la faiblesse du gouvernement et de la force des circonstances, que la conséquence d'une bonne administration et d'une constitution fondée sur l'égalité des droits.

1818. Les choses demeuraient dans un état d'incertitude qui ne pouvait durer longtemps, et qui n'attendait qu'une impulsion pour prendre une direction déterminée. Cette impulsion vint d'Europe : la révolution de Porto eut lieu. Les cortès invitèrent Jean VI à revenir à Lisbonne. Avant le départ de ce monarque, l'infant don Pedro fut nommé régent du Brésil et il se trouva bientôt dans la situation la plus difficile.

1821. Les cortès avaient jeté les fondemens d'une constitution qui ne devait pas être obligatoire pour les colonies d'outre-mer. Les troupes portugaises restées en Amé-

rique voulaient jurer la constitution, avant même qu'elle fût parvenue officiellement à Rio Janéiro. Le régent prit la résolution de consulter la nation qu'il gouvernait; mais il s'établit une telle dissidence d'opinion que l'assemblée délibérative se sépara sans rien décider.

Des provinces entières adoptèrent les vues des différens membres les plus influens du gouvernement. San-Salvador se sépara de Rio-Janéiro pour se réunir à la métropole. Fernambuco semblait vouloir agir d'après ses anciens principes d'indépendance. Le désordre était extrême, et paraissait difficile à apaiser.

Le régent sentit la nécessité de ramener à lui tous les esprits par sa conduite privée, et il fit pour cela tout ce qui était en son pouvoir.

Cependant la cour était arrivée à Lisbonne, et l'esprit de la noblesse, exerçant alors son influence, on voulut dominer le Brésil qu'on avait d'abord ménagé. La nouvelle constitution, à laquelle les députés américains avaient refusé leur sanction, déplut aux Brésiliens; la haine qu'on portait à un parti s'accrut encore

quand il eut décidé que le Brésil serait dissout en gouvernemens provinciaux, et que chaque capitainerie serait soumise à la juridiction du ministère de la métro-
1822. pole. Le prince était rappelé par les cortès; on lui offrit la couronne et il l'accepta. Le Brésil forma dès-lors un empire indépendant. Il est certain que, si le régent eût adopté un système opposé à celui qu'il suivit, le Brésil n'eût pas moins déclaré son indépendance, et la maison de Bragance eût perdu toute influence en Amérique.

Dès que la séparation des deux royaumes eut été proclamée, il y eut infiniment plus d'accord dans les opérations du gouvernement; on s'occupa des améliorations dont on sentait toute la nécessité, et la marine, qui était restée dans un abandon absolu, commença à se relever.

Lors de la proclamation de l'indépendance, Bahia ne se réunit point à Rio Janéiro; le général Madeira, qui y commandait, voulut conserver cette ville aux Portugais, et la mit en état de défense.

L'empereur fit marcher une armée contre le Maranham, et envoya une escadre qui devait faire le siége de Bahia.

Le blocus se poursuivit avec activité sous le commandement du colonel Joaquim da Sylva Lima, et lord Cochrane dirigea les forces de mer. Bientôt les habitans furent réduits à manquer des choses les plus indispensables, et le général Madeira s'aperçut que toute résistance deviendrait inutile; en conséquence, il fit les dispositions nécessaires pour échapper à la flotte de lord Cochrane. Avant de partir, ce commandant dévasta complétement la ville, ne respectant même pas les ornemens d'or et d'argent qui décoraient les églises; mais il avait si bien pris ses mesures que rien ne transpira, et que sa flotte, chargée des dépouilles de Bahia, échappa en grande partie aux poursuites de lord Cochrane, qui ne put s'emparer que de quelques bâtimens.

Cependant Rio Janéiro était loin d'être dans un état tranquille : une partie des troupes semblaient vouloir tourner contre l'empereur les forces qu'elles acquéraient de jour en jour; les députés cherchaient à diminuer le pouvoir impérial; don Pedro faisait tous ses efforts pour conserver celui qui lui avait été dévolu; il employa

des mesures de rigueur contre l'assemblée, qu'il dispersa par le secours des baïonnettes.

Pendant que Rio Janéiro était témoin de ces scènes de violence, les armes de don Pedro triomphaient dans le nord, et la capitale du Para, ainsi que San-Luiz de Maranham, se soumettaient à l'empire.

1823. Lorsque toutes les capitaineries du Brésil eurent reconnu l'autorité de l'empereur, une nouvelle assemblée générale fut convoquée pour recevoir une constitution qu'on lui soumit d'abord; mais qui devait être adoptée par la population des différentes provinces. Des registres furent ouverts à cet effet dans toutes leurs capi-

1824. tales. Bientôt les suffrages furent recueillis, et l'empereur prêta serment à la constitution. Cet acte important ne suffit cependant pas pour ramener entièrement la tranquillité; les capitaineries de Fernambuco et de Maranham ne montrèrent pas l'esprit qui animait les provinces du sud; elles continuèrent à désirer un gouvernement fédératif, et ne voulurent pas se soumettre au gouvernement adopté; quelques individus montrèrent une opi-

nion différente, et l'anarchie fut bientôt à son comble; ceux qui étaient nés en Europe furent massacrés, et quelques Français perdirent même la vie au milieu du tumulte.

A Fernambuco, Carvalho, qui avait acquis de l'influence, s'opposa complétement aux mesures de l'empereur, et résolut de défendre l'indépendance de la capitainerie par tous les moyens qui étaient en son pouvoir; mais malgré tous les préparatifs qu'il avait faits, il ne put résister aux forces que l'empereur avait dirigées contre lui, et, abandonnant Fernambuco, il se réfugia à bord d'un navire anglais. Quelque temps après, Ferreira, général des insurgés, évacua Olinda, et bientôt toutes les provinces de l'empire furent entièrement pacifiées.

Depuis ce moment la paix a régné dans 1825.
cette vaste partie de l'Amérique du Sud, et les prétentions de la cour du Brésil sur Monte-Vidéo et les provinces orientales de la Plata, quoique soutenues à main armée, n'ont pas sensiblement altéré la tranquillité générale, qui a été assurée d'une manière encore plus positive par la

reconnaissance que le roi de Portugal vient de faire de l'indépendance de l'empire du Brésil, dans un traité particulier signé à Rio Janéiro, le 29 août de l'année courante.

Si la riche contrée dont nous venons de parler mérite, par son importance politique, de fixer les regards des hommes d'états, la Guyane, par les difficultés qu'elle a offertes à la culture, est bien digne de l'attention du philosophe et du physicien. Cette province est bornée au nord par l'Orénoque; au sud, elle se termine vers le fleuve des Amazones; ses rivages sont baignés à l'est par l'Océan, à l'ouest se trouve la Nouvelle-Grenade. Son territoire convient à presque tous les végétaux utiles propres à l'Amérique méridionale, et on y trouve des mines de fer extrêmement abondantes; mais on n'y a jamais découvert ces trésors dont l'imagination des premiers explorateurs l'avait enrichie.

La Guyane fut découverte par Christophe Colomb lorsqu'il reconnut l'île de la Trinité. Dès l'année suivante, Alphonse Ojéda, Jean de la Cosa et Amé-

ric-Vespuce en visitèrent les côtes, mais sans aucun projet de colonisation. Ce ne fut qu'en 1624 que vingt-six personnes 1624.
partirent de France pour aller former des défrichés dans ce pays inculte mais fertile; ils choisirent, sans que l'on en puisse déterminer la raison, le district de Sinnamari, que l'on a depuis presque entièrement abandonné. En 1630, de nou- 1630.
veaux colons vinrent s'établir à six lieues de là, dans l'emplacement de Conamama, où, à plusieurs époques, arrivèrent un certain nombre de cultivateurs. L'île de Cayenne, possédée par la peuplade des Arikarets, commença aussi à être cultivée par quelques Français qui s'étaient rendus maîtres de la côte de Rémire; mais la guerre et le manque d'approvisionnemens mirent le plus grand désordre dans la colonie, et l'empêchèrent de prospérer.

En 1652, il se forma une Compagnie 1652.
qui, par l'étendue de ses capitaux, paraissait devoir prendre un plus grand essor. On assembla dans Paris même sept à huit cents colons, qui furent embarqués sur la Seine pour descendre au Hâvre; mais tous les élémens de discorde se trou-

vaient dans la nouvelle expédition, dont le commandement avait été remis à M. de Rouylle. Le voyage fut marqué par la catastrophe la plus sanglante; douze des principaux intéressés assassinèrent le général, et mirent un des conjurés à sa place. Arrivés dans la colonie, ils s'y conduisirent avec la plus affreuse atrocité. Un d'entre eux fut pendu, trois furent relégués dans une île déserte, deux moururent, et les autres continuèrent à se livrer aux plus grands excès. Le commandant de la citadelle déserta chez les Hollandais avec une partie de sa garnison. Ceux qui avaient échappé à la fureur des Galibis et à la famine, suite nécessaire de tous ces désordres, allèrent chercher quelques secours auprès des Anglais, qui s'étaient établis sur la rivière de Surinam, et qui leur fournirent un bateau et deux canots, sur lesquels ils gagnèrent les îles françaises.

1663. Il se forma, en 1663, une expédition nouvelle dirigée par M. de la Barre. Aidée par le gouvernement, elle chassa de sa concession les Hollandais, qui, sous la conduite de Spanger, avaient voulu pro-

fiter des travaux commencés par l'ancienne compagnie dans l'île de Cayenne. La prudence du chef, l'ordre qui régnait dans l'administration, firent réussir cette entreprise; et c'est de cette époque qu'il faut dater la véritable fondation de la ville. Elle acquit alors l'importance d'un bourg assez considérable, et devint le débouché des produits agricoles des plantations situées dans tous les lieux d'alentour.

La France commençant à prendre un grand intérêt à ses possessions en Amérique, on vit, en 1669, se former une 1669.
Compagnie des Indes occidentales, qui acquit par privilége la possession de la Guyane française. Mais bientôt les Hollandais et les Français, jaloux réciproquement de la prospérité de leur colonie à la Guyane, commencèrent à se faire la guerre.

Les Anglais, affaiblis par des divisions intérieures, avaient cédé leur établissement sur la rivière de Surinam à quelques colons partis de la Hollande. Ceux-ci, plus sages que leurs prédécesseurs, agirent de concert, et leur colonie était

dans un état prospère lorsqu'ils résolurent d'attaquer l'île de Cayenne. On ne put leur résister, et ils laissèrent quatre cents hommes dans la capitale pour conserver la nouvelle conquête. La France n'abandonna pas une colonie qui lui avait coûté tant de sacrifices; et, l'année sui-
1677. vante, le maréchal d'Estrées s'empara de Cayenne et de tous les établissemens fondés par les Hollandais sur le territoire qui nous appartenait. Quelque temps après, des flibustiers, qui revenaient chargés des dépouilles de la Mer du Sud, s'y fixèrent, et employèrent leurs trésors à en augmenter la culture. Ils paraissaient devoir la pousser avec vigueur, lorsque Ducasse
1688. leur proposa, en 1688, le pillage de Surinam; tentés par la cupidité, les nouveaux colons redevinrent corsaires, et leur exemple entraîna presque tous les habitans. L'expédition fut malheureuse; la plupart des aggresseurs demeurèrent prisonniers et furent conduits aux Antilles, où ils s'établirent. La Guyane française ne fit plus que languir, et les cultures restèrent concentrées dans l'île de Cayenne. Les productions que l'on tira d'abord de

cette colonie furent le rocou, le coton et le sucre. Elle fut la première des possessions françaises en Amérique qui cultiva le café ; dix ou douze ans après on planta du cacao.

Sa faiblesse était cependant encore extrême, lorsqu'on vit, en 1763, la cour de Versailles chercher à lui donner un grand éclat. Le ministère voulait sans doute faire oublier la paix honteuse qu'il venait de conclure, et la perte irréparable de plusieurs possessions importantes dans l'Amérique septentrionale. Quinze mille individus s'embarquèrent pour la Guyane, la tête remplie de vaines chimères ; mais on avait négligé toutes les précautions nécessaires, on n'avait pas même choisi la saison favorable. Le nombre des habitations que purent construire à leur arrivée les nouveaux colons, ne fut pas suffisant pour les loger commodément ; et sous ces climats brûlans, quatre cents personnes souvent demeuraient ensemble. Les fièvres et la peste commencèrent à exercer leur ravage. Bientôt survinrent les pluies abondantes et périodiques de la zône torride ; les terres sub-

mergées ne purent être cultivées : les malheureux colons, condamnés à l'inaction, à l'ennui, aux maladies contagieuses, à tous les désordres que produit l'oisiveté, finirent leur triste destinée dans les horreurs du désespoir, et il ne revint en Europe que deux mille hommes, dont la constitution robuste avait résisté à l'intempérie du climat et à toutes sortes de misères. L'impéritie du chef de l'expédition était si grande, qu'il ne sut même pas utiliser, dans l'île de Cayenne, ces hommes acclimatés, si propres à en augmenter la population et les richesses. L'établissement de la Guyane resta pendant plusieurs années dans une stagnation complète. On sentit enfin la nécessité d'envoyer un directeur qui eût le désir d'acquérir les connaissances locales propres à perfectionner la culture. M. Malouet fut choisi, et jamais on ne jeta les yeux sur un homme plus capable de remplir des vues sages. Avant de se livrer à des projets de réforme ou d'amélioration, il commença à visiter les différens districts de la Guyane française; après en avoir examiné avec soin les diverses productions naturelles et

les différentes localités, il se rendit à Paramaribo pour prendre une exacte connaissance de l'administration, et surtout du système d'agriculture que les Hollandais y avaient adopté. Il avait obtenu la permission d'attacher au service de France un ingénieur habile nommé Guisan, et, sous sa direction, le gouverneur commença à s'occuper de chemins, de desséchemens et de canaux. Après le départ de M. Malouet, plusieurs administrateurs, qui se succédèrent assez rapidement, suivirent ses vues. MM. de Villebois et l'Es- 1788.
calier s'occupèrent à multiplier les arbres à épices que M. Poivre avait ravis aux Hollandais, et dont il avait enrichi la Guyane.

Les choses étaient en cet état lorsque la révolution survint; tout alors fut bientôt dans la confusion. De nombreuses victimes des désordres civils allèrent expirer dans les déserts de Sinamary, d'Aprouage et de Conamama. Plus tard, 1798.
de brillantes conquêtes semblèrent faire oublier les avantages que le commerce français pourrait retirer un jour de cette colonie; mais les Anglais, qui n'y pensaient pas sans crainte, offrirent leur se- 1809.

cours aux Portugais, et entrèrent sur nos possessions. Le gouverneur sentant l'inutilité d'une longue résistance capitula, en stipulant que la colonie serait remise, non aux troupes britanniques, mais à celles de leurs alliés. Ainsi la Guyane française tomba entre les mains des Portugais. Une partie de son territoire nous a été remise
1814. en 1814 : on y cultive la canne à sucre, le café, le géroflier, le cacao, le rocou, le cannellier, le muscadier et le poivrier.

Quatre nations européennes se sont partagé la Guyane; après avoir parlé de la partie occupée par les Français, nous allons jeter un coup-d'œil rapide sur les divisions de ce vaste territoire qui appartiennent à d'autres puissances, en commençant par celle qui se rapproche le plus de nos possessions.

La Guyane portugaise, restée longtemps inculte et abandonnée, n'a pris que depuis peu d'années un certain accroissement. Après avoir occupé vingt-cinq ou trente lieues de terrain compris entre le fleuve des Amazones et la rivière du Cap du nord, les Portugais parvinrent en 1809 à se faire céder les possessions

françaises, dont une partie nous fut restituée, comme nous l'avons dit, par le traité de 1814. Malgré cette augmentation de territoire, aucun établissement commercial bien considérable n'a été formé, et une vingtaine de bourgs et quelques villages renferment toute la population soumise au gouvernement. La capitale, placée sur la rive orientale du Rio Negro, qui établit des communications entre le fleuve des Amazones et l'Orénoque, ne peut manquer de devenir d'une grande importance, en servant d'entrepôt pour les produits précieux que fournissent les forêts de ces contrées, tels que le cacao, le copahu et le myrte toute épice (*myrthus caryophillata*). Cette contrée, trop faiblement peuplée pour avoir un pouvoir direct sur les événemens politiques, suivra nécessairement la marche du Brésil, et surtout celle des capitaineries du nord.

Le territoire de la Guyane hollandaise fait maintenant partie des possessions anglaises, et s'étend depuis la rivière de Poumarou jusqu'au Marony; il comprend les districts de Surinam, de Démérary, d'Essequebo et de Berbice. Le sol est ex-

trêmement marécageux; mais, par les soins des anciens colons, il est devenu très-fertile. Il paraît que les premiers explorateurs de ce territoire furent une soixantaine d'Anglais, qui n'y firent qu'un
1634. séjour momentané; les Français leur succédèrent quelque temps après et commencèrent un fort qu'ils n'achevèrent point, étant trop affaiblis par leur guerre avec les indigènes pour former un établis-
1640. sement durable. Dix ans après, les Anglais revinrent, s'occupèrent d'agriculture, et formèrent environ cinquante sucreries
1667. dont les Hollandais s'emparèrent ensuite. Le ridicule projet de Ducasse ayant
1689. échoué en 1689, comme nous l'avons dit plus haut, un autre aventurier nommé Cassard partit de Saint-Malo trois ans après et parut devant Surinam; on ne lui opposa que peu de résistance, et il leva sur la colonie une contribution
1726. énorme. A peine l'établissement se relevait-il de la gène où l'avait mis cet événement, qu'il fut exposé à une entière destruction par des ennemis intérieurs. Les noirs fugitifs de diverses habitations avaient formé des défrichemens sur les

rives de la Sarameca. Attaqués par les troupes hollandaises, ils les repoussèrent avec perte, et bientôt portèrent la dévastation dans les habitations d'alentour. Le 1736.
gouverneur, ne pouvant employer des forces suffisantes pour les réduire, se vit contraint de leur adresser des propositions de paix. Comme elles assuraient leur in- 1749.
dépendance elles furent acceptées; mais trop turbulens pour jouir paisiblement de la liberté qu'ils avaient conquise, et leur nombre augmentant sans cesse, ces noirs dangereux portèrent ombrage au gouvernement, qui, afin de sauver la colonie d'une ruine inévitable, se vit obligé d'intervenir sérieusement. Des troupes furent envoyées d'Europe dans le dessein de réduire les insurgés. Le colonel Fourgeoud, homme bizarre et emporté, mais qui ne manquait ni de courage ni de talent, leur livra plusieurs batailles sanglantes. Enfin, repoussés de toutes parts et privés de munitions et des choses les plus nécessaires, ils furent entièrement exterminés. Mais malgré la tranquillité dont la colonie jouit assez constamment depuis cette époque, la secousse terrible

qui agita l'Europe a fait sentir ses effets jusque dans ces régions lointaines, et Surinam a beaucoup perdu de son impor-
1804. tance. Quoique en 1804 la Guyane hollandaise, ainsi que les districts de Berbice et d'Esséquebo, soient passés sous la domination anglaise, ce changement n'a porté aucun notable dommage à ces établissemens, qui paraissent destinés à rester long-temps dans le même état de stagnation.

La Guyane espagnole s'étend le long du fleuve de l'Orénoque, et pourra dans la suite tirer de grands avantages de sa situation; quoique fertile, elle est peu peuplée. Saint-Thomé, sa capitale, est actuellement situé sur les bords de l'Orénoque; elle fut attaquée à plusieurs reprises par les Anglais, les Hollandais et les Français. Dans le changement qui s'est opéré dans la Colombie, la Guyane espagnole a suivi l'impulsion qui avait été donnée à l'ordre des choses; elle est dirigée par un gouverneur colombien qui est sous les ordres de l'intendant, et dont les pouvoirs cessent lorsque celui-ci quitte l'administration.

CHAPITRE VI.

Établissemens des Européens aux Antilles. — Guerres qu'ils ont à soutenir entre eux et contre les Caraïbes. — Acquisition de la partie française de Saint-Domingue par Colbert. — Les Anglais s'emparent des Antilles françaises, au mépris de la neutralité promise. — Événemens qui se passent dans l'Archipel américain jusqu'à la paix de 1783.

En 1525, quarante marins, poussés par l'espoir de faire fortune et commandés par le capitaine Desnambuc, partirent de Dieppe sur un brigantin armé de quatre canons et de quelques pierriers. Attaqués par un galion espagnol entre les îles de Cuba et de la Jamaïque, ils perdirent vingt hommes, les autres gagnèrent l'île de Saint-Christophe, où ils se joignirent à plusieurs Français qui s'y étaient réfugiés à diverses époques, et vivaient en bonne intelligence avec les sauvages. 1525.

Un capitaine anglais, nommé War-

ner, aborda à Saint-Christophe en même temps que Desnambuc, et les deux chefs, sentant la nécessité d'unir leurs forces, se partagèrent l'île. Ils vécurent d'abord en assez bonne intelligence avec les Caraïbes; mais ceux-ci, ayant formé le projet de se débarrasser de leurs hôtes, furent eux-mêmes surpris par les Anglais et les Français qui avaient eu connaissance de leur complot, et on en fit un grand carnage.

Après un séjour de huit mois, les deux chefs ayant laissé les hommes nécessaires à la garde du fort qu'ils avaient construit chacun sur leur terrain, partirent pour aller réclamer le secours de leur patrie.

1627. Le cardinal de Richelieu autorisa Desnambuc et du Rossey à créer une compagnie, avec un privilége de commerce pour vingt ans. Ils partirent de France le 24 février 1627, avec cinq cent trente-deux hommes ramassés de tous côtés et peu propres à la fatigue; une grande partie de ces aventuriers périt dans la traversée faute de vivres, et par les maladies qui en furent la suite.

Les Anglais, au contraire, avaient reçu

un secours de quatre cents hommes, pleins de santé et bien pourvus.

Les deux chefs, après avoir fait divers réglemens dans leurs territoires respectifs, et s'être promis une assistance mutuelle, établirent un commerce de tabac avec les Hollandais, qui leur portaient en échange des vivres et des marchandises à un prix modéré.

La colonie anglaise prospérait à vue d'œil; elle fut bientôt en état de former un nouvel établissement dans l'île de Nièvres, un autre à la Barbude et à la Barbade : celle des Français végétait tristement, quoique du Rossey eût été chercher un autre renfort de cent cinquante engagés; ceux-ci, comme les premiers, avaient péri presque tous faute de soins et de prévoyance. Desnambuc, forcé de repasser en France pour y solliciter de nouveaux renforts, fut très-bien accueilli par Richelieu, qui le renvoya avec trois cents engagés sur l'escadre de M. de Cussac, qu'il expédiait contre l'armement espagnol destiné à détruire la colonie de Saint Christophe, en allant attaquer les établissemens hollandais dans le Brésil.

Pendant ce temps, les Anglais avaient profité de leur nombre pour dépouiller les Français; mais à l'arrivée de l'escadre,
1629. à la fin d'août 1629, ils furent forcés de se renfermer dans les limites fixées par le traité de partage de 1627. M. de Cussac, dans l'attente de l'expédition espagnole, prit possession de l'île de Saint-Eustache, y fit bâtir un fort où il déposa quelques hommes, et ne voyant pas arriver l'expédition, alla croiser dans le golfe du Mexique. Saint-Christophe commençait à
1630. jouir de la tranquillité, lorsque en 1630, Frédéric de Tolède, commandant une flotte de vingt-quatre vaisseaux et quinze frégates, vint l'attaquer. Les Anglais, pour la plupart, se sauvèrent dans les montagnes; et les Français, après une action dans laquelle un neveu de Desnambuc fut tué, allèrent se réfugier, pour la plus grande partie, à Antigue avec Desnambuc, d'autres à Saint-Domingue.

Les Anglais, qui s'étaient retirés dans les montagnes, vinrent ensuite traiter avec les Espagnols, et s'obligèrent à abandonner la colonie. Mais, loin d'exécuter ce traité, après le départ des ennemis, ils ren-

trèrent dans leurs possessions, et, voulant rester seuls les maîtres de l'île, ils attaquèrent un vaisseau français qui se présenta. Ils furent néanmoins battus, et sur ces entrefaites, Desnambuc étant arrivé d'Antigue avec quatre cents hommes, ce commandant força les Anglais à se conformer au traité de partage.

La partie française de Saint-Christophe commençait à prospérer, par les soins de Desnambuc; elle devint même si peuplée, qu'il résolut de former de nouveaux établissemens dans les îles voisines, particulièrement à la Guadeloupe, qu'il trouvait plus à sa convenance. Mais Lolive, son lieutenant, ayant fait sous main visiter la Dominique, la Martinique et la Guadeloupe, que personne n'avait occupées depuis leur découverte, partit pour la France, sur le rapport avantageux qu'on lui avait fait de la Guadeloupe, afin d'aller traiter avec sa Compagnie au détriment de son chef. Arrivé à Dieppe, à la fin de l'année 1634, il s'associa un gentilhomme, 1634.
nommé Duplessis, qui y préparait un petit armement pour les Antilles. Ils réglèrent avec la Compagnie que le cardinal

de Richelieu venait de constituer, le 12 février, qu'ils commanderaient de concert pendant dix ans, dans celle des trois îles où ils s'établiraient, moyennant une redevance du dixième des produits. Arrivés à la Guadeloupe, leurs premiers rapports avec les indigènes furent pacifiques, et même les Caraïbes leur rendirent des services importans. Mais Duplessis étant
1635. mort le 4 décembre 1635, Lolive ne se vit pas plutôt chef unique, qu'il ne se contenta plus de ce que les sauvages voulaient bien lui fournir, il leur fit la guerre pour les dépouiller; et le 26 janvier 1636,
1636. il en massacra un grand nombre. Les Caraïbes, hors d'état de lui résister, se retirèrent à la Grande-Terre, d'où, faisant des incursions continuelles dans les habitations françaises, ils brûlaient les cases, ravageaient les plantations, et réduisirent bientôt la colonie dans l'état le plus déplorable.

Cependant le commandant de Saint-Christophe, Desnambuc, craignant de voir supplanter à la Martinique comme l'avait été à la Guadeloupe par [illegible] tenant, était parti au commenc[illegible]

1635 avec cent hommes d'élite bien acclimatés, faits à la fatigue, et pourvus de tout ce qui pouvait être nécessaire à un premier établissement. Arrivé cinq ou six jours après à la Martinique, que les Indiens nommaient *Mardianna*, il en avait pris possession au nom du Roi, sous l'autorité de la Compagnie, et avait construit en toute hâte, sur le bord de la mer, un fort auquel il avait donné le nom de Saint-Pierre (1). Il était retourné à Saint-Christophe, laissant le sieur Dupont en qualité de lieutenant à la Martinique, avec ordre de conserver la paix avec les sauvages. Mais ces insulaires ne tardèrent pas à venir attaquer la colonie naissante. Dupont les battit, leur tua beaucoup de monde, et les obligea de faire un accommodement.

Cependant, malgré l'état asse[illegible] père où se trouvaient les îles fra[illegible] la Compagnie, obérée et press[illegible]

(1) Le fort royal de la Martiniq[illegible] par les 14° 35′ 49″ de latitude no[illegible] 63° 26′ de longitude occidentale du [illegible] Paris; la ville de Saint-Pierre, par les [illegible] latitude, et par les 63° 32′ 54″ de lo[illegible]

créanciers, ne trouva pas d'autre remède à sa situation que la vente des îles dont elle avait presque abandonné la direction. MM. de Boisseret et Houël achetèrent,
1649. en 1649, pour la somme de 75 mille livres payables en argent et en sucre, la Guadeloupe, Marie-Galande, les Saintes et la Désirade, y compris bâtimens, meubles, instrumens, armes, munitions, bestiaux, etc., s'obligeant à payer les dettes passives de la Compagnie pour gages des agens qu'elle employait dans ces quatre îles.

Le gouverneur de la Martinique, Duparquet, s'étant rendu en France, acheta pour le prix de 60 mille livres la Martinique, Sainte-Lucie, la Grenade et les Grenadins dont il venait de prendre possession.

En 1550, quarante Français, conduits par Rousselan, s'étaient établis à Sainte-Alouzie, aujourd'hui Sainte-Lucie, où leur chef gagna l'amitié des Caraïbes e épousant une de leurs femmes. Mais à mort, qui eut lieu quatre ans après, colonie dépérit, et tout ce qu'il y resta Français fut massacré par les indigènes.

Les Anglais l'occupèrent en 1639, et les Caraïbes des îles voisines s'étant réunis fondirent sur eux au mois d'août 1640, en tuèrent le plus grand nombre, et ruinèrent tous les établissemens; ce qui put échapper à leur vengeance se réfugia à Mont-Serrat.

Quelque temps après, Duparquet, con- 1650.
vaincu que la frayeur ne leur permettrait plus de retourner à Sainte-Lucie, envoya un détachement pour s'y établir.

La même année, une autre expédition partit de la Martinique par ses ordres, pour fonder une colonie à la Grenade.

La Compagnie, qui s'était déjà défait de la plus grande partie de ses établissemens dans les Antilles, vendit à *la Religion de Malte*, le 24 mai 1651, pour la 1651.
somme de 120,000 livres, la partie française de Saint-Christophe, celle de Saint-Martin, l'île de Saint-Barthélemy, ainsi que celles de Sainte-Croix (1) et de la Tortue, dont les établissemens avaient été créés en 1648 par le commandeur de

(1) L'île de Sainte-Croix appartient aux Danois, qui ne possèdent avec elle que Saint-Thomas et Saint-Jean; elle est très-malsaine.

Poinci, qui fut confirmé par le grand-maître de Malte dans sa charge de commandant général.

Après la vente, les acquéreurs des colonies en devinrent les souverains absolus sous le titre de *seigneurs-propriétaires*, ne reconnaissant d'autorité supérieure que celle du roi.

1654. Vers cette époque (1654), les Hollandais, forcés par les Portugais d'évacuer les côtes du Brésil, s'étaient retirés à la Guadeloupe, à la Martinique et dans les îles voisines, où ils avaient formé plusieurs établissemens. Les Caraïbes voyant multiplier les usurpateurs entreprenans, voulurent tenter de nouveaux efforts pour s'en débarrasser; ils firent différentes irruptions à Marie-Galande, à Sainte-Lucie et à la Grenade; massacrèrent beaucoup d'habitans, et portèrent la majeure partie de leurs forces contre la Martinique. Duparquet faillit succomber sous leurs coups, mais à l'aide de quatre vaisseaux de guerre hollandais, qui abordèrent dans la rade de Saint-Pierre et lui donnèrent des secours, il battit les Caraïbes, parvint à les chasser, et l'année

suivante il les contraignit à lui demander la paix.

La même année, Cromwel, voulant se venger des cruautés commises par les Espagnols contre les Anglais aux îles de Saint-Christophe, de la Tortue et de Sainte-Croix, envoya dans ces mers une escadre forte de soixante-dix voiles et de dix mille combattans pour les attaquer et faire respecter le pavillon britannique dans le Nouveau-Monde. Cet armement ayant échoué dans les deux tentatives faites contre la Véra-Cruz et la Havane, se présenta devant la Guadeloupe où il n'eut pas un plus heureux succès. Enfin cette flotte, pour se dédommager de l'inutilité de ses efforts, se dirigea vers la Jamaïque, qu'elle attaqua en mai 1655, et 1655.
où elle trouva à peine quinze cents Espagnols. Le Protecteur, par cette conquête, prépara à sa nation une source abondante de richesses. Cette île, qui sous le gouvernement espagnol n'avait fait que languir, devint bientôt florissante par la sage administration de Dodley. Mais sa prospérité fut assurée lorsque Charles II ayant été appelé au trône par

la nation qui en avait précipité son père, il s'établit à la Jamaïque un gouvernement civil, modelé comme dans les autres îles sur celui de la métropole. Cependant ce ne fut qu'en 1682 que se forma ce corps de lois qui tient aujourd'hui la colonie en vigueur.

Avant qu'aucune de ces lois eût été établie, la colonie avait acquis une assez grande célébrité. Quelques aventuriers, autant par haine ou jalousie nationale que par inquiétude d'esprit et besoin de fortune, attaquèrent les vaisseaux espagnols, et dévastèrent les côtes du Nouveau-Monde. C'était à la Jamaïque qu'étaient toujours portées, par les nationaux et souvent par les étrangers, les dépouilles du Mexique et du Pérou. Ils trouvaient dans cette île toutes les facilités possibles, soit pour débarquer, soit pour dépenser à leur gré le butin de leurs courses. Ainsi la colonie s'enrichissait des vices qui étaient la source et la ruine de leurs trésors.

Quand cette race exterminante fut éteinte, les fonds qu'elle avait laissés devinrent la base d'une nouvelle opulence, par la facilité qu'ils donnèrent d'entretenir

un commerce interlope avec les possessions espagnoles. Cette veine de richesses, qu'on avait ouverte vers 1672, s'accrut successivement et très-rapidement dans les dernières années du siècle.

Mais enfin, la civilisation faisant de plus grands progrès, on sentit la honte d'un tel commerce, et la Jamaïque commença à s'occuper de cultures. La première à laquelle elle se livra fut celle du cacao, que les Anglais avaient trouvée bien établie parmi les Espagnols; elle prospéra pendant long-temps, mais les arbres étant morts pour la plupart, on leur substitua l'indigo. Cette plante fut ensuite remplacée par le coton, qui eut un succès rapide et toujours suivi, parce qu'il trouva sans interruption un débouché avantageux en Angleterre. L'art de cultiver le sucre ne fut connu à la Jamaïque qu'en 1668, et y fut porté par quelques habitans de la Barbade. L'un d'entre eux, Thomas Moddifort, par son activité, ses capitaux, son intelligence, fut celui qui donna le plus grand crédit à cette culture. Avec le temps, il sortit de cette possession une grande abondance de

sucre, inférieur à la vérité à celui que l'on fabriquait dans la plupart des autres colonies, mais dont le rhum avait une supériorité marquée. La guerre de 1756 fut une source de fortune pour la Jamaïque. Les négocians anglais, enrichis des dépouilles de la France, enlevées par trahison et sans déclaration de guerre, furent en état de faire de grosses avances et de longs crédits aux cultivateurs. Les colons eux-mêmes, animés par le découragement des colons français, dont les travaux avaient jusqu'alors été si heureux, profitèrent avec chaleur des facilités que des événemens inattendus mettaient dans leurs mains. La paix n'arrêta pas l'impulsion reçue.

San-Jago de la Vega, que les Anglais ont appelé *Spanishtown*, fut la capitale de l'île jusqu'en 1756. A cette époque, l'amiral Knowles jugeant cet arrangement contraire au bien public, fit décider par l'assemblée générale, que tous les ressorts, tous les pouvoirs de l'administration seraient réunis à Kingstown.

L'intérieur de l'île, nommé les *Montagnes-Bleues*, est presque inaccessible.

Ces montagnes sont occupées, depuis la conquêtes, par des nègres marons qu'on tenta vainement de détruire. En 1739 on fit un traité avec eux, d'après lequel on reconnut leur indépendance; depuis ce temps on leur a toujours fourni des munitions et payé un tribut pour conserver la tranquillité : ils sont fidèles à leur promesse de ne recevoir parmi eux aucun autre nègre maron.

Depuis l'occupation des Antilles, la nation belliqueuse des Caraïbes avait toujours combattu vaillamment pour repousser l'esclavage; souvent vaincue, mais se vengeant quelquefois avec cruauté de sa défaite même ou des injustices qu'elle éprouvait de la part des Européens, elle n'avait cessé de les inquiéter et de leur faire payer chèrement leur usurpation. Enfin le 31 mai 1660, la paix générale, 1660.
traitée par le bailli de Poinci et les Anglais, pour les îles de l'une et l'autre nation, fut conclue avec les sauvages, par l'intermédiaire de M. Houel. Les Caraïbes y accédèrent, en abandonnant à leurs vainqueurs toutes les îles, à l'exception de la Dominique et de Saint-Vincent,

qu'ils se réservèrent pour y concentrer les restes de leur malheureuse population, réduite à environ six mille individus.

Cependant les Antilles françaises devenues la propriété de familles particulières, n'avaient pas cessé d'être victimes de dissensions produites par l'intérêt, la jalousie et l'orgueil. Toutes les intrigues qui avaient été employées avaient dévoilé à la cour mille petits secrets qui la mirent en droit de déposséder, avec justice, tous les seigneurs-propriétaires d'îles. En conséquence, un arrêt du conseil, daté du 17
1664. avril 1664, mais qu'on tint secret jusqu'au mois de juillet, les obligea de produire devant le conseil les contrats de leurs acquisitions, pour être remboursés du prix d'achat, ainsi que des dommages qui auraient pu être causés, ou des améliorations qui auraient été faites.

Un édit du roi, du mois de mai, établit une Compagnie, qui, pendant quarante ans, devait avoir, à l'exclusion de tous autres, le droit de commerce et de navigation dans les mers de l'Amérique et de l'Afrique, avec tous les priviléges propres à lui assurer les plus grands suc-

cès; et, pour donner à la noblesse les moyens de s'enrichir, il fut décidé, par ordonnance, que les associés de la Compagnie ne dérogeraient point à leurs titres.

Prouville de Traci, nommé, le 19 novembre 1663, lieutenant général pour le Roi, de tous les établissemens français d'Amérique, fut chargé de prendre possession des Antilles avec les troupes de S. M. Ce général partit le 26 février, alla d'abord occuper Cayenne, qui était entre les mains des Hollandais : il quitta cet établissement le 25 mai, pour venir aux Antilles. A son arrivée à la Martinique, le 1er juin, il y fut parfaitement accueilli et reconnu dans tous ses droits, ainsi qu'à la Guadeloupe, où il arriva la 23 juin. D'après l'estimation faite sur les lieux, il fut remboursé aux propriétaires 120,000 liv. tournois pour l'île de la Martinique et celle de Sainte-Lucie, 100,000 liv. pour la Grenade et les Grenadins, 120,000 liv. pour la moitié de la Guadeloupe et la totalité de celle de Marie-Galande et de la Désirade. Houël fut le seul qui s'obstina à ne pas vendre sa moitié de la Guade-

loupe; il demeura dans la jouissance de tous ses droits, à l'exception du gouvernement. La Compagnie acheta de l'ordre de Malte, les îles de Saint-Christophe, de Sainte-Croix, de Saint-Martin, de Saint-Barthélemy et de la Tortue, pour la somme de 500,000 liv. tournois. Le ministre Colbert acquit aussi, vers la même
1665. époque, la portion de Saint-Domingue qui devait devenir la plus importante des colonies françaises.

Une partie des Français et des Anglais, chassés de Saint-Christophe, en 1630, par l'escadre espagnole de Frédéric de Tolède, s'était réfugiée dans la petite île de la Tortue, à deux lieues au nord de Saint-Domingue; la facilité de se procurer les choses nécessaires à la vie, et une position aisée à défendre, les invitèrent à s'y fixer. Des Hollandais et un grand nombre d'aventuriers vinrent bientôt les y joindre. Leur principale occupation était de faire la guerre aux bœufs sauvages, extrêmement multipliés à Saint-Domingue depuis que les Espagnols les y avaient apportés. Ces chasseurs s'appelèrent *Boucaniers*, du nom d'une espèce

de gril nommé boucan, sur lequel ils rôtissaient les viandes dont ils se nourrissaient sans manger de pain. Ils conservaient avec soin tous les cuirs, et les vendaient aux Hollandais. Les Espagnols, qui ne voyaient pas avec plaisir ces aventuriers établis dans leur voisinage et chasser sur leurs terres, firent un armement contre la Tortue. Ils abordèrent dans l'île au moment où ceux qui étaient en état de la défendre se trouvaient occupés de la chasse à Saint-Domingue, et égorgeant les femmes, les enfans, les vieillards, ils détruisirent tous les établissemens. Instruits de ce cruel événement, les boucaniers choisirent pour chef un Anglais nommé Willis, reprirent possession de la Tortue à la fin de 1738 et s'y fortifièrent. Bientôt, poursuivant leur vengeance contre les Espagnols, pour lesquels ils avaient conçu une haine implacable, ils s'associèrent un grand nombre d'Européens, dont le métier était d'attaquer et de dépouiller les galions d'Espagne quand ils revenaient chargés d'or, d'argent ou de denrées précieuses; et, réunis à beaucoup de colons qui fuyaient les privilèges

exclusifs auxquels on les assujettissait, ils firent des incursions chez les Espagnols et réduisirent leurs colonies à un état de détresse extrême. Ayant tous adopté le métier de forban pour leur faire une guerre d'extermination, ils portèrent au loin la terreur du nom de *flibustiers*, qu'ils s'étaient donné sans qu'on en connaisse l'origine. Après une longue suite de succès et de revers, les flibustiers français demeurèrent maîtres de l'île de la Tortue, et s'étendirent sur la côte septentrionale de Saint-Domingue, qu'ils conservèrent toujours depuis, tandis que les flibustiers anglais allèrent se fixer à la Jamaïque. En temps de guerre, ils prenaient leurs commissions, les uns du général français résidant à Saint-Christophe, ou du gouverneur de la Tortue, les autres du général anglais, en payant le dixième de leurs prises. En temps de paix, ils se contentaient d'une permission de chasse et de pêche, et sous le nom de chasseurs et de pêcheurs ils pillaient les Espagnols sur terre et sur mer. Leur courage indomptable leur faisait affronter les plus grands périls et les en délivrait

presque toujours. Le bruit de leurs exploits et de leur pillage avait attiré parmi eux une foule d'aventuriers de tous les pays, qui les mirent en état de faire des expéditions formidables sur toutes les mers du Sud et du Nord. Les îles de Saint-Domingue, de la Tortue, de la Jamaïque, devinrent les arsenaux de leurs armemens, et l'entrepôt des richesses immenses que leurs crimes et leur rare intrépidité leur procuraient, et qu'ils dissipaient au sein de la débauche la plus effrénée.

La côte nord de Saint-Domingue et l'île de la Tortue ne commencèrent qu'en 1665, comme nous l'avons dit plus haut, à fixer les regards de la France; les aventuriers s'y rencontraient alors en grand nombre; mais on y comptait à peine quatre cents cultivateurs. D'Ogeron fut présenté par la Compagnie et accepté par le ministre Colbert pour gouverner cette colonie. Il avait long-temps vécu avec les flibustiers, qui avaient conçu pour lui le plus profond respect. Il administra son gouvernement avec tant de sagesse qu'il parvint à fixer l'esprit remuant des aven-

turiers, et qu'au bout de quatre ans le nombre des colons surpassait quinze cents. Il avait formé le projet de soumettre l'île entière à la France, et était occupé à faire agréer son plan au ministre lorsque la mort l'enleva en 1675. Cet excellent administrateur peut être regardé à juste titre comme le fondateur de cette précieuse colonie.

Les autres flibustiers continuèrent à remplir l'univers du bruit de leurs exploits; le dernier qu'ils firent, en 1697, fut la prise et le pillage de Carthagène, ville la plus fortifiée de toute l'Amérique; ils y débarquèrent le 15 avril, sous les ordres de M. de Pointis, chef d'escadre, qui rentra à Brest le 9 août. A la fin de leur expédition, les flibustiers tombèrent au milieu d'une flotte anglaise et hollandaise alliée de l'Espagne, qui les écrasa. Disséminés alors dans tout le Nouveau-Monde, et voyant leurs chefs appelés à des emplois dans leur patrie, les flibustiers renoncèrent à leur étonnante réunion pour se donner au roi de France, dont ils étaient en partie nés sujets. Les uns consacrèrent leurs armes à la défense

de leur pays, les autres leur industrie au commerce ou à la culture.

L'île de Saint-Domingue était alors gouvernée par le comte de Boissy, qui s'acquittait de son emploi avec beaucoup de zèle et d'habileté, et eut plusieurs fois à lutter contre les Anglais et les Espagnols alors leurs alliés. Enfin la paix de Ryswick, conclue en 1697, mit un terme aux différends. Par ce traité, l'Espagne céda pour la première fois aux Français la partie occidentale de Saint-Domingue.

A cette époque, la colonie anglaise de 1666.
Sainte-Lucie, que les maladies, la famine et la guerre des sauvages avaient réduite à quatre-vingt-neuf individus, de quinze cents dont elle était composée, abandonna une seconde fois cette île le 6 janvier, après en avoir détruit tous les établissemens. Les Anglais, pour se dédommager de cette perte, s'emparèrent de l'île de Tabago dont ils dépouillèrent les Hollandais; mais ils la leur restituèrent en 1677.

Les nègres esclaves venaient à peine d'être introduits aux colonies, que, pour augmenter la population noire et favo-

1673. riser la Compagnie, qu fit des concessions avantageuses à ceux qui voudraient profiter du droit de faire la traite.

Mais on eut beau combler de faveur cette nouvelle Compagnie, elle fut toujours languissante; la contrebande, la guerre déclarée à la Hollande le 7 avril 1672 et l'infidélité de ses agens lui portèrent les derniers coups.

1674. Au bout de dix ans d'exercice, elle se trouva endettée de 3,523,000 livres tournois, et fut forcée de se dissoudre. Le Roi la révoqua au mois de décembre 1674, se chargea d'éteindre sa dette et de lui rembourser son capital, montant à 1,287,185 livres.

Ainsi furent réunies à la masse de l'état ces possessions importantes qui lui avaient été étrangères jusqu'alors, et qui n'auraient jamais dû connaître d'autre joug que celui de la mère-patrie. Cet événement avait fait renaître l'espoir dans l'âme de tous les colons; mais les préjugés et l'ignorance ne tardèrent pas à opposer au développement de l'industrie des entraves insurmontables.

1686. A la demande de la France, l'Angle-

terre avait conclu un traité par lequel il était statué qu'en cas de guerre entre les deux états, *la neutralité la plus absolue serait observée à l'égard des colonies du Nouveau-Monde.* Ces conventions, rassurantes pour des pays essentiellement agricoles, ne furent observées qu'autant que les Anglais n'eurent pas intérêt de les violer. En effet, quelques années après ils 1691.
s'emparèrent de Marie-Galande, qu'ils dévastèrent, et vinrent attaquer la Guadeloupe, dont ils se seraient aussi rendus maîtres sans la valeur de la Malmaison, qui, enfermé dans le fort Saint-Charles, fit une vigoureuse résistance et donna le temps au marquis d'Eragny, gouverneur général, d'arriver de la Martinique avec un renfort. Les Anglais, contraints à lever le siége, dévastèrent en se retirant tous les quartiers qu'ils avaient occupés; ils évacuèrent Marie-Galande de la même manière.

Les Antilles françaises commençaient 1702.
à peine à se ressentir des bons effets de la paix de Ryswick, lorsqu'une nouvelle guerre vint encore les mettre à la merci de leur ennemi le plus implacable. Avant

même la déclaration de guerre, les Anglais pillèrent la partie française de Saint-Christophe, qui, ne s'attendant à aucune hostilité, n'était pas sur la défensive. Tout ce qu'il y avait de Français fut transporté à la Martinique, et les Anglais, restés seuls maîtres de l'île, s'en firent assurer la possession par le traité d'Utrecht, en 1713.

1703. Dans les premiers jours de mars l'ennemi parut devant Marie-Galande, dont il s'empara le 6. Le 18 du même mois il se présenta devant la Guadeloupe avec une escadre composée de sept vaisseaux, une frégate, plusieurs transports, en tout quarante-cinq voiles. Le 20, les Anglais débarquèrent à l'anse de Bouillante, et brûlèrent et saccagèrent le bourg et ses environs. Ayant ensuite effectué des descentes sur plusieurs points, ils commencèrent leurs opérations militaires. Des secours venus de la Martinique mirent les Français en état de se mesurer avec l'ennemi, qui, après plusieurs engagemens, se trouvant avoir essuyé une perte de dix-neuf cent soixante-quatre hommes tués ou mis hors de combat, prit le parti

de se rembarquer; mais selon son barbare usage ce ne fut qu'après avoir mis le feu partout.

Le Roi, pour faire une diversion qu'il pensa devoir être utile à ses armes en Europe, fit passer une escadre aux Antilles. Cette division, forte de douze vaisseaux, une frégate et vingt-et-un bâtimens légers, avait à bord sept cents hommes de troupes de débarquement, auxquels on en joignit douze cents autres tirés des garnisons des colonies. Elle mit à la voile le 2 avril 1706, attaqua et prit par capitulation les îles de Saint-Christophe et de Nièvres, les rançonna, et rentra à la Martinique après cette expédition.

La paix d'Utrecht ayant enlevé à la 1713.
France une grande partie de ses importantes possessions du nord de l'Amérique, Terre-Neuve, l'Acadie et la baie d'Hudson, réveilla sa sollicitude en faveur de celles qui lui restaient. Les Antilles devinrent l'objet plus particulier de sa protection; le commerce, auquel plus de liberté fut accordée, y reçut de nouveaux développemens, aussi ne tardèrent-elles pas à devenir plus florissantes. La culture

du café, qui commença de se propager à
la Martinique dès l'année 1723, et à la-
quelle les Anglais ne se livrèrent que dix
ans plus tard, fut aussi pour nos établis-
semens une source abondante de prospé-
1741. rité. Mais la guerre de la succession d'Au-
triche, glorieuse à la France continentale,
devint funeste à ses colonies par la né-
gligence que le cardinal de Fleuri avait
apportée à l'entretien de la marine. Les
Anglais, dont les escadres parcouraient li-
brement les mers, abattirent entièrement
notre commerce. Tout tendait à une ruine
1748. prochaine, lorsque la paix d'Aix-la-Cha-
pelle vint mettre un terme aux souffrances
des Antilles. Mais l'espoir qu'elle avait fait
naître fut de bien courte durée; les An-
glais, jaloux de la facilité et de la promp-
titude avec lesquelles la France réparait
ses désastres, renouvelèrent les hostilités
1755. dans le Canada qu'ils convoitaient, en-
voyèrent à l'improviste et sur toutes les
mers des bâtimens de guerre pour se sai-
sir de tous les navires français naviguant
1756. sur la foi des traités. La France indignée
fit de grands armemens, et les affaires
changèrent bientôt de face. Les Anglais,

battus en Canada furent menacés d'une invasion. Ils perdirent Port-Mahon, et La Galissonnière remporta sur eux cette victoire navale qui fit condamner à mort l'amiral Bing.

Cependant la France était trop sérieu- 1758.
sement occupée en Europe pour veiller avec succès à la sûreté de ses colonies. Ses possessions dans l'Inde, en Afrique et sur le continent américain tombèrent au pouvoir des Anglais, qui envoyèrent une escadre avec des troupes de débarquement pour soumettre les Antilles.

La flotte se présenta devant la Marti- 1759.
nique le 15 janvier; elle opéra le lendemain deux débarquemens. Mais les habitans encouragés par le gouverneur général, le marquis de Beauharnais, se portèrent en foule au-devant de l'ennemi, lui firent éprouver une perte considérable et le forcèrent à se rembarquer. L'escadre, après avoir éprouvé des avaries, fit voile pour la Guadeloupe, où elle parut le 20 janvier.

Le 22, les Anglais bombardèrent et canonnèrent la ville et le fort de la Basse-Terre; ensuite ils opérèrent un débarque-

ment dans la partie de la ville appelée Saint-François, qu'ils incendièrent. Après plusieurs actions dans lesquelles les Français se retirèrent presque sans combattre, la Guadeloupe se rendit par capitulation, au moment où elle recevait de la Martinique un renfort qui s'était fait attendre trop long-temps.

Une nouvelle expédition ennemie, sous les ordres de l'amiral Rodney et du général Monkton, attaqua la Martinique,
1762. s'en empara le 13 février 1762, et toutes les possessions françaises aux îles du Vent se trouvèrent au pouvoir de S. M. Britannique.

Le honteux traité de 1763, dicté par l'esprit léger et capricieux d'une maîtresse en titre, consacra l'empire absolu de l'Angleterre en faisant passer entre ses mains toutes les possessions françaises de l'Inde et de l'Amérique septentrionale. L'Angleterre acquit en outre, à titre de propriété, l'île de la Dominique, où il n'y avait d'autres Européens que des Français, et que des motifs du plus haut intérêt, relativement à la Guadeloupe et à la Martinique, n'auraient jamais dû

permettre à la France de céder à sa rivale. Celle-ci obtint encore l'île neutre de Saint-Vincent; et en échange de tant de concessions, ce traité nous rendit la Martinique et la Guadeloupe avec ses dépendances. Les Anglais, avec leur bonne-foi ordinaire, différèrent plus de trois mois la restitution de cette colonie, pour se donner le temps d'enlever tout ce qui était à leur convenance.

Le commerce des Antilles était devenu florissant, la culture faisait des progrès rapides, lorsqu'une guerre qui n'eut que les colonies pour objet, vint paralyser tant de prospérité. Les établissemens anglais dans l'Amérique septentrionale venaient de proclamer leur indépendance. La cour de Versailles, depuis long-temps irritée des perfidies du cabinet britannique et surtout de ces paroles fameuses prononcées en 1764 par lord Chatam en plein parlement : « Que deviendrait « l'Angleterre si elle était toujours juste « envers la France? Craignez, réprimez « la maison de Bourbon! » reconnut l'indépendance des États-Unis, et dès-lors elle dut se préparer à la guerre. 1778.

On vit bientôt les amiraux d'Estaing, Lamothe-Piquet, de Grasse et de Vaudreuil faire flotter dans l'Archipel américain le pavillon français triomphant. Le marquis de Bouillé, gouvernerneur de la Martinique, s'empara le 8 septembre de la Dominique; mais l'escadre de Destaing ne put empêcher les Anglais de se rendre maîtres de Sainte-Lucie le 12 décembre. Destaing prit sa revanche bientôt après; il s'empara de Saint-Vincent
1779. le 19 juin, et de la Grenade le 4 juillet.

Tabago était tombée au pouvoir des
1781. Français le 2 juin, quand l'amiral Rodney se présenta le 3 février devant Saint-Eustache. Le gouverneur hollandais, qui ignorait que sa nation fût en guerre avec l'Angleterre, pris au dépourvu et sans troupes, fut obligé de se rendre à discrétion. Les Anglais traitèrent cette colonie avec une rigueur qu'on semblait ne pas avoir à craindre d'une nation policée.

Le marquis de Bouillé, parti de la Martinique avec trois frégates, se présenta, dans la nuit du 26 novembre 1781, au vent de Saint-Eustache, qui n'est abordable que par le côté opposé, mit à

terre, avec les plus grandes difficultés, les troupes qu'il avait à bord sous le commandement du colonel Dillon. Ce brave général gravit à leur tête le roc qui domine la côte, au milieu de précipices affreux, et à la pointe du jour il fut maître du fort et de la ville. Sept cents Anglais se rendirent à trois cent cinquante français, et le pavillon des états-généraux fut 1782.
de nouveau arboré à Saint-Eustache, à Saba, et dans la partie hollandaise de Saint-Martin.

La chute de Saint-Christophe, de Nièvres, de Mont-Serrat, tombées les 12 et 22 février sous les coups de M. de Bouillé, et les succès des escadres françaises dans toutes ces mers, avaient mis en attente de voir succomber le boulevard de la puissance des Anglais aux Antilles, la Jamaïque, dont la prise aurait consolidé la suprématie maritime que la France avait déjà conquise; mais le fameux combat naval livré entre le comte de Grasse et l'amiral Rodney, le 12 avril 1782, détruisit cet espoir et fit reprendre à l'Angleterre sa prépondérance maritime.

La paix avec la Grande-Bretagne mit 1783.

enfin un terme au fléau destructeur qui ravageait le monde, et consolida l'indépendance des États-Unis d'Amérique. Le cabinet de Versailles acquit en Afrique, le Sénégal; dans l'Inde, on lui restitua toutes les prises qui avaient été faites; en Amérique, il fut admis aux pêcheries de Terre-Neuve, et obtint les deux îles de Saint-Pierre et de Miquelon; dans les Antilles, l'île de Tabago lui fut cédée, et il y eut promesse réciproque de conclure, dans l'espace de deux années, un traité de commerce.

1784. Le 20 octobre, MM. de Clugny et de Fourquier firent la remise à la Suède de l'île Saint-Barthélemy, une des dépendances de la Guadeloupe, cédée pour obtenir la faculté de déposer des marchandises françaises dans le port de Gothembourg, et de les réexporter sans payer de droits. La position de cette île donna une grande facilité pour le commerce interlope entre la Guadeloupe et Saint-Barthélemy, ce qui contraria souvent les vues du gouvernement.

1786. La France n'était pas dans une situation à pouvoir espérer quelque avantage

de ses relations d'amitié avec sa rivale. La diplomatie, marchant dans les voies tortueuses que suivent toujours les gouvernemens faibles, semblait vouloir hâter la ruine du royaume. Son *succès* fut remarquable dans l'onéreux pacte de commerce conclu avec l'Angleterre. Les ministres cependant ne devaient pas ignorer que Colbert avait refusé ce traité en 1669, que ce refus s'était renouvelé en 1715, et que Montesquieu, ce penseur éclairé, avait dit : *Que la France ne devait jamais faire de traité de commerce avec l'Angleterre qu'à coups de canon.*

CHAPITRE VII.

Effets que produisent aux Antilles les premières nouvelles de la révolution française. — Révolte des noirs à Saint-Domingue. — Guerre avec l'Angleterre. — Les Anglais reconnaissent la neutralité de Saint-Domingue. — Expédition du général Leclerc. — Saint-Domingue, sous le nom d'Haïti, se déclare indépendante. — Suite de l'histoire des Antilles.

1789. Cependant les colonies jouissaient d'une paix profonde; leurs habitans de toute classe et de toute couleur, occupés de culture et de commerce, paraissaient satisfaits de leur situation, lorsqu'on reçut aux Antilles la nouvelle des premiers événemens de la révolution française. Bientôt les esprits entrèrent en effervescence, chacun songea à ses propres intérêts. Les hommes de couleur, qui avaient été jusque-là attachés comme cliens à la première classe des colons, dont ils avaient l'habitude de rechercher le patronage, voulurent à leur tour obtenir la jouissance

des droits qu'on déclarait être l'attribut essentiel de tous les hommes. Les nègres libres firent valoir les mêmes prétentions. Cette différence de vues et d'intérêts produisit des haines et des discordes qui bientôt déchirèrent les colonies, et firent éclater à la Martinique et à Saint-Domingue une déplorable guerre civile.

Dès qu'on fut informé à Paris du désordre qui régnait dans les Antilles, l'assemblée nationale, craignant qu'elles ne se déclarassent indépendantes, prononça, par un décret du 8 mars, que dans ses déclarations sur l'égalité des droits des citoyens français, elle n'avait jamais eu l'intention de comprendre les colonies. 1790.
Mais la commotion était donnée, il ne fut plus possible d'en arrêter les effets; les troubles continuèrent. Ce fut en vain que l'assemblée nationale envoya des commissaires pacificateurs; ils furent obligés de se retirer sans avoir pu remplir le but de leur mission.

L'assemblée nationale, séduite par l'espoir de ramener les colons à la soumission en rabaissant leur vanité et leur crédit, voulant d'ailleurs consacrer les

principes du droit naturel qu'elle avait
reconnus, publia un décret, dans le cou-
1791. rant du mois de mai, portant que tous
les gens de couleur, résidant dans les co-
lonies françaises et nés de parens libres,
auraient droit aux mêmes priviléges que
les citoyens français. Cet arrêté porta l'ef-
froi dans les Antilles, et produisit à Saint-
Domingue un embrasement universel.
Dans la ville du Cap, on résolut à l'una-
nimité de refuser le serment civique, et
la cocarde nationale fut foulée aux pieds.
Les mulâtres alarmés se mirent sous les
armes. Le 23 août, avant la pointe du
jour, le bruit se répandit dans toute la
ville que les esclaves noirs des paroisses
voisines s'étaient révoltés, et qu'ils por-
taient la désolation et le carnage dans
toutes les plantations. Lorsque le jour
commença à paraître, une foule de gens
échappés au massacre, vinrent se réfugier
dans la ville. On reconnut bientôt que les
nègres agissaient de concert : dès-lors la
consternation fut générale; les citoyens
prirent les armes, et l'assemblée coloniale
conféra au gouverneur le commandement
de la garde nationale. Un nombre consi-

dérable de mulâtres libres qui étaient dans la ville, craignant la fureur de la populace, se joignit aux blancs; tous les marins du port se réunirent aux habitans, et on les soumit à une espèce de discipline militaire. M. Touzard, qui s'était distingué dans le nord, à la tête des Américains, prit le commandement de la milice et des troupes de ligne, et attaqua un corps de quatre mille nègres. Il en fit un carnage affreux; mais comme ils reparaissaient toujours avec de nouvelles forces, il se vit enfin obligé de battre en retraite. Malgré toutes les précautions que l'on prit pour défendre les approches de la ville, elle aurait été détruite infailliblement, si les noirs avaient eu quelque connaissance dans l'art militaire.

On avait transmis au plus vite la nouvelle de la révolte aux différentes paroisses, et dans plusieurs les colons étaient parvenus à se mettre en état de défense; mais les nègres, réunis aux mulâtres, surmontèrent tous les obstacles. Toute la riche et vaste plaine du Cap et des montagnes voisines furent abandonnées à l'ennemi, qui exerça les plus horribles cruau-

tés sur les blancs tombés entre ses mains.

Dans cette terrible guerre, le sang humain coula par torrens : deux mille blancs de tout âge et de tout sexe furent massacrés. Plus de dix mille insurgés périrent soit par le fer soit par la famine, et quelque centaines reçurent la mort de la main du bourreau.

La révolte, qui jusque-là ne s'était guère manifestée que dans le nord, éclata bientôt dans les provinces de l'ouest. Les détachemens qu'on envoya contre les rebelles furent repoussés, et le pays, dans un espace de plus de trente milles, fut ravagé par le fer et par la flamme. Un traité, connu sous le nom de *concordat*, suspendit les hostilités pour quelque temps ; mais l'assemblée nationale ayant annulé son décret du 15 mai, les mulâtres et les noirs recommencèrent la guerre avec une nouvelle fureur, et les affaires prirent un caractère effrayant.

1792. Cependant, par un nouveau décret du 28 mars, l'assemblée législative reconnaissant que les hommes de couleur et les nègres libres des colonies devaient jouir, ainsi que les colons blancs, de l'égalité

des droits politiques, envoyait dans les îles Antilles, sept commissaires pour faire exécuter ses ordres. Le général de division Rochambeau, fils du maréchal de ce nom, fut nommé commandant général des îles du Vent, à la Martinique; le général Collot fut appelé au gouvernement de la Martinique, et le général Ricar à celui de Sainte-Lucie.

La frégate *la Sémillante*, capitaine Bruix, eut la mission d'escorter à la Martinique le convoi qui portait, avec les trois généraux, quatre commissaires civils nouvellement nommés, mille hommes de troupes de ligne et mille gardes nationaux. L'expédition partit de Lorient le jour même de la catastrophe du 10 août.

Dans les premiers jours de septembre, une lettre venue de l'île anglaise de Mont-Serrat, annonça à la Basse-Terre que les Prussiens et les Autrichiens étaient entrés à Paris, et que la contre-révolution était faite en France. Au milieu de l'agitation qu'excita cette nouvelle, le capitaine de la frégate *la Calypso*, arrivant de la Martinique, demanda au commandant de la Guadeloupe, M. Darros, la permission

d'arborer le drapeau blanc. Après beaucoup de difficultés de la part du gouverneur, le pavillon blanc fut hissé à bord de la frégate, et appuyé de vingt-et-un coups de canon. Cet exemple séduisit la population ; le gouverneur fut entraîné, et les anciennes couleurs de la France furent arborées à la Guadeloupe.

La Calypso remit aussitôt à la voile pour porter ces nouvelles à la Martinique, où M. de Behague et tous les commandans des bâtimens de la station s'empressèrent de reprendre le pavillon blanc.

Sainte-Lucie et Marie-Galande furent les seules îles qui restèrent fidèles aux trois couleurs.

Dans cet état de choses, l'expédition partie de France, parut le 16 septembre devant la Martinique ; mais voyant flotter des couleurs différentes des siennes, l'expédition prit le large et se rendit à Saint-Domingue, où elle mouilla dans la rade du Cap le 28 septembre. Ce secours inespéré mit les commissaires civils de Saint-Domingue à même de déjouer le projet de contre-révolution dont ils étaient menacés, et ils nommèrent le général Ro-

chambeau gouverneur de la colonie, en attendant les ordres de la métropole. Plusieurs actes de rigueur, et l'autorité illimitée à laquelle prétendaient les commissaires, répandirent la terreur dans toute la colonie. On soupçonnait l'assemblée nationale de projeter, comme elle le fit depuis, l'affranchissement général des nègres. Tous les partis laissèrent alors éclater leur mécontentement.

1793. Les commissaires s'étant rendus dans la partie de l'ouest, pour apaiser une insurrection assez alarmante, étaient parvenus à réduire à l'obéissance Port-au-Prince et Jacmel. Ils s'étaient retirés à Santo-Dominguo, lorsqu'une scène d'horreur vint glacer d'effroi tous les blancs de l'île. Le 21 juin, un corps de trois mille noirs révoltés entra dans la ville du Cap, fit un massacre général des hommes, des femmes et des enfans : tous les colons blancs qu'on put découvrir reçurent la mort, et plus de la moitié de la ville fut détruite par les flammes.

Pendant que ces choses se passaient à Saint-Domingue, les îles de la Guadeloupe et de la Martinique, détrompées

sur la nouvelle de la contre-révolution, rentraient sous la domination de la république, reconnaissaient ses agens, et faisaient le nouveau flotter le pavillon tricolore. Les généraux Ricard et Collot prenaient possession de leurs gouvernemens respectifs; et Rochambeau, que les horreurs commises à Saint-Domingue avaient déterminé à s'en éloigner, s'était rendu à la Martinique, où il remplit de suite ses fonctions de gouverneur général.

Les affaires de Saint-Domingue étaient loin de présenter un coup-d'œil aussi satisfaisant.

Depuis la révolte des nègres de la province du Nord, un grand nombre de colons avaient émigré dans les îles voisines de Saint-Domingue ou sur le continent de l'Amérique. Les principaux cultivateurs s'étaient retirés en Angleterre; plusieurs d'entre eux demandèrent qu'on leur donnât une flotte pour prendre possession du pays, au nom de la Grande-Bretagne. D'abord on n'eut point d'égard à leur requête; mais quelque temps après, la guerre s'étant allumée entre la France et l'Angleterre, la proposition des colons

fut accueillie favorablement, et le gouverneur de la Jamaïque reçut ordre d'envoyer à Saint-Domingue des forces suffisantes pour occuper toutes les places qui viendraient à se rendre.

Les commissaires français Santhonax et Polverel, avaient reçu de France six mille hommes d'élite, qui, joints aux troupes nationales qui se trouvèrent déjà dans la colonie et à la milice de l'île, formaient un corps effectif de quatorze ou quinze mille blancs. Ils avaient en outre, de leur côté, la plus grande partie des nègres libres et des mulâtres, et une troupe mélangée de nègres tirés des prisons, ce qui formait en tout vingt-cinq mille hommes armés et acclimatés. Les commissaires, dans l'intention d'augmenter leurs forces, proclamèrent l'entière abolition de l'esclavage, déclarant que les nègres seraient désormais assimilés aux citoyens.

L'armement fait à la Jamaïque se composait d'environ huit cent soixante-dix soldats de troupes de ligne; et la première division, qui contenait six cent soixante-dix-sept hommes, partit de Port-Royal

le 9 septembre 1793, et arriva à Jérémie le 19. Les articles de la capitulation ayant été réglés d'avance, les anglais prirent possession de la ville et du port sans aucun obstacle. Le 22 on occupa la forteresse et le hâvre du cap Saint-Nicolas. Cependant la ville continua de résister: la plupart des habitans joignirent l'armée républicaine. L'ennemi fit une tentative sur Tiburon, dont la possession leur eût assuré la domination de la grande anse; mais ils échouèrent complétement, et furent obligés de battre en retraite. Cet événement découragea les Anglais; mais ayant reçus un renfort, les paroisses de Jean-Babel, de Saint-Marc, d'Arcahaye et de Boucassin, se rendirent aux mêmes conditions que Jérémie. Les habitans de Léogane suivirent bientôt cet exemple.

1794. L'année suivante, le 2 février, une escadre anglaise attaqua de nouveau le cap Tiburon, les troupes ennemies débarquèrent sous la protection du feu des vaisseaux, et malgré les efforts des colons, elles s'emparèrent de leur position. Les forces britanniques dominaient alors sur toute cette vaste étendue de mer qui

forme la baie de Léogane, et la prise de Port-au-Prince paraissait inévitable. Le colonel Whitelocke, jugeant nécessaire de se rendre maître de Port-de-Paix, ville avantageusement située à l'est du cap Saint-Nicolas, voulut l'acheter à prix d'argent; mais le brave général Laveaux, qui commandait dans la place, reçut sa proposition avec l'indignation et le mépris qu'elle méritait. Plusieurs combats insignifians furent livrés de part et d'autre. Cependant les Anglais, qui ne recevaient aucun secours d'Angleterre, commençaient à éprouver un grand découragement, lorsque le 19 mai les vaisseaux *le Belliqueux*, *l'Irrésistible* et *la Mouche*, ayant à bord deux régimens sous les ordres du général White, mirent à l'ancre dans le hâvre du cap Saint-Nicolas. Leur arrivée causa la plus grande joie parmi leurs compatriotes : on conçut alors l'espoir de s'emparer de Port-au-Prince. Dans la soirée du 30, l'escadre mouilla devant cette ville; elle était composée de quatre vaisseaux de ligne, de trois frégates et de quatre ou cinq petits bâtimens, sous le commandement immé-

diat du commodore Ford; quatorze cent soixante-cinq soldats de ligne, bien disciplinés, sous les ordres du général Whyte, formaient toutes les forces de terre.

Le lendemain l'ennemi fit une sommation à la ville pour l'engager à se rendre; mais n'ayant pas reçu de réponse il commença l'attaque. Le sort de Port-au-Prince fut promptement décidé; la place fut évacuée le 5 juin. On préserva de l'incendie les maisons de la ville et la marine du port, bien que les commissaires républicains eussent donné l'ordre d'y mettre le feu. Ces commissaires se retirèrent dans les montagnes avec deux cents mulets chargés d'un grand nombre d'objets précieux, et ils furent suivis de près de deux mille personnes. L'ennemi trouva dans la place un butin estimé 9,600,000 francs, et un grand nombre de bouches à feu.

Après cet échec, les commissaires voyant que les positions les plus importantes de l'île étaient entre les mains des Anglais ou au pouvoir des gens de couleur commandés par Rigaud et par un

nègre nommé Toussaint Louverture, quittèrent bientôt la colonie et s'embarquèrent pour la France, où leur conduite fut approuvée du gouvernement. Cependant les hostilités continuèrent entre les Anglais réunis aux troupes coloniales royalistes, et les républicains joints aux hommes de couleur; mais aucune action ne fut assez remarquable pour mériter de trouver place ici.

En 1795 la guerre ayant cessé entre la France et l'Espagne, toute la partie espagnole de Saint-Domingue fut cédée à la république française, conformément au traité de paix. 1795.

Vers la fin de l'année, le gouvernement anglais voulant tirer l'armée de Saint-Domingue de l'espèce de léthargie où elle était plongée, lui envoya un renfort de sept mille hommes, sous le commandement du général de brigade Howe. Des forces semblables envoyées au commencement de la guerre eussent probablement suffi pour soumettre toute l'île; mais l'expérience et la discipline des hommes de couleur et des noirs leur donnaient une puissance qu'il était difficile

de renverser. La guerre ne devint donc pas plus active qu'auparavant, et les maladies ayant contribué à diminuer considérablement les troupes britanniques, le général Maitland, qui les commandait, sentit bientôt qu'il ne lui restait plus d'autre parti que de se retirer. En consé-
1798. quence, il conclut un traité avec Toussaint, par lequel les Anglais s'engageaient à évacuer toutes les places qu'ils possédaient dans l'île, et à reconnaître Saint-Domingue comme puissance indépendante et neutre.

La guerre, que la France avait déclarée le 1er février 1793 à l'Angleterre et à la Hollande, plaçait nos îles du Vent dans une position très-critique. L'état d'hostilité dans lequel nous nous trouvâmes avec l'Espagne quelques mois après, jeta les colonies dans une situation encore plus embarrassante. La Guadeloupe, agitée par la tourmente révolutionnaire, se trouvait dans une cruelle pénurie de toutes choses. Le général Collot, sans force et presque sans autorité, ne pouvait ramener la confiance et la tranquillité, ce n'était que massacres et brigandages.

La Martinique n'était guère plus tranquille que la Guadeloupe; l'expérience et les efforts du général Rochambeau n'avaient pu l'arracher aux crises qui la désolaient depuis près de quatre ans. Divers rassemblemens s'étaient formés sous la bannière blanche. Les deux partis se faisaient une guerre à mort que souillaient les plus affreuses barbaries, lorsqu'une escadre anglaise, commandée par l'amiral Gardner, forte de huit vaisseaux et de plusieurs frégates, se présenta le 11 juin devant le Fort-Royal et Case-Navire.

Le général Rochambeau mettant à profit cet instant d'alarme, rallia à lui tout ce qu'il y avait de Français, attaqua les ennemis de l'état, et s'empara de trois postes importans. Le général Bruce, commandant les troupes anglaises, débarqua le 16 juin, à Case-Navire, quinze cents hommes, auxquels se joignirent un millier d'habitans. Formées sur deux colonnes, ces forces se mirent en marche le 18, avant le jour, pour aller attaquer Saint-Pierre. Rochambeau se porta contre elles avec rapidité, les chargea impétueusement et les mit dans une déroute com-

plète. Les Anglais, épouvantés, se réfugièrent sous le feu de leurs vaisseaux : ils employèrent les deux jours suivans à se rembarquer avec la foule d'émigrés et de planteurs qui s'étaient battus dans leurs rangs.

Cependant la république, pressée par l'Europe coalisée contre elle, se trouvait dans l'impuissance d'envoyer aucune espèce de secours à ses colonies. L'Angleterre, humiliée de l'échec que l'honneur de ses armes venait d'éprouver, résolut d'employer des forces assez imposantes pour s'emparer de toutes les îles françaises du Vent.

Un armement considérable aux ordres de l'amiral Jervis (lord Saint-Vincent), du général sir Charles Grey, partit de Portsmouth le 26 novembre 1793, et arriva, le 6 janvier 1794, à la Barbade. Après un mois employé à réunir les troupes des autres îles anglaises, et à faire des préparatifs immenses, la flotte parut sur les côtes de la Martinique le 4 février; elle opéra le 5 son débarquement sur trois points différens. Après plusieurs combats assez vifs, le général Rocham-

beau, réduit à six cents hommes, s'enferma dans le fort Bourbon, où tout manquait : néanmoins, il soutint un siége mémorable. Enfin, après trente-deux jours d'attaque ou de bombardement, il fut forcé, le 23 mars, de capituler. La garnison fut prisonnière, le général et son état-major obtinrent la permission de se retirer aux États-Unis d'Amérique.

Les Anglais, sans perdre de temps, laissèrent le général Prescott avec cinq régimens à la Martinique, et partirent le 31 mars pour Sainte-Lucie. Le général Ricard, réduit à une très-faible garnison, ne put faire une grande résistance ; après quatorze heures d'attaque, il capitula aux mêmes conditions que Rochambeau.

Le général Gordon, désigné pour commander à Sainte-Lucie, y resta avec quelques troupes, et l'expédition retourna à la Martinique.

Le 8 avril, elle fit voile pour la Guadeloupe, qu'elle trouva sans défense.

Un détachement de la flotte fut envoyé contre les Saintes, dont il s'empara. Le 10, l'expédition jeta l'ancre à l'entrée du petit cul-de-sac ; le 11, elle opéra un

débarquement considérable au Gosier; le 12, le petit fort Fleur-d'Epée fut enlevé d'assaut, et la majeure partie de la garnison fut passée au fil de l'épée. Le fort Saint-Louis, l'Ilet-à-Cochon et la Pointe-à-Pitre ayant été abandonnés par suite de cette cruauté, les Anglais furent maîtres de toute la Grande-Terre. La ville de la Basse-Terre se trouvant alors dans un désordre complet, et le général Collot ne pouvant plus se défendre, capitula le 21 avril pour la Guadeloupe et toutes ses dépendances. Ainsi, dans l'espace d'un mois les Anglais se rendirent maîtres de toutes nos colonies aux Antilles.

Le comité de salut public, ignorant le sort de nos îles du Vent, s'était flatté de conserver au moins la Guadeloupe et d'empêcher qu'elle ne tombât entre les mains des Anglais en lui envoyant quelques secours. En conséquence, on forma à Rochefort une petite expédition composée de deux frégates, *la Pique* et *la Thétis*, du brick *l'Espérance*, et de cinq bâtimens de transport sous les ordres du capitaine de vaisseau Leyssègues; elle appareilla de l'île d'Aix le 23 avril 1794,

ayant à bord les deux *commissaires civils*, Chrétien et Victor Hugues, et un total de onze cent cinquante-trois hommes de troupes.

Après une traversée de quarante jours qui lui valut deux prises anglaises, l'expédition attérit à la côte du Vent de la Grande-Terre, où elle prit langue le 2 juin.

Les commissaires civils, instruits que l'escadre anglaise s'était momentanément éloignée de la Guadeloupe, se déterminèrent à tenter une attaque subite sur la Grande-Terre, et firent aussitôt débarquer, avec les troupes, un corps de matelots à la pointe des Salines, au-dessus du Gosier. L'ennemi surpris ne s'opposa pas au débarquement, fut ensuite attaqué et repoussé, et les Français prirent des positions où ils se retranchèrent. Le 6 juin, le fort Fleur-d'Épée, défendu par neuf cents hommes, seize pièces de canon et un obusier, fut enlevé d'assaut, à minuit, par les généraux Cartier et Rouger. L'ennemi étonné de tant d'audace, abandonna ses positions en arrière du fort et se retira au-delà de la rivière Salée.

Dès qu'il fut jour, les Français entrèrent à la Pointe-à-Pitre, s'emparèrent de quatre-vingt-sept bâtimens de commerce anglais, et firent un butin immense. Le capitaine Leyssègues fit ensuite entrer sa petite escadre dans le port, et prit toutes les précautions nécessaires pour en fermer l'entrée aux Anglais. Ces mesures étaient à peine prises que l'amiral Jervis se présenta devant la Basse-Terre, où il déposa le général en chef Grey le 7 juin. Quatre jours après, il parut devant la Pointe-à-Pitre avec une escadre considérable et un grand nombre de troupes de débarquement; il mit ses forces à terre au Gosier, et commença ses opérations. Les Français, trop faibles pour résister à de si nombreux ennemis, se concentrèrent à la Pointe-à-Pitre, qui fut bombardée et incendiée presque en totalité. Les troupes, exténuées par la fatigue et le manque d'eau, succombaient d'une manière effrayante; le fort se voyait au moment de se rendre faute de munitions, lorsqu'une tentative des Anglais, malheureusement exécutée, vint changer la face des affaires. Indignés de ce qu'une poignée de Fran-

çais, exténués par la maladie, resserrés dans une ville ouverte, sourds à toutes les propositions, osaient leur résister, ils voulurent en finir par une attaque générale. Dans la nuit du 1er au 2 juillet, après avoir fait feu de toutes leurs batteries pendant huit heures consécutives, deux colonnes de mille hommes chacune s'avancèrent en silence, égorgèrent les postes avancés de la Pointe-à-Pitre, pénétrèrent dans la ville, en furent bientôt maîtresses, et la mirent dans un épouvantable désordre. Il ne restait aux Français que le morne *du gouvernement*, sur lequel Victor Hugues s'était réfugié avec les chefs et le restant des troupes. A la pointe du jour, les Anglais firent un mouvement pour s'emparer de cette dernière position; mais les Français foudroyèrent avec leur artillerie les masses ennemies, qu'une frégate, mouillée au fond du port, mitraillait à bout portant, puis, s'élançant sur ces troupes ébranlées, ils les poursuivirent la baïonnette aux reins jusque dans leurs retranchemens. Enfin, après différens combats et plusieurs manœuvres habiles, les ennemis, obligés de

se retirer dans leur camp de Berville, se trouvèrent complétement cernés. Bientôt les troupes anglaises, que les maladies n'avaient point épargnées, furent forcées de capituler, laissant au pouvoir des Français trente-huit bouches à feu, deux mille fusils et une quantité considérable de munitions et de vivres.

Les Anglais occupaient encore une partie de la Basse-Terre; le général Pelardy les ayant forcés de se retirer dans le fort Saint-Charles, les y bloqua, et se préparait à une attaque générale lorsque le 11 décembre, l'ennemi profitant de l'obscurité de la nuit s'embarqua en silence par la poterne du bord de la mer, abandonnant une grande quantité de vivres et de munitions.

Pendant la durée de ce siége, quarante hommes de Marie-Galande, réfugiés à la Pointe-à-Pitre, s'embarquèrent sur des pirogues, mirent pied à terre dans leur île, s'emparèrent des batteries, firent prendre la fuite à une frégate et à une corvette qui y étaient mouillées, et délivrèrent leurs compatriotes de la présence des Anglais.

Après l'expulsion des troupes britanniques, un nouvel ordre de choses s'établit à la Guadeloupe; cette île n'offrit plus l'aspect d'une colonie française, elle devint une sorte de puissance, isolée au milieu des mers, ne conservant le nom français que pour le faire redouter; toute distinction fut proscrite parmi ses habitans, et tous furent appelés à la défense de l'intégrité de son territoire. Une armée de près de dix mille soldats de diverses couleurs, exercés et aguerris, ôta aux Anglais jusqu'à l'idée d'une invasion. Les côtes furent hérissées de batteries qui assurèrent le cabotage; de nombreux corsaires, bravant les quarante vaisseaux, frégates et corvettes britanniques qui les poursuivaient dans toutes ces mers, désolèrent le commerce anglais et enlevèrent ou brûlèrent plus de cent cinquante bâtimens.

Les Français avaient conservé à Sainte-Lucie un parti qui s'était maintenu contre les Anglais au moyen de la guerre des Bois. Il était prêt à succomber, lorsque la nouvelle en vint à la Guadeloupe (1795). Aussitôt le commissaire Goyrand part

avec des troupes, trompe la vigilance des croiseurs ennemis, parvient à débarquer dans l'île, se réunit au parti français, attaque les Anglais malgré leur supériorité numérique, leur met près de sept cents hommes hors de combat, et bientôt les force à se réfugier sur leur escadre, abandonnant tout, jusqu'à leurs femmes et leurs enfans qu'ils laissèrent dans l'île, et qui leur furent renvoyés trois jours après. Le commissaire Goyrand, maître de Sainte-Lucie, y établit une administration bienfaisante qui le fit chérir et estimer des colons.

D'autres armemens partis de la Guadeloupe firent des tentatives sur la Grenade, la Dominique et Saint-Vincent.

Les commissaires français, plus heureux dans leurs entreprises contre Saint-Eustache et Saint-Martin, réussirent à les enlever aux Anglais et les restituèrent à la Hollande, ne se réservant que la partie française de Saint-Martin; la Martinique et les autres colonies anglaises furent menacées.

Le cabinet de Londres, effrayé de tant de succès qui pouvaient lui devenir fu-

nestes, s'occupa de réunir à la Barbade des armemens considérables qu'il destinait à expulser une seconde fois les Français des îles du Vent.

Une expédition menaçante, forte de vingt mille hommes, sous les ordres du général Abercombrie, parut devant Sainte-Lucie au mois d'avril 1796, et commença l'attaque sur-le-champ. Le général Goyrand, à la tête de quinze cents Français, se défendit si courageusement et disputa le terrain pied-à-pied avec tant d'opiniâtreté, qu'il retint pendant un mois les Anglais dans les parages malsains de Sainte-Lucie, où la fièvre jaune exerçait ses ravages, et qu'il leur fit éprouver des pertes énormes. L'expédition anglaise, trop affaiblie, n'osa plus courir les hasards d'une tentative sur la Guadeloupe, et fut obligée de se contenter de la conquête de Sainte-Lucie.

Cependant l'Angleterre, toujours avide de prétextes qui puissent colorer ses entreprises, saisit l'instant où les cabinets de Stockholm et de Copenhague, dans la vue de soutenir les principes d'une neutralité armée, venaient de se confédérer

avec la Russie, pour les traiter en ennemis et poursuivre contre eux le cours de ses succès aux Antilles.

Une expédition, partie d'Angleterre sous les ordres de l'amiral Duckwort et du lieutenant général Trigge, se présenta
1801. le 20 mars devant Saint-Barthélemy. Cette île, n'ayant que vingt-et-un hommes de garnison, capitula sans résistance.

Les Anglais allèrent débarquer, le 24 mars, deux divisions de quatre mille hommes à Saint-Martin : trois cent vingt Français ou Hollandais en formaient la garnison; ils étaient soutenus par les équipages de plusieurs corsaires; mais après une action vive, ces marins ayant été contraints de regagner leur bord et de prendre le large, la garnison capitula le même jour.

Saint-Thomas et Sainte-Croix se rendirent à la première sommation qu'on leur fit les 28 et 31 mars.

Le 21 avril, les îles de Saint-Eustache et de Saba, appartenant aux Hollandais, capitulèrent sans coup férir.

Depuis que les Anglais, ayant évacué Saint-Domingue, avaient reconnu sa neu-

tralité en 1798, Toussaint Louverture, délivré des soins de la guerre, s'était appliqué à encourager les arts et à faire fleurir la justice parmi les peuples qu'il était appelé à gouverner. Ces nègres, que l'on s'est plu pendant un si grand nombre d'années à regarder comme des êtres stupides et d'une espèce voisine de la bête, firent alors des progrès si rapides dans la culture et dans toutes les branches de l'industrie, que les succès qu'ils obtinrent seraient incroyables s'ils n'étaient attestés par plusieurs historiens.

L'ancien système d'administration coloniale ne convenant plus dans les circonstances présentes, Toussaint crut nécessaire de donner une constitution régulière à sa république. Elle fut soumise à l'assemblée générale des représentans des districts, et adoptée à l'unanimité. On la publia au nom du peuple, et l'île fut déclarée indépendante le 1er juillet.

Saint-Domingue jouissait de la plus parfaite tranquillité, lorsque la cessation des hostilités entre la France et l'Angleterre, au mois d'octobre de la même année, donna de nouveau à la marine

française la liberté de traverser l'Océan. Si Napoléon avait voulu employer la voie des négociations, il est probable qu'il eût pu assurer à la France la souveraineté de Saint-Domingue et le monopole de son commerce; mais cédant aux sollicitations des anciens colons, il forma le projet de conquérir l'île et de réduire les nègres à l'obéissance. Conformément à ces intentions, on rassembla dans les ports de Brest, de Lorient et de Rochefort, une flotte composée de vingt-six vaisseaux de guerre et d'un grand nombre de bâtimens de transport. On y embarqua une armée de vingt-cinq mille hommes, l'élite des troupes françaises. Le général Leclerc, beau-frère du premier consul, obtint le commandement en chef, et eut sous ses ordres plusieurs généraux français des plus expérimentés. L'amiral Villaret commanda la flotte; il eut sous lui le contre-amiral Latouche et le capitaine Magon.

L'armement mit à la voile le 14 décembre 1801, et arriva, après une heureuse traversée, à la baie de Samana, sur la côte orientale de Saint-Domingue, le 28 du mois suivant. Le général Leclerc

détacha trois divisions de son armée pour attaquer en même temps les trois principales places de l'île, Santo-Domingo, Port-au-Prince et le Fort-Dauphin; Leclerc se rendit en personne au Cap-Français avec le reste de son armée.

Le général Rochambeau, après avoir massacré les noirs qui venaient en foule, sans méfiance et sans armes, au-devant de la division qu'il commandait, surprit le Fort-Dauphin et s'en empara. Mais le général noir Christophe refusa de rendre la ville du Cap aux Français, et voyant qu'il ne pourrait résister aux forces considérables qui le menaçaient, il incendia la ville et se retira en bon ordre, emmenant avec lui deux mille blancs pour lui servir d'ôtages.

Cependant une trêve de plusieurs jours fut conclue entre le général en chef Toussaint Louverture, qui se trouvait dans l'intérieur de l'île lors de ces premières opérations, et le général Leclerc; plusieurs propositions furent faites de part et d'autre, mais les négociations traînant en longueur, la trève expira avant que l'on n'eût rien terminé. Sur ces

entrefaites, Leclerc ayant reçu un renfort de deux mille trois cents hommes, sous les ordres de l'amiral Ganteaume, résolut de recommencer les hostilités.

1802. Il publia une proclamation, dans laquelle il mettait hors de la loi les généraux Toussaint et Christophe, et employait tous les moyens pour exciter à la défection les troupes de Toussaint et les habitans en général. Il ne changea d'abord rien à la condition des nègres dans les districts occupés par ses troupes, il déclara même solennellement, en son nom et en celui de la république, qu'on respecterait la liberté des habitans de Saint-Domingue quelle que pût être leur couleur. Ces artifices, et en même temps la bravoure des troupes françaises, procurèrent d'abord quelques avantages. Plusieurs généraux noirs et un grand nombre de soldats, séduits par les promesses des Français, abandonnèrent l'armée de Toussaint; les cultivateurs ne prirent point les armes et restèrent paisibles spectateurs de la guerre. L'armée des noirs, privée d'une partie de ses forces, reçut de nombreux échecs et se trouva hors d'état

de faire face à ses ennemis. Cependant Toussaint ne se décourageait pas, profitant de la parfaite connaissance qu'il avait du pays, il fatiguait les Français par des marches forcées, les obligeait à combattre pour des positions inutiles, sans se laisser jamais couper dans ses retraites ou forcer dans sa marche.

Au commencement de mars, Leclerc arriva au Port-au-Prince, dont le général Bouvet s'était emparé sans difficulté. Il trouva la place en bon état, et y ayant fixé son quartier-général, il se disposa à pousser les opérations avec une nouvelle vigueur.

L'attention du général se porta d'abord sur la Crête-à-Pierrot, poste situé assez loin de Port-au-Prince et à l'ouest de Saint-Marc, dont il est éloigné de huit lieues; la forteresse était en bon état et servait de dépôt à l'armée des nègres. Presque toutes les troupes françaises furent employées à faire le siége de cette place et à occuper les positions voisines, parce qu'on voulait empêcher la retraite de la garnison, qui était commandée par Dessalines, l'un des généraux noirs les

plus courageux et les plus entreprenans. Le commandant fit la défense la plus glorieuse; enfin, après avoir fait emporter tous les objets précieux, et trompé jusqu'au dernier moment les efforts des assiégeans, Dessaline fit une sortie dans la nuit avec une de ses divisions, et se retira. Trois nuits après, les autres troupes de la garnison firent une semblable tentative; mais il n'y en eut qu'une partie qui réussit, le reste fut cerné par les assiégeans et passé au fil de l'épée. Ainsi les Français furent en possession de la forteresse; mais après avoir essuyé la perte de quelques-uns de leurs meilleurs généraux et d'une grande partie de leurs plus belles troupes.

Fier des succès qu'il avait obtenus, et persuadé qu'il n'avait plus rien à craindre de la part des noirs, Leclerc s'imagina qu'il était temps de lever le masque, et qu'il devait proclamer le rétablissement de l'esclavage; il publia donc une ordonnance, par laquelle il rendait aux propriétaires, ou à leurs chargés de pouvoirs, toute l'autorité qu'ils avaient eue jadis sur les nègres. Cette perfidie causa à peu

près une égale surprise aux colons et aux noirs ; mais ceux-ci résolurent au fond de leur cœur de se soustraire à une pareille tyrannie.

Toussaint profita habilement de l'imprudence que Leclerc venait de commettre, et remarquant que les Français, en concentrant leurs forces dans les environs de la Crête-à-Pierrot, avaient laissé sans défense les provinces du nord, il effectua sa jonction avec Christophe, qui avait environ trois cents soldats, et, se hâtant de gagner la côte septentrionale de l'île, il appela partout sur sa route les cultivateurs aux armes. Ces braves noirs, qui jusque-là étaient restés paisiblement attachés à leurs cultures, voyant leur liberté compromise, se rangèrent avec empressement sous les drapeaux de leur indépendance. Grossièrement armés des instrumens propres à leurs travaux, mais sous la conduite de chefs intrépides et déterminés, ils se précipitèrent comme un torrent dans la plaine du nord, et s'emparèrent de tous les postes des Français, qui vinrent se retrancher au Cap.

Toussaint n'avait plus d'artillerie ; ce-

pendant il bloqua la ville, et il l'eût prise si la flotte française ne s'était trouvée dans le port, et si l'on n'eût reçu de France des renforts considérables.

Ces changemens s'opérèrent en quinze jours. Leclerc se repentit alors d'avoir trop tôt levé le masque, et il sentit qu'il lui serait impossible de remplir l'objet de sa mission s'il n'inventait de nouveaux piéges. En conséquence, dans l'espoir de tromper les noirs encore une fois, il composa une nouvelle proclamation en faveur de la liberté, et une constitution fondée sur l'égalité de tous les habitans de la colonie, sans aucune distinction de couleur; mais il avait ajouté une clause qui rendait cette assurance de liberté tout-à-fait illusoire, c'est que *l'organisation ne devait être définitive que lorsqu'elle aurait été approuvée par le gouvernement français.* Leclerc savait bien que les nègres n'étaient pas assez profonds politiques pour prendre le moindre souci à cet égard; mais qu'ils seraient charmés qu'on reconnût leur indépendance. Cette proclamation, datée du 25 avril 1802, fut envoyée sur-le-champ au camp des

noirs, et on la répandit promptement dans toutes les provinces de l'île. Elle eut tout l'effet que son auteur pouvait désirer, et produisit une défection presque générale dans l'armée; les chefs eux-mêmes, entraînés par le torrent, entrèrent en négociation, et la paix fut conclue dans les premiers jours de mai. Tous les habitans de Saint-Domingue reconnurent la souveraineté de la France. Par un article du traité, Toussaint conservait son grade de général, et il lui fut accordé la liberté de se retirer dans celle de ses propriétés qu'il lui plairait de choisir. Il se rendit à une petite plantation qui portait le nom de Louverture, située aux Gonaïves, à peu de distance de la ville de Saint-Marc. Dès que Leclerc vit le chef des noirs en son pouvoir et la tranquillité rétablie dans la colonie, il médita de nouvelles hostilités.

Vers le milieu de mai, il fit enlever Toussaint, qui, sans défiance du danger qui le menaçait, reposait tranquillement avec sa famille, et le fit conduire, avec sa femme et ses enfans, à bord du *Héros*, vaisseau de 74 canons; ce bâtiment fit

aussitôt voile pour la France. A son arrivée à Brest, Toussaint fut placé dans une voiture fermée, et une nombreuse escorte de cavalerie le conduisit au château de Joux sur les confins de la Franche-Comté et de la Suisse. Sa femme et ses enfans furent, deux mois après, conduits de Brest à Bayonne, on n'en a plus entendu parler depuis.

A l'approche de l'hiver, on transféra Toussaint du château de Joux à Besançon, où il fut renfermé dans un donjon froid, humide et obscur; il y mourut au printemps de l'année suivante. Les journaux français annoncèrent sa mort le 27 avril 1803.

Sitôt après la déportation de Toussaint Louverture, Leclerc prit le titre de général en chef qu'il ajouta à celui de capitaine général, et le 22 juin il rendit un décret, par lequel il organisa un nouveau système de gouvernement colonial.

L'outrage fait à Toussaint et à sa famille dessilla les yeux des nègres, et ils reconnurent qu'on les avait trahis. Dessalines, Christophe et Clairvaux, craignant le même sort que leur malheureux

collègue, parurent bientôt à la tête d'un corps d'armée formidable, prêts à combattre de nouveau pour la liberté, et décidés à vaincre ou à mourir les armes à la main.

La désertion devint bientôt générale, et l'armée française, déjà affaiblie par la maladie, était réduite presque à rien. Leclerc, voyant qu'il ne parviendrait jamais à soumettre les noirs, résolut de les exterminer tous. Il ne leur accorda plus de quartier, et tous les noirs ou les hommes de couleur qui tombaient entre les mains des Français, de quelque âge ou de quelque sexe qu'ils fussent, étaient fusillés ou jetés à la mer. Ces atrocités ne faisaient qu'accroître l'ardeur des nègres. Dans le courant d'octobre, les Français avaient perdu le fort Dauphin, le Port-de-Paix, et plusieurs autres positions importantes; et la peste produite par les miasmes putrides qu'exhalait le grand nombre des cadavres, répandait aussi ses ravages parmi eux. Le général en chef, dont la santé s'était affaiblie de jour en jour, mourut dans la nuit du 1er novembre, et son corps fut transporté en France.

Après la mort de Leclerc, le commandement en chef échut au général Rochambeau, qui était alors à Port-au-Prince, mais il se transporta sur-le-champ au Cap-Français. Son arrivée influa très-peu sur l'état des affaires. L'armée française s'affaiblissait continuellement, tandis que les noirs prenaient tous les jours une nouvelle force et un nouveau courage. Il y eut cependant plusieurs petits combats entre les deux armées; le plus important eut lieu dans la plaine du Môle Saint-Nicolas, où les Français, malgré une vive résistance, n'eurent aucun avantage. Ils furent plus heureux au Fort-Dauphin, qui se rendit au général Clauzel; mais ce succès fut la dernière étincelle d'un feu qui ne pouvait plus se rallumer. Dessalines rassembla des forces considérables dans la plaine du Cap, et Rochambeau fut obligé de retirer les troupes françaises de tous les autres points pour défendre la capitale. Alors on se dis-
1803. posa de part et d'autre à livrer bataille : elle eut lieu dans le voisinage de l'Acul, et les noirs restèrent maîtres du champ de bataille. Rochambeau fit mourir 500 prisonniers qui étaient tombés entre les mains

des Français; Dessalines, par représailles, fit pendre cinq cents Français que le sort des armes lui avait livrés. Ensuite les noirs levèrent leur camp, et, fondant avec une fureur incroyable sur les Français, ils les forcèrent à se retrancher dans la ville du Cap.

Dans le courant de mai, les hostilités recommencèrent entre la Grande-Bretagne et la France; et au mois de juillet, une escadre parut sur les côtes de Saint-Domingue. A cette époque, les Français, renfermés dans la ville du Cap, étaient bloqués de près par Dessalines. Ce général noir, à l'arrivée des Anglais, envoya un parlementaire pour inviter le commandant à agir de concert avec lui contre les Français. L'amiral anglais bloqua aussitôt le hâvre du Cap, et intercepta toute communication avec la partie espagnole de l'île : alors les Français ne purent recevoir ni renforts, ni secours du côté de la mer. Cependant, le général Rochambeau continuait de se défendre avec un courage héroïque, au milieu des privations de tout genre.

Vers le milieu de novembre, les assié-

geans, ayant forcé quelques ouvrages extérieurs, se disposèrent à prendre la ville d'assaut. Alors le commandant, pour épargner le sang des habitans, proposa une capitulation. Dessalines jugea à propos de l'accepter, et elle fut signée le 19 novembre. Les Français évacuèrent la ville et les forts, et la flotte qui était dans le port, composée de trois frégates et de dix-sept autres bâtimens plus petits, se rendit aux Anglais avec les troupes qui étaient à bord, au nombre d'environ huit mille hommes.

Ainsi finit l'expédition de Saint-Domingue, qui, sans l'imprudence et la perfidie du général français, eût sans doute assuré à la France une riche colonie, bien pourvue de cultivateurs, et d'une haute importance dans l'état actuel du continent américain.

Après le départ des Français, les noirs ne voyant plus d'obstacle à leur indépendance, commencèrent à établir un nouvel ordre de choses. Pour ôter toute idée de soumission à l'Europe, ils rendirent à l'île son ancien nom d'Haïty. Ils procédèrent ensuite à la nomination d'un chef

pour le gouvernement intérieur, et Dessalines, réunissant tous les suffrages, fut nommé gouverneur à perpétuité, avec le pouvoir de rendre des décrets, de faire la paix et la guerre, et de choisir son successeur.

Lors de l'évacuation du Cap, on avait permis aux habitans francais de partir avec leurs compatriotes; mais la difficulté de transporter leur argent et leurs meubles, les avait déterminés presque tous à rester dans la colonie. A peine Dessalines eut-il reçu le gouvernement à vie, qu'il prit des mesures pour faire massacrer tous les blancs qui étaient restés, sans avoir égard à l'amnistie qu'il avait publiée. Au mois de février, il visita l'une après l'autre toutes 1804.
les villes dans lesquelles il restait des Français, et fit égorger sous ses yeux ces infortunés par des soldats qu'il avait chargés de cette mission horrible. On épargna les prêtres, les chirurgiens, et quelques autres personnes qui, pendant la guerre, avaient traité les nègres avec humanité; tout le reste fut massacré, sans égard ni pour l'âge ni pour le sexe.

Le 14 mai, Dessalines partit du Cap-

Français pour la partie espagnole de l'île, et mit le siége devant Santo-Domingo, qui opposa plus de résistance qu'il ne s'y était attendu. Néanmoins il eût sans doute réussi dans son entreprise, sans l'arrivée d'une escadre française qui débarqua de nouvelles forces : alors il leva le siége et battit en retraite.

Après la mort de Dessalines, Christophe, dont nous avons déjà eu occasion de parler, s'empara du pouvoir suprême, et prit le titre de Roi sans aucune opposition ; mais cette tranquillité ne tarda pas à être troublée par l'apparition d'un nouveau chef nommé Pétion, qui vint disputer la souveraineté à Christophe. Les deux commandans prirent les armes pour soutenir leurs prétentions, et la lutte devint bientôt très-violente ; mais cessa enfin par la fatigue des deux partis. Christophe et Pétion se contentèrent des districts soumis à leur domination, et s'occupèrent de la civilisation de leurs sujets.

1809. Au mois de novembre 1809, une petite escadre anglaise s'empara de la ville et du port de Samana, situés dans la par-

tie espagnole de l'île; les troupes françaises furent faites prisonnières, et la place fut livrée aux Espagnols. En juillet 1810, une flotte anglaise, partie de la Jamaïque, vint attaquer la ville de Santo-Domingo, le dernier des postes que les Français conservassent dans l'île. Le gouverneur, nommé Barquier, capitula bientôt, et la garnison se retira avec les honneurs de la guerre, mais demeura prisonnière de guerre, et les Espagnols rentrèrent en possession de leur capitale. 1810.

Lorsque l'expédition aux ordres du général Leclerc partit pour Saint-Domingue, il n'était question, aux îles du Vent, que de celle qu'on préparait pour la Guadeloupe, sous le commandement du général Richepanse. Tandis que le gouvernement, trompé par des rapports exagérés, se disposait à traiter cette colonie avec rigueur, les habitans, sous les ordres de Pélage, faisaient toutes sortes d'apprêts pour accueillir les Français comme des libérateurs ardemment désirés. En effet, l'escadre parut devant la Guadeloupe, et au moment où elle se disposait à forcer la passe de la Pointe-à-Pitre,

une députation du conseil, le capitaine de port et douze pilotes, se présentèrent devant le commandant, venant protester du dévouement et de la disposition de tous les esprits à la plus entière soumission; ils se donnèrent même pour ôtages. Le général en chef céda à leurs assurances, et malgré les obsessions des personnes sorties de la Dominique, qui avaient pris à tâche de le porter à des mesures de rigueur contre la Guadeloupe, il donna l'ordre du débarquement. Les troupes furent accueillies au milieu des cris d'allégresse par toute la population, qui demandait comme une faveur de les loger. Tout allait bien jusque-là; mais en relevant les différens postes, des soldats noirs furent insultés : Ignace, un de leurs capitaines, fut sur le point d'être arrêté avec la troupe qu'il commandait, et n'eut que le temps de se sauver du fort de la Victoire où il se trouvait, en sautant par-dessus les remparts. Bientôt les nègres alarmés, présumant d'après la conduite des officiers blancs que l'on en voulait à leur liberté, prirent les armes et se révoltèrent. La terreur se répandit dans toute la colonie, et

ce ne fut qu'après différens combats et beaucoup de sang répandu, que le général Richepanse parvint à faire triompher le parti des blancs. Les noirs révoltés, pressés de toutes parts, succombèrent avec leur commandant Ignace, en combattant vaillamment. Un autre de leurs chefs, nommé Desgrès, se fit sauter avec les siens. Le reste des insurgés, découragé par tant de revers, profita de l'amnistie qui avait été publiée, déposa les armes et rentra dans le devoir.

Cette paix de 1802, après laquelle les Antilles avaient tant soupiré, et qui avait causé tant de désastres à la Guadeloupe, ne put luire que quelques instans. La perte de Saint-Domingue, comme nous l'avons dit plus haut, suivit de près la rupture du traité : les Anglais coururent aussi attaquer à l'improviste Sainte-Lucie, qu'ils enlevèrent d'assaut le 22 juin 1803. Ils prirent aussi Tabago, rocher sans défense, où commandait le général César Berthier; mais l'attitude imposante qu'offraient la Martinique et la Guadeloupe, ôta aux Anglais l'envie de les attaquer. Ils se contentèrent d'inter-

une députation du conseil, le capitaine de port et douze pilotes, se présentèrent devant le commandant, venant protester du dévouement et de la disposition de tous les esprits à la plus entière soumission; ils se donnèrent même pour ôtages. Le général en chef céda à leurs assurances, et malgré les obsessions des personnes sorties de la Dominique, qui avaient pris à tâche de le porter à des mesures de rigueur contre la Guadeloupe, il donna l'ordre du débarquement. Les troupes furent accueillies au milieu des cris d'allégresse par toute la population, qui demandait comme une faveur de les loger. Tout allait bien jusque-là; mais en relevant les différens postes, des soldats noirs furent insultés : Ignace, un de leurs capitaines, fut sur le point d'être arrêté avec la troupe qu'il commandait, et n'eut que le temps de se sauver du fort de la Victoire où il se trouvait, en sautant par-dessus les remparts. Bientôt les nègres alarmés, présumant d'après la conduite des officiers blancs que l'on en voulait à leur liberté, prirent les armes et se révoltèrent. La terreur se répandit dans toute la colonie, et

ce ne fut qu'après différens combats et beaucoup de sang répandu, que le général Richepanse parvint à faire triompher le parti des blancs. Les noirs révoltés, pressés de toutes parts, succombèrent avec leur commandant Ignace, en combattant vaillamment. Un autre de leurs chefs, nommé Desgrès, se fit sauter avec les siens. Le reste des insurgés, découragé par tant de revers, profita de l'amnistie qui avait été publiée, déposa les armes et rentra dans le devoir.

Cette paix de 1802, après laquelle les Antilles avaient tant soupiré, et qui avait causé tant de désastres à la Guadeloupe, ne put luire que quelques instans. La perte de Saint-Domingue, comme nous l'avons dit plus haut, suivit de près la rupture du traité : les Anglais coururent aussi attaquer à l'improviste Sainte-Lucie, qu'ils enlevèrent d'assaut le 22 juin 1803. Ils prirent aussi Tabago, rocher sans défense, où commandait le général César Berthier; mais l'attitude imposante qu'offraient la Martinique et la Guadeloupe, ôta aux Anglais l'envie de les attaquer. Ils se contentèrent d'inter-

cepter les communications par de nombreuses croisières.

Les choses étaient en cet état, lorsque, le 20 février, on vit arriver à la Martinique une escadre française, sous les ordres du contre-amiral Burgues de Missiessy. Cette flotte, composée d'un vaisseau à trois ponts, de quatre vaisseaux de 74 canons, de trois frégates et de deux corvettes, ayant à bord des troupes de débarquement, commandées par le général de division Joseph Lagrange, remit à la voile le 21, et fit route pour aller attaquer la Dominique, que l'on espérait surprendre. Mais l'escadre ayant été reconnue pour française, les Anglais, après une assez belle défense, se retirèrent dans le fort du prince Rupers, où il leur fut facile de se mettre à l'abri d'un coup de main, par la position dominante et les fortifications de ce point. Le général Lagrange les somma vainement de se rendre; ne croyant pas avoir le temps de les réduire par un siége régulier, il se contenta de rançonner l'île, de désarmer les milices, de raser les batteries et de s'emparer de vingt-deux navires anglais qui

se trouvaient au mouillage du Roseau. Les Français abandonnèrent la Dominique le 28 février.

L'escadre se rendit le même jour à la Guadeloupe, pour y débarquer les troupes et les munitions destinées à cette colonie ; elle se porta ensuite sur les îles anglaises de Nièvres et de Mont-Serrat, qui furent prises sans resistance, et abandonnées après avoir été rançonnées et désarmées. Saint-Christophe fut ensuite traité comme l'avait été la Dominique.

Des calmes de plusieurs jours ayant empêché l'escadre de se porter contre d'autres colonies ennemies, elle regagna la Martinique, où elle mouilla le 16 mars, pour y déposer les troupes et les munitions dont elle était chargée pour cette île.

L'amiral ayant reçu des ordres pour retourner en Europe, leva l'ancre et se porta sur Santo-Domingo, alors assiégé par Dessalines, pour offrir quelques secours à cette poignée de Français qui, sous les ordres du brave général Ferrand, se défendait avec un courage héroïque contre les noirs et contre les Anglais leurs

alliés, qui la bloquaient par mer. La garnison, engagée dans une sortie, était prête à succomber quand l'escadre parut; sa présence la sauva; les Anglais prirent chasse et les nègres levèrent le siége. L'amiral Missiessy et le général Lagrange envoyèrent au général Ferrand le dernier bataillon qui leur restait, de l'artillerie, des munitions, des vivres, de l'argent, et firent route pour France.

Après le départ de l'escadre française, la croisière anglaise reparut bientôt sur les côtes de la Guadeloupe et de la Martinique. Le vice-amiral Cochrane, qui la commandait, vint, dans le courant de février 1808, déposer ses malades sur les deux îlots dits la Petite-Terre, autour desquels il établit son mouillage. Dès-lors, on s'occupa, à la Guadeloupe, à se prémunir contre une attaque, dont le moment ne paraissait pas devoir être éloigné.

Sur ces entrefaites, Marie-Galande étant tombée au pouvoir de l'ennemi, l'amiral Cochrane vint y fixer sa station; et cette île fut dépouillée de la manière la plus révoltante.

Le 31 mars, l'escadre anglaise se pré-

senta devant la Désirade ; les onze hommes qui en formaient la garnison firent un feu très-vif pendant deux heures. Enfin ils capitulèrent, et cette île, entre les mains de l'ennemi, lui servit à resserrer davantage le blocus de la Guadeloupe.

Cependant un armement considérable se préparait à la Barbade contre la Martinique, où les Anglais avaient des intelligences. Le débarquement de l'expédition se fit au quartier Robert, le 29 janvier 1809, à dix heures du soir. Les forces britanniques étaient de douze mille hommes de troupes, de plus de trois mille matelots, soutenus par une artillerie formidable.

Le capitaine-général Villaret leur fit éprouver de grandes pertes avant de s'enfermer dans le fort Bourbon. Tous les établissemens de ce fort furent détruits par un bombardement ; la poudrière allait sauter et renverser la ville du Fort-Royal, au moment où, pressé par les officiers de toutes les armes, il consentit à capituler après vingt-sept jours de résistance.

Par la prise de la Martinique, les Saintes devenaient plus importantes : c'é-

une députation du conseil, le capitaine de port et douze pilotes, se présentèrent devant le commandant, venant protester du dévouement et de la disposition de tous les esprits à la plus entière soumission; ils se donnèrent même pour ôtages. Le général en chef céda à leurs assurances, et malgré les obsessions des personnes sorties de la Dominique, qui avaient pris à tâche de le porter à des mesures de rigueur contre la Guadeloupe, il donna l'ordre du débarquement. Les troupes furent accueillies au milieu des cris d'allégresse par toute la population, qui demandait comme une faveur de les loger. Tout allait bien jusque-là; mais en relevant les différens postes, des soldats noirs furent insultés : Ignace, un de leurs capitaines, fut sur le point d'être arrêté avec la troupe qu'il commandait, et n'eut que le temps de se sauver du fort de la Victoire où il se trouvait, en sautant par-dessus les remparts. Bientôt les nègres alarmés, présumant d'après la conduite des officiers blancs que l'on en voulait à leur liberté, prirent les armes et se révoltèrent. La terreur se répandit dans toute la colonie, et

ce ne fut qu'après différens combats et beaucoup de sang répandu, que le général Richepanse parvint à faire triompher le parti des blancs. Les noirs révoltés, pressés de toutes parts, succombèrent avec leur commandant Ignace, en combattant vaillamment. Un autre de leurs chefs, nommé Desgrès, se fit sauter avec les siens. Le reste des insurgés, découragé par tant de revers, profita de l'amnistie qui avait été publiée, déposa les armes et rentra dans le devoir.

Cette paix de 1802, après laquelle les Antilles avaient tant soupiré, et qui avait causé tant de désastres à la Guadeloupe, ne put luire que quelques instans. La perte de Saint-Domingue, comme nous l'avons dit plus haut, suivit de près la rupture du traité : les Anglais coururent aussi attaquer à l'improviste Sainte-Lucie, qu'ils enlevèrent d'assaut le 22 juin 1803. Ils prirent aussi Tabago, rocher sans défense, où commandait le général César Berthier; mais l'attitude imposante qu'offraient la Martinique et la Guadeloupe, ôta aux Anglais l'envie de les attaquer. Ils se contentèrent d'inter-

cepter les communications par de nombreuses croisières.

Les choses étaient en cet état, lorsque, le 20 février, on vit arriver à la Martinique une escadre française, sous les ordres du contre-amiral Burgues de Missiessy. Cette flotte, composée d'un vaisseau à trois ponts, de quatre vaisseaux de 74 canons, de trois frégates et de deux corvettes, ayant à bord des troupes de débarquement, commandées par le général de division Joseph Lagrange, remit à la voile le 21, et fit route pour aller attaquer la Dominique, que l'on espérait surprendre. Mais l'escadre ayant été reconnue pour française, les Anglais, après une assez belle défense, se retirèrent dans le fort du prince Rupers, où il leur fut facile de se mettre à l'abri d'un coup de main, par la position dominante et les fortifications de ce point. Le général Lagrange les somma vainement de se rendre; ne croyant pas avoir le temps de les réduire par un siége régulier, il se contenta de rançonner l'île, de désarmer les milices, de raser les batteries et de s'emparer de vingt-deux navires anglais qui

se trouvaient au mouillage du Roseau. Les Français abandonnèrent la Dominique le 28 février.

L'escadre se rendit le même jour à la Guadeloupe, pour y débarquer les troupes et les munitions destinées à cette colonie ; elle se porta ensuite sur les îles anglaises de Nièvres et de Mont-Serrat, qui furent prises sans resistance, et abandonnées après avoir été rançonnées et désarmées. Saint-Christophe fut ensuite traité comme l'avait été la Dominique.

Des calmes de plusieurs jours ayant empêché l'escadre de se porter contre d'autres colonies ennemies, elle regagna la Martinique, où elle mouilla le 16 mars, pour y déposer les troupes et les munitions dont elle était chargée pour cette île.

L'amiral ayant reçu des ordres pour retourner en Europe, leva l'ancre et se porta sur Santo-Domingo, alors assiégé par Dessalines, pour offrir quelques secours à cette poignée de Français qui, sous les ordres du brave général Ferrand, se défendait avec un courage héroïque contre les noirs et contre les Anglais leurs

alliés, qui la bloquaient par mer. La garnison, engagée dans une sortie, était prête à succomber quand l'escadre parut; sa présence la sauva; les Anglais prirent chasse et les nègres levèrent le siége. L'amiral Missiessy et le général Lagrange envoyèrent au général Ferrand le dernier bataillon qui leur restait, de l'artillerie, des munitions, des vivres, de l'argent, et firent route pour France.

Après le départ de l'escadre française, la croisière anglaise reparut bientôt sur les côtes de la Guadeloupe et de la Martinique. Le vice-amiral Cochrane, qui la commandait, vint, dans le courant de février 1808, déposer ses malades sur les deux îlots dits la Petite-Terre, autour desquels il établit son mouillage. Dès-lors, on s'occupa, à la Guadeloupe, à se prémunir contre une attaque, dont le moment ne paraissait pas devoir être éloigné.

Sur ces entrefaites, Marie-Galande étant tombée au pouvoir de l'ennemi, l'amiral Cochrane vint y fixer sa station; et cette île fut dépouillée de la manière la plus révoltante.

Le 31 mars, l'escadre anglaise se pré-

senta devant la Désirade ; les onze hommes qui en formaient la garnison firent un feu très-vif pendant deux heures. Enfin ils capitulèrent, et cette île, entre les mains de l'ennemi, lui servit à resserrer davantage le blocus de la Guadeloupe.

Cependant un armement considérable se préparait à la Barbade contre la Martinique, où les Anglais avaient des intelligences. Le débarquement de l'expédition se fit au quartier Robert, le 29 janvier 1809, à dix heures du soir. Les forces britanniques étaient de douze mille hommes de troupes, de plus de trois mille matelots, soutenus par une artillerie formidable.

Le capitaine-général Villaret leur fit éprouver de grandes pertes avant de s'enfermer dans le fort Bourbon. Tous les établissemens de ce fort furent détruits par un bombardement ; la poudrière allait sauter et renverser la ville du Fort-Royal, au moment où, pressé par les officiers de toutes les armes, il consentit à capituler après vingt-sept jours de résistance.

Par la prise de la Martinique, les Saintes devenaient plus importantes : c'é-

une députation du conseil, le capitaine de port et douze pilotes, se présentèrent devant le commandant, venant protester du dévouement et de la disposition de tous les esprits à la plus entière soumission; ils se donnèrent même pour ôtages. Le général en chef céda à leurs assurances, et malgré les obsessions des personnes sorties de la Dominique, qui avaient pris à tâche de le porter à des mesures de rigueur contre la Guadeloupe, il donna l'ordre du débarquement. Les troupes furent accueillies au milieu des cris d'allégresse par toute la population, qui demandait comme une faveur de les loger. Tout allait bien jusque-là; mais en relevant les différens postes, des soldats noirs furent insultés : Ignace, un de leurs capitaines, fut sur le point d'être arrêté avec la troupe qu'il commandait, et n'eut que le temps de se sauver du fort de la Victoire où il se trouvait, en sautant par-dessus les remparts. Bientôt les nègres alarmés, présumant d'après la conduite des officiers blancs que l'on en voulait à leur liberté, prirent les armes et se révoltèrent. La terreur se répandit dans toute la colonie, et

ce ne fut qu'après différens combats et beaucoup de sang répandu, que le général Richepanse parvint à faire triompher le parti des blancs. Les noirs révoltés, pressés de toutes parts, succombèrent avec leur commandant Ignace, en combattant vaillamment. Un autre de leurs chefs, nommé Desgrès, se fit sauter avec les siens. Le reste des insurgés, découragé par tant de revers, profita de l'amnistie qui avait été publiée, déposa les armes et rentra dans le devoir.

Cette paix de 1802, après laquelle les Antilles avaient tant soupiré, et qui avait causé tant de désastres à la Guadeloupe, ne put luire que quelques instans. La perte de Saint-Domingue, comme nous l'avons dit plus haut, suivit de près la rupture du traité : les Anglais coururent aussi attaquer à l'improviste Sainte-Lucie, qu'ils enlevèrent d'assaut le 22 juin 1803. Ils prirent aussi Tabago, rocher sans défense, où commandait le général César Berthier; mais l'attitude imposante qu'offraient la Martinique et la Guadeloupe, ôta aux Anglais l'envie de les attaquer. Ils se contentèrent d'inter-

cepter les communications par de nombreuses croisières.

Les choses étaient en cet état, lorsque, le 20 février, on vit arriver à la Martinique une escadre française, sous les ordres du contre-amiral Burgues de Missiessy. Cette flotte, composée d'un vaisseau à trois ponts, de quatre vaisseaux de 74 canons, de trois frégates et de deux corvettes, ayant à bord des troupes de débarquement, commandées par le général de division Joseph Lagrange, remit à la voile le 21, et fit route pour aller attaquer la Dominique, que l'on espérait surprendre. Mais l'escadre ayant été reconnue pour française, les Anglais, après une assez belle défense, se retirèrent dans le fort du prince Rupers, où il leur fut facile de se mettre à l'abri d'un coup de main, par la position dominante et les fortifications de ce point. Le général Lagrange les somma vainement de se rendre; ne croyant pas avoir le temps de les réduire par un siége régulier, il se contenta de rançonner l'île, de désarmer les milices, de raser les batteries et de s'emparer de vingt-deux navires anglais qui

se trouvaient au mouillage du Roseau. Les Français abandonnèrent la Dominique le 28 février.

L'escadre se rendit le même jour à la Guadeloupe, pour y débarquer les troupes et les munitions destinées à cette colonie ; elle se porta ensuite sur les îles anglaises de Nièvres et de Mont-Serrat, qui furent prises sans resistance, et abandonnées après avoir été rançonnées et désarmées. Saint-Christophe fut ensuite traité comme l'avait été la Dominique.

Des calmes de plusieurs jours ayant empêché l'escadre de se porter contre d'autres colonies ennemies, elle regagna la Martinique, où elle mouilla le 16 mars, pour y déposer les troupes et les munitions dont elle était chargée pour cette île.

L'amiral ayant reçu des ordres pour retourner en Europe, leva l'ancre et se porta sur Santo-Domingo, alors assiégé par Dessalines, pour offrir quelques secours à cette poignée de Français qui, sous les ordres du brave général Ferrand, se défendait avec un courage héroïque contre les noirs et contre les Anglais leurs

alliés, qui la bloquaient par mer. La garnison, engagée dans une sortie, était prête à succomber quand l'escadre parut; sa présence la sauva; les Anglais prirent chasse et les nègres levèrent le siége. L'amiral Missiessy et le général Lagrange envoyèrent au général Ferrand le dernier bataillon qui leur restait, de l'artillerie, des munitions, des vivres, de l'argent, et firent route pour France.

Après le départ de l'escadre française, la croisière anglaise reparut bientôt sur les côtes de la Guadeloupe et de la Martinique. Le vice-amiral Cochrane, qui la commandait, vint, dans le courant de février 1808, déposer ses malades sur les deux îlots dits la Petite-Terre, autour desquels il établit son mouillage. Dès-lors, on s'occupa, à la Guadeloupe, à se prémunir contre une attaque, dont le moment ne paraissait pas devoir être éloigné.

Sur ces entrefaites, Marie-Galande étant tombée au pouvoir de l'ennemi, l'amiral Cochrane vint y fixer sa station; et cette île fut dépouillée de la manière la plus révoltante.

Le 31 mars, l'escadre anglaise se pré-

senta devant la Désirade ; les onze hommes qui en formaient la garnison firent un feu très-vif pendant deux heures. Enfin ils capitulèrent, et cette île, entre les mains de l'ennemi, lui servit à resserrer davantage le blocus de la Guadeloupe.

Cependant un armement considérable se préparait à la Barbade contre la Martinique, où les Anglais avaient des intelligences. Le débarquement de l'expédition se fit au quartier Robert, le 29 janvier 1809, à dix heures du soir. Les forces britanniques étaient de douze mille hommes de troupes, de plus de trois mille matelots, soutenus par une artillerie formidable.

Le capitaine-général Villaret leur fit éprouver de grandes pertes avant de s'enfermer dans le fort Bourbon. Tous les établissemens de ce fort furent détruits par un bombardement ; la poudrière allait sauter et renverser la ville du Fort-Royal, au moment où, pressé par les officiers de toutes les armes, il consentit à capituler après vingt-sept jours de résistance.

Par la prise de la Martinique, les Saintes devenaient plus importantes : c'é-

tait l'unique point de ralliement où le ministre pouvait envoyer les secours que réclamait la Guadeloupe, la dernière possession de la France dans l'Archipel américain. Vers la fin de mars, la garnison des Saintes avait été portée à cinq cent soixante-dix hommes soldés. Une division française parut le 29 mars, à l'entrée de la nuit, dans le canal de Marie-Galande, et vint mouiller le lendemain dans la rade des Saintes. Elle portait cinq cent quatre-vingt-quatorze conscrits, et des approvisionnemens; mais malgré toutes ces forces réunies, les croiseurs ennemis s'étant ralliés autour des Saintes, y débarquèrent des troupes nombreuses, qui ne tardèrent pas à en prendre possession. Les trois vaisseaux français coupèrent leurs câbles et appareillèrent, laissant les deux flûtes au mouillage. Tous les bâtimens de guerre ennemis se mirent à leur poursuite, et les flûtes profitèrent de leur absence pour aller jeter l'ancre le lendemain matin dans la rade de la Basse-Terre, où, le 31 mai, les Anglais tentèrent inutilement de les incendier.

Le 1er janvier 1810, on apprit d'une

manière positive à la Guadeloupe, que l'attaque de la colonie était fixée par l'ennemi au 25 du même mois.

En effet, le vice-amiral Cochrane et le lieutenant général Georges Beckwith, commandant l'expédition britannique, firent voile le 22 de la Martinique, et réunirent ce jour-là leurs forces dans l'anse du prince Rupers, à la Dominique.

La seconde division, commandée par le général Harcourt, partit de la Dominique le 26, et alla mouiller aux Saintes. La première et la réserve se présentèrent le 27 devant la Grande-Terre, et jetèrent l'ancre au Gosier. L'amiral et le lieutenant général sommèrent la ville de la Pointe-à-Pitre de se rendre : il fut répondu que la ville et les forts se défendraient. Cependant une si noble résolution était loin d'être générale, et les Anglais, après quelques combats, dus plutôt à la bravoure particulière des chefs qu'à des dispositions combinées de la part du commandant, se rendirent maîtres de la Guadeloupe par capitulation.

Après un succès si peu disputé, le général Harcourt, partit de l'île le 12 fé-

vrier, pour aller s'emparer de Saint-Martin et de Saint-Eustache, qu'il prit sans opposition, les 15 et 21 février. A cette époque, il ne resta plus de colonie à la France dans les Antilles.

1814. Les choses étaient en cet état, lorsque la France fut forcée d'accepter les conditions de paix que lui imposaient les circonstances politiques dans lesquelles elle se trouvait.

Par le traité de Paris, du 30 mai 1814, l'Angleterre l'obligea à lui céder les îles de Tabago et de Sainte-Lucie, l'île de France, celle de Rodrigue, les Sechelles, et à souscrire à la condition humiliante de n'élever aucune fortification, et de n'entretenir que quelques soldats de police dans les établissemens éphémères qui lui furent restitués sur le continent indien. Elle dut se résigner à la cession à l'Espagne de la partie de Saint-Domingue qu'elle avait acquise par le traité de Bâle, en 1799.

Le cabinet de Saint-James daigna rendre à la France l'île de la Martinique; celui de Stockholm céda ses droits sur la Guadéloupe, encore au pouvoir des An-

glais ; et les Portugais restituèrent la Guyane française.

En conséquence de ce traité, le Roi nomma, le 13 juin 1814, un gouverneur, un intendant et un commandant en second pour chacune des deux îles qui devaient nous être restituées, et l'expédition qu'on préparait pour ces deux colonies ne pouvant être prête avant quelques mois, il fut décidé que les deux commandans en second partiraient sans délai avec un ordonnateur, pour aller, en qualité de commissaires du Roi, recevoir les îles des mains des Anglais, et pour les gouverner et les administrer provisoirement jusqu'à l'arrivée des premiers chefs.

Trois cents hommes du 70me régiment d'infanterie, une compagnie de soixante canoniers du 6me régiment, et soixante-quatorze ouvriers militaires du génie maritime, furent les seules troupes destinées à la reprise de possession de chaque colonie.

L'expédition arriva à la Martinique dans le commencement d'octobre. Les habitans saluèrent et accueillirent avec transport des Français qui venaient les

rendre à leur métropole et au gouvernement de leurs anciens Rois.

L'article 14 du traité du 30 mai, portait que la Martinique et la Guadeloupe seraient remises à la France trois mois après la ratification de ce traité, c'est-à-dire dans les premiers jours de septembre. La surprise et la consternation succédèrent bientôt à l'allégresse, lorsqu'on vit les Anglais refuser de remettre la colonie, sous prétexte qu'ils n'avaient point reçu d'instructions à cet égard de la part de leur gouvernement, et qu'ils manquaient de bâtimens pour transporter leurs troupes.

L'espoir d'être plus heureux à la Guadeloupe détermina le commandant en second de cette île à presser, pour s'y rendre, son départ de la Martinique. Le gouverneur anglais parut surpris des ordres dont les commissaires étaient porteurs, et s'occupa aussitôt à chercher des prétextes pour éluder, ou du moins pour retarder l'exécution du traité. La colonie n'était pas entièrement dépouillée ; il s'agissait de gagner du temps, afin de pouvoir enlever tout ce qui n'avait pas en-

core été pris. Enfin, après une infinité de difficultés, les autorités anglaises convinrent de remettre l'île le 7 décembre, à 9 heures du matin; mais de nouvelles chicanes s'opposèrent encore à l'exécution des conventions de la veille, et l'on ne parvint à faire arborer et saluer le pavillon blanc que le soir fort tard.

Ce ne fut que le 11 décembre que les Anglais permirent la prise de possession de la Pointe-à-Pitre, et cette partie avait été tellement spoliée qu'il ne se trouva pas dans les forts et les batteries un seul canon en état de faire feu, ni un grain de poudre pour saluer le pavillon blanc; on fut obligé d'emprunter deux petites pièces et d'acheter la poudre nécessaire d'un navire de commerce du Hâvre, qui se trouvait dans le port.

La Martinique et la Guadeloupe jouis- 1815.
saient d'une heureuse tranquillité qui commençait à leur faire oublier tous les maux qu'elles avaient eus à souffrir sous la domination anglaise, lorsqu'on y reçut le premier avis du retour de Napoléon. Dès les premiers jours, la Martinique, suivant l'impulsion de son commandant,

fit embarquer, pour être conduits en France, la compagnie d'artillerie, celle des ouvriers du génie maritime, et deux détachemens du 26me régiment. Les Anglais furent appelés dans cette colonie, et en occupèrent les forts en qualité d'auxiliaires.

La Guadeloupe ne pouvait supporter l'idée d'être soumise à la même épreuve, et sa haine contre les Anglais se joignant au désir ardent de rester unie à la métropole, elle préféra arborer les couleurs que portait la France, et rejeta toutes les offres de secours que lui fit la station anglaise.

Cependant les Anglais, las de rester paisibles spectateurs de la tranquillité de la Guadeloupe, débarquèrent trois cents hommes aux Saintes dans la nuit du 5 au 6 juillet, et, tout en déclarant qu'ils n'avaient point d'ordre de commettre des hostilités, ils en avaient pris possession, retenant prisonniers le détachement et le capitaine d'artillerie qui y commandait.

Le 18 juillet, ils s'emparèrent de même de Marie-Galande *au nom du roi Georges*, et y arborèrent le pavillon anglais.

Cependant la Guadeloupe, dont les communications se trouvaient de plus en plus gênées par la rigueur du blocus, s'attendait à chaque instant à être attaquée par l'ennemi, et faisait ses préparatifs de défense. Mais l'union, qui seule aurait pu la sauver, était loin de régner parmi ses habitans.

Le 8 août, dès sept heures du matin, le canon se fit entendre, et les Anglais, qui étaient débarqués sur plusieurs points, manœuvraient pour s'emparer des principales positions.

Le 9 au soir, le gouverneur, déterminé par tous les officiers qui reconnaissaient l'impossibilité de la résistance, fit faire au commandant anglais des ouvertures pour la reddition de la colonie. Les conditions de la capitulation furent acceptées le 10, et le pavillon britannique flotta sur les forts.

Les destinées de la France avaient été 1816.
fixées à Paris le 20 novembre 1815; la nation venait de recouvrer pour la seconde fois l'ancienne dynastie des Bourbons. L'angleterre s'était engagée envers la France à la restitution de ses îles

d'Amérique, ainsi que cela avait été réglé par le traité du 30 mai 1814; mais elle fit payer bien cher cette restitution. Il fut stipulé que 3,500,000 fr. de rente seraient inscrits sur le grand livre de la dette publique de France, comme fonds de garantie pour certaines créances anglaises qu'on vit apparaître tout-à-coup.

A l'avénement de S. M. Louis XVIII, des négociations avaient été entamées avec Pétion et Christophe pour replacer Saint-Domingue sous la domination de la France; mais toutes les autorités de l'île rejetèrent d'un commun accord toute proposition tendant à détruire l'indépendance de l'île et la liberté du peuple d'Haïty.

1818. Le président Pétion étant mort, le général Boyer fut nommé à l'unanimité pour le remplacer dans le commandement de la république d'Haïty, et bientôt après l'armée de Christophe s'étant révoltée, ce prince, abandonné de tout le monde, se tira un coup de pistolet qui lui perça le cœur. Le président Boyer visita alors toutes les parties de l'île pour y éta-
1820. blir la paix et la concorde; et le 26 octobre,

Marsan en Gascogne, ennemi des Espagnols, dont il avait reçu des outrages personnels, et passionné pour sa patrie, vend son bien, construit des vaisseaux, choisit des compagnons capables de le seconder, va attaquer les meurtriers dans la Floride, les bat dans toutes les rencontres, et les fait pendre à des arbres sur lesquels on écrit : *Non comme Espagnols, mais comme assassins.*

L'expédition du brave de Gourgue 1567.
n'eut pas d'autres suites, et il évacua la Floride en 1567. De ce moment, les Français, agités par la discorde et les guerres civiles, oublièrent le Nouveau-Monde jusqu'au règne de Henri-le-Grand.

Alors la nation, tranquille et libre sous un roi qui avait su gagner sa confiance, conçut des projets utiles. On s'occupa de la formation des colonies. Les premières idées devaient naturellement se porter vers la Floride; mais le danger qu'il y avait à provoquer les Espagnols inspira la résolution de s'éloigner d'eux le plus qu'il serait possible. Les contrées plus septentrionales de l'Amérique obtinrent par cette raison la préférence. La route

connue par le gouvernement français. M. le baron de Mackau, chargé des négociations relatives à cette reconnaissance, obtint les conditions les plus avantageuses au commerce, et une indemnité de 150 millions à répartir sur les anciens propriétaires. L'ordonnance royale fut entérinée par le sénat haïtien le 11 juillet, en présence du président Boyer, de M. de Mackau et des principaux officiers des vaisseaux en station dans les mers d'Amérique et réunis dans la rade du Port-au-Prince, au bruit des salves d'artillerie haïtienne et française, et au milieu des acclamations les plus joyeuses et les plus fraternelles. C'est ainsi qu'en perdant une colonie dont la reprise de possession eût coûté des flots de sang sans aucun avantage réel, la France a acquis un allié qui sera long-temps d'un grand poids dans la balance de ses intérêts commerciaux.

CHAPITRE VIII.

Établissement des Français dans le Canada ou la Nouvelle-France. — La Compagnie de Londres forme la colonie dite du Sud dans la Virginie, et fonde la ville de James-Town.

La France avait laissé les Espagnols et les Portugais s'établir dans le Nouveau-Monde, et avait négligé de donner des lois à des nations inconnues. Un seul homme lui ouvrit enfin les yeux, ce fut l'amiral de Coligny. Il envoya, en 1562, Jean Ribaud dans la Floride : cette immense contrée de l'Amérique septentrionale s'étendait alors depuis le Mexique jusqu'au pays que les Anglais ont depuis cultivé sous le nom de Caroline. Les Espagnols l'avaient parcourue en 1512, mais sans s'y établir. Les Français, au lieu de cultiver les terres et de rester soumis aux lois de la subordination, prodiguèrent les vivres, laissèrent les terres incultes, insultèrent les indigènes, et ne

1562.

s'occupèrent que de chasse. Pour comble de malheur, les troubles civils qui désolaient la France détournèrent les regards des sujets d'une entreprise où l'état n'avait jamais arrêté ses vues.

La cour d'Espagne, soumise au joug de l'Inquisition, et accoutumée à s'attribuer la possession exclusive de l'Amérique, instruite des tentatives que quelques Français protestans avaient faites pour s'y établir, et de l'abandon où les laissait leur gouvernement, fit partir de Cadix une flotte pour les exterminer. Ménendez, qui la commandait, arrive à la Floride; il y trouve les ennemis qu'il cherchait établis au fort de la Caroline; il attaque tous leurs retranchemens, les emporte l'épée à la main, et fait un massacre horrible; tous ceux qui avaient pu s'y soustraire furent pendus, avec cette inscription : *Non comme Français, mais comme hérétiques.*

Le ministère de Charles IX, bien digne d'un tel maître, laissa cet affront impuni. Un simple particulier se chargea de la vengeance de la France.

Dominique de Gourgue, né à Mont-

qu'on expédia furent pris par les Anglais, que le siége de La Rochelle venait de brouiller avec la France. La nation anglaise eut l'avantage sur les Français. Ceux-ci perdirent le Canada en 1629; 1629.
mais il fut restitué par le traité de Saint-Germain-en-Laye, en 1631.

La situation de la colonie ne fut pas meilleure pour cela, ce fut toujours la même ignorance, la même négligence. Les Français avaient mal formé leurs établissemens; pour paraître régner sur d'immenses contrées, pour se rapprocher des pelleteries, ils avaient placé leurs habitations à une telle distance les unes des autres qu'elles n'avaient presque point de communication et qu'elles étaient hors d'état de se secourir. Les Iroquois ne tardèrent pas à démêler le vice de cette disposition, et se mirent en mouvement pour en profiter. Les Français se virent réduits à élever dans chacun des districts qu'ils occupaient, une espèce de fort où ils se réfugiaient, où ils retiraient leurs vivres et leurs troupeaux à l'approche de ces ennemis irréconciliables. Enfin, en 1662, le ministère sortant de sa léthargie, 1662.

en était déjà tracée. François 1er y avait envoyé, en 1523, le Florentin Verazzani, qui ne fit qu'observer l'île de Terre-Neuve et quelques côtes du continent sans s'y arrêter.

Onze ans après, Jacques Cartier, habile navigateur de Saint-Malo, reprit les projets de Verazzani et alla plus loin que son prédécesseur. Il entra dans le fleuve Saint-Laurent; mais après avoir échangé quelques marchandises d'Europe contre des pelleteries, il se rembarqua pour la France où l'on oublia promptement son entreprise.

1598. Cependant les Normands, les Bretons, les Basques continuèrent à faire la pêche de la morue sur le grand banc, le long des côtes de Terre-Neuve, dans tous les parages voisins. Ces hommes intrépides, qui avaient de l'expérience, servirent de pilotes aux aventuriers qui, depuis 1598, tentèrent de fonder des colonies dans ces contrées désertes. Aucun de ces premiers établissemens ne prospéra, parce qu'ils furent tous dirigés par des compagnies exclusives, qui n'avaient ni les talens ni les fonds nécessaires. Enfin Samuel de

Champlain remonta bien avant le fleuve Saint-Laurent, et jeta sur ses bords, en 1608, les fondemens de Québec, qui devint le berceau, le centre, la capitale de la Nouvelle-France ou du Canada. 1608.

Les peuplades de ces contrées se faisaient une guerre acharnée lorsque les Français arrivèrent. Dans l'espoir de trouver une ressource dans leurs hôtes, les sauvages voisins du fleuve favorisèrent l'établissement de ces étrangers. Champlain épousant en effet les intérêts de ses nouveaux alliés, marcha avec eux contre leurs ennemis. Par son secours et celui des Français qui l'accompagnaient, les sauvages furent vainqueurs, et les Iroquois eussent été probablement détruits ou forcés de vivre en paix, si les Hollandais, qui en 1610 avaient fondé à leur voisinage la colonie de la Nouvelle-Belge, ne leur eussent pas fourni des armes et des munitions, ce qui rétablit l'égalité et perpétua la guerre et les massacres.

Cependant les Français ne s'élevaient pas sur tant de débris : en 1627, ils n'avaient encore que trois misérables établissemens entourés de palissades. Cette 1627.

langueur n'avait d'autre cause que le système d'une compagnie exclusive, qui se proposait moins de créer une puissance nationale au Canada, que de s'y enrichir par le commerce des pelleteries. Le gouvernement, au lieu de donner au commerce une liberté qui eût bientôt rendu la colonie florissante, se contenta de substituer à l'ancienne compagnie une association plus nombreuse et composée de gens plus riches, à laquelle on accorda tous les encouragemens et les faveurs possibles.

1628. Pour répondre à tant de preuves de prédilection, la compagnie s'engagea à porter dans le Canada, dès la première année de son privilége, deux ou trois cents ouvriers des professions les plus convenables, et jusqu'à seize cents hommes avant 1643. Elle devait les loger, les nourrir, les entretenir pendant trois ans, et leur distribuer ensuite une quantité de terres défrichées suffisante pour leur subsistance, avec le blé nécessaire pour les ensemencer la première fois.

La fortune ne seconda pas de si heureux arrangemens; les premiers vaisseaux

avec le Canada, l'immense pays connu sous le nom de Nouvelle-France. Les peuples épuisés cherchèrent dans le Nouveau-Monde les moyens de réparer leurs pertes; l'île du cap Breton fixa d'abord leur attention.

Les Anglais, regardant cette possession comme l'équivalent de tout ce que les Français avaient perdu par le traité d'Utrecht, s'opposèrent d'abord à ce qu'il leur fût permis de peupler cette île et de la fortifier; mais la France obtint enfin de faire au cap Breton tous les arrangemens qui lui conviendraient.

Quoique cette île attirât depuis longtemps quelques pêcheurs qui y venaient tous les étés, elle n'en avait jamais fixé vingt ou trente. Les Français, qui en prirent possession au mois d'août 1713, furent proprement ses premiers habitans. Ils changèrent son nom en celui de l'Ile-Royale, et jetèrent les yeux sur le Fort-Dauphin, pour former leur principal établissement; mais la difficulté d'y arriver le fit bientôt abandonner, et les vues se tournèrent vers Louisbourg dont l'abord était plus facile, et que cependant l'on ne

fit passer quatre cents hommes de bonnes troupes dans le Canada ; ce corps fut renforcé deux ans après, et les Iroquois se trouvèrent forcés à un accommodement. La colonie jouit alors, pour la première fois, d'une profonde paix. La liberté du commerce sur tous les objets, le castor excepté, fit naître la prospérité, et la population s'accrut rapidement. On voulut alors comprimer davantage les Iroquois, qui avaient troublé la tranquillité générale en attaquant quelques peuplades éloignées ; ils consentirent à faire la paix et à se conformer aux conditions qui leur furent prescrites ; mais cette espèce d'humiliation aigrit le ressentiment de cette nation fière et belliqueuse. Les Anglais, qui en 1664 avaient chassé les Hollandais de la Nouvelle-Belge, et qui étaient restés en possession de leur conquête, qu'ils avaient nommée la Nouvelle-Yorck, profitèrent des dispositions où ils voyaient les Iroquois ; on tâcha de débaucher également les autres alliés de la France ; ceux qui résistèrent à la séduction furent attaqués.

Denonville, envoyé depuis peu dans

le Canada, était impatient de souffrir tant d'insultes; mais il résolut de dissimuler jusqu'à l'arrivée d'un renfort qu'il attendait. Ces secours arrivèrent en 1687. 1687.
Le gouverneur eût pu alors profiter de la supériorité de ses forces; il eut d'abord recours aux armes de la faiblesse, et employa la perfidie pour se saisir des chefs des Iroquois qu'il avait appelés à une entrevue. Aussitôt des deux côtés on courut aux armes. La guerre fut d'autant plus durable que l'Angleterre, depuis peu brouillée avec la France à l'occasion du détrônement de Jacques II, crut de son intérêt de s'allier avec les Iroquois. Une flotte anglaise partit d'Europe en 1690, 1690.
arriva devant Québec pour en former le siége; mais elle fut obligée de renoncer honteusement à son entreprise.

La paix de Riswick fit cesser tout à-la- 1697.
fois les calamités de l'Europe et les hostilités de l'Amérique; mais l'élévation du duc d'Anjou sur le trône de Charles-Quint replongea bientôt le monde dans une guerre universelle. Les flammes de l'incendie général s'approchaient du Canada, les Iroquois en arrêtèrent l'effet.

commença à fortifier qu'en 1720. Le pays n'étant pas propre à l'agriculture, toute l'activité de la colonie se tourna constamment vers la pêche de la morue sèche.

Indépendamment des pêcheurs fixés dans l'île, il en arrivait tous les ans de France qui séchaient leur morue, soit dans les habitations, où ils s'arrangeaient avec les propriétaires, soit sur les grèves, dont l'usage leur était toujours réservé.

Malgré cette circulation, qui se faisait tout entière à Louisbourg, la plupart des colons languissaient dans une misère affreuse. Cependant toutes les parties de la Nouvelle-France n'étaient pas prédestinées, dès leur origine, au même état de langueur. Plus heureuse que l'Ile-Royale, l'île de Saint-Jean traita mieux ses habitans. C'est un pays uni, coupé en tous sens de petits ruisseaux qui entretiennent la fertilité, peuplé d'une infinité d'oiseaux et de gibier de toute espèce; il offre à l'homme une nourriture assurée.

Les Acadiens commencèrent à passer dans cette île en 1749: avec le temps, ils s'y réunirent jusqu'au nombre de trois

serrer dans la péninsule ces colons ambitieux. L'avidité qui les poussait dans l'intérieur des terres, singulièrement du côté de l'Ohio, ne lui paraissait pas moins outrée. Les Apalaches, à son avis, devaient être les limites de leurs possessions, et il se promit de ne leur pas laisser franchir ces montagnes. Le successeur qu'on lui donna pendant qu'il rassemblait les moyens de soutenir ce vaste dessein, embrassa ses vues avec toute la chaleur qu'elles pouvaient inspirer. On vit élever de tous côtés des forts, qui devaient donner de la solidité à un système que la cour avait adopté peut-être légèrement.

Alors commencèrent, entre les Anglais et les Français de l'Amérique septentrionale, des hostilités plutôt autorisées qu'avouées par leurs métropoles; mais bientôt le pavillon anglais reçut ordre d'insulter le pavillon français sur toutes les mers. Il avait pris ou dispersé tous les vaisseaux qu'il avait rencontrés, lorsqu'en 1758 il cingla vers l'Ile-Royale. 1758.

Cette porte du Canada avait déjà été attaquée en 1745, et Louisbourg ayant

tatives furent faites depuis à différentes époques, pour établir sur ses rives fertiles une colonie française; mais ce ne fut
1717. qu'en 1717 que la Compagnie formée par l'Écossais Law, réussit, par un stratagème odieux, à y attirer quelques habitans. En
1719. 1719 et 1720, la France ayant pris la résolution de rendre cet établissement plus important, fonda, sur les bords du Mississipi, la Nouvelle-Orléans, qui est la capitale du pays; mais cette colonie, gênée par les spéculations du monopole, ne put jamais atteindre un haut degré de prospérité. Elle fut cédée à l'Espagne en 1763. L'attachement des habitans pour la France retarda la prise de possession; mais elle eut lieu définitivement en 1767.

Le cabinet de Versailles confia le gou-
1747. vernement du Canada, en 1747, à La Galissonière, homme qui joignait un courage actif à des connaissances étendues. Les Anglais voulaient prolonger les limites de la Nouvelle-Écosse ou de l'Acadie jusqu'à la rive méridionale du fleuve Saint-Laurent: il jugea que ces prétentions étaient injustes, et il résolut de re-

serrer dans la péninsule ces colons ambitieux. L'avidité qui les poussait dans l'intérieur des terres, singulièrement du côté de l'Ohio, ne lui paraissait pas moins outrée. Les Apalaches, à son avis, devaient être les limites de leurs possessions, et il se promit de ne leur pas laisser franchir ces montagnes. Le successeur qu'on lui donna pendant qu'il rassemblait les moyens de soutenir ce vaste dessein, embrassa ses vues avec toute la chaleur qu'elles pouvaient inspirer. On vit élever de tous côtés des forts, qui devaient donner de la solidité à un système que la cour avait adopté peut-être légèrement.

Alors commencèrent, entre les Anglais et les Français de l'Amérique septentrionale, des hostilités plutôt autorisées qu'avouées par leurs métropoles; mais bientôt le pavillon anglais reçut [illegible] d'insulter le pavillon français sur [illegible] les mers. Il avait pris ou dispersé [illegible] vaisseaux qu'il avait rencontrés, [illegible] qu'en 1758 il cingla vers l'Ile-Roy[illegible]

Cette porte du Canada avait [illegible] attaquée en 1745, et Louisbour[illegible]

été pris, l'île entière avait suivi le sort de sa capitale, son unique barrière.

Une possession si précieuse, restituée à la France par le traité d'Aix-la-Chapelle, fut attaquée de nouveau en 1758, et succomba de la même manière, malgré la défense vigoureuse de la garnison.

La conquête de l'Ile-Royale ouvrait le chemin du Canada. Dès l'année suivante, on y porta la guerre, ou plutôt on y multiplia les scènes de carnage dont cet immense pays était depuis long-temps le théâtre. Québec, attaqué vivement et
1759. au trois quarts détruit, fut obligé de capituler le 17 décembre. Depuis cette époque, une poignée de Français, aidée d'un petit nombre de sauvages, soutint encore pendant quelque temps l'honneur des armes françaises dans le nord de l'Amérique; mais, ne recevant aucun renfort de la métropole, elle fut obligée de céder à la force et de capituler, et ce fut pour la colonie entière. Les traités de paix cimentèrent la conquête; et de tant de possessions il ne reste aux Français, dans ces mers, que les petites îles de Saint-Pierre et de Miquelon, accordées à la France par le traité

de Versailles de 1763, pour servir d'abri 1763.
aux pêcheurs de morue, à condition qu'on ne pourrait les fortifier, qu'il n'y aurait que des bâtimens civils pour la commodité de la pêche, et seulement une garde de cinquante hommes pour la police. En 1778, les Anglais ont détruit dans ces 1778.
deux îles les établissemens des Français, et ont fait prisonnière la garde civile; mais ils les ont rendues par le traité de 1783. Prises pendant les guerres de la ré- 1783.
volution, elles nous ont été restituées entièrement ravagées en 1815. Elles ne 1815 à 1825.
sont employées qu'à faire sécher la morue qui se pêche sur le grand banc de Terre-Neuve et dans le voisinage de l'île de ce nom.

L'Angleterre, qui, par des traités avantageux, suite de son activité et de sa persévérance, jouit de tous les avantages commerciaux que présente l'Amérique septentrionale, ne commença cependant à 1578.
y faire des tentatives de colonisation que sous le règne d'Élisabeth.

Bartholomé Gosmald, habile naviga- 1602.
teur, au lieu de suivre la route tracée par ses devanciers, se dirigea droit à l'ouest,

et visita les côtes du pays appelé depuis la *Nouvelle-Angleterre*. Le rapport avantageux qu'il en fit, vérifié par des bâtimens expédiés par le commerce de Bristol et par les lords Arundel et Southampton, donna lieu à la formation d'une association ayant pour but de coloniser l'Amé-
1603. rique du nord. Jacques 1er partagea en deux portions les terres dont les navigateurs anglais avaient pris possession depuis le 34e jusqu'au 45e degrés de latitude.
1606. Deux Compagnies furent autorisées à y faire des établissemens. L'une des deux portions reçut le nom de première colonie ou de colonie du sud; l'autre celui de seconde colonie ou de colonie du nord. La première échut en partage à la Compagnie de Londres; la seconde à celle de Bristol, Plymouth et autres villes occidentales de l'Angleterre. Comme ces deux Compagnies agirent séparément et à des époques différentes, nous suivrons séparément aussi l'histoire de leurs premiers établissemens.

La première expédition de la Compagnie de Londres consista en trois bâtimens portant cinq cents colons. Le capitaine

A peu près vers ce même temps, la 1619.
Compagnie envoya à la Virginie une cargaison de jeunes filles prises dans les familles du peuple, mais de bonnes mœurs. Alors d'heureux mariages, en fixant les planteurs, contribuèrent à l'état florissant de la colonie.

La prospérité de la Virginie allait toujours croissant; la puissance législative, jusqu'alors exercée d'abord par les rois, ensuite par la Compagnie en Angleterre, ou par ses agens en Virginie, passa entre les mains des habitans.

Les onze bourgs alors existans élurent leurs députés, et l'assemblée se tint à James-Town. Sous un tel gouvernement, la colonie étendit au loin ses établissemens; mais au milieu de cet accroissement se préparait en secret un événement qui menaça de tout détruire. Les Indiens, connaissant le danger du voisinage des Européens, et prévoyant la destruction de leur nation, résolurent de la prévenir. Ils tramèrent un complot dont le secret fût gardé pendant quatre ans.

Au jour qu'ils avaient fixé, ils se pré- 1622.
cipitèrent tous à la fois dans les habitations

même. Lord Delaware fut fait gouverneur à vie; mais comme il ne pouvait partir immédiatement, sir Thomas Gates et sir Georges Summers furent envoyés avec 9 vaisseaux et environ 500 émigrans.

L'ancien gouverneur Smith ayant eu le malheur d'être blessé grièvement par l'explosion d'un paquet de poudre, ses amis l'embarquèrent pour l'Angleterre. A son départ, tous les élémens de prospérité de la colonie et toutes les richesses s'évanouirent devant l'esprit de débauche et d'insubordination : les Indiens et la famine firent périr un si grand nombre de colons, qu'en six mois il n'y eut plus que soixante personnes, sur près de cinq cents qu'avait laissées Smith en partant. Cependant, sous l'administration de Percy, de Thomas Dale et enfin de Gates, la co-
1612. lonie reprit sa vigueur. Ce dernier étendit les établissemens anglais, vit joindre les Bermudes et toutes les îles situées à trois cents lieues de la côte au territoire de la
1616. Virginie. Ce fut aussi sous la protection de Dale que la culture du tabac, source de la richesse de cette province, s'introduisit dans le pays.

A peu près vers ce même temps, la 1619.
Compagnie envoya à la Virginie une cargaison de jeunes filles prises dans les familles du peuple, mais de bonnes mœurs. Alors d'heureux mariages, en fixant les planteurs, contribuèrent à l'état florissant de la colonie.

La prospérité de la Virginie allait toujours croissant; la puissance législative, jusqu'alors exercée d'abord par les rois, ensuite par la Compagnie en Angleterre, ou par ses agens en Virginie, passa entre les mains des habitans.

Les onze bourgs alors existans élurent leurs députés, et l'assemblée se tint à James-Town. Sous un tel gouvernement, la colonie étendit au loin ses établissemens; mais au milieu de cet accroissement se préparait en secret un événement qui menaça de tout détruire. Les Indiens, connaissant le danger du voisinage des Européens, et prévoyant la destruction de leur nation, résolurent de la prévenir. Ils tramèrent un complot dont le secret fut gardé pendant quatre ans.

Au jour qu'ils avaient fixé, ils se pré- 1622.
cipitèrent tous à la fois dans les habitations

des colons, et massacrèrent tout ce qu'ils rencontrèrent, sans distinction d'âge ni de sexe. James-Town et les établissemens voisins furent sauvés par la trahison d'un Indien qui avait reçu le baptême. Une guerre sanglante suivit cette rupture: tous les moyens, même la perfidie et la trahison furent employés par les colons, et la destruction presque totale des Indiens de cette contrée assura le repos de la colonie.

Dans cet état de choses, la Virginie avait besoin d'un renfort; mais la Compagnie de Londres n'était plus en état de faire de nouvelles expéditions. Les questions du droit divin et des droits des peuples occupaient alors tous les esprits en Angleterre. La Compagnie, composée en grande partie d'hommes indépendans, pencha du côté populaire; et dès-lors, Jacques II résolut de la détruire. Il la cita au tribunal du banc du Roi, après avoir fait emprisonner deux de ses principaux
1623. membres, il la dissolvit comme tenant de la couronne tous ses droits et priviléges.

1625. La Virginie étant devenue une province

gouvernée directement par la couronne, Jacques s'occupait de donner une nouvelle organisation à la colonie lorsqu'il mourut.

Charles 1er continua l'œuvre de son père. Il adjoignit au gouverneur un conseil de douze membres; des taxes furent imposées arbitrairement, et le roi s'empara du monopole du tabac. Sir John Harvey, nommé aux fonctions de gouver- 1627.
neur, opprima les colons de la manière la plus violente: les habitans, indignés, se soulevèrent contre lui et l'envoyèrent pri- 1636.
sonnier en Angleterre; mais le roi refusa de leur rendre justice, et renvoya le gouverneur à son poste. Il le remplaça 1639.
cependant bientôt par William Berkeley, dont les talens et les vertus firent, pendant près de quarante années, le bonheur de la colonie. Elle ne fut point ingrate, et demeura fidèle à Charles 1er, même après l'abolition de la monarchie. Le parlement ne tarda pas à armer une flotte, qui força la Virginie à reconnaître la république; mais à la mort de Mathews, dernier gouverneur pour Cromwel, la Virginie leva l'étendard royal et proclama

Charles II. A la nouvelle de la contre-révolution qui s'était opérée dans la métropole, elle éclata en transports de joie. Ils ne furent pas de longue durée : le parlement augmenta, d'une manière insupportable, les gênes imposées au commerce. L'acte de navigation, imaginé par le Protecteur, fût rendu par ceux qui le remplacèrent. Les plaintes ne furent point
1675. écoutées. A ces maux se joignit la baisse du prix du tabac, par suite du monopole royal : ces motifs facilitèrent l'insurrection de Nathaniel Bacon, colonel de milice. A la tête des mécontens armés, sous le prétexte de combattre les Indiens, il mit en fuite le gouverneur Berkeley; mais sa mort mit fin à la révolte, et la clémence acheva d'assurer la soumission
1678. des mécontens.

Depuis cette époque jusqu'à la révolution de 1688, l'histoire de Virginie n'offre aucun événement remarquable. Les émigrations, occasionnées par la facilité d'acheter des terres, continuaient; la culture s'étendait de jour en jour; l'usage du tabac, adopté dans toute l'Europe, répandait l'aisance parmi les planteurs.

Lors de la révolution de 1688, le nombre des habitans de la Virginie était déjà de soixante mille.

Henri VIII ayant enlevé à la Virginie 1632.
le terrain immense compris entre la baie de Chesapeak et les limites de la Nouvelle-Angleterre, lui donna le nom de *Maryland*, en l'honneur de Marie de France, reine d'Angleterre, et l'accorda en toute propriété à lord Baltimore. Le propriétaire, assisté du corps de ses tenanciers libres, ou de leurs délégués, fut investi du pouvoir de faire des lois pour la colonie, et aucun contrôle ne fut réservé à la couronne sur l'administration de Maryland.

Environ cent émigrans catholiques, presque tous d'une condition distinguée, quittèrent une patrie dans laquelle tous les droits politiques leur étaient ravis. Calvert, frère de lord Baltimore, était à leur tête. Ils descendirent sur les bords de la Potomack, et achetèrent des indigènes le territoire où ils bâtirent la ville de Sainte-Marie.

La première assemblée législative du 1637.
Maryland, après plusieurs discussions

avec lord Baltimore, au sujet du code de lois et de réglemens qui devaient régir la colonie, lui assigna un revenu fixe, et s'en déclara indépendante pour la direction des affaires.

Les persécutions religieuses procurèrent un rapide accroissement à la population du Maryland, à cause de la modération qui portait les habitans de cette colonie à accorder à toutes les sectes les mêmes priviléges.

1641. A l'époque des troubles d'Angleterre, la guerre civile éclata entre les catholiques
1651. romains et les partisans de la révolution Ceux-ci triomphèrent; mais au retour de Charles II, l'assemblée législative rentra dans tous ses droits, et la tranquillité fut entièrement rétablie.

La terre sur laquelle les huguenots français avaient voulu se créer un asile, et que le fanatisme religieux de Philippe II avait arrosée de leur sang, n'attira l'attention du gouvernement anglais qu'après la res-
1663. tauration de Charles II. Ce prince concéda ce vaste pays, nommé *Caroline*, à plusieurs seigneurs puissans, aux mêmes conditions que Henri VIII avait imposées

pour la concession du Maryland, ne soumettant pas les actes de la colonie à l'approbation de la couronne.

Des émigrans de Virginie se fixèrent près du détroit d'Abermale, sous la protection du gouverneur Berkeley, et formèrent une première colonie en Caroline.

Un nombre considérable d'habitans de la Barbade peupla le reste du pays, situé au sud du cap Fear. Depuis long-temps des émigrans du Massachusset s'étaient fixés auprès de ce cap; mais aucune émigration considérable n'eut lieu de l'Angleterre. Telle fut l'origine des deux Carolines, qui étaient soumises à un gouvernement séparé.

Les propriétaires du comté d'Alber- 1669.
male eurent recours au célèbre Locke, pour leur donner une constitution; mais elle n'eut aucun succès et excita un mécontentement général. Les propriétaires 1693.
se virent forcés de renoncer à la faire exécuter. Alors la Caroline, affranchie des entraves qui s'opposaient à son développement, parvint rapidement à un haut degré de prospérité.

CHAPITRE IX.

La Compagnie de Plymouth, propriétaire de la colonie du Nord, forme plusieurs établissemens qui prennent le nom de Nouvelle-Angleterre. — Causes de la révolution des colonies anglaises. — Elles déclarent leur indépendance et forment une république fédérative. — La France reconnaît l'indépendance des États-Unis, et prend une part active à la guerre. — Paix de 1783. — Les États-Unis déclarent la guerre à l'Angleterre en 1812. — La paix est conclue à Gand. — État actuel de l'union américaine.

On vient de voir ce que fit la Compagnie de Londres pour la colonie de Virginie. La Compagnie de Plymouth, propriétaire de la colonie du Nord, ne fit que des efforts faibles et malheureux; et la portion qui lui était échue en partage ne dût sa population qu'à l'intolérance de l'église anglicane.

Plusieurs sectes divisaient l'Angleterre. Élisabeth fit approuver le rituel anglican par l'acte dit *d'uniformité;* la secte des

vres et sur *l'alliance de la grâce*, s'éloignèrent avec leurs partisans, et fondèrent Rhode-Island et les plantations de la Providence; d'autres peuplèrent le Connecticut; d'autres enfin le New-Hampshire et le Maine.

L'émigration vers les colonies continua à la convocation du long parlement. Les maximes des puritains triomphaient, la 1642.
chambre des communes les exempta de tout droit d'importation et d'exportation.

La liberté laissée à la Nouvelle-Angle- 1643.
terre fut si grande que les quatre colonies de Massachusset, de Plymouth, de Connecticut et de New-Haven purent prendre une mesure qui était presque une déclaration d'indépendance; elles s'unirent entre elles par un pacte fédératif, et elles établirent une monnaie à Boston. Cette confédération subsista quarante ans, c'est-à-dire jusqu'à la révocation des chartes des Compagnies de Londres et de Plymouth par Jacques II.

Le Rode-Island fut exclu de la confédération parce que les habitans, quoique puritains, se refusaient à persécuter ceux

la rivière Charles. Ceux-ci établirent la
1628. colonie de la baie de Massachusset; ils fondèrent la ville de Salem, et l'année suivante celle de Charles-Town.

Malgré l'intolérance des Brownistes, la colonie s'accrut rapidement par les nombreuses émigrations qui eurent lieu.

Dix-sept vaisseaux portant quinze cents colons, partirent pour la Nouvelle-Angleterre et les villes de Boston, Dorchester, Roxborough et plusieurs autres furent fondées.

Ces émigrations devinrent si fréquentes que Charles les défendit par une proclamation; mais malgré sa défense les migrations continuèrent, et en 1638 plus de trois mille personnes arrivèrent sur la colonie. Bientôt le voisinage des Français dans l'Acadie et le Canada, et un établissement que le cardinal de Richelieu parut vouloir former sur la rivière de Penobscot, ayant inspiré des craintes, les colonies anglaises du nord s'armèrent, et on augmenta les fortifications de Boston.

1656. Des pasteurs, bannis du Massachusset pour des doctrines sur *l'alliance des œu-*

vres et sur *l'alliance de la grâce*, s'éloignèrent avec leurs partisans, et fondèrent Rhode-Island et les plantations de la Providence; d'autres peuplèrent le Connecticut; d'autres enfin le New-Hampshire et le Maine.

L'émigration vers les colonies continua à la convocation du long parlement. Les maximes des puritains triomphaient, la 1642.
chambre des communes les exempta de tout droit d'importation et d'exportation.

La liberté laissée à la Nouvelle-Angle- 1643.
terre fut si grande que les quatre colonies de Massachusset, de Plymouth, de Connecticut et de New-Haven purent prendre une mesure qui était presque une déclaration d'indépendance; elles s'unirent entre elles par un pacte fédératif, et elles établirent une monnaie à Boston. Cette confédération subsista quarante ans, c'est-à-dire jusqu'à la révocation des chartes des Compagnies de Londres et de Plymouth par Jacques II.

Le Rode-Island fut exclu de la confédération parce que les habitans, quoique puritains, se refusaient à persécuter ceux

qui n'appartenaient point à l'église dominante.

Du reste, aucun événement important n'arriva dans ces colonies pendant la révolution anglaise.

Après le rétablissement de la royauté, le Massachusset évita soigneusement de se déclarer pour le nouvel ordre de choses, et s'efforça de consolider son indépendance sous la protection de la métropole, en obtenant une charte royale. Le Rode-Island, qui avait été exclu de la ligue des colonies du nord, fut charmé du rétablissement de la monarchie, et obtint en 1662 une charte qui reconnaissait l'assemblée générale des habitans. Le Connecticut apprit avec indifférence le retour de Charles II; il obtint à son tour une charte royale qui réunissait à la colonie celle de New-Haven.

Les Hollandais avaient formé des colonies sur les rives de l'Hudson, de la Delaware et de Manhados. Ces établissemens étaient florissans et défendus par plusieurs forts. Charles II, s'appuyant du droit de première découverte, donna à son frère, le duc d'Yorck, tout le terri-

toire occupé par les Hollandais. Leur colonie fut attaquée à l'improviste, et le gouverneur fut obligé de capituler. Les vainqueurs donnèrent à New-Amsterdam le nom de New-Yorck, et à l'île de Manhattans celui de Yorck-Island; la partie voisine de la Nouvelle-Angleterre prit le nom de New-Jersey, et la colonie sur le Hudson celui d'Albay.

Le traité de Breda assura aux Anglais la possession paisible des nouveaux Pays-Bas; mais la guerre s'étant rallumée en 1673, les Hollandais reprirent New-Yorck et tout le territoire qui en dépendait. La paix remit, un an après, ce pays en la possession des Anglais. 1673.

Le duc d'Yorck envoya pour gouverner ses possessions d'Amérique, sir Emond Andross, qui se conduisit de manière à exciter les plaintes les plus vives. Le mécontentement fut même poussé jusqu'à faire naître des désordres qui entraînèrent la guerre civile. 1674.

Guillaume-Penn avait eu le projet de former une colonie dans le New-Jersey; mais ayant pris connaissance de la vaste contrée à l'ouest de la rivière de Dela- 1681.

ware, il changea de dessein, et obtint de Charles II la propriété absolue du territoire qui forma depuis deux états ou provinces. Il envoya immédiatement en Amérique un nombre assez considérable d'émigrans, tous de la secte des quakers, à laquelle il appartenait. Il légitima même la concession qui lui était faite en achetant le terrain aux sauvages, ses premiers possesseurs, qui devinrent les amis de la colonie naissante.

Penn ayant ensuite obtenu du duc d'Yorck la cession de la ville de *Newcastle* avec le territoire au sud le long de la Delaware jusqu'au cap Henlopen, s'embarqua pour l'Amérique suivi de dix mille émigrans. Il trouva dans la colonie, outre les colons qu'il y avait envoyés, à peu près trois mille individus de différentes religions, mais tous d'un caractère pacifique, et qui cadrait parfaitement avec celui des quakers. La Pensylvanie acquit ainsi tout d'un coup une population nombreuse. La ville de Philadelphie, fondée par Penn, compta, après un an d'existence, plus de cent maisons.

Jusqu'à l'époque de la révolution de

1688, les diverses colonies de l'Amérique septentrionale ne formèrent que des établissemens séparés; mais alors plusieurs causes contribuèrent à faire de plusieurs d'entre elles une nation compacte et parfaitement unie.

Guillaume III avait refusé au Massachusset de lui restituer son ancienne charte, il lui en donna une nouvelle, et par cet acte le New-Plymouth et la Nouvelle-Écosse furent réunis au Massachusset, à l'exclusion du New-Hampshire. Dans le même temps, les colonies de la Nouvelle-Angleterre eurent à lutter contre les Français et contre les Indiens. Les hostilités cessèrent au traité de Riswick, mais la guerre éclata de nouveau en 1702, et les colonies furent le théâtre de scènes sanglantes. La paix d'Utrecht livra l'Acadie à l'Angleterre. 1692. 1702.

Le long repos dont la France jouit sous la minorité de Louis XV, et l'Angleterre sous Robert Walpole contribua puissamment à accroître la richesse et la population de toutes les colonies d'Amérique.

La Caroline devint province royale en 1728, par la révolte des colons contre les 1728.

propriétaires. Ayant reçu la même forme de gouvernement que les autres colonies de l'Amérique septentrionale, elle prit en peu de temps un développement prodigieux, et, d'après le vœu des habitans, elle fut divisée en deux provinces, la Caroline méridionale et la Caroline septentrionale.

1732. Quatre ans plus tard, une troisième province fut formée du territoire autrefois compris sous le nom de Caroline. La contrée entre le Savanah et l'Altamaha n'étant pas encore peuplée, le gouvernement anglais en accorda la propriété à une Compagnie, formée pour transporter en Amérique les pauvres qui voudraient chercher un meilleur sort au-delà de l'Atlantique. Cette nouvelle province, appelée Georgie, fut la seule qui fut fondée en partie aux frais du gouvernement.

1739. Lorsqu'elle acquit une constitution libérale, elle s'accrut rapidement, et rivalisa avec les provinces voisines en industrie et en commerce.

L'espace de temps compris depuis l'époque où nous nous trouvons jusqu'au

1763. traité de 1763, qui fit perdre à la France

toutes ses possessions dans l'Amérique septentrionale, est rempli par la lutte infructueuse de la France et de l'Espagne contre l'Angleterre; nous n'entrerons pas dans de nouveaux détails à ce sujet, en ayant suffisamment parlé plus haut.

Les colonies anglaises de l'Amérique septentrionale, répandues sur un sol immense, avaient acquis en peu d'années un développement prodigieux; elles comptaient déjà une population de trois millions d'habitans. Par la nature des choses, le caractère du peuple devait être indépendant. Leurs traditions historiques leur rappelaient que leurs ancêtres s'étaient réfugiés dans le Nouveau-Monde pour fuir l'intolérance des lois de la métropole; lois contre lesquelles ils avaient lutté ensuite avec succès pendant plusieurs générations.

L'Angleterre, écrasée sous le fardeau que lui avait imposé la guerre, résolut de tirer un revenu de l'Amérique septentrionale. Dans cette intention, les droits sur les importations et les exportations des colonies furent augmentés, des mesures sévères furent prises contre le com-

merce de contrebande avec les établissemens français et espagnols; et un bill
1765. pour l'établissement d'un droit de timbre en Amérique, fut adopté dans les deux chambres par une grande majorité. Les colonies réclamèrent vivement contre les mesures nouvelles; et quant au droit sur le timbre, elles déclarèrent que les représentans des Anglais d'Europe n'avaient pas le droit de les imposer. Une association d'opposans au bill, dont les membres prirent le nom d'*Enfans de la Liberté*, répandit partout le zèle de ses principes. Les villes principales furent le théâtre de plusieurs excès. Les avocats et les notaires décidèrent unanimement de ne pas se servir de papier timbré dans leurs actes. Tous les citoyens se hâtèrent de renoncer à l'usage des produits de l'industrie anglaise. Le jour marqué pour l'émission du papier timbré arriva; mais personne ne voulut ou n'osa s'en servir.
1766. La nouvelle des troubles d'Amérique agita toute l'Angleterre; le ministère fut changé; on révoqua l'impôt du timbre; mais on voulut regagner d'une autre manière ce qu'on n'avait pas obtenu par

ce moyen. Le ministère fut de nouveau culbuté, et un nouvel impôt sur le verre, les couleurs et le thé que les colonies recevaient d'Angleterre, fut proposé. Quoique ce nouvel impôt parut être un simple réglement de commerce, les assemblées 1768.
provinciales protestèrent avec énergie contre cette mesure. Un tumulte eut lieu à Boston; les bourgeois s'armèrent, les magistrats refusèrent de fournir le logement à des troupes qui avaient été mandées par le gouverneur, elles occupèrent la ville militairement; l'irritation fut extrême.

Le parlement d'Angleterre ayant blâ- 1769.
mé en termes sévères la conduite des colonies, et approuvé que le roi employât la force pour les réduire, l'exaspération des colons fut à son comble. Les membres de l'assemblée de Virginie, réunis comme individus privés, proposèrent une nouvelle association pour repousser l'introduction des marchandises anglaises. Cette mesure fut successivement adoptée par les diverses colonies.

L'impôt sur le thé avait seul été maintenu par le parlement; mais les colonies

comprirent qu'il ne s'agissait pas de la quantité des impôts, mais du grand principe qu'elles avaient toujours défendu; et la concession du ministère anglais ne diminua en rien l'animosité du peuple américain.

La Compagnie des Indes ne recevant plus de commandes de thé de l'Amérique, y envoya plusieurs cargaisons de cette denrée. On força ses facteurs à se retirer, et ses commissaires à en refuser le dépôt à Boston. Plusieurs caisses de thé furent même jetées à la mer à la vue d'un peuple immense, sans tumulte et sans opposition.

Le parlement britannique, afin de punir la ville de Boston de cet acte de violence, ferma le port pour un temps, et changea la forme du gouvernement de la
1774. province; en même temps il reconstitua le Canada. Cette province fut agrandie et étendue jusqu'au Mississipi et à l'Ohio.

A la nouvelle de ces déterminations, la ligue prit une nouvelle activité; et il fut convenu que l'attaque faite sur une colonie serait regardée comme une attaque générale. Les assemblées législatives

de Massachusset et de Virginie, avant d'être dissoutes de nouveau, convoquèrent un congrès général à Philadelphie : toutes les assemblées provinciales adhérèrent à cette décision. Ce fut le 4 septembre que les délégués des onze provinces, au nombre de cinquante-cinq, ouvrirent leur mémorable session, dans laquelle fut fondée l'indépendance de leur patrie.

Cependant tout prenait un aspect hostile en Amérique; les citoyens faisaient des amas d'armes : il y en avait un grand dépôt à Concord, ville située à dix-huit milles de Boston. Le général Gage voulut s'en emparer au nom de la métropole; des miliciens américains s'y opposèrent; cependant les armes recherchées furent détruites : mais les troupes anglaises, harcelées sur la route, furent bientôt bloquées dans Boston, où elles s'étaient retirées. L'assemblée provinciale de Massachusset décréta une levée de treize mille six cents hommes, qu'elle mit sous les ordres du colonel Ward. L'enthousiasme était si général, que les chefs des corps furent obligés de refuser des milliers d'enrôlemens volontaires. Près de trente mille 1775.

hommes assiégeaient la garnison anglaise dans Boston. Les Américains occupaient, en face de Boston, la presqu'île où est bâtie la bourgade de Charles-Town, et, de cette position, ils pouvaient jeter des bombes dans la ville. Les Anglais résolurent de les en chasser. A cet effet, ils débarquèrent à Charles-Town qu'ils incendièrent, et s'avancèrent, sous les ordres du général Howe, vers les retranchemens des Américains. Après des succès variés, ceux-ci ayant perdu leur général, et leurs munitions étant épuisées, battirent en retraite sans compromettre leurs autres avantages.

Pendant que ces choses se passaient à Boston, les colonels Arnold et Allen s'emparaient, presque sans résistance, des forts anglais sur le lac Champlain.

Dans ces circonstances, le congrès se réunissait pour la seconde fois à Philadelphie : il nomma pour généralissime le célèbre Washington. Cet illustre défenseur de la liberté américaine se rendit à l'armée, qui le reçut avec des transports de joie.

Le général Gage était remplacé à

Boston par William Howe, qui avait abandonné la presqu'île de Charles-Town, désespérant de s'y maintenir. Le blocus de la ville se continuait avec une telle rigueur, que bientôt les Anglais, manquant de vivres, furent obligés de capituler; et le général Howe alla faire reposer son armée, et réparer ses échecs à Halifax.

Une expédition, sous les ordres de Montgommery, partie de Boston pour soumettre le Canada, après avoir remporté plusieurs avantages, échoua devant Québec. Le général y fut tué au moment où il allait s'emparer d'une batterie importante, et où les Américains étaient déjà maîtres d'une partie de la basse-ville. Le siége fut alors converti en simple blocus: et Arnold, dont le courage et l'habileté étaient connus, prit le commandement des troupes. Mais la mort de Montgommery avait compromis toute l'expédition; les Américains se replièrent de toutes parts jusqu'à la pointe de la Couronne, et les Anglais n'osèrent les poursuivre.

Cependant le congrès s'occupait à ré- 1776.
parer les pertes de l'armée, et s'efforçait de mettre les côtes en sûreté, en armant

en guerre les navires américains. L'escadre fut bientôt composée de dix-huit frégates et d'un grand nombre de chaloupes canonnières qui combattirent avec succès, sous le commandement du capitaine général Hopkins.

Pendant que ces choses se passaient, Lee, député de la Virginie, faisait la motion de déclarer l'indépendance. La proposition fut accueillie avec joie; et le 4 juillet, sur le rapport de Thomas Jefferson, B. Franklin et John Adams, la déclaration d'indépendance fut arrêtée, et la république constituée sous le nom des *Treize États-Unis d'Amérique*.

Cet acte fut partout accueilli avec des transports d'allégresse, et le zèle pour la défense commune redoubla d'activité.

Toutefois la nouvelle république était encore environnée de dangers de toute espèce, et des armées nombreuses menaçaient son territoire. Celle du général Howe comptait trente mille hommes environ, et attaquait le New-Yorck, province dans laquelle le Hudson lui donnait les moyens de pénétrer de toutes parts.

Washington avait inutilement réuni tous les moyens de défense. Ses troupes, mal équipées, étaient d'ailleurs d'une infériorité numérique qui l'empêchait de prendre l'offensive sur aucun point.

La flotte anglaise ayant pénétré dans l'Hudson, les hostilités commencèrent par la prise de Long-Island, qui fut bientôt suivie de l'évacuation de la ville de New-Yorck.

Le général en chef ne se découragea pas : il plaça ses troupes dans une position fortifiée, et chercha à ranimer leur con-confiance dans des escarmouches et des engagemens partiels ; mais il ne tarda pas à être forcé d'opérer une retraite générale à travers la province de New-Jersey. Dans cette retraite, Washington eut la douleur de se voir abandonner par les soldats, dont l'engagement était expiré, et par une partie des miliciens. Cependant, secondé par le général Lee, il défendit pied-à-pied le terrain jusqu'à la Delaware, où il s'occupa des moyens d'arrêter l'ennemi et de l'empêcher de marcher sur Philadelphie. Toute la province de New-Yorck, celle de New-Jersey

et de Rhode-Island furent occupées par les Anglais.

Depuis long-temps l'Europe secondait de ses vœux la cause des Américains. Deux vaisseaux, chargés de vingt-quatre mille fusils, arrivèrent de France dans le moment le plus opportun. L'illustre Kosciusko, son brave compatriote le comte Pulawski, le baron allemand Kalb, vinrent s'enrôler dans les troupes américaines. Lafayette, embrassant avec ardeur la cause de la liberté, équipa à ses frais un bâtiment, le chargea d'armes et de munitions, et malgré la volonté de la cour, il s'embarqua dans un port de l'Espagne. Trompant la vigilance des vaisseaux anglais qui avaient reçu des ordres pour l'intercepter, il arriva à Charles-Town. Le congrès lui conféra immédiatement le rang de major général; mais, réunissant la modestie au courage et au désintéressement, il se contenta du simple titre de volontaire. En peu de temps, ses qualités éminentes lui gagnèrent l'estime et l'amitié de Washington.

L'armée américaine, tranquille de l'autre côté de la Delaware, paraissait

uniquement occupée à observer celle des ennemis. Tout-à-coup Washington passe le fleuve, surprend les Anglais, et force trois régimens allemands à mettre bas les armes. Ensuite, profitant de son avantage, il quitte les bords de la Delaware, et, par ses manœuvres adroites, il oblige les ennemis à le suivre, et dégage ainsi Philadelphie sans avoir été contraint de livrer une bataille dangereuse.

Sur ces entrefaites, l'armée anglaise du Canada, alors sous les ordres de Burgoyne, s'était mise en mouvement. Les Américains plièrent d'abord et perdirent plusieurs forts sur les bords des lacs; mais ayant reçu un renfort de milices envoyé par Washingthon, ils reprirent l'offensive, et après quelques combats où ils eurent l'avantage, le général Gates qui les commandait serra de si près l'armée ennemie, qu'elle fut forcée de capituler avec son commandant.

Pendant que ces choses se passaient 1777.
dans le nord, l'armée du général Howe, débarquée dans le Maryland, menaçait Philadelphie. Washington voulait couvrir cette ville : une grande bataille eut lieu,

et les troupes américaines furent vaincues ; Lafayette, qui cherchait à les rallier, fut blessé à la jambe. Cette victoire rendit les Anglais maîtres de la majeure partie de la Pensylvanie inférieure ; leur armée prit ses cantonnemens d'hiver à Philadelphie, et celle des Américains dans la contrée déserte de Walley-Forge.

1778. Des deux côtés on se préparait à recommencer les opérations militaires, lorsqu'une nouvelle importante vint donner de puissans encouragemens aux Américains. Le 3 mai, le congrès reçut des dépêches de Paris, contenant les traités d'amitié et de commerce que le gouvernement français venait de conclure avec les États-Unis. Le congrès ratifia ces traités avec empressement, et le peuple américain se livra à une joie extraordinaire. En Angleterre, la nouvelle du traité de Paris produisit également une vive sensation : le ministère même se montra disposé à reconnaître l'indépendance des États-Unis ; mais l'orgueil national prévalut, et toutes les puissances maritimes de l'Europe se préparaient à la guerre. Une escadre française de douze vaisseaux

de ligne et de quatre frégates, sous les ordres du comte d'Estaing, quitta Toulon le 19 avril, et se dirigea vers l'Amérique. Une flotte anglaise, de la même force, fut envoyée à sa poursuite.

L'intervention de la France força les Anglais de changer leur plan de campagne en Amérique. La ville de Philadelphie fut évacuée ainsi que la Pensylvanie, et sir H. Clinton, qui avait remplacé lord Howe dans le commandement de l'armée, opéra sa retraite vers New-Yorck, à travers le Jersey. Washington se mit immédiatement à sa poursuite; un seul combat eut lieu, dans lequel les Américains eurent l'avantage.

La première opération qui fut concertée entre le comte d'Estaing et les Américains, fut le siége de New-Port, capitale de Rhode-Island; les généraux Lafayette, Guène et Sullivan, passèrent dans cette île à la tête de dix mille hommes qui investirent la place par terre, tandis que la flotte française l'attaqua par mer. Mais bientôt une succession de mauvais temps ayant maltraité l'escadre, qui avait remis en mer pour attaquer celle des An-

glais, le comte d'Estaing se crut obligé de renoncer à l'entreprise du Rhode-Island, malgré les représentations de Green et de Lafayette. Il n'y eut dès-lors plus d'espoir de succès, et le siège de New-Port fut levé.

1779. La campagne de 1779 ne fut pas plus décisive que celle de l'année précédente. Dans la Caroline méridionale, le général Prévost, après un combat où il eut l'avantage, mit le siége devant Charles-Town; mais le général Lincoln, marchant sur les derrières de l'armée ennemie, la força de se retirer et de passer le Savannah.

La guerre sur mer fut pendant toute l'année d'une grande activité : les corsaires américains se distinguèrent par leur audace, et souvent enlevaient des bâtimens anglais dans la vue des côtes de la Grande-Bretagne, d'où ils se retiraient pour se radouber dans les ports hollandais, ce qui devint une des causes de rupture entre le cabinet britannique et les sept provinces. Déjà l'Espagne, dans l'espoir de reconquérir Gibraltar, s'était déclarée pour les États-Unis, avait réuni

sa flotte à celle du comte d'Orvillier, et les deux escadres menacaient les côtes d'Angleterre. Dans cette grande crise, la nation anglaise montra la plus grande énergie et fit tous les sacrifices possibles.

Le général Clinton, pensant que les 1780.
provinces du midi, où les royalistes étaient nombreux, se rangeraient plus aisément sous l'étendard royal, arriva de New-Yorck en Géorgie dans les premiers jours de l'année, et s'étant joint avec les troupes de Savannah, il entreprit la conquête de la Caroline du sud. Il embarqua une partie de son armée, et se dirigea vers Charles-Town, place dont la possession était d'une grande importance. Lincoln s'y était renfermé avec trois où quatre mille hommes; il fit une vigoureuse résistance, mais enfin il capitula à des conditions honorables. L'armée de Washington, manquant de vivres, était dans une position tellement déplorable, qu'elle n'avait rien pu entreprendre. Heureusement pour le congrès, Lafayette revint dans ce moment critique. Pendant son séjour en France, il avait négocié des emprunts pour les Américains, et avait obtenu de la cour

qu'une armée et une flotte seraient envoyées pour chasser les Anglais des États-Unis. Sa présence et ces nouvelles firent une heureuse sensation. Sur ces entrefaites, arrivèrent à Rhode-Island dix vaisseaux de guerre français, et six mille hommes commandés par le comte de Rochambeau. Ce corps auxiliaire devait obéir aux ordres du généralissime Washington.

1781. Bientôt les Anglais, quoique ayant eu l'avantage dans plusieurs affaires particulières, furent obligés de se retirer dans Charles-Town. L'intention de Cornwalis était alors de se porter sur la Virginie, où Clinton envoyait des forces : leur jonction eût assuré le succès de la guerre ; mais les corps avancés de Cornwalis ayant été battus en plusieurs rencontres, il ne put opérer son mouvement sur la Virginie. Les colonies du sud continuèrent à être le théâtre sur lequel la lutte entre l'Angleterre et les États-Unis devait se décider.

Le général Green avait remplacé Gates au commandement de l'armée républicaine du sud : alors furent entreprises deux expéditions hardies. Green se porta

sur la Caroline méridionale, et Cornwalis sur la Virginie. En Caroline, les Américains eurent à essuyer des pertes assez considérables; mais ils se battirent avec tant d'acharnement, que les Anglais, épuisés, furent contraints de se retirer de poste en poste jusque dans les murs de Charles-Town. En Virginie, Lafayette et Cornwalis, toujours en présence, se livrèrent plusieurs combats, parmi lesquels on remarque celui de James-Town. Le résultat de cette campagne fut la délivrance presque totale de la Virginie, et la concentration de l'armée de Cornwalis dans Yorck-Town.

Les finances étaient dans le plus mauvais état et le crédit presque nul; le congrès mit à la tête des finances Robert Morris, patriote riche, puissant et estimé: son talent et sa fermeté rétablirent l'ordre, la confiance renaquit. Les événemens, en Amérique, prenaient une marche décisive. Washington, retranché dans son camp de New-Windsor, sur les bords de l'Hudson, vit que le moment d'agir était arrivé. Il eut une entrevue avec Rochambeau, après laquelle les troupes

françaises et américaines firent un mouvement comme pour se porter sur New-Yorck. Pendant ce temps, le comte de Grasse se dirigeait avec vingt-cinq vaisseaux de ligne vers la baie de Chesapeak : alors Washington, traversant rapidement le New-Jersey et la Pensylvanie, arriva inopinément en Virginie, et fit sa jonction avec Lafayette. Le siége fut mis immédiatement devant la ville, et poussé avec activité. Les assiégés firent plusieurs sorties ; mais repoussés de toutes parts, ils demandèrent une armistice pour traiter de la reddition de la place : la ville capitula, et Cornwalis, à la tête de sept mille hommes, déposa les armes. Les propriétés navales des Anglais échurent aux Français, les autres furent le partage des Américains. Washington envoya des renforts à l'armée de Green, qui observait les Anglais renfermés dans Charles-Town et dans Savannah, et lui-même regagna les bords de l'Hudson, attendant le moment favorable pour attaquer Clinton dans New-Yorck.

Ainsi se termina la campagne de Virginie, par laquelle l'indépendance des

États-Unis était désormais assurée. Lafayette se retira alors, emportant les regrets et l'amour du Nouveau-Monde.

Les négociations commencèrent immédiatement à Paris, et le gouvernement anglais donna aux commandans des garnisons de Savannah et de Charles-Town, l'ordre d'évacuer ces places et de se réunir à l'armée de New-Yorck. Rochambeau et ses soldats retournèrent en France, emportant avec eux les bénédictions d'une nation dont l'affranchissement était en partie leur ouvrage. Le 30 novembre, les articles provisoires furent signés à Paris entre les plénipotentiaires des deux pays. Le 3 février 1783, le traité définitif fut également signé, et l'indépendance des États-Unis fut universellement reconnue.

1782.

1783.

Le généralissime Washington ne tarda point à donner l'exemple d'un désintéressement bien rare. Il rendit compte des deniers publics dont il avait eu l'administration pendant la durée de la guerre, déposa le commandement, et rentra dans la vie privée.

Du moment que l'existence nationale des États-Unis fut assurée par la paix de

1783, de nouveaux besoins se firent sentir. Il fallait payer les dettes contractées à l'étranger et envers les citoyens du pays même ; il fallait un revenu public : afin de régler le commerce avec l'étranger, des mesures générales étaient indispensables. Le congrès n'avait aucun pouvoir, et n'était pas obéi. La nation commença par se séparer en deux partis, dont l'un réclamait la révision du pacte fédéral, afin de remplacer le gouvernement de nom par un pouvoir central capable de faire respecter les États-Unis au *dehors*, de faire exécuter les lois au dedans, et de garantir tous les intérêts en payant la dette publique. Ce parti fut appelé *fédéraliste*. Le parti *démocratique* soutenait que chaque état devait rester souverain dans les limites de son territoire, et voulait une banqueronte générale, afin d'éviter la
1785. nécessité d'établir des impôts. Les opinions exaltées de certains hommes, dans ces deux partis entraînèrent, pour les États-Unis des maux incalculables ; toutes les transactions commerciales se trouvèrent ar-
1786. rêtées ; des troubles sérieux eurent lieu dans le Massachusset. Le congrès, effrayé,

convoqua pour le 15 mai, une convention 1787.
qui devait s'assembler à Philadelphie. Tous les États se rendirent à cet appel. La province de Rhode-Island seule refusa de consentir à la modification des lois existantes.

La convention se réunit à Philadelphie à l'époque indiquée; elle élut Washington président à l'unanimité, commença son travail à huis-clos, et donna une constitution qui fut acceptée avec la condition de pouvoir l'amender dans un temps voisin.

Jusqu'ici l'union n'avait été qu'une simple alliance entre des nations indépendantes entre elles; elle devint par la constitution un tout homogène dont chaque état ne fut plus qu'une partie. Douze provinces prirent part à cet acte, promulgué le 17 septembre et complété plus tard.

Le nouveau gouvernement fut institué 1789.
le 6 avril; Washington fut unanimement élu président des États-Unis pour quatre ans, et John Adams vice-président.

Dans les dispositions où se trouvait le 1808.
peuple américain en 1808, les élections

du premier magistrat et des représentans devaient nécessairement être influencées par la haine contre l'Angleterre, dont l'Union avait essuyé de nombreux outrages; elles furent entièrement dé-
1809. mocratiques. Madisson fut donc élu à la grande majorité des suffrages, et son installation eut lieu dans le mois de mars 1809.

Les Indiens de l'ouest commirent des ravages sur les frontières. Harrisson les attaqua et les vainquit dans deux combats; mais l'opinion générale dans les États-Unis étant que les Anglais étaient les instigateurs de cette guerre, l'exaspération contre eux en fut considérablement augmentée. Un accident de peu d'importance détermina tout d'un coup la rupture entre les deux peuples. Un vaisseau américain rencontra la nuit, près des côtes des États-Unis, une frégate anglaise; dans l'obscurité, le commodore Rodgers demanda qui c'était; le capitaine anglais répondit à cette question par des coups de canon. Rodgers riposta en tirant toute sa volée avec un tel succès que l'anglais fut forcé de venir à merci. Cette

injuste provocation, le refus de la Grande-Bretagne de renoncer à la presse sur les vaisseaux américains, et de révoquer les ordres du conseil, engagèrent le congrès à se déterminer à la guerre. Elle fut déclarée le 19 juin 1812.

Les hostilités commencèrent dans le nord. Hull pénétra dans le Canada, mais ses opérations furent si mal conduites, qu'après quelques actions insignifiantes, il fut obligé de battre en retraite et définitivement de capituler dans la ville de Détroit, en abandonnant plusieurs forts importans aux Anglais et aux Indiens. 1812.

Ce revers inattendu livra toute la frontière de l'ouest aux incursions des Indiens et aux entreprises des Anglais. Des succès dans la marine vinrent consoler les États-Unis de la capitulation de Détroit. La frégate *la Constitution*, commandée par Isaac Hull, attaqua *la Guerrière*, frégate anglaise du premier rang, et en quinze minutes il la força d'amener son pavillon. La frégate *l'Essex* et le brick *l'Argus* s'emparèrent d'un grand nombre de bâtimens de guerre. La frégate *les États-Unis* prit une frégate anglaise de 50 ca-

nons après un combat qui dura près de deux heures.

1813. Les succès de la marine américaine animèrent d'une généreuse émulation les troupes de terre. Harrisson reprit l'offensive contre le Haut-Canada; les armées du centre et du nord dépassèrent la frontière, et la flotte du lac Outario se mit en mouvement. Mais après un grand nombre de combats où les deux partis furent successivement couronnés de la victoire, la campagne de 1813, comme celle de 1812, se termina sans aucun avantage marqué des deux côtés.

Les choses étaient dans cet état lorsque la nouvelle de la chute de Napoléon parvint en Amérique. On ne pouvait se dissimuler que toutes les forces navales de l'Angleterre allaient être portées en Amérique, et que cette puissance ferait tous ses efforts pour la soumettre; cette conviction réveilla l'énergie de la nation; partout on s'arma, et on se prépara à la défense de la patrie.

1814. Une force navale fut créée sur le lac Champlain, et le général Jackson punit les Indiens du sud de leurs ravages et de

leur cruauté. Sur ces entrefaites, l'amiral Cochrane, qui commandait la flotte anglaise, après avoir ravagé les côtes, s'empara de la ville de Washington qu'il incendia. Les habitans de Baltimore, plus heureux, parvinrent à repousser l'ennemi. Pendant ce temps, une armée anglaise de quatorze mille hommes, sous les ordres du général Prévost, entrait sur le territoire de l'Union par la frontière du Canada; elle attaqua bientôt Plattsbury, petite ville voisine de Burlington; mais les braves milices de Vermont et la petite flotte de M'Donough battirent complétement les troupes anglaises et les forcèrent à lever le siége de Plattsbury après s'être emparé de la flotille des ennemis.

Dans le sud, Jackson s'était rendu 1815.
maître de Pensacola, et ayant appris que lord Cochrane menaçait d'une invasion la Louisiane, qui faisait partie de l'Union (1811) depuis peu de temps (1), se ren-

(1) L'Espagne avait restitué la Louisiane à la France en 1800; cette puissance la vendit aux États-Unis en 1803, pour 15 millions de dollars (75,000,000 de francs).

dit à la Nouvelle-Orléans. Les Anglais ne tardèrent pas à attaquer la place avec quinze mille hommes de vieilles troupes aguerries en Europe; mais Jackson, qui n'avait que six mille volontaires, se battit avec un courage si héroïque que cinq mille Anglais succombèrent et que le reste fut obligé de regagner honteusement ses vaisseaux.

Le congrès apprit en même temps la victoire éclatante du général Jackson et la détermination de l'Angleterre, qui consentait enfin à la paix. Elle avait été conclue à Gand le 24 décembre 1814, elle fut proclamée en Amérique le 22 février 1815, et reçue avec une joie générale. Par le traité de paix, les États-Unis conservèrent la limite du lac Hudson et du lac supérieur.

Depuis cette époque, plusieurs parties de l'Amérique septentrionale sont entrées dans l'Union. Le territoire d'Illinois, constitué en 1801, y a été admis en 1816. Indiana, formé en territoire à la même époque, fut également admis dans l'Union
1820. en 1818. Le Missouri, en 1820, voulut aussi s'y réunir. Les Florides, cédées par

l'Espagne aux États-Unis, ont été organisées en territoire en 1821. Cette posses- 1821.
sion étend la frontière de l'Union jusqu'au canal de Bahama, et lui donne sur le golfe une ligne de côtes qui se joignent avec celles du Mexique.

C'est ainsi que la république gagne in- 1823.
cessamment en étendue et en puissance. Comme la population s'accroît continuellement et que le nombre des députés se multiplierait trop, le congrès a décidé, par un acte du 3 mars, que chaque député devrait représenter désormais une population de quarante mille hommes.

Le voyage du général Lafayette, en 1825.
le considérant sous le rapport politique, ne sera pas inutile aux Américains. En offrant à leurs yeux un des héros de leur indépendance, il a rappelé à leur souvenir les efforts que leurs pères ont faits pour la conquérir; il a excité dans le cœur de la génération nouvelle cet enthousiasme de la liberté, que l'habitude d'en jouir semble affaiblir, et qui est devenu nécessaire dans les circonstances où se trouve l'Amérique entière. Les

Américains du nord n'oublieront pas que dans la coalition des souverains contre l'indépendance des peuples, ils sont solidaires de celle des autres parties de l'Amérique.

APPENDICE

POUR LA PAGE 170.

PÉROU.

Quelques officiers de l'armée royale, qui par esprit d'insubordination avaient abandonné les drapeaux de La Serna, de Valdès et de Canterac, s'étaient retirés avec les troupes à leurs ordres dans les provinces du Haut-Pérou. Là, secondés par les amis de la métropole, ils comprimaient les partisans de l'indépendance, et exerçaient toute la tyrannie de l'arbitraire; mais bientôt, forcés de céder à l'armée victorieuse, ils mirent bas les armes, et les nombreux habitans de ces riches contrées purent exprimer librement leurs vœux pour l'indépendance.

Au moment où nous terminons l'impression de notre ouvrage, nous apprenons par les journaux (1) que, dans la

(1) *Voyez* le Constitutionnel du 20 décembre 1825.

1825. séance du 6 août 1825 de la session d'un congrès composé des députés de Caracas, La Paz, Cochabamba, Potosi et Santa-Cruz, l'acte d'indépendance de ces provinces a été décrété, et qu'il a été statué qu'à l'avenir elles formeraient la république du *Haut-Pérou*. Conformément à la liberté qu'elles en avaient reçue des républiques du Bas-Pérou et de Rio de la Plata par leurs décrets des 9 mai et 23 février, ces deux états ayant montré le plus grand désintéressement sur la destinée future du Haut-Pérou, et ayant mis à sa disposition la décision libre et spontanée de ce qui convenait le mieux à sa félicité et à son gouvernement.

Il est probable que les intendances de Moxos et de Chiquitos se joindront à la province de Véra-Cruz pour faire partie de la nouvelle république, dont la population est au moins égale à celle de Rio de la Plata ou du Bas-Pérou.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

CHAPITRE PREMIER.

Voyages. — Découvertes. — Établissemens. — Conquête du Mexique.

Événemens.

1492. Premier voyage de Christophe Colomb. 3
1493. Retour de Colomb en Europe. 7
Établissement à Saint-Domingue. 8
1506. Mort de Colomb. 18
1517. Découverte de l'Yucatan. [illegible]
1519. Cortès s'embarque pour la con[illegible] du Mexique, et s'empar[illegible] vaste empire. [illegible]

CHAPITRE II.

Découverte et conquête du Pé[illegible] civiles.

Événemens.

1513. Balboa traverse l'isthme de Darien, et prend possession de la Mer Pacifique au nom du Roi d'Espagne. 43
1524. François Pizarre reconnaît les côtes du Pérou. 45
1532. Pizarre s'avance dans le pays avec sa petite armée. 50
1533. Les Espagnols, maîtres du Pérou, font périr l'inca Atahualpa. 57
1538. Commencement des guerres civiles. 59
1550. Fin des guerres civiles. 66

CHAPITRE III.

Établissemens des Espagnols dans les différentes provinces de l'Amérique. — Commerce des colonies avec la métropole.

Événemens.

1526 et suiv. Les Espagnols s'emparent des différentes provinces de l'Amérique. 67
Commerce des colonies avec la métropole. 89

CHAPITRE IV.

État des colonies espagnoles du continent, en 1810. — Les provinces de Terre-Ferme, La

Plata, Chili, Pérou, Mexique, Guatimala, se rendent indépendantes de l'Espagne, et se constituent en république.

Événemens.

1810. État des colonies espagnoles du continent avant la révolution de 1810. 100
1811. Révolution à Caracas, etc. 104
1819. Réunion de la Nouvelle-Grenade à la république de Venezuela, qui prend alors le nom de Colombie. 124
1823. Les troupes espagnoles évacuent entièrement la Colombie. 128
1824 et 1825. La nouvelle république est reconnue par les États-Unis et l'Angleterre. *ib.*
1810. Révolution dans la vice-royauté de la Plata. 129
1816. La province de la Plata se déclare indépendante. 141
1819. La guerre civile agite la nouvelle république. 151
1821. Fin de la guerre civile sous l'administration de Rodriguez. 152
1810. Le Chili et le Pérou suivent l'exemple des autres provinces. 153
Abascal, vice-roi du Pérou, contient les insurgés par sa sévérité; mais le Chili secoue le joug de l'Espagne. *ib.*
1820. Le général Saint-Martin s'embarque avec des troupes sur la flotte de

lord Cochrane pour faire révolter le Pérou. 163
1825. La bataille d'Ayapucho détruit entièrement les forces royalistes au Pérou. 169
1810. Insurrection au Mexique. 170
1813. Guerre civile. 173
1822. Le général Iturbide se fait proclamer empereur. 177
1823. Révolte d'une partie de l'armée. 180
Iturbide abdique la couronne. *ib.*
1824. L'ex-empereur est fusillé à Soto-la-Marina. 186
Révolution de la province de Guatimala. 187
Cette province prend le nom de république des États-Unis de l'Amérique du centre. 188
1825. Un congrès général de tous les États de l'Amérique est convoqué à Panama. 189

CHAPITRE V.

Établissement des Portugais au Brésil. — Les Hollandais s'emparent d'une partie de cette colonie ; ils en sont chassés par Fernandez Vicira. — Expédition de Dugay-Trouin. — Le Brésil se déclare indépendant et forme un empire séparé. — La Guyane défrichée par les Français, les Hollandais, les Espagnols et les Portugais.

Événemens.

1500. Découverte du Brésil et établissement des Portugais dans ce pays. 190
1623. Les Hollandais s'emparent d'une partie de cette colonie. 196
1654. Ils en sont chassés par Fernandez Vieira. 205
1711. Expédition de Dugay-Trouin contre le Brésil. 208
1729. Découverte des mines de diamans. 211
1815. Le Brésil est élevé au rang de royaume. 213
1822. Il forme un État indépendant avec le titre d'empire. 218
1825. Le Roi de Portugal reconnaît l'indépendance du Brésil. 222
1624. La Guyane défrichée par les Français. 223
1667. — par les Hollandais. 232
1804. La Guyane hollandaise passe sous la domination anglaise. 234
La Guyane espagnole suit l'impulsion de la Colombie. *ib.*

CHAPITRE VI.

Établissemens des Européens aux Antilles. — Guerres qu'ils ont à soutenir entre eux et contre les Caraïbes. — Acquisition de la partie française de Saint-Domingue, par Colbert. —

Les Anglais s'emparent des Antilles françaises, au mépris de la neutralité promise. — Événemens qui se passent dans l'Archipel américain, jusqu'à la paix de 1783.

Événemens.

1525. Établissement des Français et des Anglais à Saint-Cristophe, etc. 236
1634. Les Français s'établissent à la Guadeloupe. 239
1635. —— à la Martinique. 241
1655. Les Anglais s'emparent de la Jamaïque. 245
1665. Les aventuriers nommés *Boucaniers*, s'établissent à la Tortue et et sur la côte nord de Saint-Domingue. 252
1738. Les boucaniers prennent le nom de Flibustiers.—Leurs exploits. 254 et suiv.
1697. A la paix de Ryswick, conclue en 1697, l'Espagne cède aux Français la partie occidentale de Saint-Domingue. 257
1713. La France ayant perdu, par le traité d'Utrecht, Terre-Neuve, l'Acadie et la baie d'Hudson, les Antilles deviennent l'objet particulier de sa protection. 261
1755. Guerre de 1755. 262
Les Anglais s'emparent de toutes les possessions françaises aux îles du Vent. 263

1778. La France reconnaît l'indépendance des colonies anglaises de l'Amérique septentrionale, et se prépare à la guerre. 265

1783. Paix de 1783, suivie d'un traité de commerce avec l'Angleterre. 267

CHAPITRE VII.

Effets que produisent aux Antilles les premières nouvelles de la révolution française. — Révolte des noirs à Saint-Domingue. — Guerre avec l'Angleterre. — Les Anglais reconnaissent la neutralité de Saint-Domingue. — Expédition du général Leclerc. — Saint-Domingue, sous le nom d'Haïty, se déclare indépendante. — Suite de l'histoire des Antilles.

Événemens.

1789. Effets que produisent aux Antilles les premières nouvelles de la révolution française. 270

1791. Révolte des noirs à Saint-Domingue. 272

1792. Le général Rochambeau, fils du maréchal de ce nom, est nommé commandant général des îles du Vent, et met à la voile sur la frégate *la Sémillante*, avec un convoi chargé de troupes. 275

1793. La guerre s'étant allumée entre la France et l'Angleterre, les Anglais préparent un armement à la Jamaïque pour soutenir les noirs de Saint-Domingue. 279

Les colons, qui avaient émigré en Angleterre, favorisent les Anglais, qui occupent Jérémie, etc. 280

1794. Les commissaires français quittent l'île. 282

1795. L'Espagne cède à la France la partie de Saint-Domingue dont elle était maîtresse. 283

1798. Les Anglais reconnaissent Saint-Domingue comme puissance indépendante et neutre, sous l'autorité de Toussaint Louverture. 284

1801. Expédition du général Leclerc contre Saint-Domingue. 298

Guerre animée entre les Français et les noirs. *ib.*

La paix est conclue avec les noirs, auxquels on promet la jouissance du droit de citoyens. 304

Le général Leclerc fait enlever Toussaint Louverture et sa famille par trahison. 305

Les hostilités recommencent. 307

Mort du général Leclerc. — Il est remplacé par le général Rochambeau. 308

1803. La guerre ayant recommencé entre la France et l'Angleterre, cette puissance, de concert avec les noirs de Saint-Domingue, bloque les Français dans la ville du Cap, pendant que Dessalines les assiége par terre. 309

Les troupes françaises évacuent la ville du Cap par capitulation, et se rendent à l'escadre anglaise. 310

1804. Dessalines fait massacrer tous les blancs qui étaient restés dans l'île. 311

Après la mort de Dessalines, Christophe et Pétion se disputent l'autorité suprême. 312

1810. Les Français livrent aux Anglais, par capitulation, la ville de Santo-Domingo, ceux-ci la rendent aux Espagnols. 313

Suite de l'histoire des Antilles. *ib.* et suiv.

1814. Paix conclue entre la France et l'Angleterre. 322

1815. Situation des Antilles françaises pendant les 100 jours. 325

1818. Mort du président Pétion. Le général Boyer est nommé à l'unanimité pour le remplacer dans le commandement de la république d'Haïty. 328

1825. S. M. Charles x reconnaît l'indépendance de la république d'Haïty. 329

CHAPITRE VIII.

Établissement des Français dans le Canada ou la Nouvelle-France. — La Compagnie de Londres forme la colonie dite du Sud dans la Virginie, et fonde la ville de James-Town.

Événemens.

1562. L'amiral de Coligny envoie Jean Ribaud pour former une colonie dans la Floride. 331

1567. Expédition du brave de Gourgue. 332

1608. Samuel de Champlain fonde la ville de Québec. 335

1629 Les Français perdent le Canada. 337

1631. Il leur est restitué par le traité de Saint-Germain-en-Laye. *ib.*

1713. Louis XIV cède aux Anglais la baie d'Hudson, Terre-Neuve et l'Acadie. 340

1747. Les Français, sous la conduite de la Galissonnière et de son successeur, établissent plusieurs forts sur les frontières du Canada. 344

1763. Par le traité de 1763, les Français cèdent le Canada aux Anglais. 347

1578. Sous le règne d'Élisabeth, les Anglais commencent à faire quelques tentatives de colonisation en Amérique. *ib.*

1606. Deux Compagnies sont autorisées à faire des établissemens en Amérique. 348
1607. Première expédition de la Compagnie de Londres; elle fonde la ville de James-Town dans la Virginie. 349
1625. La Virginie devient une province, gouvernée directement par la couronne. 353
1663. Charles II fait passer des colons dans la Caroline. 356

CHAPITRE IX.

La Compagnie de Plymouth, propriétaire de la colonie du Nord, forme plusieurs établissemens qui prennent le nom de Nouvelle-Angleterre. — Causes de la révolution des colonies anglaises. — Elles se déclarent indépendantes et forment une république fédérative. — La France reconnaît l'indépendance des États-Unis, et prend une part active à la guerre. — Paix de 1783. — Les États-Unis déclarent la guerre à l'Angleterre en 1812. — La paix est conclue à Gand. — État actuel de l'union américaine.

Événemens.

1620. Cent vingt Brownistes fondent la ville de New-Plymouth. 359

1628. Fondation des villes de Boston, Dorchester, Roxborough, etc. 360
Charles II donne à son frère, le duc d'Yorck, tout le territoire occupé par les Hollandais sur les rives de l'Hudson, de la Delaware et de Manhados. 362
1681. Guillaume Penn achète des sauvages et colonise la vaste contrée, à l'ouest de la Delaware. 364
1728. La Caroline devient province royale. 365
1732. Colonisation de la Géorgie par le gouvernement anglais. 366
1765. Causes de l'insurrection des colonies anglaises. 368
1775. Les hostilités commencent entre la milice américaine et les troupes anglaises. 371
1776. Les provinces américaines se déclarent indépendantes de la métropole, et se constituent en république, sous le nom des *Treize États-Unis d'Amérique*. 374
La flotte anglaise s'empare de New-Yorck. 375
Lafayette équipe à ses frais un bâtiment chargé d'armes et de munitions, et fait voile pour les Etats-Unis. 376
1778. La France intervient comme auxiliaire en faveur des Américains. 379

Les Français débarquent en Amérique six mille hommes de troupes sous les ordres du comte de Rochambeau. 382
1783. La paix est signée à Paris et l'indépendance de l'Amérique reconnue par l'Angleterre. 385
1789. L'union américaine se constitue en république fédérative et nomme Washington son président pour quatre ans. 387
1812. Les États-Unis déclarent la guerre à l'Angleterre. 389
La marine américaine se distingue par sa bravoure et ses succès. *ib.*
1814. La paix est signée à Gand. 392
Augmentation du territoire et du nombre des États de l'Union. 393
Appendice pour la page 170. 395
1825. Formation d'une nouvelle république dans le Haut-Pérou. 396

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

2961

JUL 9 - 1958